

La Protection Internationale DES TRAVAILLEURS

et les Accidents du Travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 28 Avril 1909, à 1 heure

PAR

Jacques BELLAMY-BROWN

Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
CAPITANT, chargé de cours.

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

32447

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Protection Internationale DES TRAVAILLEURS

et les Accidents du Travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 28 Avril 1909, à 1 heure

PAR

Jacques BELLAMY-BROWN



Président : M. WEISS, professeur

Suffragants { MM. SOUCHON, professeur
CAPITANT, chargé de cours.

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909

LA

Protection Internationale des Travailleurs

ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

INTRODUCTION

Le prodigieux développement qui, depuis un demi siècle environ, a transformé l'activité industrielle et commerciale des nations modernes, a eu entre autres conséquences celle d'établir entre elles une pénétration toujours plus étroite. Les nationaux des divers pays ont appris à se déplacer et à chercher au dehors certaines conditions d'existence que la terre natale ne leur fournissait plus.

Né en grande partie de facteurs économiques, ce va et vient international devait surtout mettre à contribution la classe ouvrière : c'est en effet ce qui s'est

produit et l'on a vu ainsi apparaître tout d'abord le problème de la main d'œuvre étrangère.

Ceci constaté, quelle part vont faire à ces étrangers les législations protectrices du travail ? Il y a là tout un ensemble de mesures formant, selon une expression très juste, le « Droit international ouvrier », c'est-à-dire : « cette partie du droit international qui règle la situation juridique des ouvriers étrangers en ce qui concerne les questions de travail » (1). Ce droit, basé sur la mobilisation de la main d'œuvre étrangère et évoluant vers un but qui est la création de règles uniformes, applicables à tous les travailleurs, comprend une série de problèmes qui, envisagés ainsi à l'état dynamique, s'analysent en deux phases successives : celle des législations internes, aux dispositions parfois sévères à l'égard des ouvriers étrangers, et celle des accords internationaux qui cherchent à y porter remède.

Reprenons ces deux phases du droit international ouvrier.

A. — La première comprend les questions que pose devant le législateur l'existence sur le territoire d'ouvriers de nationalités différentes, tant au point de vue de leur situation juridique que de leur participation aux assurances sociales. C'est l'option nécessaire entre la tendance généreuse d'oublier les particularités natio-

1. V. B. Raynaud. *Le Droit international ouvrier*, p. 5.

nales dans un but de justice supérieure et celle toute personnelle d'écarter l'étranger du bénéfice des lois protectrices du travail.

B. — La seconde a pour objet d'étude les conventions internationales portant sur les mêmes sujets que ceux dont se préoccupent les législations internes ; ce sont les mêmes questions, mais généralisées dans un domaine plus vaste et avec cette différence que l'autonomie et la liberté des Etats rendent leur solution beaucoup plus malaisée.

Ces ententes n'impliquent d'ailleurs en aucune manière l'unification des lois nationales ; leur diversité tendant d'elle-même à se restreindre, il n'y a qu'à constater leurs points de convergence et à s'en inspirer.

Laissons de côté le problème de la situation juridique des ouvriers étrangers et bornons notre étude aux assurances sociales qui les concernent. Ces réparations étant elles-mêmes nombreuses, nous ne nous attacherons qu'à la principale, l'assurance contre les accidents du travail, sans nous occuper de celles contre la maladie, la vieillesse ou le chômage.

Il est vrai que l'assurance contre les accidents du travail des ouvriers étrangers a déjà fait l'objet, surtout au point de vue français, de recherches très complètes (1) ; néanmoins les modifications incessantes qu'ap-

1. V. B. Raynaud. *Les accidents du travail et les ouvriers étrangers*. Thèse Paris, 1902. — L. Auvinain. *Les ouvriers étrangers en*

portent à la question les nouvelles lois internes et les progrès croissants que lui font faire les récentes conventions, dites traités de travail, nous autorisent suffisamment, croyons-nous, à l'approfondir à nouveau. Tout en gardant à la législation française une place prépondérante, notre étude aura d'ailleurs un caractère plus général au point de vue international.

Notre plan va être très simple ; nous envisagerons successivement l'assurance-accident des ouvriers étrangers dans les deux phases que comporte le droit international ouvrier : législations internes, accords internationaux. A propos des lois nationales, nous traiterons des conflits de lois ; de même notre examen des conventions internationales sera précédé de recherches sur notre sujet dans les congrès de protection ouvrière, congrès qui ont donné naissance aux traités de travail.

Mais auparavant, il est, pensons-nous, utile de faire dans une première partie :

1) Un court exposé du droit international ouvrier considéré au double point de vue :

- a) De son fondement, l'immigration étrangère.
- b) De son développement théorique et pratique.

2) Une analyse rapide du principe servant de base à l'assurance-accident et justifiant sa légitime application aux ouvriers étrangers.

France et les accidents du travail. Thèse Paris, 1905. — Samie.
Les ouvriers étrangers en France et le risque professionnel. Thèse
Poitiers, 1906.

Résumons notre division :

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — *Le droit international ouvrier.*

CHAPITRE II. — *L'assurance-accident et son extension légitime à l'ouvrier étranger.*

SECONDE PARTIE

CHAPITRE I. — *La législation française.*

CHAPITRE II. — *Les législations étrangères.*

CHAPITRE III. — *Les conflits de lois.*

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — *L'assurance-accident des ouvriers étrangers dans les congrès internationaux de protection ouvrière.*

CHAPITRE II. — *Les conventions internationales relatives aux accidents du travail des ouvriers étrangers.*

CONCLUSION

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

LE DROIT INTERNATIONAL OUVRIER

§ 1. — Son fondement. — La main-d'œuvre étrangère

Cette main-d'œuvre, qui sert de base au droit international ouvrier, possède de nos jours une mobilité croissante s'expliquant par les exigences et les caractères actuels de la production. L'œuvre du travail est devenue internationale ; elle réclame la collaboration de toutes les énergies sans distinction d'origine et les met à contribution dans un but d'utilité générale. L'ouvrier est donc attiré vers les grands centres industriels et il se crée de véritables courants d'émigration, qui drainent vers l'étranger les travailleurs de certains pays.

La masse ouvrière ainsi mise en mouvement est con-

sidérable ; citons seulement quelques chiffres pris au hasard des statistiques.

Dans la seule année 1907, 1.200.000 immigrants (1) ont débarqué aux Etats-Unis et la plupart d'entre eux, européens ou asiatiques, étaient des salariés (2). Plus près de nous, nous avons l'exemple de l'Italie : c'est au nombre de 510.000 qu'en 1906 ses ouvriers ont quitté la péninsule ; on les retrouve sur tous les chantiers importants de travaux publics et c'est à eux qu'ont eu recours toutes les grandes entreprises de l'Europe occidentale.

En France même, il y avait en 1905, sur un ensemble global de 9.700.000 travailleurs salariés, 382.000 étrangers. C'était le chiffre officiellement reconnu ; mais comme 400.000 déclarations de nationalités n'avaient pas été faites, cette proportion pouvait être supérieure (3).

Enfin, notons que dans un petit pays comme le Luxembourg, les étrangers ne laissent pas d'être nombreux : dans le seul canton industriel d'Esh, ils s'élèvent à 6.000, soit 50 0/0 du total de la population ouvrière (4).

Les salariés étrangers ne sont donc pas quantité

1. Parmi lesquels l'on compte 338.452 austro-hongrois, 285.731 italiens et 258.943 russes.

2. V. Jeancourt-Galignani. *L'immigration en droit international*. Thèse Paris, 1908, p. 4 et 5.

3. Bulletin du Comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales, 1905, p. 9.

4. V. Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales. Paris, 1900, II, p. 121.

négligeable dans la vie des Etats modernes et méritent de retenir l'attention au triple point de vue politique, économique et juridique. Leur présence sur le sol d'une nation peut tour à tour lui profiter ou lui nuire ; c'est une question de mesure très délicate et variant à l'infini selon le développement du pays, le taux des salaires et les droits réclamés.

Quant aux causes de cet afflux d'éléments étrangers à la recherche de travail elles sont complexes et multiples ; voyons les principales d'entre elles avant d'examiner les avantages et les inconvénients qui en résultent. S'il en est de politiques, comme l'expatriation des ouvriers russes fuyant la répression gouvernementale (1), la plupart sont pourtant d'ordre économique ; les plus fortes et les plus courantes tiennent à la situation générale, car tout concourt à ce qu'un Etat pauvre se dépeuple au profit d'un Etat riche et actif.

I. — Les ouvriers étrangers sont tout d'abord attirés par les grandes régions industrielles de certaines nations ; la demande de bras y est constante, l'embauchage presque sûr : il n'en faut pas plus pour faire venir des

1. Depuis un an de nombreux ouvriers russes sont venus chercher un refuge en Belgique et c'est par centaines qu'ils se sont établis dans les centres industriels du Hainaut, où ils trouvent facilement du travail dans les charbonnages. Comme la plupart de ces malheureux sont victimes de l'agitation révolutionnaire, ils furent bien accueillis au début dans les milieux ouvriers belges, mais les difficultés n'ont pas tardé à surgir, les russes travaillant pour des salaires moindres que les ouvriers syndiqués.

.. Il en est résulté des querelles assez vives et même des bagarres. Les ouvriers belges ont brisé les outils et déchiré les vêtements des Russes (*Journal Le Temps* du 20 décembre 1907).

pays voisins ceux qui ne réussissent pas à trouver chez eux le pain de chaque jour. C'est ainsi qu'il est presque de tradition, dans les provinces belges, voisines de la frontière française, d'aller s'employer dans nos manufactures et dans nos mines. L'industrie n'est d'ailleurs pas la seule à profiter de cette main-d'œuvre : nos exploitations agricoles des départements du nord la mettent aussi largement à contribution.

II. — Les salaires élevés agissent également d'une manière indéniable dans le même sens. Les récits entendus, l'espoir d'une vie plus facile, la misère au foyer font peu à peu envisager l'émigration comme une délivrance et si nous ajoutons à cela la curiosité de l'inconnu et la secrète pensée de revenir au pays avec un peu d'aisance, c'est assez pour pousser vers les pays neufs de véritables masses ouvrières. Le Nouveau monde reçoit ainsi tous les ans des centaines de milliers d'européens, venant en majorité des contrées à faibles salaires (Espagne, Italie, Péninsule des Balkans, Russie) (1).

III. — Cette expatriation peut parfois tenir à une rupture d'équilibre entre la densité de la population et le développement économique de la nation, quelqu'en progrès qu'il soit : c'est le cas de la Belgique. En d'autres circonstances, la faute en sera à la mauvaise posture d'une des branches de la production et ici il nous suffit de citer l'état de l'agriculture dans l'Italie du Sud.

1. Les Austro-Hongrois, les Italiens et les Russes forment à eux seuls les deux tiers de l'immigration totale aux Etats-Unis. Jean-court-Galignani : *L'immigration en droit international*, p. 4.

IV. — Enfin, il est des races de travailleurs dont la nature répugne à certaines tâches pénibles et mal-propres : ils préfèrent chômer que de les entreprendre. Ainsi en France les terrassements de nos chemins de fer ont été faits par des étrangers et c'est à eux qu'il faut recourir toutes les fois qu'il s'agit de travaux de force, l'ouvrier français s'y prêtant difficilement. Il en est de même des besognes peu enviables qu'accomplissent les Belges dans les filatures du Nord et les Piémontais dans les raffineries et les huileries du Midi. A Paris, avant que le décret du 10 août 1899 vint fixer le maximum d'étrangers à employer dans les travaux publics, le service des égouts se composait pour moitié d'Italiens (1).

V. — Enfin on ne peut passer sous silence les facilités de déplacements accordées aujourd'hui aux plus pauvres. Il s'est même créé à cet égard une sorte d'industrie ; les compagnies de navigation entretiennent des agences d'émigration qui, par l'exploitation systématique d'un pays, leur amènent, pour former leurs convois, cette marchandise d'un nouveau genre dont le transport leur rapporte de gros bénéfices (2).

A ces causes initiales de l'émigration ouvrière viennent s'en surajouter beaucoup d'autres variant au gré des circonstances ; il nous suffira d'avoir indiqué les

1. V. Pic. *La condition juridique des travailleurs étrangers en France*. Clunet 1905, p. 277.

2. V. Jeancourt-Galignani. *Ibid.*, p. 11.

plus fréquentes et nous allons passer à la recherche de leurs effets. Avantages et inconvénients sont nombreux et il est difficile de se faire une opinion : peut-être se contrebalancent-ils en définitive ?

A. — Parmi les premiers, citons pour commencer l'aide apporté par la main-d'œuvre étrangère aux travailleurs nationaux en nombre insuffisant dans certaines professions. Au nord de la France, les Belges sont venus combler les vides de l'exploitation peu rémunératrice de la betterave ; pareillement les Suisses sont d'un très grand secours dans la fromagerie ; les Italiens, dans les entreprises agricoles du Midi. Ces bienfaits, très réels, ne sont pas d'ailleurs d'une application générale. Dans la région de Meaux, à la suite d'une enquête inspirée par un projet d'impôt spécial sur ceux qui occupent des étrangers, le vœu a été émis le 10 janvier 1903 : 1^o qu'aucune entrave ne soit mise à l'entrée des ouvriers agricoles étrangers ; 2^o que les agriculteurs puissent les employer suivant leurs besoins. Dans le Nord, au contraire, il a été prouvé que la famille ouvrière est réduite à un salaire dérisoire. Il faut donc faire une différence en appréciant les résultats de l'emploi des étrangers dans l'industrie d'une part et dans l'agriculture d'autre part (1).

B. — Il est des races qui, au point de vue du travail possèdent sur d'autres de grandes supériorités ; leur

1. V. *Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, 1903, p. 123.

docilité et le soin qu'elles apportent à ce qu'elles font constituent de sérieuses qualités qui leur attirent la préférence. En Californie et dans la Colombie britannique, les Chinois, les Japonais et les Hindous sont beaucoup plus recherchés que les ouvriers blancs ; ils sont plus propres, plus respectueux, plus soumis : avec eux, l'on n'a pas de grèves à craindre. Dans les moulins, les pêcheries, les établissements agricoles, ils remplacent presque entièrement les blancs, qui eux travaillent mal, sont indisciplinés et ne restent guère dans leur emploi (1).

C. — Le salaire demandé par l'étranger est la plupart du temps très faible ; venant d'un pays pauvre où la misère l'a habitué à vivre de peu et à limiter autant que possible ses besoins, il se contente d'une nourriture grossière et de logements sordides. La concurrence des ouvriers nationaux, relativement accoutumés à plus de bien être, est ainsi rendue impossible ; l'industrie se trouve alors sollicitée de diminuer ses frais de production par le paiement de salaires moins forts et d'accroître par là même son bénéfice. C'est, il est vrai, une exploitation du travailleur, quelque chose comme un sweating système de l'étranger, contre lequel l'on ne saurait trop s'élever et réclamer des mesures de protection.

D. — Gagnant facilement sa vie dans le pays, il arrive

1. V. Jeancourt-Galignani. *Ibid.*, p. 61.

souvent que l'ouvrier étranger y demeure et s'assimile au reste de la nation ; il y fonde une famille ou fait venir celle qu'il avait d'abord laissée derrière lui ; ses enfants possèdent la plupart du temps la nationalité de l'état où ils naissent, par exemple en France (1) et leur origine est bien vite oubliée. Tous ces éléments divers se fondent et disparaissent dans l'ensemble : la population s'est enfin de compte augmentée grâce à la main-d'œuvre étrangère. Quand le pays est riche et que les naissances y sont rares, il y a là comme un sang jeune et vivifiant infusé dans les veines du corps social.

Si l'immigration des travailleurs procure de la sorte nombre d'avantages, nous devons reconnaître que les dangers qu'elle entraîne n'en sont pas moins positifs ; examinons-les maintenant.

A. — Tout d'abord se présente celui de la concurrence faite au travail national par l'avilissement des salaires, danger très important qui a fait l'objet de longues discussions et de nombreuses études ayant pour but de protéger la main-d'œuvre indigène. Les besoins de l'étranger étant, comme nous l'avons dit, des plus modestes, ses exigences sont bien moins grandes que celles des ouvriers nationaux ; d'où de vives protestations de la part de ces derniers, des pétitions devant les Parlements et des conflits parfois sanglants depuis les ba-

1. Sauf à pouvoir décliner cette qualité à la majorité dans certaines hypothèses (art. 8, C. civ.).

garres de Liévin (août 1892) entre Français et Belges, jusqu'aux troubles anti-asiatiques de Vancouver (septembre 1907) (1).

Diverses mesures ont été proposées : taxes de séjour supportées par l'employeur, taxes militaires, limitation des ouvriers étrangers dans certaines entreprises (2) ; ce sont des systèmes qui protègent la main-d'œuvre, comme d'autres le font du commerce et auxquels l'ouvrier prétend avoir droit en tant que soumis aux conséquences des seconds dans l'élévation du prix de la vie. Aux Etats-Unis, par exemple, une loi fédérale empêche les patrons d'aller chercher du personnel en Europe ; ces dispositions ont été prises sous la pression des unions ouvrières désireuses de soutenir les salaires, le coût de la vie étant très élevé. Huit ouvriers lithographes se voyaient récemment refuser l'entrée du territoire de l'Union comme suite de cette loi (3).

B. — Un autre inconvénient de la main-d'œuvre étrangère est l'exportation d'argent, qui s'en suit bien souvent. Le travailleur a laissé les siens au pays et

1. Il y eut pendant quelques jours une véritable émeute sous les yeux de la police impuissante ; les Japonais, retranchés dans leurs quartiers, se défendaient avec vigueur. Les désordres cessèrent enfin, mais la situation demeura très tendue durant les mois de décembre 1907 et janvier 1908. Galignani : *L'immigration en droit international*, p. 46 et s., V. note plus haut.

2. V. Yves Le Febvre : *L'ouvrier étranger et la protection du travail national*. Thèse, Paris 1901 et Paul Larricq. *Des mesures législatives proposées pour la protection du travail national*. Thèse Paris 1904.

3. V. *Journal de Genève* du 23. II. 07. (Clunet 1908, p. 292).

leur envoie chaque semaine le produit de ses économies ; l'on n'a qu'à voir dans le midi de la France les bureaux de poste assiégés le dimanche matin par quantité d'Italiens, qui expédient à leur famille de modiques sommes. A première vue, il n'y a pas là grand danger, mais tel n'a point été l'avis du législateur français, puisqu'il s'est basé sur cette considération pour édicter les dispositions les plus sévères de la loi du 9 avril 1898, relative aux accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ; cette crainte semble dans les travaux préparatoires être une des principales causes des articles spéciaux concernant les travailleurs étrangers.

C. — C'est surtout pour leur patrie que l'émigration des nationaux est redoutable. En Sicile, il s'est produit un tel déplacement de la population agricole que des régions entières restent en friche ; les villages sont désertés, les bras manquent, l'appauvrissement est général. De même, en Espagne : la situation y est d'autant plus grave que les partants sont des hommes dans la force de l'âge, de quinze à trente-cinq ans, ils se dirigent en foule vers l'Amérique du Sud ; le mémoire publié en 1907 par le directeur général de l'immigration en République Argentine accuse une énorme proportion d'Espagnols, qui, de 53.029 en 1905, passent à 79.517 en 1906 et à 82.606 en 1907 (1).

D'autre part, il peut arriver que dans l'Etat vers

1. V. Clunet 1907, p. 642.

lequel se porte le courant d'émigration, une circonstance imprévue (guerre ou crise économique) vienne brusquement faire cesser les offres de travail. Nombre de déracinés se trouvent alors sur le pavé et se décident à regagner le pays natal ; c'est une sorte de reflux de milliers d'individus sans ressources qui ne laisse pas de présenter de grands périls. L'Italie s'est ainsi vue placée en face de grosses difficultés à la suite de la dernière crise américaine ; les faillites survenues avaient ralenti le marché et les usines sans commandes renvoyèrent beaucoup d'ouvriers : parmi eux étaient de nombreux Italiens dont plus de 200.000 revinrent dans la mère-patrie en pleine saison d'hiver et de chômage. On eut grand peine à faire face à la situation et quantité d'arrivants durent être réembarqués pour l'Australie (1). Nous pouvons citer dans le même ordre d'idées une circulaire du ministère du Commerce et de l'Industrie, en date du 30 août 1905 qui interdisait l'engagement d'émigrants français pour le Brésil ; cette circulaire, supprimée le 4 juillet dernier, était motivée par les conditions où se trouvaient les émigrants à leur arrivée dans ce pays et par le trop grand nombre de rapatriements qui tombaient à la charge du gouvernement français (2).

D. — Enfin, le point de vue politique ne peut être

1. Jeancourt-Galignani. *L'immigration en droit international*, p. 83.

2. Les journaux.

passé sous silence : il est parfois dangereux pour un Etat de posséder sur son sol trop d'étrangers. Certains centres d'immigration deviennent pour l'expatrié comme une miniature du pays natal, dont ils gardent l'esprit et le caractère. Les petites colonies allemandes de l'Amérique du Sud restent à cet égard fortement marquées de l'empreinte nationale au sein des républiques dans lesquelles elles se sont constituées et continuent d'entretenir d'actives relations avec leur ancienne patrie (1). Ne sont-ce pas là des éléments douteux dans l'hypothèse d'une guerre ? Il est permis de se le demander quand on songe au rôle d'espions que les Japonais ont joué en Mandchourie avant la guerre russo-japonaise et à l'envahissement actuel que leurs ouvriers font des îles Hawaï, îles qui leur fourniraient une merveilleuse station stratégique dans le Pacifique.

Remarquons enfin la préoccupation caractéristique de la nouvelle loi allemande sur l'émigration ; elle cherche à diriger les émigrants vers les contrées où leur esprit national demeure intact et leur permet d'être en rapports économiques constants avec l'Empire. Un but si ouvertement avoué laisse à réfléchir (2).

Cette énumération rapide des inconvénients de la main-d'œuvre étrangère ne doit pourtant pas la faire

1. Jeancourt-Galignani, *ibid.* — Tchernoff. *Le droit de protection exercé par un Etat à l'égard de ses nation aux résidant à l'étranger* Thèse Paris, 1898, p. 417.

2. Jeancourt-Galignani, *ibid.*, p. 25.

condamner ; nous avons vu son utilité et, comme en toutes choses, son exagération seule la rend périlleuse. Maintenu dans des limites raisonnables, elle est une salubre expansion des Etats et les amène à se pénétrer les uns les autres en développant sur leurs territoires réciproques leur activité économique et sociale ; elle aboutit à un rapprochement des diversités nationales dans l'œuvre de la production universelle.

Le travail attire le travail et l'immigration ouvrière suivra fatalement les progrès de l'industrie et du commerce. Fait indéniable et général, elle mérite d'être examinée à tous les points de vue et surtout à celui de la législation. L'ouvrier étranger se trouve en effet en présence de lois édictées pour les seuls nationaux et il s'agit de savoir dans quelle mesure il va leur être soumis ; c'est l'objet du droit international ouvrier proprement dit, que nous allons étudier maintenant dans son développement régulier.

§ 2. — Le droit international ouvrier en théorie et en pratique

1^o ETUDE THÉORIQUE

Le droit international ouvrier, c'est-à-dire l'ensemble des règles applicables aux travailleurs étrangers, s'est constitué à la suite d'une longue évolution poursuivie durant tout le XIX^e siècle. La reconnaissance des

droits de l'étranger s'est faite progressivement, notamment en ce qui concerne l'ouvrier, car : « s'il est pour l'homme un droit naturel après celui de vivre, c'est assurément celui de chercher dans son travail, dans l'exercice d'un commerce, d'une industrie, d'une profession quelconque les ressources indispensables à sa subsistance et à celle de sa famille » (1).

Sous quelles influences cette législation internationale du travail s'est-elle élaborée (2) ?

I. — Citons d'abord les efforts des intéressés eux-mêmes. Longtemps l'absence de cohésion professionnelle a empêché les ouvriers de se solidariser et de faire entendre leurs revendications. A peine né, le syndicalisme s'est affranchi du cadre de la nation et les victimes des mêmes maux se sont groupées en dépit des frontières, formant de vastes associations dont le but est de protéger sans distinctions de nationalité tous les travailleurs d'une même catégorie. Ce mouvement d'union n'est que la conséquence fatale de la concurrence industrielle et commerciale si âpre entre Etats. Le patron cherche à réduire ses frais de production par la baisse des salaires et l'augmentation des heures de travail, obligé qu'il est de vendre à meilleur compte

1. V. A. Weiss. *Traité théorique et pratique de droit international privé*. II, p. 124.

2. Dans toute l'étude qui va suivre, nous mettons largement à contribution les pages très claires qu'a écrites M. B. Raynaud dans son : *Droit international ouvrier*, Paris, 1906.

pour rester maître du marché. L'ouvrier résiste, fait grève. Des deux côtés l'on se prépare à la lutte. Il se forme ainsi un internationalisme d'en bas auquel vient répondre un internationalisme des classes dirigeantes (1). Finalement l'entente se produit et des solutions plus humaines résultent de ces heurts entre le capital et le travail.

II. — L'action des Etats s'est fait sentir d'une manière plus efficace dans la création du droit international ouvrier, cela de trois manières (2).

I. — A mesure que la législation ouvrière s'élaborait dans les principaux pays, la question se posait de la conduite à tenir envers l'étranger. Fallait-il ne voir en lui qu'un salarié comme les autres ? Sans doute l'idée même de protection ouvrière impliquait l'affirmative, mais cette thèse ne laissait pas à chaque loi nouvelle de rencontrer d'acharnés adversaires. L'idéal de justice sociale finit par l'emporter et la condition de l'ouvrier étranger fut améliorée en même temps que celle du national.

II. — D'autre part, les lois protectrices du travail sont intimement liées aux questions de concurrence étrangère, concurrence qu'on les accusait de favoriser ; d'où des études de droit comparé et le désir d'une entente mis au cœur des gouvernements.

1. V. Dugarçon. *La conférence franco-italienne du travail*. Thèse de Bordeaux, 1906, p. 3.

2. V. B. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, pp. 9 et 10.

III. — Enfin les grandes puissances industrielles, cherchant chacune à résoudre les mêmes problèmes, prennent à cœur la situation faite à leurs nationaux et s'emploient à les faire bénéficier d'un traitement de faveur. Elles font donc en sorte de conclure des stipulations réciproques et contribuent ainsi, comme nous le verrons, à la formation du droit qui nous intéresse.

IV. — Les progrès du droit international ouvrier tiennent enfin à ceux du droit international lui-même.

Nous avons assisté depuis près d'un demi-siècle à l'épanouissement de nombre d'unions et de conventions internationales ; les peuples ont réglé par la voie du traité les principales difficultés que soulevaient entre eux les questions économiques, douanes, monnaie, brevets, moyens de communication et d'information. L'adoption de mesures communes a fait naître une étroite solidarité entre les Etats, dont l'activité a pu se donner librement carrière dans le pacifique domaine qui lui était ainsi ouvert (1).

Mais de nouveaux conflits réclamaient un mode de solution analogue : c'étaient ceux que pouvaient susciter les lois protectrices du travail. Le point de vue social doit en effet primer celui de la richesse matérielle ; l'individu entre en jeu et il s'agit d'atténuer ses misères, de veiller sur sa sécurité, d'alléger son labeur. L'hygiène des ateliers, la réglementation de l'emploi des

1. V. B. Raynaud. *Id.* p. 2.

enfants, la limitation de la journée de travail, les assurances ouvrières sont des sujets d'une importance capitale, qui méritaient d'autant plus d'être l'objet d'accords internationaux qu'ils soulevaient des questions sociales presque pareilles dans tous les pays. Les traités de travail ouvrent donc une ère nouvelle dans l'histoire du droit international, ce sont de merveilleux instruments dont la forme, empruntée à ce droit, a permis à celle de ses branches envisagée ici de se développer soudain et pour le plus grand bien de tous.

Fort heureusement favorisée par les diverses influences que nous venons d'examiner, la formation du droit international ouvrier est due à certains agents, dont il nous faut maintenant parler.

Une remarque préliminaire s'impose : notre droit se présente avec des caractères bien définis, qui sont les suivants :

1° Il est tout d'abord humanitaire, car, selon un mot très vrai, « c'est aussi avec le cœur qu'il faut aborder les problèmes sociaux » (1).

2° Il est écrit et se trouve dans des textes de lois, d'arrêts, de conventions internationales. De là des avantages précieux au point de vue de la clarté et de la précision, sans rien lui enlever d'ailleurs de sa souplesse. Les lois ouvrières, souvent remaniées, les conventions, toujours à durée limitée, évitent ce péril et la

1. Deschanel cité par P. Samie, *Les ouvriers étrangers en France et le risque professionnel*. Thèse de Poitiers, 1906.

science évolue comme l'organisme vivant qu'est la classe sociale à laquelle elle s'applique.

3° Le droit international ouvrier, peut-on dire encore, tend de plus en plus vers l'uniformité et repose chaque jour davantage sur la réciprocité diplomatique. Il n'est en effet possible qu'autant que les mesures prises en commun reçoivent une application générale et d'autre part les législations internes donnent aux mêmes phénomènes des solutions identiques. Enfin les concessions réciproques, longuement mûries par la diplomatie, ne doivent elles pas être la meilleure réalisation d'une législation internationale du travail unissant tous les peuples ?

Les agents d'élaboration du droit international ouvrier sont au nombre de trois ; d'un côté, la loi et la jurisprudence, de l'autre le traité (1).

a) L'action légale consiste en dispositions relatives aux ouvriers étrangers, dispositions éparses dans les différents textes sur la protection ouvrière et assez difficiles à coordonner comme nous le verrons au cours de cette étude. Elles sont d'ailleurs très peu nombreuses et la jurisprudence, comme dans les autres branches du droit, est obligée de venir suppléer et compléter l'œuvre du législateur.

b) Passons au traité, il peut être bi-latéral et régler certains points de législation ouvrière entre deux

1. V. B. Raynaud, *ibid.* pp. 16 et s.

nations. Les conventions de ce type sont tantôt consacrées entièrement à la protection des travailleurs, tantôt en partie seulement ; elles sont conclues pour un délai déterminé ou non et elles se renouvellent d'année en année par tacite reconduction. L'on rencontre aussi des traités généraux, négociés entre plusieurs Etats et donnant toute facilité d'adhésion postérieure ; de tels accords sont beaucoup plus malaisés à réaliser que les premiers, étant donné les nombreux intérêts en jeu et la dissemblance des situations économiques.

Comme exemple de la convention bi-latérale ordinaire, nous pouvons citer le traité de travail franco-italien. Quant à la convention générale, il n'en est pas encore de définitive ; nous pouvons cependant mentionner l'accord conclu à la Conférence internationale diplomatique de Berne (17-26 septembre 1906), accord dont l'entrée en vigueur se produira en 1911, si toutes les ratifications sont déposées avant le 31 décembre 1908, et qui concerne : 1^o l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie ; 2^o l'interdiction du phosphore blanc (jaune en Allemagne) dans l'industrie des allumettes (1).

Si ce dernier agent appartient au droit international public, les deux premiers dépendent du droit international privé. Quelle va donc être la nature de notre

1. Actes de la Conférence diplomatique pour la protection ouvrière, réunie à Berne du 17 au 29 septembre 1906.

science ? procédera-t-elle d'une seule des parties du droit international ou des deux à la fois ?

I. — A ne considérer que les intérêts en présence, nous la voyons dominée par le droit international privé : qu'il s'agisse d'admission au travail ou de protection ouvrière, c'est toujours par rapport à la personne du salarié que sont mises en œuvre des solutions plus conformes à la justice et à l'utilité sociale. L'on s'efforce de soulager les misères privées en rendant les tâches moins pénibles, les infirmités moins cruelles, les maladies moins fréquentes.

II. — Mais d'autre part, ces mesures essentiellement individuelles ne peuvent être véritablement résolues que par l'intervention des pouvoirs publics. La souveraineté nationale n'y suffit d'ailleurs même pas et doit entrer en rapport avec les gouvernements étrangers. C'est donc par la qualité de ses garants que le droit international ouvrier dérive du droit international public.

En résumé, l'on peut dire que notre droit est mixte et découle simultanément des deux branches du droit international ; il se produit en matière de protection ouvrière le même phénomène qu'en matière de neutralité maritime ou de propriété des marques de fabrique (1).

Reprenons les trois agents d'élaboration du droit

1. V. B. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, pp. 27 et 28.

international ouvrier ; leur tendance n'est pas la même ; d'où une orientation différente dans les règles applicables aux travailleurs étrangers.

A. — I. — La loi agit dans un sens nettement national. Ses auteurs veulent avant tout protéger la main-d'œuvre indigène contre les risques de chômage ou de baisse de salaire, qu'entraînent presque toujours l'immigration des ouvriers étrangers. Ces derniers se voient donc tenus dans une situation inférieure à celle des nationaux et c'est pourquoi la plupart des législations contiennent encore des dispositions exceptionnelles à leur égard : il faut les plus grands efforts de la part des associations où sont représentées toutes les classes sociales pour que peu à peu des textes plus larges succèdent aux anciens.

II. — L'action de la jurisprudence est conçue dans le même esprit et nous verrons plus loin nombre de jugements ou d'arrêts se montrer particulièrement sévères au sujet des accidents du travail des ouvriers étrangers ; la jurisprudence française en donne mille preuves, imitée en cela par celle de l'étranger, qu'elle soit belge, luxembourgeoise ou suisse. Il y a là un exclusivisme national basé sur des raisons d'utilité pratique, qui sont au fond très contestables et peuvent donner lieu à des représailles.

B. — Si nous arrivons au traité, les choses changent : le but poursuivi est l'assimilation complète des ouvriers étrangers et nationaux et la réciprocité diplo-

matique devient alors le meilleur moyen d'y parvenir. Il en résulte une réelle influence internationale exercée sur la législation interne, qui se voit obligée d'harmoniser ses textes avec les conventions survenues et d'en atténuer la rigueur. Le traité devient ainsi de nos jours une des causes les plus positives de notre science et préside de la façon la plus heureuse au cours de son développement (1).

Nous voici donc ramenés aux deux grandes divisions qui se font suite dans le droit international ouvrier : législations nationales, conventions internationales. C'est dans ces deux domaines que doivent être successivement résolus les problèmes qui en sont l'objet, problèmes qui peuvent se classer en deux catégories principales :

1° Situation faite aux étrangers en ce qui concerne le travail (faculté de s'y livrer et d'avoir part aux droits privés qui s'y rapportent) ;

2° Admission des ouvriers étrangers aux diverses réparations sociales (secours accordés quand des circonstances fortuites les mettent dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins).

Chaque Etat a le devoir d'accorder aux travailleurs étrangers une protection de plus en plus équivalente à celle dont bénéficient les nationaux et c'est à cela que

1. V. B. Raynaud. *Id.* pp. 29 à 39.

prétend la première phase de notre droit. D'autre part, tout gouvernement peut se préoccuper du sort de ceux de ses ressortissants qui travaillent sur un territoire autre que le sien et chercher à l'améliorer en traitant avec la souveraineté étrangère. De telles mesures sont possibles, car il n'y a pas lieu d'identifier les législations, mais de les rendre équivalentes. Le principe de réciprocité a donné la forme de la réglementation internationale et nous le trouvons à la base de la Conférence diplomatique de Berne, déjà citée, comme à celle de tous les traités de travail, auxquels il fournit une sorte de sanction leur donnant la possibilité d'être toujours dénoncés.

Nous terminerons ce bref examen du droit international ouvrier en insistant sur sa nécessité qui est primordiale.

La législation protectrice du travail agit dans chaque Etat sur le coût de la production, car elle impose à l'industrie de très lourdes charges ; il faut donc pour rétablir l'égalité entre les diverses nations concurrentes que des mesures semblables viennent équilibrer leurs chances. Frappées pareillement, elles ne pourront plus se distancer l'une l'autre et trouver une source de gains dans l'insuffisance des lois ouvrières. La législation internationale du travail est le seul moyen de garantir la législation sociale contre les dangers de la concurrence et souvent des contrées industrielles ont émis le

vœu que des règles semblables rendissent cette dernière moins inégale (1).

Il va sans dire qu'une réglementation uniforme n'est pas à désirer : tout doit être subordonné à la constitution économique du pays et là encore nous sommes en face de questions très délicates, exigeant une très grande sûreté de doigté. La division du travail s'opérerait ainsi normalement, selon les aptitudes de chaque peuple, et une coopération féconde succéderait aux luttes anciennes si peu profitables à la classe salariée (2).

La justice réclame des prescriptions internationales protégeant les droits de l'ouvrier étranger, qu'elles soient l'objet de dispositions législatives internes ou d'accords internationaux et c'est en ce sens que lors de la Conférence de Berne, en 1906, le président, M. E. Frey, pouvait dire à la séance de clôture :

« Lorsque tous les Etats se seront mis dans la pensée commune de protéger le peuple travailleur contre les risques du travail, alors viendra le moment où cette protection répondra à toutes les exigences légitimes de l'humanité et de la civilisation, parce que la lutte sur le terrain de la concurrence désarmera devant cette législation. C'est la voie qui

1. V. H.-E. Barrault. *La Conférence internationale de Berne du 8 juin 1905*. Dans les « Annales des Sciences politiques », 1905, p. 480. — Millerand : *Les traités de travail*. « Revue politique et parlementaire », 1903, t. XXXVIII, p. 33.

2. V. V. Brants. *La conférence internationale de Berne*, (mai 1905). « Réforme sociale », 1905, t. II, p. 466. — H.-E. Barrault, *loc. cit.*, p. 480. — B. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, p. 56-60.

selon toutes prévisions humaines conduit vers la solution pacifique de la question sociale » (1). Le but du droit international ouvrier est donc singulièrement élevé et constitue une des manifestations qui « fait le plus grand honneur à la civilisation contemporaine, car elle dénote le souci qu'elle éprouve d'améliorer le sort de ceux qui par leur travail créent tous les éléments du bien-être et réalisent tant de merveilles de force et de beauté » (2).

2° HISTORIQUE ET RÉSULTATS OBTENUS

A. — *Historique.* — La première pensée d'une réglementation internationale des questions intéressant le travail remonte à Robert Owen, dont la pétition au Congrès d'Aix-la-Chapelle date de 1818 ; David Legrand vulgarisa l'idée vers 1840 et durant les années suivantes, mais elle resta encore longtemps dans le domaine théorique.

En 1881, la Suisse décide de convoquer une conférence sur la législation internationale des fabriques, mais la tentative échoue, par suite du mauvais vouloir

1. V. *Archives diplomatiques*, 1907, t. CIV, p. 104.

2. V. Discours de M. Cauwès à la séance d'ouverture du Congrès international pour la protection légale des travailleurs, 25 juillet 1900. Compte rendu de ce Congrès, pp. 449 et suivantes. Paris 1901.

des Etats, dont l'on avait au préalable sondé les dispositions (1). Enfin, le Conseil fédéral peut adopter le 28 juin 1888 une proposition de loi tendant à réunir les délégués des puissances pour septembre 1889 ; à ce moment l'empereur Guillaume II lança deux rescrits célèbres invitant ces mêmes puissances à se faire représenter à Berlin pour « entrer en pourparlers sur la possibilité de donner satisfaction aux besoins et aux vœux des ouvriers ». La Suisse s'inclina de bonne grâce (Guillaume II soutenait avoir ignoré ses intentions) et les envoyés de quatorze Etats se rencontrèrent à Berlin du 15 au 29 mars 1890.

Il y eut trois points de vue différents : à gauche, la Suisse et l'Allemagne soutinrent la conception autoritaire d'une réglementation internationale uniforme, opinion qui n'eut aucun succès ; au centre, un groupe d'Etats, réservant sa manière de voir, penchait plutôt vers l'initiative particulière que vers un accord général (France, Angleterre, Belgique) ; à droite un autre groupe se déclarait incapable d'adopter les mesures proposées en raison d'une situation économique très peu avancée (Italie, etc.) (2).

1. V. Saint-Albin, *Etat actuel de la réglementation internationale du travail*. Thèse de Paris, 1907, p. 15.

2. V. Saint-Albin *loc. cit.*, pp. 18 et suivantes. — B. Raynaud : *Le Droit international ouvrier*, p. 61 à 63. — Châtelain. *La protection internationale ouvrière*. Thèse de Paris, pp. 8 à 56. — J. Métin : *De la situation des ouvriers étrangers en France Au point de vue des assurances ouvrières*. Thèse, 1908, pp. 175 à 191.

La Conférence, qui n'était ni une réunion de plénipotentiaires, ni un Congrès, se sépara sur des vœux platoniques, mais son effet moral fut des plus salutaires. Sans doute la réglementation internationale admise d'une manière uniforme subissait un échec s'expliquant suffisamment par l'esprit d'autonomie de certains peuples et la diversité de leur situation économique et sociale, mais la réunion de Berlin témoignait en revanche d'une même conception des lois ouvrières chez tous les Etats représentés et montrait de nombreux points de ressemblance dans leurs législations particulières. Ces constatations, ajoutées à l'effet produit par la convocation impériale, mettaient en vedette les questions de travail et, comme il faut savoir se contenter de résultats moraux, l'œuvre accomplie n'était point stérile (1).

Avant 1889, l'on avait songé à créer un organe commun de statistique et de législation et le gouvernement suisse s'en inspirait en proposant dans sa circulaire du 15 mars 1889 la périodicité des conférences ; à Berlin même, il y revint dans le « Rapport de la Commission pour la mise à exécution des idées adoptées par la Conférence », mais devant les objections soulevées toute idée de ce genre fut abandonnée. Désormais, l'histoire de cet Office international du travail se confond avec celle de la protection ouvrière.

1. V. Saint-Albin. *loc. cit* , p. 29 et 30.

Dans les années qui suivirent, nombreux furent les congrès qui, n'ayant pas spécialement pour but la législation protectrice des travailleurs, l'appelèrent cependant de tous leurs vœux (1). En 1897, s'en tinrent deux : le « Congrès de la protection ouvrière », qui siégea à Zurich du 23 au 28 août et le « Congrès international de législation du travail » réuni à Bruxelles du 27 au 30 septembre.

Le premier renfermait des hommes de tous les partis, en religion et en politique ; il traça un programme de revendications (limitation de la journée de travail, repos du dimanche, etc.) et invita le gouvernement suisse à reprendre les négociations au sujet d'un Office international du travail, ce que ce dernier ne put faire (2).

A Bruxelles, ce fut une réunion de professeurs comprenant les adversaires et les partisans de la législation internationale du travail. Les échanges de vues étaient seuls admis et les votes et résolutions explicitement exclus ; la discussion entre autonomistes et interventionnistes porta sur divers points de la législation ouvrière, sur cette législation elle-même et sur la création d'un Office international. Après le Congrès, ces

1. Congrès socialiste de Bruxelles en 1891.

Congrès international pour la législation douanière et la réglementation du travail. Anvers, 1892.

Congrès de l'Institut international de statistique. Berne, 1895.

2. Voir pour les détails : Saint-Albin, *loc. cit.*, pp. 38 et suivantes et Châtelain, *loc. cit.*, pp. 79 et suivantes.

derniers plus nombreux nommèrent un Comité destiné à élaborer les statuts d'une assemblée future où il serait donné suite à leurs efforts ; dans ce comité entrèrent M. Mahaim, M. Brants et le duc d'Ursel. Il ne réussit pas dans un projet de congrès en 1899 et fut remplacé par un comité allemand qui s'entendit avec des personnalités françaises.

L'initiative privée s'était enfin résolue à fonder elle-même un organe international sans attendre l'intervention officielle (1).

En 1900, eut donc lieu le Congrès de Paris où figuraient les interventionnistes les plus connus sans distinction d'opinion, MM. Jay et Cauwès en furent les promoteurs et ce dernier fut élu président : « L'essentiel, dit-il dans son discours d'ouverture, est de ne pas se séparer sans avoir créé un lien permanent entre ceux qui désirent coopérer avec quelque esprit de suite à la connaissance et au progrès de la législation protectrice du travail (2). » La partie capitale de l'œuvre à réaliser se trouvait donc être l'organisation d'une suite de rapports internationaux constants. M. Mahaim exposa le but poursuivi et les principes auxquels avaient obéi les auteurs du projet de la commission ; M. de Berlepsch,

1. V. encore : Saint-Albin, *id.*, pp. 48 et suivantes, et Châtelain *id.*, p. 82 et suivantes.

2. Discours de M. Cauwès le 25 juillet 1900 à la séance d'ouverture. Compte rendu du Congrès international pour la protection légale des travailleurs du 25 au 28 juillet 1900. Paris, 1904, pp. 449 et suivantes.

ancien président de la Conférence de Berlin, déclara s'y associer au nom du groupe allemand et les autres délégués tirent de même. Les statuts proposés furent finalement adoptés à la majorité moins une voix : l'« Association internationale pour la protection légale des travailleurs » était fondée.

Cette association (1), ouverte à tous ceux qui jugent nécessaire la législation protectrice du travail, a son siège à Bâle et se compose de sections nationales s'organisant elles-mêmes. Son but (art. 2 des statuts) est :

1° De créer un centre d'informations concernant la protection ouvrière ;

2° De constituer un foyer de propagande à cet effet.

A. — C'est à l'Office international du travail qu'est dévolu le premier rôle. Ouvert à Bâle le 1^{er} mai 1901, il est dirigé par un Comité international et reçoit les subventions des sections autonomes, qui ne peuvent aller à l'encontre de ses règles. Cet Office, destiné à contribuer à l'amélioration des lois ouvrières internes, ne peut naturellement entreprendre que des études objectives ; sa mission est de grouper les documents intéressant les questions de travail, de leur donner une large publicité en les traduisant dans toutes les langues,

1. MM. Saint-Albin, Châtelain, Métin, déjà cités. En outre, M. Alfassa : *L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs*. « Revue politique et parlementaire », 1904, t. XLII, p. 3 et J. P. Armand-Hahn : *L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs*. « Annales des Sciences politiques », 1905, p. 156, etc., etc. (bibliographie très complète).

enfin de fournir une bibliographie idéologique et méthodique continue sur la matière. L'Office international du travail a donc une action nettement scientifique (1).

B. — Quant à l'association elle-même (2), l'on peut dire qu'elle est la commission, évidemment volontaire, des congrès futurs ; « elle joue le rôle de rapporteur des projets d'accords diplomatiques relatifs au travail » (3). Chaque année, les délégués des sections nationales se réunissent en assemblée générale dans une ville désignée d'avance et là se prépare l'œuvre que des accords internationaux consacreront un jour. L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs jette ainsi les bases d'un droit international ouvrier, reposant en partie sur une série de conventions entre Etats et considéré jusque là comme à peu près irréalisable ; elle s'emploie en outre à perfectionner les lois internes.

Les réunions annuelles se sont tenues régulièrement et nous y reviendrons dans notre troisième partie, au chapitre intitulé : « L'assurance-accident des ouvriers étrangers dans les Congrès de protection ouvrière internationale. » L'ordre du jour en est, dit-on, trop

1. V. V. Brants. *Un office international du travail*. « Réforme sociale », 1901, t. I, p. 724.

2. Les sections au nombre de 12 se divisent en France, Italie, Pays-Bas, Allemagne, Suisse, Belgique, Hongrie, Autriche, Grande-Bretagne, Amérique, Danemark, Espagne (ces quatre dernières plus récentes).

3. V. B. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, p. 64.

chargé : c'est qu'il faut longuement préparer les sujets en coordonnant les vues et les efforts ; le tout est de gagner l'opinion et d'en user pour forcer l'inertie des gouvernements. La législation internationale du travail est encore à l'état embryonnaire et il faut de patientes recherches pour en dégager les principes directeurs (1).

En résumé, la protection ouvrière internationale par voie de réglementation gouvernementale a complètement échoué tandis que l'initiative privée a remporté de remarquables succès (2).

B. — *Résultats obtenus.* — Voyons maintenant les résultats pratiques acquis par le droit international ouvrier au cours de son évolution.

A. — A l'égard des traités généraux, nous rencontrons les deux Conférences de Berne (8-17 mai 1905 et 17-26 septembre 1906). La première fut consacrée à un travail préparatoire officiel sur deux importantes questions de protection internationale du travail ; restait à nouer le travail diplomatique et à conclure l'entente définitive : ce fut fait lors de la seconde conférence, où quatorze nations se trouvèrent officiellement représentées. Deux conventions furent signées, comme nous l'avons vu, et un certain délai fut prévu avant leur entrée en vigueur pour le dépôt des ratifications ; plu-

1. V. J.-P. Armand-Hahn, *loc. cit.*

2. Notons à ce propos la création de l'Institut international d'Agriculture par le roi d'Italie, qui fut installé à la villa Borghèse vers la fin de 1907.

sieurs puissances devaient en effet mettre leur législation d'accord avec le texte adopté à Berne et c'est ainsi qu'en France le Sénat a adopté, dans sa séance du 9 juillet 1908, avec celui de ratification de la double convention, un second projet ayant pour but d'apporter à la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels certaines modifications rendues désormais nécessaires. La loi sur l'ensemble a été promulguée le 18 juillet 1908 (1).

Un pas immense avait été fait et comme le disait M. Mahaim, un tel progrès « allait modifier les conditions et la portée des lois sociales, changer en quelque mesure la destinée des nations ». Et il ajoutait : « Je ne puis m'empêcher de croire qu'une ère nouvelle est ouverte à la législation du travail et que la joie doit être au cœur de tous ceux qui ont foi dans le progrès social (2). » Enfin, M. Waddington, premier membre de la délégation française, a pu dire au discours de clôture de la conférence de 1905 : « Aujourd'hui, nous avons cherché à améliorer la situation d'une catégorie particulièrement intéressante de travailleurs : demain,

1. V. entre autres nombreux articles, ceux de MM. Pic. *Questions pratiques de législation ouvrière*, 1905, pp. 94 et 159 ; D. Crick : *Revue de droit international*, 1905, p. 157 ; Brants : *Réforme sociale*, 1905, t. II, p. 466 ; le *Bulletin de l'Office du Travail*, 1906 (octobre et novembre) et la *Revue générale de droit international public* (1907, p. 582).

2. V. E. Mahaim. *Le Congrès de Berne*, « *Rev écon. int.* », 1905, vol. 2, pp. 551 et 557.

nous nous occuperons d'autres catégories, d'autres points spéciaux de la législation du travail. C'est en effet une des caractéristiques, je pourrais dire la gloire de la fin du xix^e siècle et du xx^e siècle, d'avoir étendu et d'étendre tous les jours davantage l'action internationale, naguère restreinte aux questions de paix et de guerre, à la solution des problèmes qui intéressent le commerce, l'industrie et la protection des travailleurs. » (1)

B. — Les accords particuliers sont représentés par les nombreux traités de travail concernant le traitement des étrangers travaillant sur le territoire et réciproquement ; tous s'appliquent aux assurances sociales et principalement à celle qui nous occupe : nous les verrons donc en détail dans notre troisième partie, ce qui rend inutile de nous y arrêter ici.

Nous voici arrivés à la fin de notre étude du droit international ouvrier : notre sujet est ainsi placé dans son cadre naturel, dans le milieu normal où il va évoluer suivant les règles et vers le but que nous avons déterminés. Nous allons (2) « non pas vers une législation internationale uniforme des lois protectrices du travail », mais vers le développement des législations nationales. La convention internationale est par consé-

1. V. *Archives diplomatiques*, 1905, t. XCV, p. 341.

2. H. Barrault, *L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs*. « *Annales des sciences politiques* », 1905, p. 480.

quent un moyen pratique de faire logiquement aboutir une science qui vise à détruire toutes les barrières se dressant encore entre les travailleurs dans les différents pays. C'est ainsi qu'à la réunion de la Commission spéciale de la section française de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, réunion qui eut lieu en avril 1906 pour aider à la réalisation de l'assimilation des ouvriers nationaux et étrangers souhaitée à Bâle (troisième assemblée, 26-28 septembre 1904), les avis différant sur le point de savoir si l'on pouvait attendre le plus des lois nationales ou de la législation internationale (1), la majorité allant plus loin encore décida en faveur de cette dernière en disant qu' « on ne peut attendre que de la convention internationale la complète réalisation du principe de Bâle ».

Il est naturel, en effet, que si une nation fait participer les citoyens d'une puissance étrangère au bénéfice de ses lois sociales, cette puissance accorde à son tour une situation privilégiée aux ressortissants de la première. Autrement, comme le fait remarquer M. Barrault, « on risquerait d'entraver le remarquable mouvement qui, depuis quelques années, tend à multiplier les conventions internationales du travail, en même temps qu'on permettrait à certains pays de perpétrer,

1. H. Barrault : « Rapport sur l'assurance ouvrière des ouvriers étrangers ». *Association internationale pour la protection légale des travailleurs*, section française, 1906, 4^e série, p. 10.

sans inconvénients pour eux, la jurisprudence la plus défavorable aux étrangers » (1).

L'assurance-accident des ouvriers étrangers va justifier notre théorie du droit international ouvrier et c'est à son étude spéciale qu'il nous faut nous attacher maintenant.

1. H. Barrault. *Ibid.*, p. 10 également.

CHAPITRE II

L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET SON EXTENSION LÉGITIME A L'OUVRIER ÉTRANGER

Le droit au travail est, avons-nous dit, l'un des plus essentiels de la personne humaine ; tout individu doit pouvoir librement chercher un gagne-pain dans les limites permises par les lois intéressant l'ordre public et les bonnes mœurs et ce principe est aujourd'hui reconnu par toutes les nations civilisées. Les entraves mises à l'immigration étrangère ne viennent pas à proprement parler contredire notre affirmation, car ces mesures prises en vue de l'intérêt national ne s'appliquent qu'au fait de l'admission sur le territoire et non plus à celui d'y trouver du travail. Le travail est le même pour les nationaux et les étrangers ; les uns et les autres sont soumis à ses lois, le plus souvent sévères et cruelles, et par conséquent les uns et les autres doivent bénéficier des adoucissements que les pouvoirs publics s'efforcent d'y apporter.

La réduction de la journée de travail, par exemple, vise tous les ouvriers : cela nous semble évident ! Pourquoi n'en est-il pas de même des assurances sociales inspirées également par le désir de protéger le travailleur ? Pourquoi surtout n'en est-il pas ainsi de celle d'entre elles dont nous allons nous occuper enfin exclusivement, l'assurance contre les accidents du travail ?

A. — Son application aux ouvriers étrangers dérive des principes les plus élémentaires de la justice naturelle. Il n'est pas de nationalité qui tienne devant la machine qui tue ou mutile ; la mort, les blessures produisent une somme de souffrances, de chagrins, rendant aussi poignante la situation des veuves ou des infirmes, quel que soit le lieu de leur naissance ou de leur résidence. Toute inégalité de traitement est donc inadmissible. Nous en sommes d'autant plus choqués que nous sommes à une époque où les distinctions de races s'évanouissent chaque jour davantage devant les caractères généraux de la production et de la main-d'œuvre. C'est là l'aboutissant de la civilisation et donner un effet différent aux accidents du travail, suivant la victime qu'ils frappent, peut à bon droit nous sembler le vestige d'un passé anti humanitaire. Une œuvre d'élargissement s'impose : il faut renoncer à chercher dans des textes anciens l'interprétation du droit nouveau et ne pas craindre d'affirmer que la protection de la vie de l'ouvrier et l'organisation

de la solidarité dans l'industrie sont les vraies raisons d'être des législations de risque professionnel (1).

Comme le dit M. Jay : « Rien ne saurait justifier de pareilles iniquités. L'obsession de la transaction et du forfait peut seule les expliquer » (2). De même M. Millerand : « S'agissant de lois naissant de la conception de devoirs sociaux, vis-à-vis de tous ceux qui souffrent, est-ce qu'il est possible de distinguer entre les hommes suivant leur nationalité ? » Et il continuait en disant : « Est-ce qu'en particulier ce n'est pas un devoir pour notre pays de ne faire aucune exception entre les misères et d'accorder le même traitement à tous les malheureux (3) ? »

B. — A des raisons d'équité viennent s'ajouter celles qui concernent les principes servant de bases aux lois d'assurance contre les accidents. Essayons donc de les fonder en droit et voyons s'il est une justification possible à la condition de l'ouvrier étranger.

La façon d'envisager le louage de services s'est profondément modifiée quant à la question de savoir si le risque encouru dans l'exécution du travail incombe au patron ou à l'ouvrier. Autrefois, avec la théorie de

1. V. Samie. *Les ouvriers étrangers et les accidents du travail*, p. 186.

2. V. Jay. *L'assurance ouvrière et la solidarité dans l'industrie*. « Revue politique et parlementaire », 1905, t. 45, p. 462.

3. V. Millerand. Conférence faite sous les auspices de la Ligue de l'Enseignement. Bulletin du Comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales, 1906, p. 229.

la faute délictuelle, c'était ce dernier qui assumait le fardeau de la preuve, car il n'existait pas, disait-on, « de prescriptions législatives demandant à un homme, dont le droit ne dérive pas de l'Etat, de répondre avec sa fortune d'événements dommageables entièrement au dehors de son pouvoir » (1). La conception d'une faute contractuelle, plus conforme aux faits et aboutissant au renversement de la preuve, ne réussit guère ; c'était une erreur juridique (le salarié ne loue point sa personne physique et le patron ne s'engage nullement à la restituer intacte) car l'ouvrier continuait à supporter les cas fortuits comme ses fautes minimales.

Ces théories sont incompatibles avec le principe moderne du risque professionnel, la responsabilité patronale étant au contraire aujourd'hui pleine et entière. force majeure et faute personnelle mises à part. Cette évolution, inspirée du droit des chemins de fer dans lequel le traitement appliqué au voyageur s'est progressivement étendu à l'ouvrier soumis aux mêmes périls, est le produit des convictions juridiques populaires des nations modernes et a donné naissance aux nombreuses lois d'assurance contre les accidents du travail (2).

1. V. Feigenwinter. — *Le traitement des étrangers au point de vue de la responsabilité civile et de l'assurance*. « Revue de droit international privé. » Darras, 1905, pp. 93 et suivantes.

2. Feigenwinter, *ibid.*

Quelle est la nature de ces lois ?

I. — La législation allemande, qui remonte à 1882 et dont l'exemple a été suivi dans une bonne partie de l'Europe, les juge comme étant de droit public et ainsi peut se comprendre à la rigueur la distinction absolue qu'elle fit tout d'abord entre les ouvriers indigènes et étrangers. Les pouvoirs attribués par la loi de 1900 au Conseil d'Empire ont un peu atténué cette sévérité excessive, sans faire admettre pourtant les lois d'assurance-accident parmi celles qui relèvent du droit privé.

Toutefois, à la quatrième assemblée de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs qui se tint à Bâle en 1904, le D^r Caspar, délégué officiel allemand, reconnut la nécessité de mesures internationales réciproques en faveur des ouvriers étrangers et, tout en restant fidèle à l'esprit de son droit national, il signa, dans un but pratique, l'amendement ainsi conçu « ... Il n'y a lieu d'établir aucune différence entre les bénéficiaires, à raison de leur nationalité, domicile ou résidence (1). »

II. — La théorie allemande fut réfutée à la même réunion de Bâle par le délégué suisse, M. Feigenwinter, dans le remarquable rapport qu'il présenta à la cinquième Commission, chargée des assurances sociales.

1. V. Alfassa. « L'association internationale pour la protection des travailleurs. L'assurance-accident au congrès de Bâle ». *Revue politique et parlementaire*, 1904, t. XLII, p. 352.

Pour lui, la protection ouvrière diffère essentiellement de l'assistance et se trouve en connexité étroite avec le droit privé ; c'est ainsi que les lois d'assurance-accident opèrent la fusion de ce dernier et du droit public, et cela par le fait qu'elles découlent du contrat de travail. Ce concept, beaucoup plus ample que la notion primitive du louage de services, donne naissance, d'après M. Feigenwinter, à deux sortes de droits : ceux qui en viennent et sont de droit privé, et ceux qui résultent de la loi. Ces derniers sont d'ordre public, mais il en résulte cependant des droits de nature privée et parmi eux se trouvent ceux qui consacrent les lois dont nous parlons. Les étrangers doivent donc en bénéficier, car il ne s'agit point d'institutions sociales et policières, mais de mesures de protection ouvrière ; aussi M. Feigenwinter concluait-il en affirmant que les restrictions législatives en matière d'assurance blessent les principes du droit des gens des traités internationaux, qui établit que pour les droits privés les étrangers sont assimilés aux nationaux.

III. — Cette distinction entre droit public et droit privé était si délicate, si peu solide, que des observations immédiates eurent lieu, notamment de la part de M. Jay et de M. Millerand. Sans chercher à savoir si la solution à prendre par le congrès pouvait se baser sur cette théorie, remarquons que M. Millerand concevait le contrat de travail et ses conséquences d'une manière beaucoup plus simple. Ce contrat,

tout nouvellement créé et qui n'a pas encore été coulé dans le moule législatif, possède à son avis certains caractères intrinsèques, au nombre desquels figure celui de conférer en tout pays la totalité des avantages de la législation nationale : de là le principe d'assimilation entre ouvriers indigènes et étrangers (1).

Telles sont les deux manières d'envisager le contrat de travail comme source d'application des lois d'assurance-accident aux travailleurs étrangers. Mais, tout en restant dans le domaine du droit privé, il est d'autres explications à donner de l'universalité de ces lois.

IV. — La responsabilité imposée au patron a semble parfois exagérée : « On ne peut guère considérer les obligations imposées par cette loi, comme une conséquence directe du contrat de travail » disait M. Germain (2), à propos de la loi française du 9 avril 1898 et c'est pourquoi l'on a songé à fonder le risque professionnel sur le caractère même de l'entreprise industrielle. Les charges de la réparation des accidents du travail seraient alors passées aux frais généraux en tant qu'éléments inhérents à l'œuvre de la production. En un mot, cette opinion qui est celle de M. Sachet fait reposer les lois qui nous intéressent sur

1. V. Alfassa, *loc. cit.*, p. 353-355.

2. V. Germain. *La jurisprudence et la législation du contrat de travail*. Thèse de Paris, 1906, p. 190.

« la relation de cause à effet entre l'accident et l'exercice du travail, indépendamment de tout fait subjectif autre que le dol ou la faute non inhérente au travail » (1). Nous nous trouvons ainsi en présence d'un passif éventuel analogue à la destruction ou à l'usure du matériel et dont l'amortissement est prévu d'avance. Distinguer la nationalité de l'ouvrier est donc sans objet, car il ne possède plus aucune individualité propre (2) hormis les droits que lui confère sa valeur humaine et sociale : voici donc justifié ce que nous pouvons appeler avec M. Raynaud « le risque professionnel international » (3).

V. — Enfin, certains auteurs, notamment M. Wahl (4) ne voient dans la source des lois d'assurance-accident qu'une simple obligation légale ; la responsabilité patronale dériverait uniquement ainsi du caractère impératif de la règle édictée par le législateur pour tous les travailleurs.

En résumé, quelle que soit la théorie que nous adoptions, nous sommes toujours ramenés à l'assimilation entre salariés indigènes et étrangers tant il est vrai qu'il existe un mouvement unanime en ce sens.

Toutefois, s'il nous faut choisir, ce n'est ni à la thèse

1. V. Sachet. *Traité théorique et pratique des accidents du travail*, p. 10.

2. V. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, pp. 140 et 141.

3. V. Raynaud, *ibidem*.

4. V. Wahl. Note sous Sirey, 1961, IV, p. 1.

du fondement légal du risque professionnel ni à celle du contrat de travail que vont nos préférences. Si la première est trop simpliste, la seconde, tout en démontrant de façon très claire le principe qui nous occupe et en accueillant l'idée que, sous l'empire des préoccupations sociales actuelles, l'on s'emploie si vivement à définir, ne nous semble pas expliquer suffisamment l'origine juridique des lois d'assurances-accidents. Le contrat de travail est d'une conception trop récente, d'une obscurité trop grande pour que nous puissions lui faire jouer le rôle qu'on lui attribuait à Bâle.

Au contraire, avec l'ample théorie du « risque professionnel international » l'indemnisation devient le corollaire du rapport de droit qui unit l'accident à l'exploitation industrielle ; le patron se considère implicitement comme l'assureur du travailleur embauché et cela par le fait même de sa qualité de chef d'entreprise.

Concluons donc en disant que c'est là une proposition d'ordre général répondant aux plus légitimes préoccupations de justice et d'utilité sociale. Les mêmes détresses demandent des soulagements identiques : par suite, une législation protectrice du travail vraiment digne de ce nom ne doit contenir dans ses dispositions concernant l'assurance-accident aucune mesure d'exception envers les ouvriers étrangers.

Cet idéal est loin d'être atteint et nous allons nous en rendre compte en étudiant les différentes lois en vigueur à notre époque ; nous verrons ainsi que, dans

cette première phase du droit international ouvrier,
l'assimilation qui nous tient au cœur appelle de sérieux
efforts en vue d'une prompte réalisation.

SECONDE PARTIE

CLASSIFICATION

Le problème qu'il s'agit de résoudre à propos des accidents du travail des ouvriers étrangers est celui-ci : qu'advient-il de l'indemnité servie à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, s'ils viennent à quitter le territoire ?

Les diverses dispositions législatives à cet égard peuvent être classées en deux grandes catégories selon qu'elles assimilent ou non les travailleurs étrangers et nationaux (1).

I. — Les législations d'assimilation le sont tantôt tacitement, tantôt en vertu d'un texte exprès ; ce sont par ordre de dates celles de :

1° La Grande-Bretagne (loi du 6 août 1897) ;

2° La Belgique (loi du 26 décembre 1903) ;

3° L'Italie (loi du 17 mars 1890), et l'Espagne (loi du 30 janvier 1900).

1. V. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, p. 119.

II. — Les législations restrictives des droits de l'étranger peuvent à leur tour se diviser en deux groupes, selon qu'elles admettent ou non le principe de la réciprocité. Parmi ces dernières nous pouvons citer les lois de :

A. — 1° L'Autriche (lois du 28 décembre 1887 et du 10 juillet 1894) ;

2° La Norvège (lois du 23 juillet 1894 et du 12 juin 1906) ;

3° La Finlande (loi du 5 décembre 1895) ;

4° La Grèce (loi du 11 février 1901).

Quant aux nations ayant fini par adopter la réciprocité diplomatique au terme de leur évolution législative, ce sont ;

B. — 1° La France (loi du 9 avril 1898 et du 31 mars 1905 ;

2° L'Allemagne (lois du 6 juillet 1884, 11 juillet 1887, 13 juillet 1887 et les lois du 30 juin 1900) ;

3° Le Danemark (lois du 7 janvier 1898, 1^{er} avril 1908 et 27 mai 1908 ;

4° La Hollande, loi du 2 janvier 1901 ;

5° La Suède, loi du 5 juillet 1901 ;

6° Le Luxembourg, lois du 5 avril 1902 et du 15 mai 1905 ;

7° La Russie, loi du 2/15 janvier 1903 ;

8° La Hongrie, loi du 6 avril 1907,

auxquelles nous pouvons ajouter l'étude du projet suisse du 10 décembre 1906.

Le critérium que nous employons est celui dont se sert M. Raynaud (1) ; nous ne distinguerons donc pas, entre la réciprocité législative et diplomatique, tout en

1. Comparez Raynaud, *ibid.*

préférant de beaucoup cette dernière, qui fait participer les ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail aux prérogatives que leur reconnaissent à ce sujet les traités passés avec leurs pays d'origine. Cette solution est en effet bien meilleure que la première :

1° *Par sa nature même.* — Si la réciprocité diplomatique astreint les nations à des engagements mutuels elle n'a point l'inconvénient de subordonner à des textes de lois étrangères ce qui ne doit relever que de leur seule souveraineté. Plus souple et plus opportune que la réciprocité législative, elle permet de réclamer en tous temps les bénéfices consentis aux ressortissants d'un autre Etat et aide à graduer les avantages accordés à ceux déjà reçus ; enfin, grâce à la clause de dénonciation que comporte toute convention internationale la réciprocité diplomatique facilite l'extension des concessions réciproques en les variant suivant les progrès des législateurs en cause et les facteurs économiques en jeu (1).

2° *Par son rôle en droit international ouvrier.* — Les législations qui l'ont admise sont d'un ordre supérieur, peut-on dire ; en effet les accords internationaux se développent de plus en plus et deviennent un des moyens d'atteindre l'idéal que cherche à réaliser le droit international ouvrier, idéal qui est l'assimilation universelle entre ouvriers indigènes et étrangers. Mais

1. V. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, pp. 145-146.

la réciprocité diplomatique est insuffisante, elle mène parfois en effet à des résultats injustes car, de deux ouvriers étrangers, victimes d'un même accident, l'un, tout au contraire de l'autre, n'aura droit à aucune indemnité s'il n'existe pas de traité entre sa patrie et le pays où s'est produite la catastrophe. Un pareil état de choses ne peut être le but de la législation internationale du travail, il n'y a là qu'une période de transition et comme le dit M. Auvillain : « L'égalité de traitement pleine et entière pour tous les ouvriers, quel que soit le pays dont ils sont originaires, est le seul système rigoureusement logique et équitable (1). »

Nous allons donc passer en revue et dans l'ordre suivant les diverses législations citées plus haut :

a) Législation restrictive des droits de l'étranger, mais admettant la réciprocité diplomatique ou législative ;

b) Législation restrictive des droits de l'étranger, mais n'admettant pas cette réciprocité ;

c) Législation d'assimilation pure et simple.

Cette étude correspond à la première phase du droit international ouvrier, tandis que la seconde trouvera sa contre-partie dans notre examen des accords internationaux. Nous verrons ainsi se dérouler dans ces

1. V. Auvillain. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, p. 192.

deux domaines consécutifs les étapes de l'acheminement vers la situation que nous rêvons, c'est-à-dire la suppression de toutes mesures exceptionnelles en matière d'accidents du travail des ouvriers étrangers.

Commençons par la législation française.

CHAPITRE PREMIER

LEGISLATION FRANÇAISE

Les ouvriers étrangers représentent en France près de 3,95 0/0 de la totalité des salariés (287.000 hommes et 95.000 femmes) et sont presque tous dans la force de l'âge (249.000 hommes et 73.000 femmes de dix-huit à soixante-quatre ans). Ces chiffres sont d'ailleurs incomplets, car près de 4 0/0 des recensés n'ont pas fait connaître leur nationalité et beaucoup de travailleurs étrangers n'y sont pas compris, notamment ceux qui franchissent journellement la frontière pour s'employer sur notre territoire (1).

La France accueille très largement ces ouvriers et, comme nos nationaux n'aiment guère les métiers pénibles et répugnants, les emplois ne leur font pas défaut (2). C'est ainsi que le déchargement des navires dans le Midi, les terrassements, etc... leur sont pres-

1. V. Rapport Guyesse sur les retraites ouvrières : statistique des ouvriers étrangers d'après le recensement de 1905. *Bulletin du comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, 1905, p. 9.

2. A ce propos, M. Rouvier disait en 1893 à la Chambre : « L'afflux des ouvriers étrangers sert surtout à faire des travaux que les

qu'entièrement abandonnés ; il en est de même des travaux peu rémunérateurs qui demandent une exécution rapide, tels que l'arrachage des betteraves dans le Nord, la moisson en Basse-Normandie, les vendanges en Languedoc, etc... Quant aux nationalités représentées ce sont les Italiens (surtout les Piémontais) dans les terrassements, le bâtiment, les huileries, les raffineries, les égouts ; les Belges et les Suisses en agriculture et comme fumistes ou fromagers ; les Belges et les Allemands dans les mines et les usines métallurgiques des centres industriels du Nord et de l'Est. Les travailleurs des pays limitrophes dominent naturellement dans les régions frontalières ; nous trouvons par conséquent des Belges et des Allemands dans le Nord et dans le Nord-Est, des Suisses dans l'Est, des Italiens dans le Midi, des Espagnols le long des Pyrénées (1-2).

Notons enfin, pour terminer ce bref aperçu, que l'immigration étrangère rend parfois de réels services en venant combler les vides que produit un abandon constant de nos campagnes et une natalité sans cesse décroissante. Nous avons étudié dans notre introduction les caractères généraux d'une pareille situation et nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps ici.

citoyens français ne voudraient pas faire. » *J. off.* du 7 mai 1893, cité par M. Weiss, t. II, p. 133 de son *Traité théorique et pratique de droit international privé*.

1. V. Mas. — « La main-d'œuvre étrangère en France. » *Revue Pol. et Parl.*, 1904. t. XXXIX, p. 474.

2. V. Samie. *Les ouvriers étrangers et les accidents du travail*. pp. 27 et 28.

La population ouvrière française contient donc une notable proportion d'éléments étrangers et les lois relatives à la réparation des accidents du travail ont dû forcément en tenir compte.

Quelles sont ces lois ? Elles sont au nombre de deux : la loi du 9 avril 1898, étendue aux exploitations agricoles par celle du 30 juin 1899 et aux exploitations commerciales par celle du 12 avril 1906, et la loi du 31 mars 1905 qui est venue modifier et compléter la loi originaires.

Les textes consacrés par le législateur de 1898 et de 1905 aux accidents du travail des ouvriers étrangers sont des dispositions impératives qui ne laissent au juge aucun pouvoir d'appréciation ; il se trouve emprisonné dans des règles strictes et ne peut faire pencher la loi vers des solutions plus humaines. Le droit ne doit pas être automatique et toute législation vraiment féconde a besoin de posséder une certaine souplesse lui permettant de se plier aux mille exigences de la réalité (1).

Examinons maintenant la situation du travailleur étranger victime d'un accident avant 1898.

SECTION I

RÉGIME ANTÉRIEUR A LA LOI DE 1898

Le cas était fort simple : l'ouvrier étranger était pleinement assimilé à l'ouvrier national et pouvait,

1. V. Samie, *ibidem*, pp. 3-4.

tout comme lui, intenter contre le patron les actions dérivant des articles 1382 et 1383 du Code civil (1).

Ce privilège naissait, pour les uns, de l'interprétation de l'article 11 du Code civil : les étrangers jouissent en France de l'ensemble des droits privés qui, indépendamment des conventions diplomatiques ou de l'admission à domicile, ne leur sont retirés par aucun texte de loi. Une autre opinion pouvait se soutenir : l'article 3 du Code civil soumettant tous ceux qui habitent le territoire aux lois de police et de sûreté, impose par cela même l'article 1382 qui, sans aucun doute, fait partie de ces lois. Les accidents sont des délits ou des quasi-délits, selon qu'ils sont ou non intentionnels et l'ordre public est intéressé à leur répression. Ces deux raisonnements avaient principalement cours parmi les auteurs : les tribunaux raisonnaient d'une autre façon.

Pour eux, les étrangers sont admis en France à toutes les prérogatives relevant du droit des gens et l'article 1382 se trouve au premier rang de ces prérogatives. Il y a là « un principe de justice élémentaire pour l'application duquel la nationalité ne doit pas entrer en ligne de compte ».

Quant à la protection donnée par l'action de l'article 1382, qu'il nous suffise de dire qu'elle était peu effi-

1. V. Auvoisin. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, pp. 9-12.

cace et cela pour le travailleur français comme pour l'étranger. La jurisprudence, qui possédait un large pouvoir d'appréciation, évolua peu à peu sous l'influence d'idées humanitaires et créa, à l'aide de la théorie de la faute très légère une responsabilité patronale assez étendue (1).

De son côté, la doctrine travaillait également à atténuer la rigueur des textes et c'est ainsi que MM. Sauzet et Saintelette constituèrent la théorie de la faute contractuelle. On admit que d'après la nature du contrat de louage le risque de l'industrie est à la charge du patron qui ne peut se libérer qu'en prouvant la faute de l'ouvrier ou le cas absolument fortuit. Cette théorie qui a triomphé en Belgique et au Luxembourg n'a eu aucune influence en France (2). Elle est d'ailleurs très contestable, car dans le contrat de louage de services, le patron ne prend guère d'engagement ayant pour but de garantir à l'ouvrier l'intégralité de sa personne physique ; en outre, le patron aurait pu s'en exonérer par une convention formelle, bientôt transformée en clause de style inévitable et d'un effet désastreux.

Pour ne pas nous attarder sur le régime antérieur à la loi de 1898, résumons ses inconvénients en une rapide énumération.

I. — L'ouvrier avait à faire la preuve de la faute du

1. V. Samie, *loc. cit.*, pp. 49 et suivantes.

2. V. Arrêts du Conseil d'Etat, 1895, p. 510-511. (Affaire Cames. Conclusions du commissaire du gouvernement, 21 juin 1895.)

patron, tâche souvent impossible, et subissait les cas fortuits et les cas de force majeure, ce qui faisait une situation très dure.

2° Les salaires se trouvaient diminués des primes d'assurance retenues par le patron, autre désavantage pour le travailleur.

3° L'ouvrier était livré aux compagnies d'assurances, qui se substituaient à l'industriel et s'efforçaient de l'amener à transiger par l'appât d'un versement immédiat. S'il tenait bon, ces puissantes associations usaient de toutes les voies de droit ; la lutte n'était pas égale et la réparation obtenue, à supposer qu'elle le fût, pouvait être fort minime.

4° Enfin, le patron lui-même risquait de se voir condamner à une indemnité énorme par suite de l'indétermination absolue du taux des indemnités.

Il y avait donc un impérieux besoin de réforme législative et la loi du 8 avril 1898 ne s'est fait que trop attendre, étant donnés les progrès industriels et sociaux.

SECTION II

HISTORIQUE DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898 MODIFIÉE LE 31 MARS 1905

L'action législative commença le 29 mai 1880. Le premier projet sur la question comprenait un article 4, dont le dernier alinéa était ainsi conçu :

« Les ayants droit d'un ouvrier de nationalité étrangère qui, au moment de l'accident, ne demeureraient pas sur le territoire français n'auront droit à aucune pension. »

C'était, disait-on, une réponse à l'article 6 de la loi allemande du 6 juillet 1884. Cette disposition fut repoussée par la Chambre des députés le 2 juillet 1888, non pas tant à la suite des nobles efforts de M. Bernard (du Doubs) qui se fit le champion des idées humanitaires et de l'équité, mais bien plutôt par crainte de favoriser la main-d'œuvre étrangère (1).

Le 25 février 1892, un nouveau projet fut déposé à la Chambre et voici le texte de son article 7 (2) :

« Les ayants droit d'un ouvrier étranger qui au moment de l'accident, n'avaient pas leur résidence sur le territoire français, ne sont pas admis à réclamer le bénéfice des dispositions qui précèdent, à moins qu'ils ne justifient que dans le pays d'origine de la victime les Français jouissent de cet avantage sous condition de résidence. »

Le rapporteur du projet, M. Ricard, ne considérait comme d'ordre public international que la seule indemnité de l'ouvrier étranger victime d'un accident et non celle de ses ayants cause. Cependant, de peur que la main-d'œuvre étrangère ne fût pas trop favorisée, l'addition

1. V. séance du 2 juillet 1888. *J. off.*, in extenso, 1888, p. 1963 (critique Bernard et Basly).

2. V. *J. off.*, Chambre, annexes, 1892, p. 309, n° 19026.

suivante fut proposée en séance par MM. de Ramel et Le Cour Grandmaison :

« Toutefois, les indemnités auxquelles ils pourraient avoir droit seront en tous cas liquidées et comprises dans la répartition annuelle entre les chefs d'entreprises ; le montant en sera versé à la réserve de la Caisse et ne sera payé aux ayants droit de l'ouvrier étranger que s'ils remplissent les conditions prévues par le paragraphe précédent. »

La Chambre accepta le tout le 5 juin 1893, mais la commission du Sénat supprima le texte additionnel et adopta le 28 octobre 1895 un article 7 ainsi conçu :

« Les ayants droit de la victime qui seraient étrangers et qui n'auraient pas au moment de l'accident leur résidence sur le territoire français ne seront admis à réclamer le bénéfice des dispositions qui précèdent que si dans leur pays d'origine les Français victimes d'accidents jouissent des mêmes avantages que les nationaux (1). »

En 1896, à la deuxième lecture, la Commission supprima purement et simplement le texte entier ; ce ne fut pas d'ailleurs pour longtemps (2).

Le 4 mars, un nouveau projet de loi était déposé par la Commission du Sénat avec un article 3 contenant les deux alinéas que voici :

« Les ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront, pour

1. V. J. off., Chambre, *in extenso*, 1893, p. 1612.

2. V. J. off., Sénat, *in extenso*, 1895, p. 867.

toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

Ces deux paragraphes furent adoptés sans observation le jour même et, en deuxième lecture, le 15 mars 1898 (1) ; quant au vote final de la Chambre, il eut lieu le 26 mars (2). On ne s'était livré à aucune discussion : tout le travail s'était effectué en commissions et il ne semble guère qu'une idée directrice bien nette ait guidé le législateur pressé d'aboutir au plus vite. La loi du 9 avril 1898 ne témoigne, comme nous le verrons, d'aucun raisonnement suivi, d'aucun système juridique bien établi.

Telle est l'histoire de la loi de 1898 en ce qui concerne les ouvriers étrangers.

A peine votés, les textes qui nous occupent (§§ 13 et 14 de l'article 3) soulevèrent de violentes critiques. Les uns leur reprochaient de constituer une véritable prime à la main-d'œuvre étrangère en engageant le patron à employer des étrangers dont les accidents lui imposeraient des charges bien moins lourdes que s'il s'agissait d'ouvriers nationaux (3) ; les autres s'élevaient contre l'injustice d'un pareil traitement à l'égard

1. V. *J. off.*, Sénat, *in extenso*, 1898, p. 308.

2. V. *ibid.*, Chambre, *in extenso*, 1898, p. 1399.

3. V. les réclamations de la réunion ouvrière de Bayonne, 7 mai 1899.

de toute une catégorie de travailleurs ainsi qu'envers leurs ayants-cause (1).

L'étranger lui même s'émut : le 9 mai 1899, M. Destree dénonçait à la Chambre belge les tendances chauvines françaises et le ministre des Affaires étrangères promettait de s'employer à obtenir une situation meilleure. Toujours en Belgique, le ministre du Travail signalait la loi de 1898 aux administrations communales par une circulaire du 13 juin 1899 (2), la déclarant intolérable pour les nombreux ouvriers belges travaillant en France, et le 27 décembre 1900, paraissait dans le *Journal des Tribunaux de Bruxelles* une violente critique de l'arrêt de la Cour de Paris, en date du 7 novembre 1900 ; celle-ci n'avait pourtant fait qu'appliquer la loi et cette dernière y était qualifiée d'« iniquité énorme, criante, contraire aux tendances et aux besoins de nos sociétés modernes » (3). Les choses allèrent jusqu'au Sénat belge où M. de Favereau, alors ministre des Affaires étrangères, s'engagea à faire des représentations à Paris.

Même indignation au Luxembourg, où nous voyons un jugement du Tribunal de Luxembourg déclarer le 15 mai 1901 que le texte français est contraire « aux

1. V. Congrès international des mineurs, Londres 1901, et la résolution de la Ligue pour la Défense des droits de l'homme et du citoyen parue dans le *Temps* du 11 décembre 1908. Clunet, 1900, p. 114.

2. V. *Revue du travail* publiée par l'Office du Travail de Belgique, 1899, p. 667.

3. V. Clunet, 1901, p. 115.

règles intimes de la conscience universelle, c'est-à-dire aux bonnes mœurs » (1).

Ces attaques visaient surtout le dernier alinéa de l'article 3 ; cependant l'objection, qui en France frappa tout d'abord les esprits, fut la prime offerte à la main-d'œuvre étrangère : examinons donc en premier lieu les projets de réforme dans ce sens.

I. — Le premier, déposé le 27 juin 1898, eut pour auteur M. Mirman et s'inspira de l'idée que les patrons se trouveraient encouragés le plus possible à employer des ouvriers étrangers nomades, alors que certains leur font déjà sur leurs chantiers « une trop large place ». Sans être modifié, le texte de la loi devait recevoir l'adjonction des deux articles suivants :

ART. 1. — « En cas d'accident survenu dans les conditions indiquées par la loi du 9 avril 1898 et suivi de mort, le chef d'entreprise sera tenu d'effectuer en une ou plusieurs fois, à la Caisse nationale des retraites et dans les délais que déterminera un règlement d'administration publique, dix versements représentant chacun 40 0/0 du salaire annuel de la victime, quelles que soient la situation de la famille et la nationalité de celle-ci. »

ART. 2. — « Sur les fonds constitués par ces versements, la Caisse nationale des retraites, en cas d'accident mortel, prélèvera les ressources nécessaires pour payer, s'il y a lieu,

1. V. Tribunal de Luxembourg. 15 mai 1901., Dalloz, 1904. II, p. 78.

aux ayants droit de la victime les rentes ou indemnités indiquées par la loi du 9 avril 1878 (1). »

C'était forcer le patron à supporter le même sacrifice pécuniaire quel que fût l'état civil de l'ouvrier tué.

II. — Vint ensuite la proposition Graux, le 2 mai 1899, dont le texte modifiait l'article 3 § 5 et disposait comme il suit :

« Lorsque l'accident est suivi de mort, le chef d'industrie doit verser dans les conditions ci-après désignées une rente évaluée au jour du décès, calculée sur la base de 30 0/0 du salaire et sur une durée de seize années.

Dans tous les cas où la rente servie aux ayants droit est inférieure à la rente due par le chef d'industrie, la bonification accroît à un fonds spécial que tout assureur doit établir et dont il ne peut détourner aucun fonds, sous peine de l'application des articles 406 et 408 du Code pénal. Chaque année, les sommes provenant de ce fonds sont réparties proportionnellement entre les rentes prévues aux paragraphes B et D (conjoint survivant avec un ou plusieurs enfants ; orphelins de père et de mère) » (2).

D'après M. Graux, la loi de 1898 favorisait l'emploi « des ouvriers étrangers pour les chefs d'industrie qui ne recourent pas à l'assurance » ; les risques du patron et les indemnités diverses provenant de la condition de l'ouvrier ou de ses ayants droit se trouvaient

1. V. J. off. Chambre, annexes, 1889, p. 1248, n° 109.

2. V. J. off. Chambre, annexes, 1899, p. 1571, n° 892.

égalisés ; enfin, la création ingénieuse du fonds de bonification assurait aux victimes les plus intéressantes le retour des versements employés.

Les craintes qui avaient inspiré ces projets ne se réalisèrent pas et, comme ils soulevaient de nombreuses difficultés pratiques, la commission d'assurance et de prévoyance sociale, d'accord avec leurs auteurs, ne les présenta même pas à la Chambre. M. Mirman convenait d'ailleurs de son erreur dans son rapport déposé à la Chambre le 14 mai 1901 (1).

3. — Notons encore un amendement à la loi (signé de MM. Holtz, Paul Bernard, etc...) qui fut déposé le 8 novembre 1900 et tendait à la suppression pure et simple du dernier alinéa de l'article 3. Ce projet n'était pas conçu dans un but humanitaire, comme il est dit expressément, mais visait uniquement à empêcher l'augmentation de la main d'œuvre étrangère ; la nécessité ne s'en faisant pas sentir, il ne fut pas pris en considération (2).

II. — La critique dominante faite à la loi, au nom de la justice, portait avant tout sur le paragraphe 14 de l'article 3 et c'est pourquoi le paragraphe 13 ne fut pas l'objet de propositions de réforme. M. Mirman le faisait remarquer dans le rapport précité du 14 mai 1901 (3) et il proposait d'en étendre les dispositions aux ayants

1. V. *J. off.* Chambre, annexes, 1901, p. 342, n° 2332.

2. V. *J. off.* Chambre, annexes, 1900, p. 40, n° 1917.

3. V. *Ibid.* Chambre, annexes, 1901, p. 341, n° 2332.

droit des ouvriers étrangers qui n'ont aucune raison d'être traités autrement que leurs auteurs et à l'égard desquels la loi de 1898 renferme une lacune certaine.

M. Mirman songeait aussi à déjouer une fraude facile ; l'ayant cause mineur n'avait en effet droit à une rente que jusqu'à seize ans ; il pouvait donc, à quinze ans par exemple, se retirer à l'étranger et toucher, en recevant le capital égal au triple de la rente annuelle que la loi donne en cas de cessation de résidence en France, une somme supérieure à celle qui lui était légalement due s'il n'avait pas quitté le territoire. Comme le disait le rapport, « l'indemnité qui lui a été attribuée n'est pas une rente viagère, mais une rente qui doit cesser lorsqu'il aura seize ans révolus et l'on aperçoit aisément l'abus qui ne manquerait pas de se produire si on ne complétait pas de quelque façon le texte précédent ».

Le paragraphe 13 n'était donc pas modifié mais recevait l'adjonction suivante :

« Il en sera de même pour les ayants droit cessant de résider sur le territoire français : toutefois, pour les enfants, le capital ne pourra dépasser le total des annuités restant à courir jusqu'à seize ans. »

M. Mirman pensait d'autre part qu'au cas où il s'agit d'étrangers dont le pays d'origine possède « une législation ouvrière accordant aux travailleurs français des avantages équivalents, bien que le nombre des ouvriers français résidant à l'étranger (Italie, Espa-

gne, Belgique) ne puisse être comparé au nombre des ouvriers étrangers résidant en France, bien qu'aussi les charges respectives des divers pays doivent être fort inégales », il est impossible de « ne tenir aucun compte de cette équivalence de législation ». Il abandonnait alors au Conseil d'Etat la reconnaissance de l'équivalence des deux lois française et étrangère et appliquait le paragraphe 13 de l'article 3 aux représentants d'un ouvrier étranger, qui ne résidaient pas en France lors de l'accident (1).

Ce premier pas fait vers la réciprocité était bien timide encore : s'il n'y avait point là de réciprocité législative pure, ce n'était pourtant pas la véritable réciprocité diplomatique et le régime d'exception subsistait en entier pour les indemnitaires directs.

Le paragraphe 14 était donc ainsi transformé :

« Les représentants de l'ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français, à moins qu'un décret en Conseil d'Etat n'ait rendu applicable en ce cas, pour leur nationalité, à raison de la législation en vigueur dans leur pays sur la matière, les dispositions contenues dans les alinéas précédents. »

La nouvelle rédaction des paragraphes 13 et 14 fut

1. V. Rapport précité, p. 42, *Ibid.*, et Cabouat : « De l'indemnisation des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail d'après la loi du 30 mars 1905 ». *Nouvelle Revue pratique de droit international privé*, 1905, p. 97.

adoptée par la Chambre le 23 mai 1901 après l'adjonction sur la proposition de M. Beauregard du mot « étrangers » après les expressions « ayants droit » du paragraphe 13 et « représentants » du paragraphe 14, modification qui ne souleva aucune objection de la part de M. Mirman et vint diminuer dans de notables proportions le nombre des ayants cause soumis à un traitement exceptionnel (1).

Lors du vote de la loi du 14 mars 1902, le Sénat réserva pour une étude supplémentaire les dispositions visant les ouvriers étrangers (2). La commission nommée à cet effet laissa subsister le texte de la Chambre et ne fit qu'ajouter les mots « ou une convention internationale » après le terme : « décret en Conseil d'Etat », ce qui, d'après le rapporteur, M. Chovet, ne faisait que « compléter la pensée même des auteurs du projet » (3).

Quant à la disposition finale du paragraphe 14, destiné à prévenir la fraude signalée plus haut de la part des représentants de moins de seize ans, le rapport démontrait que limiter au total des annuités à courir jusqu'à cet âge le capital à rembourser était préjudiciable au débiteur, notamment à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Le prix de la rente à servir en temps normal se trouve établi en tenant compte de la capitalisation et de la mortalité et le versement

1. V. *J. Off.*, Chambre, *in extenso*, 1901, p. 1104.

2. V. *J. Off.* Sénat, *in extenso*, 1902, p. 448.

3. V. *ibid.* Sénat, annexes, 1904, p. 169, n° 84.

immédiat priverait le débiteur de l'intérêt des sommes versées par anticipation et du bénéfice de mortalité. Mieux valait donc dire que le capital à verser ne pourra dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif fixé à l'article 28 (1).

Le 16 juin 1904, le projet, remanié, fut voté au Luxembourg, sans discussion. La réciprocité diplomatique, proposée par M. Chovet, était seule conservée et le bénéfice de son application s'étendait aux représentants comme aux indemnitaires directs. Même adoption en deuxième lecture le 29 novembre 1904. Vint ensuite le tour de la Chambre qui accepta le texte du Sénat dans les séances du 24 décembre 1904 et du 23 mars 1905 : de là est sortie la loi du 31 mars 1905, qui modifie et complète celle du 9 avril 1898.

L'article 3 nouveau, tel qu'il résulte de la combinaison de ces deux lois, contient dans ses paragraphes 13, 14, 15 et 16 toute la législation française sur les accidents du travail par rapport aux ouvriers étrangers. En voici la teneur :

§ 13. — « Les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. »

§ 14. — « Il en sera de même pour les ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toute-

1. V. *ibid.*, *loc. cit.*

fois le capital puisse dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28. »

§ 15. — « Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si au moment de l'accident ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

§ 16. — « Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

Passons maintenant à l'étude de ces textes ; ce sera l'objet de notre section troisième.

SECTION III

EXAMEN CRITIQUE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE DES LOIS DE 1898-1905

§ 1. — Situation de l'ouvrier étranger blessé

Les droits de l'indemnitaire direct n'ont pas été modifiés, comme nous venons de le voir, par la loi de 1905 : ce sont donc les dispositions originaires de la loi de 1898 qui vont nous guider. Nous allons tout d'abord examiner les solutions données par le législateur, puis nous essayerons de suppléer à son silence et de com-

bler les nombreuses lacunes que présente son œuvre sur bien des points.

A. — HYPOTHÈSES PRÉVUES PAR LA LOI

a) *Solutions certaines.* — La condition de l'ouvrier étranger blessé au cours de son travail est réglée de la manière suivante par l'article 3 § 13 de la loi du 9 avril 1898 : « Les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui cessent de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée. » C'est là une simple restriction et le principe auquel s'oppose ce texte doit être cherché ailleurs.

Ce principe (1) est celui d'assimilation entre tous les travailleurs quelle que soit leur nationalité ; la loi donne au mot « ouvriers » un sens général et la preuve en est fournie par l'emploi du mot « rente, » dans le paragraphe 13. Cette expression, réservée aux cas d'incapacités permanentes, dénote l'intention de laisser sous le régime du droit commun les ouvriers étrangers frappés d'incapacités temporaires ; c'est donc que la loi ne fait aucune distinction entre Français et étrangers. Ils ont un droit identique à être indemnisés et, comme le dit un considérant d'un jugement du tri-

1. V. Auvin. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, p. 29.

bunal de simple police de Luzarches, en date du 5 janvier 1906 :

« L'assimilation est complète quant à l'application de la loi pour tous les cas qu'elle régit, l'extranéité ne motivant une différence que dans l'attribution de l'indemnité » (1).

Ce principe une fois établi, quelles en sont les conséquences ?

I. — Les indemnités temporaires et les frais médicaux et pharmaceutiques sont dus à l'ouvrier étranger, même s'il va établir sa résidence hors du territoire. Les premières sont égales à la moitié du salaire touché lors de l'accident, si elles se prolongent plus de quatre jours (art. 3, § 3) ; quant aux seconds, ils ne peuvent dépasser une certaine somme fixée par le juge de paix du canton et sous certaines conditions (art. 4, § 2). Cette égalité de droit entre travailleurs non français et nationaux fait d'ailleurs l'objet d'un avis du Comité consultatif des assurances rendu le 7 février 1900 (2) et c'est ainsi que le texte du paragraphe 13 se trouve formellement réservé aux hypothèses d'indemnités permanentes (3).

II. — L'assistance judiciaire est, d'après le caractère général de la loi, pleinement accordée à l'ouvrier étran-

1. V. Voir tribunal de simple police de Luzarches, 5 janvier 1906, *Revue de droit international privé*. — Darras, 1906, p. 705.

2. V. Clunet, 1900, p. 216.

3. V. Samie. *Les ouvriers étrangers en France et le risque professionnel*, p. 79. — Auvillain, *loc. cit.*, p. 32. — Surville. *Les ouvriers étrangers en France et le droit international*, « *Revue critique de législation et de jurisprudence* », 1902, p. 133.

ger, les agents d'affaires ne peuvent dès lors se faire subroger à ses droits et empocher sous forme d'honoraires le plus clair de l'indemnité accordée. En droit commun, il est d'une constante pratique de refuser ce bénéfice aux étrangers et l'article 22 de la loi de 1898 est venue faire une heureuse exception à cette règle en matière d'accidents du travail.

III. — La révision de l'indemnité prévue à l'article 19 et dont nous parlerons tout à l'heure s'applique à toutes les victimes d'accident sans distinction de nationalité.

IV. — Enfin l'article 2 de la loi du 20 avril 1898 (modifiée le 27 mars 1902) dispose que, sauf conventions contraires, élevant le chiffre de la quotité, l'ouvrier dont le salaire est supérieur à 2.400 francs n'a droit qu'au quart des rentes de l'article 3 : cette réduction frappe naturellement l'indemnité égale à trois fois la rente comme elle l'aurait fait de cette rente elle-même si le bénéficiaire n'avait pas quitté la France.

Notons pour terminer qu'au point de vue de la *cautio-judicatum solvi* le travailleur étranger ne jouit d'aucun privilège spécial ; il doit la fournir comme tout demandeur non français (art. 16 du Code civil et loi du 16 mars 1895). La question a d'ailleurs beaucoup perdu de son importance depuis que tous les Etats d'Europe l'ont supprimée entre eux à la Conférence de La Haye du 19 décembre 1896, rendue exécutoire en France le 16 mai 1899 ; en outre tous les étrangers admis à domicile en sont exemptés.

Le texte du paragraphe 13 de l'article 3 fait peser sur la rente des travailleurs étrangers qui cessent de résider sur le territoire une éventualité de conversion. Cette conversion est tantôt le résultat d'un accord amiable, tantôt celui d'un règlement judiciaire qui n'a lieu qu'en cas de contestations entre les parties en cause ; elle ne peut s'appliquer à un capital supérieur ou inférieur au taux légal (1).

Le paragraphe 13 n'entre en vigueur qu'au moment de la cessation de résidence sur le territoire du lieu de l'accident ; une simple déclaration de volonté ne saurait suffire, comme l'ont prétendu certaines décisions de jurisprudence, car l'on irait ainsi à l'encontre de la loi (2). Elle dispose en effet à titre tout à fait exceptionnel, estimant que nous n'avons plus aucune obligation envers l'ouvrier parti de France et qu'il n'est plus à craindre qu'il tombe à la charge de l'Assistance publique.

Toutefois, il convient de reconnaître aux juges un très large pouvoir d'appréciation : l'indemnitaire attend le plus souvent le versement du capital qui lui est dû pour regagner sa patrie, et l'on ne peut exiger en bonne justice qu'il n'effectue sa demande de conversion qu'après le transport de sa résidence à l'étranger. C'est une question de fait que les tribunaux auront à résoudre.

1. Cabouat, *loc. cit.*, p. 2.

2. V. Cour d'Aix, 25 mai 1902. — *Clunet*, 1903, p. 161. Il n'y a pas comme le prétend cet arrêt, de déclaration où l'on « a nécessairement opté entre les deux droits dont l'article 3 de la loi de 1898. permettait alternativement l'exercice ». (Voir le texte de l'arrêt, Comparez Cabouat, *loc. cit.*, p. 6.)

Toute rente constituée au profit d'un travailleur non français est donc affectée, par cela même, d'une condition résolutoire, pouvant se réaliser avant la mort de son créancier, et possède de ce fait un caractère provisoire. Ce caractère devrait, en bonne logique, entrer en ligne de compte pour le calcul du capital nécessaire à l'établissement de la rente : cependant, il règne une telle incertitude sur les chances de réalisation de l'événement envisagé qu'il faut en faire abstraction ; en outre ces rentes, bien que provisoires, sont considérées comme définitives, leur conversion ultérieure réglant une fois pour toutes la situation des intéressés. Tel est le système de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse dans sa note du 9 août 1900 : « ... Il a semblé seulement possible pour le moment d'évaluer ces rentes comme si elles étaient définitives, sauf à modifier les contrats primitifs. » Leur prix n'en est donc aucunement affecté et dépend exclusivement de même que pour les rentes définitives « de la loi de mortalité applicable aux titulaires et du taux d'intérêt réalisable dans le placement des capitaux représentatifs des rentes » (1).

Nous venons d'examiner le traitement expressément prévu par la loi de 1898 en ce qui concerne les ouvriers étrangers blessés à la suite d'accidents du travail ;

1. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 4.

voyons maintenant si le législateur n'a pas implicitement résolu certaines questions essentielles.

b) *Solutions interprétées.* — Deux de ces problèmes qui devaient tôt ou tard nous arrêter, peuvent ainsi se résoudre : ce sont la signification à donner au mot « résidence » et le sort du paragraphe 13 par rapport à l'article 19.

A. — Que faut-il entendre par l'expression « cesser de résider » ? C'est là une définition importante, car la situation de l'ouvrier étranger quittant la France va en dépendre. D'après M. Cabouat, « la résidence est au sens de l'article 3 un élément de pur fait, dont l'existence suppose que l'indemnitaire réside d'une manière effective et permanente sur le territoire » (1).

Il n'y a pas d'hésitation à avoir : cette opinion est la seule exacte. Elle rallie d'ailleurs la presque unanimité des auteurs et la plupart des décisions de jurisprudence l'acceptent dans son sens le plus large ; citons en outre le jugement du tribunal civil de Nice du 2 janvier 1901 (2) et l'arrêt de la Cour de Nancy du 5 mai 1904 (3). Le premier nous dit qu'« en droit il ne s'agit pas d'un domicile légal, mais d'une résidence du pur fait » ; quant au second, il rappelle que

1. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 5.

2. V. jugement du tribunal de Nice, 2 janvier 1901, *Clunet*, 1901, p. 110.

3. V. Arrêt de la Cour de Nancy, 5 mai 1904. *Revue judiciaire des accidents du travail*, 1904, p. 363.

« la loi du 9 avril 1898 est applicable à l'étranger, qui a en France une simple résidence de fait sans qu'elle exige qu'il y ait son domicile légal ». Remarquons que le tribunal de Nice statuait à propos de représentants de l'ouvrier victime d'accident, mais il faut noter que tout ce qui concerne la résidence vise l'indemnitaire direct aussi bien qu'eux.

Cette conception de la résidence de fait (1) a été contestée au moyen de l'article 13 du Code civil et de la loi du 8 août 1893.

I. — L'article 13 est celui qui règle l'admission à domicile ; son but est de faire participer l'étranger aux droits civils, qui dans son texte s'opposent aux droits des gens. Ceux-ci comprennent incontestablement les droits dérivant du risque professionnel et par conséquent l'article 13 ne confère aucunement le bénéfice de la loi de 1898 : l'ouvrier cessant de résider en France verra se produire la conversion de sa rente, tout en gardant son principal établissement dans notre pays conformément au Code civil.

II. — L'application de la loi de 1898 est subordonnée, d'après M. Serre (2), à l'observation de la loi du 8 août 1893, qui prescrit une déclaration à la mairie de la commune dans les huit jours de l'arrivée. Cette formalité peut facilement s'oublier, et en faire dépendre

1. V. Auvoisin, *loc. cit.*, pp. 34-39. — Samie, *loc. cit.*, pp. 85 et suiv.

2. V. Serre, *loc. cit.*, Clunet, 1902, pp. 981-982.

le droit à l'indemnité serait par trop dur, en outre le législateur de 1898 n'y a certainement pas songé.

Il ne nous reste donc plus qu'à admettre, comme condition nécessaire et suffisante, la simple habitation ordinaire et usuelle ; bien entendu, il faut un minimum de temps raisonnable, pendant lequel le fait de la résidence sera ininterrompu, minimum que les circonstances feront apprécier. Tel est l'avis général, et si M. Raynaud fait ses réserves au cas de résidence illégale (question que nous retrouverons plus tard à propos d'un arrêté d'expulsion antérieur à l'accident), il adopte pourtant l'opinion commune en toute autre hypothèse (1).

B.—L'article 19 de la loi de 1898 décide que l'indemnité peut être revisée pour cause d'aggravation ou de diminution de l'infirmité pendant trois ans à partir de l'accord ou de la décision judiciaire intervenue entre les parties. Cette disposition, très juste, concerne les ouvriers étrangers comme les ouvriers français puisqu'ils sont entièrement assimilés les uns aux autres, les deux derniers paragraphes de l'article 3 mis à part ; mais alors que faut-il entendre par le capital accordé aux travailleurs, qui cessent de résider dans notre pays ? est-ce de l'indemnité primitive ou de l'indemnité modifiée par l'article 19 qu'il s'agit ? Ce ne peut être de cette dernière

1. V. Raynaud. *Les accidents du travail et les ouvriers étrangers*, pp. 48 à 50.

et voici comment les choses se passeront : l'ouvrier dont la demande sera accueillie par suite de l'aggravation de son état recevra un capital égal à l'augmentation du triple de la rente primitive sur laquelle l'on avait calculé. C'est la seule solution logique et équitable ; sans cela, l'on serait amené à contraindre l'ouvrier à rester trois ans en France ou à lui refuser toute indemnité pendant ce temps (1).

A l'appui, nous pouvons invoquer les considérants dont le tribunal de Nice faisait suivre son jugement du 26 décembre 1900 :

« Attendu que la prétention de la Compagnie... doit être repoussée comme contraire au texte et à l'esprit qui l'a inspirée ; au texte parce que le législateur, qui créait une exception considérable aux dispositions générales de la loi, en ce qui concerne les ouvriers étrangers, n'aurait pas manqué de s'expliquer s'il eût entendu que les expressions : « un capital égal à trois fois la rente allouée » ne dussent s'appliquer qu'à la rente devenue définitive dans les termes de l'article 19, ce qui, dans le cas spécial dont le tribunal est saisi, obligerait le plus souvent le patron ou la Compagnie assureur au paiement de six années de la pension ; à l'esprit parce qu'on n'a certainement pas voulu obliger l'ouvrier étranger à résider forcément en France pendant les trois années de la période de revision, résidence cependant obligatoire pour qu'il puisse toucher sa pension (2).

1. V. Auvillain, *loc. cit.*, pp. 39-44, et Cabouat, *ibid.*, p. 3.

2. V. Jugement du tribunal de Nice, 26 décembre 1900, Clunet, 1901, p. 524.

La doctrine est d'ailleurs du même avis.

Bien que hors de France, l'ouvrier pourra donc se prévaloir de l'article 19. Le patron aura le même droit et, connaissant l'amélioration survenue dans l'état de la victime, n'éprouvera guère de difficulté à connaître l'endroit où elle se trouve. La conversion immédiate expose cependant le chef d'entreprise à de nombreux ennuis : il est en butte à des fraudes multiples, venant de ce que le versement effectué au lendemain de l'accident ne donne pas aux médecins les loisirs de se prononcer sur le caractère et la durée de l'incapacité et, quant à son droit de revision, que peut-il valoir en face d'un ouvrier insolvable ou simulateur ?

La loi de 1898 est donc défectueuse et il est regrettable qu'on n'ait pas songé à y remédier au moment de la réforme de 1905.

B. — HYPOTHÈSES NON PRÉVUES PAR LA LOI

Les solutions données par le législateur de 1898 sont tout à fait insuffisantes, et dans beaucoup de cas, la jurisprudence et la doctrine ont dû venir suppléer au silence des textes. C'est toute une série de situations que nous allons par conséquent passer en revue.

1. — *Ouvriers étrangers habitant l'étranger mais venant chaque jour en France* (1)

Le cas est très fréquent dans les provinces frontières du Nord (2) et de l'Est ; l'ouvrier vient chaque jour travailler sur notre territoire et retourne le soir en Belgique ou en Allemagne, etc...

Il est évident que les étrangers qui ne résident pas en France n'ont aucune part aux dispositions de la loi de 1898 ; cependant, certains tribunaux (3) semblent leur appliquer au moins l'article 3 § 13 en les assimilant aux ouvriers venant journellement chez nous, ouvriers qui à leur avis doivent bénéficier de ce paragraphe 13, tout en ne pouvant être considérés comme résidant sur le territoire français. Cette assimilation n'a aucune raison d'être, et le fait de se rendre chaque matin dans nos établissements industriels constitue une situation bien différente.

Quel va être le traitement de cette catégorie de travailleurs ? L'opinion de la jurisprudence est partagée

1. V. Auvillain, pp. 49-65. Nous nous sommes beaucoup servi dans les paragraphes suivants des pages pleines de clarté de cet auteur.

2. 50.000 Belges viennent chaque matin travailler sur nos chantiers du Nord.

3. C'est ainsi que nous trouvons dans un arrêt de la Cour de Nancy l'attendu suivant : « Cette disposition (le § 13) s'applique *a fortiori* à l'ouvrier étranger qui au moment de l'accident ne résidait pas en France. » V. Cour de Nancy, 13 juin 1905. *Revue judiciaire des accidents du travail*, 1905, p. 304.

et la plupart des nombreuses décisions intervenues n'ont abouti qu'à l'application rigoureuse de l'article 3 § 13, ce qui d'après nous est une erreur d'interprétation.

Le tribunal de Lille considérait les ouvriers dont nous nous occupons comme n'ayant aucune résidence en France, mais leur accordait toutefois dans son jugement du 8 mars 1900 le capital triple de la rente ; « la loi ayant, disait-il, statué de *eo quod fit* » ; l'arrêt confirmatif de la Cour de Douai date du 18 juillet 1900 (1). La même juridiction invoquait un argument identique le 14 novembre 1900 (2). Enfin, la Cour de cassation a jugé, le 7 juillet 1901, dans l'affaire société Heibling et C^{ie} contre Béliet, que :

« Si un ouvrier, comme cela peut arriver dans les départements frontiers, réside à l'étranger tout en travaillant en France, il est manifeste que, s'il continue à habiter l'étranger, il ne peut être autrement traité que celui qui aurait cessé après l'accident de résider en France, que la raison de décider est la même dans l'un et l'autre cas (3). »

Cet arrêt cassait une décision de la Cour de Toulouse qui, le 7 août 1901, avait été d'avis que :

« Aux termes de la loi du 9 avril 1898 les ouvriers qui résident en France ont seuls droits à une rente, que Béliet a bien son domicile légal hors de France, mais qu'on doit

1. V. jugement du tribunal de Lille, 8 mars 1900. — Clunet 1901, p. 119 et l'arrêt de la Cour de Douai, 18 juillet 1900, *ibid.*

2. V. arrêt de la Cour de Douai, 14 novembre 1900. — Clunet, 1901, p. 526.

3. V. Cour de cassation, 7 juillet 1903. — Clunet, 1904, p. 121.

considérer en s'inspirant de l'esprit de la loi de 1898 que sa résidence est là où il travaille habituellement » (1).

Elle assimilait donc le travailleur en cause à l'ouvrier français. La Cour de Toulouse était dans le vrai, car l'étranger, venant s'employer chaque jour en France, s'y crée par là même une habitation de fait, qui répond parfaitement à la manière dont nous avons vu l'article 4 concevoir la résidence (2). Cette manière de voir fut adoptée par le tribunal de Toul le 17 juin 1902, mais la Cour de Nancy considéra à tort cette interprétation comme fausse et cassa le jugement (3).

Juridiquement, la situation est impossible, mais selon M. Raynaud, il n'y a pas grande difficulté de considérer à la fois « à deux moments successifs l'ouvrier comme résidant en France ou n'y résidant pas » (4) et à l'appui peuvent se citer quelques décisions judiciaires prescrivant de faire, au cas dont il s'agit, la déclaration de résidence prescrite par la loi du 8 août 1893 (tribunal de Lunéville, 17 janvier 1894 ; de Nancy, 12 avril 1894 (5).)

Venir travailler chaque jour en France équivaut donc à y séjourner habituellement, et, bien que la loi de 1898

1. V. Cour de Toulouse, 7 août 1902. — Clunet, 1902, p. 99.

2. V. ci-dessus § 1 de la division A. B. de notre section.

3. V. Cour de Nancy, 9 août 1902, sur appel d'un jugement du tribunal de Toul, 17 juin 1902. *Revue judiciaire des accidents du travail*, 1902, p. 303.

4. V. Raynaud, *loc. cit.*, p. 66.

5. V. *Revue critique*, etc., 1895, p. 67.

ne prenne pas en considération celle de 1893, nous pouvons cependant en tirer un argument d'analogie. Ceci tout au contraire de M. Surville (1), qui voyant dans le séjour journalier sur notre territoire une résidence de fait suivant l'esprit de la loi de 1893 n'en conclut pas moins à propos de la loi de 1898 pour la non-assimilation avec nos nationaux. Pourquoi ? Parce que souvent l'incapacité permanente résultant de l'accident mettra l'ouvrier dans l'impossibilité absolue d'une venue quotidienne sur notre territoire. M. Surville n'envisage ainsi qu'une des hypothèses réalisables ; la victime de l'accident restera très fréquemment en France et il n'y a aucune logique à changer de théorie quand la loi de 1898 entre en jeu.

L'étranger qui nous occupe est donc assimilé à celui qui réside sur notre sol : s'il y demeure, il bénéficie de la situation faite aux ouvriers nationaux ; s'il s'en éloigne, il subit la déchéance du paragraphe 13 de l'article 3 (2).

Sans nous arrêter plus longuement aux détails de la thèse de M. Surville, notons pour en finir que M. Cabouat est aussi partisan de l'application de l'article 3 § 13, disposition qui, dit-il, ne va pas à l'encontre des motifs de la loi de 1898 et ne favorise pas injustement toute une catégorie de salariés (3).

1. V. Surville, *loc. cit.*, p. 136-137.

2. V. Auvillain, p. 81, et Samie, *loc. cit.*, p. 108.

3. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 9.

Il excepte pourtant (1) de ce traitement l'hypothèse où l'indemnitaire « qui résidait à l'étranger possède une résidence effective en France au moment de la liquidation de l'indemnité », jugeant, comme M. Surville, que cette circonstance nouvelle confère le bénéfice entier de l'article 3 bien que ce ne soit écrit nulle part. En effet, si la cessation de résidence enlève à une rente préconstituée son caractère viager et la convertit en capital, n'est-ce pas attester que le droit de la victime se détermine d'après les circonstances survenant au cours de son existence ? dès lors, conclut M. Cabouat, pourquoi l'ouvrier qui réside en France au moment de la liquidation de son droit n'obtiendrait-il pas toute l'indemnité qu'entraînent le caractère et le degré de son incapacité ?

Que répondre à cela ? pour nous, qui assimilons la venue quotidienne à la résidence effective, la chose est facile et se résume dans l'affirmation que cette question rentre dans l'étude du cas suivant.

2. — *Ouvriers revenant résider en France après en être partis et avoir reçu alors l'indemnité du paragraphe 13 (2).*

Autrement dit, la conversion est-elle définitive et la rente irrecouvrable ? Il n'y a pas encore eu de décisions judiciaires à ce sujet ; quant à la doctrine, les opinions diffèrent, les uns soutenant que la transformation de

1. V. *ibid.*, p. 10.

2. V. Auvillain, *loc. cit.*, pp. 65-68.

la rente a eu lieu une fois pour toutes, les autres étant d'un avis contraire.

Quels sont les arguments invoqués en faveur de la conversion définitive ? Nous pouvons les ranger sous trois chefs principaux (1).

1. — La situation, dit-on d'une façon péremptoire, est ainsi liquidée et le législateur entend ne plus y revenir. Est-ce bien là pourtant la pensée des auteurs de la loi ? ils n'ont prévu qu'un événement, le départ de l'ouvrier, et en ont tiré les conséquences nécessaires sans préjuger pour cela d'un autre fait, le retour, qu'ils n'ont même pas examiné. Il est donc téméraire de donner une telle interprétation à la conversion de la rente qui se produit au cas de cessation de résidence en France ; l'article 3 doit être mis hors de cause.

2. — Il est désirable, ajoute-t-on, que le droit de la victime soit fixé invariablement ; mais jamais il ne pourra l'être d'une manière certaine puisque l'ouvrier peut à son gré la modifier en quittant le territoire. L'on ne peut prévoir à quelle date ce fait se produira ni s'il aura même lieu ; dès lors, l'inverse est tout aussi possible et c'est ce qui rend inutile le désir de faire intervenir la fixité au « point de vue de l'assurance ».

3. — Enfin l'article 19 ne prévoit, a-t-on dit, qu'un seul cas de révision et c'est ajouter à la loi que d'en prévoir d'autres. Ceci est une erreur ; les articles 3

1. V. Auvillain, *loc. cit.*, pp. 65-68.

§ A (remariage du conjoint bénéficiaire d'indemnité) et 9 §§ 1 et 2 (désir du bénéficiaire d'obtenir autrement le paiement de sa rente) supposent certains changements des formes d'indemnisation déterminées en 1898. D'autre part, l'article 19 tel qu'il résulte de la loi du 31 mars 1905 en fournit encore un exemple : il permet en effet la révision lorsque les parties se sont trouvées d'accord pour user des substitutions accordées par l'article 9 cité plus haut. Il n'est donc plus possible de dire que les modifications de la rente sont limitativement énumérées par le législateur et par suite l'article 3 § 13 peut être envisagé comme l'une d'elles (1).

Ce texte ne préjuge donc en rien du retour de la victime et tout nous conduit à admettre le rétablissement de la rente, à commencer par le paragraphe 13 lui-même. Si le départ fait cesser le cours des arrérages, n'est-il pas évident que la circonstance inverse doive les rétablir ? Cette solution, la seule logique, présente un double avantage : adapter le mode d'exercice du droit de l'indemnitaire à ses conditions successives d'établissement et atténuer le caractère rigoureux et critiquable de la loi. L'obligation du débirentier ne serait pas plus instable qu'elle ne l'est actuellement avec la convention subordonnée au départ de l'ouvrier (2). Ajoutons que si le crédientier rentrait en France avant un délai de

1. V. Samie, *loc. cit.*, pp. 110.

2. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 53.

trois ans, il ne toucherait aucun arrérage en attendant l'expiration de ce laps de temps, puisqu'il a reçu au moment de rentrer dans sa patrie un capital égal au triple de sa rente.

D'ailleurs, comme dernier argument en faveur de notre thèse, il n'y a qu'à citer les lois étrangères dont les auteurs ont imaginé de faire dormir la rente pendant l'absence de son titulaire : telles sont, ainsi que nous le verrons au chapitre II, les lois allemandes, norvégienne, etc.

3. — *Ouvriers quittant momentanément le territoire français* (1)

Ni la loi de 1898 ni la jurisprudence postérieure ne s'en sont occupées et la pratique a pris l'habitude d'user du paragraphe 13 de l'article 3. Ceci est beaucoup trop rigoureux : l'ouvrier obtient sur sa simple déclaration un capital représentant 3 fois sa rente, mais à son retour qui, dans cette hypothèse, doit nécessairement se produire, il n'est pas sûr de recouvrer son droit à la rente puisque le sujet est controversé. Il faudrait tout au moins lui demander d'exposer ses intentions ou de produire un certificat de sa résidence à l'étranger ; ce serait le mettre en garde contre lui-même et l'empêcher de faire

1. Auvillain, *loc. cit.*, p. 68.

preuve d'imprévoyance en préférant à sa rente viagère le versement unique d'une somme plus considérable.

4. — *Ouvriers résidant illégalement en France* (1).

L'examen des conséquences créées par un arrêté d'expulsion non exécuté comprend deux cas :

I. — Si l'arrêté est antérieur à l'accident, rien de plus simple : la mesure dont l'ouvrier est l'objet n'emporte aucun résultat effectif et c'est ainsi que le 8 novembre 1900, le tribunal civil de Narbonne (2) répondit au sieur Tournier, qui demandait l'application du paragraphe 13 :

« Que les exceptions sont de droit étroit et qu'on ne saurait sans étendre cette disposition décider que Bossola, qui était au moment de l'accident sous le coup d'un arrêté d'expulsion, a cessé de résider en France par le seul fait qu'il n'a pas le droit d'y résider, puisque par résidence il faut « entendre une habitation de pur fait » (3).

II. — Si au contraire l'autorité administrative n'a résolu l'expulsion qu'après l'accident survenu, nous nous trouvons en face de deux hypothèses selon que cette expulsion a ou n'a pas lieu :

a) Au premier cas, l'ouvrier se rend à l'étranger en

1. Auvillain, pp. 68-75.

2. V. jugement du tribunal de Narbonne, 8 novembre 1900, Clunet, 1901, p. 108.

3. Ce jugement fut confirmé le 5 juillet 1901 par la Cour de Montpellier.

recevant le capital triple de la rente et tout est définitivement réglé. Toutefois, il a été soutenu que le paragraphe 13 visait seulement le départ volontaire ; cette prétention a été repoussée par la 7^e Chambre de la Cour de Paris, dans son arrêt du 3 janvier 1903 :

« Cette disposition, y est-il dit, ne fait aucune distinction entre le cas où l'ouvrier a quitté volontairement la France et celui où il a été forcé de le faire ;... elle est indistinctement applicable, quel que soit le motif du départ du territoire » (1).

b) Si l'expulsion n'est pas exécutée, que va-t-il se passer ? La conversion n'a pas lieu, la résidence de fait continuant à se produire, la loi de 1898 ne contient en effet aucun système juridique : il s'agit d'une situation purement matérielle et pas du tout d'un droit légal. Tel est l'avis de MM. Surville, Serre, Auvillain et Samie (2).

Seuls, MM. Cabouat et Raynaud sont d'un avis contraire. Ce dernier (3) réprouve la jurisprudence qui fait résulter un droit d'une illégalité et, tout en reconnaissant qu'il est impossible de trouver de cohésion juridique dans la loi, il ne peut concevoir que « la résidence existe au mépris des lois, règlements et arrêts » ; ses souhaits seraient qu'on appliquât une théorie sem-

1. Arrêt de la Cour de Paris, 3 janvier 1903. *Clunet*, 1904, p. 119

2. V. Surville, *loc. cit.*, p. 137. — Serre, *ibid.* p. 982. — Auvillain, p. 73. — Samie, p. 93.

3. V. Raynaud, *ibid.*, pp. 48 et 49.

blable à celle qu'a édifiée la Cour de cassation à propos de l'obtention de la nationalité et dont l'avantage « serait de ne pas mettre en opposition la loi pénale et la loi civile », en engageant l'ouvrier à se conformer à la mesure prise contre lui.

Quant à M. Cabouat (1), il refuse de faire abstraction du caractère légal de la résidence, car ce serait d'après lui : « donner à l'indemnitaire un intérêt pécuniaire à se soustraire aussi longtemps que possible à l'exécution de l'arrêté d'expulsion dont il est frappé » (2).

Bénéficier d'une infraction paraît choquant, mais la loi de 1898 nous place en face d'un paragraphe exceptionnel que les principes généraux du droit nous défendent d'étendre. Si on ne l'expulse pas, la victime de l'accident pourra donc toucher les arrérages de sa rente malgré la décision prise contre lui.

5° *Ouvriers réclamant l'application du droit commun*
(art. 1382) (3)

L'article 2 de la loi de 1898 refuse aux ouvriers français la faculté d'invoquer l'article 1382 ; ils ne pourraient s'en prévaloir qu'au cas où l'auteur de l'accident n'est, selon l'article 7, ni le patron ni ses ouvriers

1. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 6 et 7.

2. Au cas d'exécution de l'arrêté, M. Cabouat reconnaît le caractère inévitable de la conversion d'après les textes actuels, tout en regrettant qu'un droit régulier dépende ainsi d'une décision administrative contraire à l'esprit de la loi. Cabouat, *loc. cit.*, p. 8.

3. V. Auvillain, *loc. cit.*, p. 75.

et préposés. C'est là une conséquence du caractère forfaitaire de la loi : sous peine de ruiner notre industrie, la responsabilité patronale ne peut s'élever à la réparation intégrale du préjudice causé et, quant à l'ouvrier, s'il n'est pas toujours sûr d'être indemnisé, il peut au moins compter de l'être toujours en une certaine mesure. Le système du législateur est donc très raisonnable et l'on comprend parfaitement l'interdiction de recourir au droit commun.

Il n'y a aucune différence faite à ce sujet entre travailleurs étrangers et nationaux, puisque seules les séparent les prescriptions de l'article 3 *in fine*. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point (MM. Surville, Serre, Raynaud, Auvillain, Samie le constatent; M. Cabouat n'en parle même pas) et la même unanimité se dégage des jugements et des arrêts de jurisprudence. Bien que celle-ci n'ait toujours statué qu'au sujet des représentants de la victime, il en est de même pour les indemnitaires directs et voici comment l'a formellement exprimé l'arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1903, dans la longue affaire Veuve Giovale contre Fougérolles :

« Attendu que la loi du 9 avril 1898 a institué un droit nouveau concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ; que par la généralité des termes de son article 1, elle s'applique aussi bien aux ouvriers étrangers qu'aux ouvriers français ; Attendu

qu'il résulte du caractère exceptionnel de cette loi et des dispositions combinées des articles 2 et 7 que la réparation du préjudice causé par un accident du travail, survenu dans une des entreprises désignées, ne peut plus être poursuivi par le droit commun contre le patron ; que l'ouvrier et ses représentants ne peuvent désormais se prévaloir contre les chefs d'entreprise d'aucune autre disposition que celle de la loi nouvelle... etc. » (1).

Nous avons ainsi terminé l'examen de la condition du bénéficiaire direct étranger ; reste maintenant à voir celle de ses ayants cause, bien peu améliorée par la loi de 1905.

§ 2. — Situation des représentants de l'ouvrier étranger

L'article 3 §§ 14 et 15, tel qu'il a été rédigé à nouveau à la suite de la loi du 31 mars 1905, est ainsi conçu :

§ 14. — « Il en sera de même pour les ayants droit d'étranger cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28. »

§ 15. — « Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français ».

1. V. Cour de cassation (requêtes), 16 novembre 1903. Dalloz, 1904. I. 132.

La seule lecture de ce texte nous montre que, malgré les modifications reçues, la loi a conservé le même esprit d'exclusivisme envers les ayants droit de l'ouvrier étranger. Il est encore fait exception au principe d'assimilation inscrit en tête de l'article 1, mais ceux qui en souffrent sont en proportion plus restreinte : la conception du législateur ne s'est point élargie et c'est ce qu'il nous faut déplorer.

Qu'entend-on par représentant ? Ce sont, nous dit M. Cabouat, « tous ceux auxquels l'article 3 reconnaît le droit de réclamer une indemnité du chef de la victime d'un accident mortel, c'est-à-dire le conjoint non divorcé ou séparé de corps (art. 3 A), les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident (art. 3 B) et enfin les ascendants ou descendants à la charge de la victime (Art. 3 C) » (1).

Voyons maintenant les solutions données par les paragraphes 14 et 15 de l'article 3 nouveau en les comparant brièvement à celles des mêmes paragraphes de l'article 3 ancien.

A. — HYPOTHÈSES PRÉVUES PAR LA LOI

a) SOLUTIONS CERTAINES. — Le paragraphe 14 de l'article 3 est une innovation de la loi de 1905 ; il éta-

1. V. Cabouat, *De l'indemnisation des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail d'après la loi du 31 mars 1905*. « Nouvelle Revue pratique de droit international privé », 1907, p. 54.

blit une similitude de traitement entre l'ouvrier étranger et ses ayants cause, s'il meurt de ses blessures. Sous l'empire de la loi de 1898, ceux-ci n'étaient l'objet que d'un paragraphe (le § 14) concernant leur non-résidence en France lors de l'accident et nulle part n'était prévu leur départ pour l'étranger; c'est cette lacune qu'est venu combler le nouveau paragraphe 14.

I. — Avant la nouvelle loi, l'on avait songé dans le silence des textes à traiter les bénéficiaires indirects comme l'ouvrier étranger lui-même et à convertir leur rente en un capital triple de son montant annuel. Puis, devant la sévérité de cette solution et le caractère de droit étroit qu'ont les déchéances, la pratique avait résolu d'assimiler les représentants d'ouvriers non français aux ayants droit des travailleurs indigènes (1). L'interprétation était littérale et la pension se trouvait ainsi continuée malgré la résidence hors de France. Cette dernière solution était moins logique que la première et, tout en étant plus humanitaire, s'adaptait beaucoup moins bien aux intentions du législateur.

Un pareil traitement, préconisé cependant par la circulaire du garde des Sceaux du 10 juin 1899, ne pouvait durer : les raisons d'établir une déchéance à l'égard des indemnitaires directs ou indirects étaient les mêmes et rien n'autorisait à maintenir une diffé-

1. Auvoisin. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, p. 84 et suivantes. Cabouat, *loc. cit.*, p. 55.

rence si tranchée entre deux situations identiques. Aussi, la loi du 31 mars 1905 est-elle venue soumettre l'ouvrier étranger et ses représentants à une règle commune quant à leur départ de France ; la conversion de leur rente s'effectue *de plano* et comporte des effets juridiques absolument semblables (1).

Voici comment la circulaire du ministre du Commerce du 3 mai 1905 résume ce que nous venons de dire : « D'après l'interprétation littérale, ils auraient un traitement de faveur injustifié. Le nouveau texte supprime cette anomalie en appliquant à ces ayants droit le régime des ouvriers étrangers blessés, quittant le territoire (2). »

II. — Mais par « ayants-cause » le texte actuel n'entend plus comme en 1898 tous ceux de l'ouvrier étranger ; il sauvegarde, nous dit la circulaire précitée, les droits des représentants français et les paragraphes 15 et 16 portent en effet le mot « étrangers » après les termes « ayants droit » et « représentants », ce qui exclut explicitement nos nationaux des dispositions exceptionnelles des paragraphes en question. Ceux-ci pourront donc recevoir l'indemnité que leur concède la mort de leur auteur, même s'ils vont s'établir à l'étranger ou (comme nous le verrons plus tard)

1. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 56 et la note 2.

2. V. Circulaire du ministre du Commerce du 3 mai 1905 sur l'application aux ouvriers étrangers de la loi du 31 mars 1905 : Clunet, 1905, p. 752.

s'ils ne se trouvent pas sur le territoire au moment de l'accident.

Les motifs qui en 1898 avaient fait soumettre au même traitement tous les ayants cause de l'ouvrier étranger, ne visaient d'ailleurs aucunement ceux d'entre eux qui possédaient notre nationalité ; ces motifs, nous les verrons plus tard, mais d'ores et déjà nous pouvons dire qu'ils ne convenaient pas du tout à la situation personnelle de l'ayant droit français et que l'égalité posée par le législateur ne pouvait s'expliquer que par une inadvertance de sa part (1).

III. — Toujours dans le paragraphe 14, l'on s'est employé à éviter la fraude du crédientier temporaire, qui en quittant la France se serait fait verser un capital supérieur aux arrérages de la rente lui restant à recevoir (2). Les mineurs de seize ans se trouvent ainsi empêchés de profiter indûment d'un départ à la veille de leur seizième année. Quant aux indemnitaires à droit viager (conjoint ou ascendants), le paragraphe 14 leur permet seulement d'obtenir un capital plus ou moins inférieur à la valeur de trois annuités de leur rente selon que ce droit est, à raison de leur âge et de l'éventualité de leur mort, plus ou moins déprécié.

Cette disposition spéciale est nécessitée par les manœuvres possibles d'indemnitaires désirant obtenir une

1. V. Cabonut, *loc. cit.*, p. 55.

2. V. ci-dessus la section II de ce chapitre.

prolongation abusive de leur rente à la veille de s'éteindre. Le chef d'entreprise et l'assureur auraient de ce fait subi une notable aggravation de leurs charges (1 et 2).

Du paragraphe 15 de l'article 3, nous avons peu à dire : il reproduit le paragraphe 14 de la loi de 1898 avec cette restriction que ce sont les seuls ayants droit étrangers qui se voient refuser toute indemnité lorsqu'ils ne résidaient pas en France lors de l'accident. Le texte est net et ne demande aucune explication.

b) SOLUTIONS INTERPRÉTÉES. — Par « résidence » des représentants de l'ouvrier tué au cours de son travail, l'on entend comme pour cet ouvrier lui-même le simple fait de l'habitation, et nous ne reviendrons pas sur les développements auxquels ce sujet nous a déjà conduits (3). Un grand nombre de fraudes sont ainsi édictées dans les régions frontalières et les auteurs et la jurisprudence sont complètement d'accord sur ce point ; le tribunal de Nice par exemple nous dit expressément que :

« Les représentants d'un ouvrier étranger n'ont droit aux

1. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 58.

2. Il résulte de là que, tout en étant assimilé à l'indemnitaire direct, le représentant étranger en diffère cependant : son départ pour l'étranger ne lui donne droit à un capital triple de la rente que si telle est la valeur de celle-ci d'après le tarif de l'article 28, tandis que la victime touche toujours le triple de ses arrérages annuels.

3. V. ci-dessus section III, § 1, division A.

indemnités prévues... que si au moment de l'accident ils résidaient sur le territoire français ; qu'en droit, il ne s'agit pas d'un domicile légal, mais d'une résidence de fait, etc. » (1).

Il nous faut examiner maintenant les cas qui sont restés hors des prévisions des lois de 1898 et de 1905.

B. — HYPOTHÈSES NON PRÉVUES PAR LA LOI

Nous allons les envisager successivement.

I. — *Représentants étrangers habitant lors de l'accident les uns la France, les autres l'étranger*

Ces derniers n'ont droit à aucune indemnité d'après le paragraphe 15 de l'article 3, mais faut-il s'en occuper pour le calcul de la pension des ayants cause, qui se trouvaient en France ? La loi de 1905 n'a fait que restreindre le problème, sans le résoudre le moins du monde.

1° Dans une première opinion, qui est celle de la jurisprudence, l'on n'a pas à tenir compte des représentants en question et voici ce que nous enseigne l'arrêt du 13 août 1902 de la Cour de Chambéry :

« Cette disposition (l'art. 3 B), d'après son sens le plus naturel et le seul logique, vise exclusivement les enfants

1. V. tribunal de Nice, 2 janvier 1901. — Clunet, 1901, p. 110.

ayant un droit personnel quelconque au bénéfice de la loi c'est-à-dire ceux résidant en France à l'époque de l'accident, etc..., sans que... on ait à tenir compte des enfants résidant à l'étranger » (1).

2° D'autre part, M. Sachet est d'avis d'effectuer la double opération suivante : on calculera le montant total de la pension comme si tous les ayants cause y avaient droit, on divisera la somme obtenue par leur nombre et le quotient s'attribuera à chacun d'entre ceux qui seront Français ou qui, étrangers, résidaient sur le territoire au moment de l'accident (2).

Pour nous la solution la plus logique est celle de l'arrêt précité. L'intention réelle du législateur est de toujours ignorer les ayants droit dont nous parlons et d'éviter au patron ou à l'assureur de rechercher au loin leur identité à l'aide de pièces fournies en France ce qui n'amènerait qu'une complication inutile. M. Raynaud (3) invoque à l'appui de notre thèse les décisions judiciaires rendues dans les cas analogues de mort ou de majorité (4) de l'un des titulaires de la pension ; c'est ainsi que le tribunal de Vannes ne voulait pas, le 9 janvier 1902, que le décès ou la majorité d'un des

1. V. Arrêt de la Cour de Chambéry, 13 août 1902. — Dalloz, 1905, II, p. 22.

2. V. Sachet. *Traité théorique et pratique des accidents du travail*, 3^e édition, p. 122.

3. V. B. Raynaud, *loc. cit.*, p. 69.

4. Du mineur de seize ans.

enfants de la victime crée « aux autres une situation moins bonne que celle qui leur aurait été faite au moment de l'accident, s'ils n'avaient été que le nombre auquel ils se trouvent réduits... » (1).

MM. Auvillain et Samie (2) se rallient pleinement à cette solution ; quant aux autres auteurs, ils ne prévoient pas l'hypothèse.

II. — *Représentants étrangers venant résider en France mais qui ne remplissaient pas cette condition lors de l'accident.*

Le paragraphe 15 est formel ; le fait d'habiter à l'étranger à l'époque de l'accident détermine définitivement le sort des bénéficiaires étrangers indirects. Comme le dit le tribunal de Valenciennes (3) dans son jugement du 24 octobre 1901, ils « n'ont droit à aucune indemnité ainsi que cela résulte de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, texte qui, avons-nous dit, subsiste rigoureusement à l'égard des représentants étrangers et règle une fois pour toutes leur situation, malgré les changements ultérieurs qu'ils peuvent y apporter (4).

1. V. tribunal de Vannes, 9 janvier 1902. *Gazette du Palais*, 1902, I, p. 260.

2. V. Auvillain, *loc. cit.*, p. 91 et suivantes. — Samie, *loc. cit.*, p. 118.

3. V. tribunal de Valenciennes, 24 octobre 1901. *La Loi*, 1901, 22-23 novembre, p. 2.

4. V. Auvillain, *loc. cit.*, p. 94 et suivantes.

L'intention du législateur se révèle d'ailleurs dans les craintes formulées au cours de travaux préparatoires : pour lui une véritable invasion de réclamants était à redouter (1).

III. — *Représentants étrangers d'un ouvrier frappé avant sa mort en France d'un arrêté d'expulsion*

Nous avons constaté (2) que la résidence illégale sur notre territoire ne fait point déchoir du bénéfice de l'article 3 § 13 ; dès lors l'ouvrier étranger qui se trouve en pareille situation transmet forcément à ses représentants les droits que l'arrêté d'expulsion non exécuté n'avait pu lui enlever. Ils vont donc toucher leur pension et les auteurs qui refusent effet à l'illégalité de la résidence, admettent naturellement ici ce qui n'en est qu'une conséquence (tels MM. Serre, Surville, Auvillain, Samie, *contra* : Raynaud, Cabouat).

Quant à la jurisprudence, voici en quels termes s'exprimait, le 14 décembre 1903, le tribunal de Nice (3) :

« Attendu que la loi du 9 avril 1898 n'a fait aucune distinction entre les ouvriers français et étrangers dès l'instant où ils résidaient en France au moment de l'accident... que

1. V. Rapport de M. Ricard. *Journal officiel*. Chambre *in extenso*, 3 juillet 1888, p. 1966.

2. V. ci-dessus section III, paragraphe A, n° 4 du présent chapitre.

3. V. Tribunal de Nice, 14 décembre 1903. *Clunet*, 1904, p. 603.

c'est de la résidence de fait et non de la résidence légale qu'il s'agit, qu'autrement le législateur n'eût point manqué de s'exprimer sur un point aussi essentiel ; — Attendu au surplus que les exceptions sont de droit étroit, qu'il ne peut être suppléé au silence de la loi, alors surtout qu'il s'agit d'une loi d'un caractère aussi spécial, que ce serait y ajouter que de décider qu'un individu, étant au moment de l'accident sous le coup d'un arrêté d'expulsion, ne résidait pas en France par le seul fait qu'il n'avait pas le droit d'y résider. »

En l'espèce il admettait comme recevable la demande de l'ayant droit étranger d'un ouvrier, qui avait possédé une semblable résidence.

IV. — *Représentants frappés eux-mêmes d'un arrêté d'expulsion non exécuté*

L'hypothèse ne peut guère se présenter que pour la femme ou les ascendants de l'ouvrier étranger. Mais, si la résidence de fait leur confère le bénéfice de la loi de 1898, la moindre démarche à ce sujet aura pour résultat d'attirer l'attention sur eux ; ils seront donc expulsés avec conversion de leur rente en un capital triple de son montant annuel, ce qui n'est guère conforme au désir exprimé par le législateur comme nous le verrons bientôt (1).

1. V. Auvillain, *loc. cit.*, p. 97.

En principe pourtant leur habitation effective leur donne droit aux indemnités légales, n'était l'obstacle né du mécanisme même de leur réalisation et en théorie nous devrions raisonner comme pour le bénéficiaire direct (1).

V. — *Représentants étrangers ne résidant pas en France lors de l'accident et invoquant l'article 1382*

Ces représentants sont ceux auxquels l'article 3 § 15 refuse une fois pour toutes le bénéfice de la loi rendant ainsi leur sort des plus précaires et cela sans aucune raison sérieuse ; la réforme de 1905 les a laissés à l'écart et leur condition n'a donc pas changé depuis 1898 (2).

La rigueur de cette disposition est manifeste, mais n'y aurait-il pas pour ces ayants cause étrangers un autre moyen d'être indemnisés ? ne pourront-ils pas recourir au droit commun de l'article 1382 du Code civil ? Pas le moins du monde : la loi de 1898 leur interdit formellement cette faculté dans son article 2 (3) et c'est ainsi que de toutes façons ils se voient privés d'indemnisation. Il y a là quelque chose, qui, selon

1. V. ci-dessus section III, § A, n° 4 du présent chapitre.

2. V. le n° 1, division A ci-dessus.

3. Voici le texte de cet article : « Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucune disposition autre que celle de la présente loi. »

une expression employée par la Ligue des droits de l'homme (1), « blesse les principes les plus certains de l'équité naturelle et de l'humanité » ; nous retrouvons ici l'antique maxime : *summum jus, summa injuria*, dont la survivance à notre époque ne laisse pas d'être étrange, même dans un domaine restreint comme ici.

A. — Telle est la loi et la jurisprudence s'est montrée parfaitement logique en prononçant les décisions suivantes :

1° Citons tout d'abord le fameux jugement du tribunal de la Seine, du 7 novembre 1900, à propos de l'affaire veuve Renard contre Cornille, jugement que la Cour de Paris confirma le 16 mars 1901 (2). Le tribunal reconnaissait que :

« Les dispositions des articles 2 et 3 susvisés ont à la vérité soulevé des plus vives critiques, et qu'elles peuvent paraître contraires aux principes idéals de justice qu'a consacrés l'article 1382 du Code civil, et qui veut que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

Mais, devant le caractère forfaitaire de la loi et les travaux préparatoires, il n'hésita pas à refuser à la veuve de la victime de l'accident l'application du droit commun. L'émoi fut considérable dans les pays voisins

1. Le *Temps*, 11 décembre 1900.

2. V. tribunal de la Seine (1^{re} Ch.), 7 novembre 1900, et Cour de Paris (7^e Ch.), 16 mars 1901. — *Clunet*, 1901, p. 113 et 520.

(nous en avons parlé lors des travaux préparatoires) et en France même il y eut de nombreuses protestations (1). Toutefois la Cour de Paris confirma la sentence dans un arrêt longuement motivé, où elle disait notamment :

« Ils (les ayants droit) ne peuvent, en invoquant un droit personnel et direct pour se soustraire à une fin de non-recevoir formelle, dépouiller cette qualité de représentants de la victime, qui leur est attribuée expressément par la loi de 1898 »...

et plus loin :

« ... l'on pourrait trouver réunis, dans une seule instance, les enfants mineurs de seize ans obtenant l'indemnité forfaitaire fondée sur le risque professionnel, par application de l'article 3 § B de la loi du 9 avril 1898, et les enfants majeurs de seize ans réclamant en vertu de l'article 1382 du Code civil... etc... ; »

D'ailleurs, était-il ajouté :

« ... cette coexistence, vis-à-vis du chef d'une entreprise assujettie à l'occasion d'un même accident, du risque professionnel et de la responsabilité illimitée de la faute, selon le droit commun, est en contradiction absolue avec l'œuvre transactionnelle du législateur... »

1. V. section II du présent chapitre.

2^e Une affaire analogue, celle de la veuve Giovale contre Fougerolles, alla jusqu'en Cassation, et à tous les degrés de juridiction le bénéfice de l'article 1382 fut refusé à la demanderesse, que la loi de 1898 ne pouvait satisfaire en vertu du paragraphe final de son article 3. Voici quelques attendus des décisions prononcées.

Le 22 février 1901, le tribunal de Chambéry (1) posait en principe que des articles 2 et 7 de la loi de 1898,

« ... textes parfaitement clairs, qui concordent entre eux et se complètent l'un par l'autre, résulte la règle suivante, qui domine la législation nouvelle des accidents du travail, savoir : que la réparation de ces accidents pour les cas visés par le législateur ne peut être demandée par personne contre le patron ou ses préposés sous une autre forme que dans la forme prévue par la loi de 1898...

Il finissait ainsi :

« ... en conséquence, les représentants de l'ouvrier étranger comme ceux de l'ouvrier français sont absolument non recevables à diriger contre le patron l'action dérivant des articles 1382 et 1384 du Code civil... »

1. V. tribunal de Chambéry, 22 février 1901 : Clunet. 1902, p. 97.

La Cour de Chambéry confirma purement et simplement ce jugement le 21 janvier 1902 (1).

L'arrêt de la Cour de cassation est du 16 novembre 1903 (2) et donna lieu à un rapport très complet de M. le président Fochier (3). La Cour de cassation reprenait l'argumentation du tribunal de Chambéry et spécifiait qu'un accident du travail, survenu dans une des entreprises désignées, ne peut plus être poursuivi par le droit commun contre le patron.

Les deux affaires précédentes, dont les solutions sont antérieures à 1905, ne visaient que l'hypothèse d'un représentant étranger et c'est pourquoi elles peuvent encore nous servir d'exemples. Actuellement en effet, le représentant français d'un ouvrier étranger n'est plus exclu des privilèges des législations concernant les accidents du travail et par suite n'ira pas invoquer l'article 1382, que d'ailleurs lui interdiraient les mêmes motifs que précédemment.

B. — Après avoir examiné la jurisprudence, voyons maintenant l'opinion des auteurs. M. Raynaud (4) reproche aux tribunaux d'avoir trop strictement appliqué les textes impératifs de la loi ; mais ces textes mêmes les empêchaient de décider selon les notions de

1. V. Cour de Chambéry. 21 janvier 1901. *Gazette des tribunaux*, 29 avril 1902.

2. V. Cour de cassation (requêtes), 16 novembre 1903. Dalloz, 1904, I, p. 132.

3. V. Sous l'arrêt précédent les notes (Dalloz, 1904, I, p. 132).

4. V. B. Raynaud, *loc. cit.*, p. 90 à 95 (94 et 95 notamment).

justice sociale et ne leur laissaient aucun pouvoir d'appréciation, aucune faculté d'adopter leurs décisions aux diverses circonstances de la pratique. Pour être humanitaires, l'on ne pouvait leur demander de se montrer anti-juridiques. Il aurait fallu des dispositions plus souples et ainsi se serait créée toute une floraison de règles particulières de la plus grande utilité (1).

Etudions brièvement avec M. Auvoisin les arguments invoqués de part et d'autre par les partisans de la concession du droit commun aux représentants étrangers de l'ouvrier étranger (2).

1. — A lire le texte du paragraphe 15, l'on se demande si le mot « indemnité » ne pourrait pas s'entendre exclusivement du bénéfice de la loi. A cela nous pouvons répondre que le caractère forfaitaire de celle-ci semble exclure tout autre système de réparation : nous nous trouvons en face d'une substitution et non d'une simultanéité d'actions. En outre l'article 2 est péremptoire, il est vrai qu'il ne parle que des ouvriers victimes d'accident, mais on admet généralement que leurs ayants cause y sont sous-entendus en tant que possesseurs de droits subsidiaires.

2. — L'expression « se prévaloir » du même article 2 fait dire encore à certains auteurs (3) que l'ayant

1. V. Samie, *loc. cit.*, p. 136.

2. V. Auvoisin, *loc. cit.*, pp. 107 à 114.

3. V. F. de Saint-Charles. *Le risque professionnel de l'ouvrier étranger*. « Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale », 1901, p. 54.

droit n'y peut être compris. Mais, comme le dit M. Auvillain, « ce dernier argument est spécieux » par la bonne raison que, si les représentants de l'article 3 § 15 ne se prévalent pas de la loi, elle les exclut explicitement de ses prévisions.

3. — Enfin, nous objecte-t-on, l'article 1382 est un droit naturel, que peut seul écarter un texte formel. Logiquement il faut pourtant le supprimer ici, car telle a été la volonté du Parlement, qui n'a d'ailleurs pas du tout songé à la gravité de la question (1) : une modification législative est donc nécessaire et, pour tout dire, il y a là un devoir pressant à n'importe quel point de vue.

N'en donnons qu'un exemple : n'est-il pas difficile d'admettre ce refus d'action au cas où l'action pénale corrélative aboutirait pour homicide par imprudence ? la loi ne distingue pas et néanmoins le fait est choquant (2).

Concluons en constatant que la plupart des auteurs se rallient à notre théorie de l'inapplicabilité de l'article 1382 aux ayants droit du nouveau paragraphe 15, article 3 : tels sont MM. Surville, Serre, Auvillain (déjà cité), Samie, Métin (3) et implicitement M. Cabouat (4).

1. V. les travaux préparatoires.

2. V. F. de Saint-Charles, *ibid.* (p. 57 ici).

3. V. Surville, *loc. cit.*, p. 140. — Serre, *id.*, p. 101. — Samie, *id.*, p. 131. — Métin, *id.*, p. 60. — Sachet, *Traité théorique et pratique des accidents du travail*, p. 122.

4. V. Cabouat, *loc. cit.*, p. 60, 61, 62.

C. — L'ouvrier étranger, en présence de la situation injustifiée faite à ses ayants cause étrangers ne résidant pas en France à l'époque de son accident, ne serait-il pas libre de s'entendre par contrat avec le patron pour leur réserver le bénéfice de l'article 1382 ? C'est la question du « contracting out », selon l'expression anglaise. Cette faculté est impossible chez nous (1), car l'article 30 de la loi sur l'assurance-accident porte que : « Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit », quoique M. Samie y voie une ingérence peu libérale des pouvoirs publics dans les contrats particuliers (2).

Il nous faut donc condamner la circulaire de M. Cooreman, ministre de l'Industrie belge, qui le 13 juin 1899 admettait la possibilité d'une pareille entente au sujet d'individus exclus des dispositions de la loi et, par suite, de l'article 30. Admissible en Angleterre et en Belgique, le « contracting out » ne peut donc l'être dans notre pays et cette solution nous paraît, semble-t-il, de la plus grande logique (3). Ainsi rien n'atténue la rigueur du paragraphe 15 de l'article 3.

1. V. Auvillain, pp. 114 et 115.

2. V. Samie, pp. 137-138.

3. V. *Revue du travail* publiée par l'Office du travail de Belgique, 1899, p. 667.

§ 3

Réciprocité diplomatique établie par la loi

L'auteur de la loi de 1905, tout en demeurant dans l'esprit de la législation antérieure, a compris qu'elle ne pouvait être l'idéal du traitement de l'ouvrier étranger et de ses ayants droit de même nationalité. Aussi a-t-il essayé d'en pallier les inconvénients à l'aide de la réciprocité diplomatique, réalisant ainsi les paroles prononcées en 1900, au Congrès de Paris, par le délégué français, M. Paulet :

« Peut-être seulement pour les ouvriers-étrangers l'expérience viendra-t-elle conseiller plus tard une modification que faciliteraient sans doute des accords internationaux à mesure que le développement des législations parallèles en matière d'accidents permettront sur ce point des réciprocités conventionnelles, ainsi que le suggérait tout récemment le Gouvernement impérial allemand (1). »

L'assimilation entre nos travailleurs et les ouvriers étrangers va donc trouver son expression dans des accords internationaux, dits traités de travail, accords dont le but sera de réglementer, non pas la jouissance du droit à indemnisation déjà concédé par la loi de

1. V. Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales, 5^e session. Paris, 1900, p. 121.

1898, mais le mode de jouissance de ce droit restreint par les paragraphes 13, 14 et 15 déjà examinés (1). La loi du 31 mars 1905 (2), article 3 § 16, en est la réalisation et voici en quels termes :

« Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées, dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. »

Comme le disait la circulaire du 3 mai 1905 :

« Ceci s'inspire des sentiments d'humanité et de cordialité dans les relations internationales de prévoyance sociale. Le gouvernement pourra consentir un régime progressif de réparation réciproque envers les pays désireux d'étendre leur législation internationale des travailleurs, en écartant des disparités de concurrence commerciale dont leurs ouvriers et nos industriels feraient également les frais » (3).

Toutes restrictions d'application aux seuls représentants, tous projets d'équivalence uniquement législative ont été laissés de côté et le gouvernement est largement autorisé à modifier par voie conventionnelle le traitement institué par la loi française d'assurance-accident en ce qui concerne les salariés étrangers.

1. V. Auvillain. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, pp. 116-117.

2. V. *J. off.* du 2 avril 1905.

3. V. Circulaire du ministre du Commerce du 3 mai 1905 sur l'application de la loi du 31 mars 1905 aux ouvriers étrangers. — *Clunet*, 1905, p. 752.

La validité des traités (1) conclus est seulement subordonnée à deux conditions : la limitation des indemnités prévues au taux de celles fixées par l'article 3 et l'équivalence des concessions réciproquement consenties.

Il est en effet évident que la protection accordée au travailleur étranger ne doit pas primer celle témoignée à l'ouvrier indigène, ni faire peser de plus lourdes charges sur l'industrie ; quant à l'équivalence des avantages mutuellement accordés, c'est la sanction même du principe de réciprocité.

Le système de la réciprocité diplomatique, tout en permettant d'adapter les droits concédés à la situation particulière de chacun des contractants, possède le grand avantage de ne faire dépendre l'équivalence poursuivie que de la seule volonté du législateur français ; une modification de législation étrangère n'ira pas *ipso facto* la provoquer comme cela a lieu dans le système de la réciprocité législative. Il faut de part et d'autre un acte consensuel et l'on peut dire avec M. Raynaud que :

« Le droit conventionnel entre les puissances peut ainsi accroître par des ententes internationales le nombre des

I. V. Cabouat : *De l'indemnisation des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail d'après la loi du 30 mars 1905*, « Nouvelle revue pratique de droit international privé », 1908, p. 98.

ouvriers étrangers en égalité absolue avec les nôtres dans la limite des indemnités auxquelles ils ont droit » (1).

Pouvons-nous affirmer que la loi de 1905 ait pleinement résolu le problème de l'assimilation entre ouvriers français et étrangers ? Non pas, car deux ouvriers étrangers pourront se trouver dans une situation fort inégale selon que nous aurons ou non traité avec leurs pays d'origine. Au reste, nous posséderions des conventions avec toutes les nations que nous n'aurions pas encore atteint la seule conception vraiment logique qui est la suppression pure et simple des alinéas terminant l'article 3 (2). En matière d'accidents du travail, toute distinction nationale doit s'effacer et si nos législateurs ont obéi à de louables motifs en votant le paragraphe 16, il eût été bien préférable, au point de vue de l'équité et des principes, qu'ils aient rayé de notre droit les textes d'exception que nous venons de passer en revue.

§ 4. — Critiques auxquelles prête la loi française

A. — La première est d'ordre général et vise aussi bien les dispositions relatives aux ouvriers étrangers

1. V. Modification de la loi du 9 avril 1898 par celle du 31 mars 1905. Raynaud. Clunet, 1905, p. 899.

2. V. notre introduction. Chapitre II.

que celles concernant leurs représentants non Français : c'est le reproche fait à la loi de constituer une prime à la main-d'œuvre étrangère. Cette critique, fort vive à l'origine, ne l'est plus guère de nos jours et l'on peut même dire que lors de la réforme de 1905, elle était déjà presque entièrement abandonnée.

Formulée à l'époque des premiers travaux préparatoires (MM. Bernard et Basly, 1888) (1), elle fut reprise par M. Mirman et exprimée dans son rapport à la Chambre en date du 27 juin 1898 (2). D'après lui les patrons donneront la préférence aux ouvriers étrangers en escomptant qu'au cas d'accident leurs charges se trouveront allégées : ce fait est certain, mais à y réfléchir, l'on s'aperçoit bien vite que l'inconvénient est plus théorique que pratique. La mise en vigueur de la nouvelle législation n'est point venue confirmer ces craintes et leur réalisation demande au surplus un concours assez rare de circonstances. L'incapacité du bénéficiaire direct devra être permanente et cela quand il quittera la France, ou bien, en cas de mort de la victime, il faudra que l'ayant droit soit étranger et aille s'établir à l'étranger ou qu'il s'y trouve lors de l'accident.

Ce sont là des hypothèses peu fréquentes : les incapacités temporaires sont l'énorme majorité, il y a à

1. V. ci-dessus et Auvoisin, *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, p. 21.

2. V. *Journal officiel*. Chambre, Annexes, 1901, p. 341.

peine un accident mortel sur 1000 et quand il s'embauche, l'on ne peut savoir si l'ouvrier ne fera pas venir les siens auprès de lui ; enfin, raison décisive pour l'industriel, les cotisations d'assurance sont entièrement indépendantes de la nationalité de l'ouvrier (1). Les compagnies ne s'en soucient pas plus que de leur état civil. La prime est proportionnelle au total des salaires et, selon les termes d'une lettre du président du Syndicat de ces compagnies : « L'assureur ne peut poursuivre les modifications éventuelles du personnel (2). »

Mais alors les patrons qui sont leurs propres assureurs auraient au moins avantage à employer des ouvriers étrangers ? il est vrai, mais ils sont très peu nombreux et possèdent un personnel très restreint (le fardeau du risque professionnel est trop lourd pour qu'on n'use pas du moyen si facile de s'en exonérer).

Nous avons dit que les primes sont proportionnelles à la totalité des salaires payés, mais (3) comme les ouvriers belges, italiens, espagnols, etc. se contentent à bien meilleur compte que l'ouvrier français, la prime d'assurance se trouve finalement inférieure à celle

1. V. Serre. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*. Clunet, 1902, p. 980.

2. M. Bellom. « La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et les difficultés présentes. » *Revue politique et parlementaire*, 1899, t. XXI, p. 64.

3. Voir Samie. *Les ouvriers étrangers et les accidents du travail* p. 178.

demandée pour les travailleurs indigènes et constitue un bénéfice pour le chef d'entreprise. Ce bénéfice est fort minime et n'influe pratiquement en rien sur le choix du personnel ouvrier.

Le danger, redouté par M. Mirman et les auteurs des propositions Graux et Holtz, était donc chimérique (1) et ces députés le reconnurent eux-mêmes.

Ce premier grief fait à notre législation n'a donc plus aucune importance, nous ne l'avons rappelé que dans un intérêt purement historique.

B. — Il n'en est pas de même des autres. Reprenons pour nous en rendre compte les dispositions des paragraphes de l'article 3 *in fine* et cherchons les motifs qui les ont inspirés.

I. — Voici tout d'abord le paragraphe 13; nul doute qu'il ne soit contraire au principe de la plus élémentaire justice. Quelles sont donc les raisons primordiales qui l'ont fait adopter par nos législateurs ?

1^o La première est dérisoire : c'est le désir d'empêcher que l'argent français soit dépensé hors du territoire, chose inadmissible ; comme dit M. Auvillain, « on n'a jamais su pourquoi » (2). L'étranger, victime d'un accident de chemin de fer, se verra indemnisé alors que l'ouvrier blessé au cours de son travail n'aura droit à rien ; pourtant dans l'un et l'autre cas l'argent

1. V. Travaux préparatoires ci-dessus : section II.

2. V. Auvillain, *loc. cit.*, p 159

français se trouve aussi bien dépensé hors de France. Sommes-nous revenus à la conception mercantiliste ? est-ce que les quelques arrérages servis aux travailleurs résidant à l'étranger porteraient préjudice à notre richesse nationale ? et, quand il en serait ainsi, n'est-il pas d'un intérêt supérieur de prendre des mesures de prévoyance sociale ? Tout cela ne se discute pas et pareil argument est un non-sens, comme il s'en glisse souvent dans l'œuvre législative.

2° Passons maintenant au second motif mis en avant pour justifier l'article 3, § 13 (1).

Il ne vaut guère mieux que le premier et consiste dans la crainte des difficultés que pourrait provoquer la recherche de pensionnés demeurant au loin. Mais il est facile de résoudre ces difficultés : nos consuls se chargeraient de remettre à l'indemnitaire les arrérages de sa rente et ce dernier devrait prouver lui-même son identité lors de ces versements. Il n'y aurait qu'à instituer un système de garanties analogues aux prescriptions de l'Office impérial allemand des assurances envers les étrangers, dont les pays d'origine ont traité avec l'Allemagne, prescriptions que nous verrons plus loin (2). Les consuls sont d'ailleurs tout indiqués pour jouer ce rôle et c'est dans cet esprit que le tribunal d'Avranches (3) décida le 2 mai 1902 que l'indemnité

1. V. Auvillain, *loc. cit.*, pp. 159 à 163.

2. V. ci-dessous chapitre II, section I, § 2.

3. V. tribunal d'Avranches, 2 mai 1902. *Clunet*, 1902, p. 1021.

triple de sa rente serait versée à un ouvrier italien par l'intermédiaire du consul de France de la ville de son pays d'origine où il viendrait ultérieurement se fixer.

Les deux raisons invoquées à l'appui du paragraphe 13 ne tiennent donc pas devant un examen sérieux : ce ne sont qu'idées rétrogrades, qu'exclusivisme national, qui ne font guère honneur à la clairvoyance de nos législateurs et au droit allemand auquel ils les ont empruntés (1).

II. — Les paragraphes 14 et 15 procèdent des mêmes raisonnements et ne peuvent se justifier davantage.

Le premier réédite pour les ayants cause étrangers de l'ouvrier étranger les prescriptions formulées à son intention par le paragraphe 13 ; quant au second, il est plus sévère encore et contraste d'une façon flagrante avec l'inspiration générale de nos lois (2). Les arguments mis en avant à propos de ces dispositions sont toujours le désir d'empêcher la dépense d'argent français en dehors de nos frontières et la crainte des embarras créés par l'obligation de pensionner des étrangers.

Cette dernière raison mérite seule de nous retenir, du reste fort peu de temps. L'on craignait de voir arriver de toute part des individus se disant femme et

1. V. Auvillain, *loc. cit.*, p. 168.

2. Il a été maintenu sans examen après avoir été accepté sans discussion.

enfants d'ouvriers étrangers et de voir s'engager les plus difficiles questions d'état (1). Les auteurs de la loi posaient le principe sans vouloir se donner la peine d'aller plus avant et ne s'employaient point à chercher une solution. Celle-ci se trouve comme nous l'avons dit dans le rôle à faire jouer à l'autorité consulaire; rappelons-nous d'ailleurs que c'est aux réclamants à établir les rapports de parenté les rattachant à la victime (2).

Pour légitimer le traitement des ayants droit de l'ancien paragraphe 14 (aujourd'hui des paragraphes 14 et 15, représentants français mis à part) et effacer l'impression d'insuffisance que donnaient, malgré tout, ceux déjà cités, un autre motif a été invoqué.

M. Mirman objecte que les représentants en cause ne sont pas les seuls dans cette situation; les beau-père et belle-mère de la victime n'ont droit ni à la loi de 1898-1905 ni à l'article 1382 et il en est de même de ses père et mère si elle laisse un conjoint, un mineur de seize ans ou un descendant plus âgé mais infirme (3). Déplacer ainsi la question n'est pas la résoudre. La loi se fonde sur une idée de forfait et l'on ne peut étendre son bénéfice à des personnes envers lesquelles la vic-

1. V. Rapport de M. Ricard. *J. off.*, 1892. Annexes, Sénat n° 1926, p. 316.

2. Auvillain, *loc. cit.*, p. 162.

3. V. Rapport Mirman. *J. off.*, Chambre *in extenso*, 1901, pp. 341 et suivantes.

time n'avait pas d'obligation légale et aurait même pu ne jamais en avoir: comme le dit M. Cabouat « ... la condition des ouvriers étrangers doit être envisagée en fait... ».

Il n'est donc aucunes justifications possibles à donner du paragraphe 14 et surtout du paragraphe 15, et telle est l'opinion de la majorité des auteurs et de la jurisprudence.

Commençons par cette dernière: le célèbre jugement du tribunal de la Seine (7 novembre 1901) considère la loi comme « contraire au principe idéal de justice qu'a consacré l'article 1382 du Code civil » (1) et M. le conseiller Fochier, tout en reconnaissant l'exactitude de l'interprétation judiciaire, signale les violentes critiques faites à la loi au point de vue humanitaire (2). Nous pourrions multiplier ces exemples: il nous suffira de renvoyer aux décisions de jurisprudence rendues à ce sujet.

Quant aux auteurs, MM. Sachet et Serre (3) trouvent admissibles les motifs exposés; ce dernier surtout estime qu'il serait choquant de voir les représen-

1. V. Cabouat. « De l'indemnisation des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail d'après la loi du 31 mars 1903. » *Nouvelle Revue pratique de droit international privé*, 1907, p. 99.

2. V. ci-dessus: même section. § 1 division B, n° 5.

3. V. Sachet. *Traité théorique et pratique des accidents du travail* p. 117. — Serre. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*. Clunet, 1902, p. 981.

tants d'étrangers mieux traités que ceux dont nous parlions tout à l'heure avec M. Mirman, et que ce serait par trop s'éloigner du caractère forfaitaire de la loi de 1898. Ceci regarde l'économie générale de la législation de 1898-1905. Comme le dit M. Raynaud, ces personnes ont été écartées du fait même de leur situation, qui, pouvant cesser par acte volontaire, ne fournit pas une base suffisante à l'assurance (1). M. Surville réproouve par contre l'ancien paragraphe 14, y voyant tout au plus un motif de représailles tandis que MM. Raynaud et Auvillain n'y constatent que des sentiments peu généreux et arriérés ; il en est de même de M. Samie qui écrit après la réforme de 1905.

Quelle est donc la raison qui a déterminé notre législateur ? nous sommes portés à croire que ce n'est pas selon M. Raynaud la haine de l'étranger, mais bien plutôt comme le dit M. Surville l'inattention apportée à la rédaction de la loi. En 1905, l'on aurait dû se ressaisir, les critiques soulevées par le texte de 1898, étaient connues : il n'en fut rien. La réforme accomplie s'est bornée à combler « la lacune illogique de la loi de 1898 à propos des ayants droit, qui quittent la France après l'accident » (2) sans rien changer au caractère même des paragraphes terminant l'article 3.

La véritable solution est donc encore à trouver ; le

1. V. Raynaud, *loc. cit.*, p. 132.

2. Voir Samie, *loc. cit.*, p. 204.

paragraphe 16 de l'article 3 nouveau ne nous la donne-t-il pas ? C'est l'avis de M. Raynaud mais non le nôtre. Nous pensons avec M.M. Auvoisin et Samie qu'il n'y a à qu'un palliatif heureux, mais un palliatif, à la rigueur lde la loi. Le but est plus loin et consiste à supprimer purement et simplement les textes d'exception à l'égard des ouvriers étrangers. Si toutes les nations en étaient arrivées là, notre sujet n'existerait pas et les accords internationaux ne serviraient à rien : toutefois, si ce sont eux qui contribueront probablement le plus à réaliser notre idéal par la création d'une union internationale, il ne faut pas oublier que chaque Etat pourrait y parvenir d'emblée, sauf à se trouver dans une situation inégale par rapport à ses voisins moins avancés.

Telle a été la conduite de la Belgique (1).

Revenons à la législation française, nous l'avons étudiée et critiquée : reste à savoir si elle s'applique à tous les ouvriers considérés comme tels par la loi.

SECTION IV

RÉGIME EXCEPTIONNEL DE CERTAINS OUVRIERS NON VISÉS PAR LES LOIS DE 1898-1905

I. — La loi du 9 avril 1898 ne s'appliquait qu'aux travailleurs déterminés par le texte de son article 1^{er}, qui dans un sens général ne visait que les établissements

1. Voir ci-dessous la législation belge.

industriels. Un an après, le 30 juin 1899, elle fut étendue aux accidents du travail agricole (1) et beaucoup plus récemment, le 12 avril 1906, les entreprises commerciales y furent assujetties. Tel est le domaine d'application de la loi à l'heure actuelle.

II. — Mais une question se pose : que décider pour les marins étrangers ? L'article 1^{er} de la loi de 1898 n'en parle pas et cela s'explique par cette raison que, lors de son vote, une loi les concernant était en discussion ; par conséquent la législation de 1898 et de 1905 ne saurait leur être étendue. Ceci sans compter avec les difficultés de procédure, que nous verrons plus loin (2).

Quant à la loi du 23 avril 1898 (3) sur les accidents des marins français, elle ne vise que les inscrits maritimes, son titre est le suivant :

« Loi ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance pour les marins français contre les risques et accidents de leur profession. »

L'article 1 spécifie que les inscrits maritimes en font seuls et obligatoirement partie. Il faut donc chercher autre part les règles établies à l'égard des non-inscrits,

1. La Commission de la Chambre, chargée de l'examen du projet d'extension de la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles, a déposé son rapport le 22 février 1907, rapport dans lequel est supprimée l'allocation d'indemnités journalières aux ouvriers étrangers ne résidant pas ou cessant de résider en France. Nous savons que c'est l'inverse qui a lieu dans l'article 3 de la loi de 1898.

2. V. ci-dessous.

3. V. Samie, *Les ouvriers étrangers et les accidents du travail*, pp. 139 et suivantes.

parmi lesquels rentrent les étrangers, que notre système de recrutement maritime ne peut atteindre.

Après ce que nous venons de dire, les gens de mer étrangers n'ont plus qu'à recourir au droit commun : l'article 1382 du Code civil leur est seul applicable concurremment avec les articles 258 et suivants du Code de commerce, qui traitent de la mort et des blessures des matelots engagés. Cette conclusion évidente n'était pourtant pas acceptée de façon unanime, et le silence de la loi de 1898 ne paraît point aux yeux d'une certaine jurisprudence suffisant pour ne pas l'invoquer.

Nous pouvons citer à cet égard deux arrêts, l'un de la Cour d'Aix du 2 août 1900 (1) et l'autre de la Cour de Rouen du 22 juillet 1901 (2), décidant la loi de 1898 applicable aux marins non inscrits. Pareille opinion est soutenue par un avis du Comité consultatif des assurances en date du 24 janvier 1900 (3). Sont aussi de cet avis MM. Raynaud et Auvillain dans leurs études sur les accidents du travail.

Néanmoins, il nous semble plus rationnel de nous en rapporter uniquement à la loi du 23 avril 1898, dont les termes renvoient clairement au droit commun pour les travailleurs qui nous occupent. A l'appui mention-

1. V. *Revue internationale de droit maritime*, t. 16, p. 29.

2. V. *Revue internationale de droit maritime*, t. 17, p. 296.

3. V. *Revue internationale de droit maritime*, t. 15, p. 709.

nous un jugement du tribunal de commerce de Marseille, rendu le 5 juillet 1904 (1) à propos d'un matelot étranger engagé à bord d'un navire français et victime dans un port français d'un accident en service commandé. Les étrangers sont donc entièrement exclus du bénéfice de la loi de 1898, de même que les Français non inscrits et notre système ne leur enlève aucun droit au cas où ils cessent de résider en France; mais en est-il toujours ainsi depuis la loi du 29 décembre 1905?

Cette loi institue une caisse de prévoyance pour les marins nationaux et par suite « ne profite qu'au personnel français à l'exclusion de tout étranger », selon l'expression employée au Sénat par le rapporteur, M. Monis. Rien n'est changé à la situation des marins étrangers et ils restent soumis au droit commun du Code civil et du Code de commerce, mais seuls et non plus avec les non-inscrits français qui, désormais, sont régis par la nouvelle loi (2).

Les étrangers travaillant dans notre marine devront donc prouver la faute de l'armateur et à cet égard leur condition est moins bonne que celle des ouvriers terriens non français; le nombre en est assez considérable d'ailleurs, puisqu'ils peuvent atteindre le quart du personnel embarqué. Leur sort est donc depuis

1. V. *Revue de droit international privé* (Darras), 1906, p. 153.

2. V. Deléarde. « Observations sur la loi du 29 décembre 1905 ». *Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, 1906, p. 644.

1905 tout particulièrement anormal et c'est pourquoi l'on a essayé de l'améliorer par les déductions suivantes.

L'article 633 du Code de commerce énumère parmi les actes de commerce «... tout engagement de gens de mer pour le service des bâtiments de commerce... » ; or la loi du 12 avril 1906 a, nous l'avons vu, étendu la législation de 1898-1905 aux entreprises commerciales : par suite les gens de mer étrangers vont pouvoir se réclamer de ces textes et M. Déléarde affirme avec raison qu'ils ne vont pas manquer de le faire. Le législateur n'a guère prévu ce résultat ; ce n'était pas dans sa pensée et il est fâcheux qu'il n'ait pas stipulé que la loi de 1906 n'engloberait pas les marins du commerce. Le navire sur lequel l'étranger est embarqué doit, il va sans dire, faire acte de commerce : au cas contraire l'article 1382 sera seul applicable et tel est le cas pour les bateaux de plaisance (1).

Devons-nous accepter un semblable détour pour profiter de la loi de 1898-1905 ? Ce n'est pas notre avis. D'accord avec M. Allégret, nous estimons que les dispositions concernant le commerce par mer lui sont spéciales. Le législateur, ne voulant pas laisser à l'armateur une responsabilité illimitée, a édicté certaines mesures visant les inscrits maritimes, mesures

1. V. Allégret. *Le risque professionnel des gens de mer*. Thèse de Nantes, 1907, p. 70-77.

qu'il a plus tard étendues aux non-inscrits devant la tendance manifeste des tribunaux d'assimiler ceux-ci aux ouvriers terriens. Le raisonnement que nous avons proposé aurait en outre la bizarre conséquence de faire participer des marins étrangers à la distribution d'indemnités au moins égales à celles des Français et pour lesquelles ils n'auraient payé aucune cotisation (1).

L'intention des auteurs de la loi du 12 avril 1906 est même formelle. Le 7 juin 1904, M. Mirman disait en termes exprès :

« Il restera tous les travailleurs de la marine de commerce, qui ne peuvent pas ne pas être soumis sur certains points à un régime un peu différent du régime ordinaire » (2).

D'autre part le décret « arrêtant la liste des exploitations commerciales soumises à la taxe réduite de 0 fr. 015 en addition au principal des patentes pour le fonds de garantie en matière d'accidents du travail » ne mentionne pas les entreprises de transports par mer (3). Enfin la loi de 1898 a des exigences inconciliables avec l'entreprise maritime : comment effectuer une enquête dans les vingt-quatre heures ? quel sera le tribunal français compétent ? le capitaine devra-t-il modifier sa

1. V. Allégret.

2. V. J. off. Chambre, *in extenso*, séance du 7 juin 1904, pp. 1309-1310.

3. V. J. off., 30 septembre 1906, p. 6624.

route ? etc. etc... Toutes les prévisions légales devraient être modifiées en cas d'accidents sur mer, et ce serait là œuvre considérable (1).

Mieux vaut donc conclure que les marins non français ne peuvent être soumis au droit commun des accidents du travail ; le silence de la loi doit s'interpréter négativement et nous devons nous borner à les admettre aux dispositions de l'article 1382 et du Code de commerce. La solution contraire était généreuse et obviait (2) à une déchéance peu justifiée ; mais vraiment l'adopter serait téméraire.

Ainsi donc sur un bâtiment français peuvent se trouver : 1° des inscrits maritimes soumis à la loi du 23 avril 1898 ; 2° des non-inscrits soumis à celle du 29 décembre 1905 ; 3° des étrangers soumis aux articles 1382 du Code civil et 258 et suivants du Code de commerce. Cette différence de traitement entre membres d'un même équipage est mauvaise et il est urgent d'y porter remède. L'égalité des périls entraîne l'égalité des indemnités.

III. — Remarquons pour terminer qu'un « projet de loi concernant les accidents du travail survenus dans les établissements pénitentiaires et hospitaliers » exclut

1. V. Allégret, *loc. cit.*

2. Pour eux, mais non pour leurs ayants cause, qui (résidant la plupart du temps hors de France) se trouveraient privés de tous droits en vertu du paragraphe 16 article 5 de la loi de 1898-1905. Samie, *loc. cit.*, p. 143.

les détenus étrangers de son bénéfice, le cas de réciprocité diplomatique mis à part (1).

Voici donc examinées les diverses réparations accordées par la législation française aux ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail. Le territoire continental de notre pays s'y trouve seul soumis, mais il est question d'en faire profiter l'Algérie comme le propose un projet de loi du 7 novembre 1906, projet que nous n'étudierons pas ici et qui porte pour titre : « Loi concernant les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie » (2 et 3).

Passons maintenant au chapitre II de notre seconde partie qui a pour sujet les législations étrangères.

1. V. *Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, 1908, p. 21.

2. V. *Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des Assurances sociales*, 1907, p. 329.

3. Dans une pensée de crainte pour la prépondérance de la main-d'œuvre étrangère, les droits des ouvriers étrangers en cas d'accidents s'y trouvaient notablement restreints. *Revue de droit international privé* (Darras), 1908, p. 705.

CHAPITRE II

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Elles se divisent, avons-nous vu (1), en deux catégories selon qu'elles assimilent ou non les ouvriers nationaux et étrangers, ces dernières se partageant elles-mêmes en deux groupes suivant qu'elles prévoient la réciprocité ou ne l'admettent pas. C'est par la première de celles-ci, à laquelle appartient notre législation, que nous allons commencer notre étude ; nous verrons ensuite le second type des lois de non-assimilation et pour terminer viendront les pays ne faisant aucune différence entre travailleurs étrangers et indigènes en matière d'accidents du travail.

1. V. ci-dessus notre classification placée avant le chapitre I.

TITRE I

A. — Législations restrictives du droit de l'étranger, mais admettant la réciprocité

SECTION I

LÉGISLATION ALLEMANDE

Le droit allemand est celui qui a certainement fait la plus large place aux questions sociales ; l'assurance y est très développée et vise en théorie tous les travailleurs sans distinction de nationalité.

« La raison pour laquelle, nous dit M. Lemonon, il faut considérer les lois allemandes d'assurance sociale comme s'appliquant aussi bien à l'ouvrier national qu'à l'ouvrier étranger est que ces lois n'ont fait aucune distinction explicite entre les personnes auxquelles elles s'appliquent » (1).

L'assurance contre les accidents, notamment, s'applique indistinctement à tous les ouvriers, mais, en pratique, le législateur est venu limiter ce principe par de sévères restrictions. C'est d'ailleurs la loi allemande qui a inauguré le système d'exception à l'égard des

1. V. Lemonon : « La situation juridique des étrangers en Allemagne au point de vue des assurances sociales », *Revue de droit international privé* (Darras), 1908, p. 387.

ouvriers étrangers cessant de résider sur le territoire du lieu de l'accident, système adopté par tant de nations au nombre desquelles est la France et contraire à la plus élémentaire justice comme à l'honneur d'avoir inauguré l'indemnisation des accidents du travail. Voyons maintenant les nécessités et l'historique de la législation allemande des accidents du travail

§ 1. — Nécessité et histoire de la législation allemande

Le nombre des assurés allemands est assez élevé (plus de 20 millions d'individus) et parmi eux les ouvriers étrangers forment un chiffre notable. Ces travailleurs s'établissent dans les districts frontières ou viennent journellement y travailler pour rentrer chez eux le soir ; ce sont des Bohémiens et des Suisses en Bavière et en Saxe ; des Luxembourgeois, des Hollandais en Lorraine et dans les provinces rhénanes ; des Polonais russes dans l'Est. D'autre part, les ouvriers italiens pullulent dans l'Allemagne du Sud, où ils viennent pendant l'été s'employer comme terrassiers, maçons, tailleurs de pierre. Un trafic économique intense a lieu sur les frontières et il en résulte des rapports de bon voisinage, que vient méconnaître la législation dont nous nous préoccuons (1).

1. V. Feigenwinter : « Le traitement des étrangers au point de vue

Le régime d'exception concernant l'étranger et ses représentants au cas d'accident du travail est basé comme en France sur la résidence de fait ; mais, l'assurance étant obligatoire, il n'y a plus à objecter de prime faite à la main-d'œuvre étrangère. Tant que la résidence persiste, l'ouvrier national et l'ouvrier étranger sont assimilés pleinement ; dès qu'elle cesse, commence la défaveur de la loi.

La première loi allemande, qui a donné le ton à toutes celles de non-assimilation y compris la nôtre, date du 6 juillet 1884. Son article 67 était ainsi conçu :

« L'association professionnelle peut liquider, en payant le capital au lieu d'une pension, les indemnités auxquelles ont droit les étrangers qui quittent d'une manière définitive le territoire de l'Empire » (1).

La transformation de la rente se trouvait ainsi tout à fait facultative et le capital n'était nullement fixé. Quant à l'article 6, § 4, il établissait en ces termes la non-indemnisation des ayants droit ne résidant pas en Allemagne lors de l'accident :

« Les proches que laisse après lui un étranger, qui au moment de l'accident n'habitait pas le sol national, n'ont droit à aucune pension (2). »

de la responsabilité civile et de l'assurance ». *Revue de droit international privé* (Darras), 1908, p. 24.

1. V. *Annuaire de législation étrangère*, t. XIV, p. 157.

2. V. *Annuaire de législation étrangère*, t. XIV, p. 131.

Ce paragraphe, très clair, englobait par sa généralité les ascendants de la victime.

Trois ans après, une nouvelle loi spéciale à l'assurance contre les accidents des personnes employées dans les travaux de construction décida le 11 juillet 1887 que :

« ... Si l'ayant droit (qui n'habite pas dans l'intérieur de l'empire) est un étranger, l'association peut le désintéresser en lui payant pour toute indemnité trois fois le montant de la pension annuelle (1). »

Quant à l'article 6, § 1, il maintient purement et simplement les propres termes de l'article 6, § 4 de la loi du 6 juillet 1884, stipulant la non-indemnisation des représentants de l'étranger.

Le même paragraphe de l'article 6 de 1884 fut pareillement étendu aux gens de mer par la loi du 13 juillet 1887.

En résumé, les ouvriers de l'industrie, de la construction et les gens de mer voyaient leurs ayants droit privés de tous droits en cas de non-résidence lors de l'accident. Eux-mêmes, les marins mis à part, pouvaient subir la transformation de leur pension en un capital, indéterminé pour les premiers ou égal à trois fois la rente pour les seconds.

La loi du 30 juin 1900 est venue condamner tout

1. V, *Annuaire de législation étrangère*, t. XVII, p. 228.

cela et marque le terme d'une évolution très curieuse, qui a abouti à l'adoption du principe de la réciprocité législative. Plusieurs décisions de l'Office impérial des assurances ont préparé ce résultat en favorisant l'ouvrier étranger : c'est ainsi que l'ouvrier, indemnisé par un versement unique, s'est vu de nouveau accorder une réparation en cas d'un second accident survenu à son retour en Allemagne, ou que l'ayant droit allant s'établir à l'étranger doit recevoir directement le montant de son indemnité (résolutions du 26 mai 1889 et des 24 mars et 1^{er} avril 1886) (1).

§ 2. — Législation actuelle

La loi nouvelle, datée du 30 juin 1900 et publiée le 5 juillet, porte comme titre : « Loi relative à la modification des lois d'assurance contre les accidents » et comprend après certaines dispositions générales quatre lois proprement dites, qui sont les suivantes (2) :

1^o Loi sur l'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles ;

2^o Loi sur l'assurance contre les accidents dans les exploitations agricoles et forestières ;

3^o Loi sur l'assurance contre les accidents dans les industries de la construction ;

1. V. Raynaud, *Le droit international ouvrier*, pp. 101 et 102.

2. V. *Annuaire de la législation du travail*, publié par l'Office du travail de Belgique, 1900, p. 24.

4^e Loi sur l'assurance contre les accidents des gens de mer (1).

Groupons maintenant les dispositions analogues de ces différents textes à l'égard des ouvriers étrangers et nous aurons un tableau d'ensemble de l'état du droit concernant la cessation ou l'absence de résidence en Allemagne du crédirentier et de ses ayants cause.

1^o Quelle est tout d'abord la situation de l'ouvrier étranger cessant de résider sur le territoire allemand après son accident ? Les arrérages de la rente auxquels il a droit sont suspendus tant qu'il ne réside pas habituellement en Allemagne ou sert à bord d'un navire de guerre étranger ; suivant une expression courante, la rente « dort » pendant ce temps.

Cette solution nous est donnée par les quatre lois de 1900, dont voici les textes successifs. C'est en premier lieu l'article 94 de la loi sur l'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles : « Le droit à la rente est suspendu... 2^o pendant le temps où l'étranger titulaire de la rente n'a pas sa résidence habituelle dans le pays » (2) ; cette disposition est également applicable à l'assurance contre les accidents dans les industries de la construction, puisque d'après l'article 37 (3) de la loi la réglementant, les articles 63 à 98 de la « loi sur

1. V. *ibid.*, 1900, pp. 38. 109. 181 et 204.

2. V. *Annuaire de la législation du travail... etc.* p. 82.

3. *ibid.*, 1900, p. 198.

l'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles » doivent s'en occuper.

Quant à la « loi sur l'assurance contre les accidents dans les exploitations agricoles et forestières », son article 100 § 2 est identique à celui cité à propos des entreprises industrielles (1). Enfin, l'article 98 alinéa 2 de la « loi sur l'assurance des gens de mer contre les accidents » porte :

« Le droit à la rente est suspendu... 2^o pendant le temps où le bénéficiaire fait du service sur un navire de guerre étranger » (2).

L'article 94 porte comme correctif à la sévérité de son texte la phrase suivante :

« Cette disposition peut être abrogée par décision du Conseil fédéral pour des districts frontières déterminés ou pour des Etats étrangers dont la législation garantit aux ouvriers allemands blessés par accidents du travail des avantages correspondants ».

Ceci dit à propos des accidents survenus dans les entreprises industrielles (et par conséquent dans les industries de la construction) vise aussi ceux des exploitations agricoles et forestières (art. 100 § 2) et des gens de mer.

1. V. *ibid.*, 1900, p. 155.

2. V. *ibid.*, 1900, p. 248.

Nous verrons plus loin comment le Conseil fédéral a usé de son pouvoir, mais les lois de 1900 avaient, tout en gardant une liquidation de la rente semblable à celle du droit français, déjà apporté une légère modification à la rigueur de l'ancienne législation. Le crédentier cessant de résider en Allemagne peut recevoir une indemnité égale au triple du montant annuel de sa rente comme solde de tous ses droits, et cela seulement sur sa demande. Le débiteur de la rente (la corporation) est donc d'accord avec l'ouvrier et voici comment l'on procède. L'autorité administrative supérieure doit être entendue. Avant l'admission de sa demande, le blessé, doit être informé que l'allocation de ce capital lui enlève tout droit à une pension même si son état devient plus grave. La décision de la corporation est susceptible d'un appel qui n'est pas suspensif. La demande peut être retirée jusqu'au prononcé de la décision du tribunal arbitral, décision qui ne peut qu'annuler ou confirmer celle de la corporation et qui est définitive. Il y a une amélioration certaine : l'intéressé exprime sa volonté et n'est plus soumis comme chez nous à l'application mathématique de la loi.

Les termes employés par la loi d'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles sont les suivants :

« Si l'ayant droit à l'indemnité est un étranger, il peut à sa demande, s'il cesse de résider en territoire allemand, être

indemnisé pour solde par une somme équivalente à trois fois le montant de la rente annuelle. Par décision du Conseil fédéral, cette disposition peut être abrogée pour des districts déterminés ou pour les ressortissants d'Etats étrangers dont la législation garantit des avantages correspondants aux ouvriers allemands blessés par accident (art. 95, § 3) » (1).

La loi sur l'assurance contre les accidents dans les industries de la construction fait, comme nous l'avons vu, usage de cet article, qui se trouve à peu près répété par la loi contre les accidents dans les exploitations agricoles et forestières dans son paragraphe 2 de l'article 101 :

« Si l'ayant droit est un étranger, il peut dans le cas où il renonce à son domicile en Allemagne obtenir pour soldé, sur sa demande, le triple du montant de sa rente annuelle. Le Conseil fédéral peut par ordonnance décider que cette prescription ne s'applique pas à certains districts frontières ou aux ressortissants des pays étrangers dont la législation assure aux ouvriers allemands, victimes d'accidents du travail, des avantages correspondants » (2).

Enfin, voici la loi sur l'assurance des gens de mer contre les accidents, qui nous dit au paragraphe 2 de l'article 99 :

1. V. *Annuaire de la législation du travail*, etc., 1900, p. 82.

2. V. *ibid.*, p. 156.

« Si celui qui a droit à une indemnité est étranger, il peut, s'il renonce à son domicile dans l'empire d'Allemagne, recevoir pour solde à sa demande le triple de l'import de la rente annuelle. Une décision du Conseil fédéral peut suspendre cette disposition pour certains districts frontières ou pour les ressortissants des Etats étrangers, dont la législation assure aux ouvriers allemands blessés par suite d'un accident du travail des avantages correspondants » (1).

Remarquons que le Conseil fédéral n'a jamais fait usage de cette faculté ; les alinéas terminant les trois textes cités sont donc demeurés sans effet, tout en dénotant du reste le souci d'une réciprocité, qui (bien que législative) marque un progrès sensible sur le droit précédent.

2° Voyons maintenant la situation où se trouvent les représentants d'un ouvrier étranger, mort en Allemagne ou à bord d'un navire allemand, quand au moment de l'accident ils ne résidaient pas sur le territoire de l'Empire. La question peut se résoudre en un mot : aucun droit à être indemnisés.

C'est ce que décide l'article 21 de la loi sur l'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles : « Les survivants d'un ouvrier étranger qui, au moment de l'accident, n'ont pas leur résidence habituelle dans le pays n'ont droit à aucune rente. Par

1. V. *Annuaire de la législation du travail*, etc., 1900, p. 249.

décision du Conseil fédéral, cette décision peut être rendue inapplicable pour des districts frontières déterminés, ainsi que pour les ressortissants d'Etats étrangers, dont la législation garantit des secours correspondants aux survivants des citoyens allemands tués par suite d'accidents de travail (1). » Le même texte s'applique à la loi concernant l'industrie de la construction en vertu de son article 9, qui emprunte les articles 8 à 27 de la loi sur les entreprises industrielles (2). Quant à la loi sur l'assurance contre les accidents dans les exploitations agricoles et forestières, son article 22 est presque conçu en termes identiques à ceux de l'article 27 de la loi sur les entreprises industrielles (3). Enfin l'article 27 de la loi sur l'assurance des gens de mer contre les accidents nous dit : « Les ayants droit d'un étranger qui à l'époque de l'accident n'avaient pas leur domicile habituel dans le pays ou à bord d'un bâtiment allemand n'ont pas droit à la rente. Une décision du Conseil fédéral peut décider que cette disposition ne s'appliquera pas à certains districts frontières ou aux ressortissants des pays étrangers, dont la législation garantit des secours correspondants aux ayant droits d'Allemands morts par suite d'accidents du travail (4 et 5). »

1. V. *ibid.*, p. 49.

2. V. *Annuaire de la législation du travail*, etc., 1900, p. 185.

3. V. *ibid.*, p. 120.

4. V. *ibid.*, p. 217.

5. Notons l'article suivant (art. 6) de la loi du 30 juin 1900 sur l'as-

Nous avons ainsi examiné le sort fait par la loi aux ouvriers étrangers et à leurs représentants. Il est somme toute aussi rigoureux que dans la législation française, un peu moins peut-être puisque la rente peut se recouvrer après avoir dormi durant la résidence temporaire sur territoire étranger ; il est vrai qu'alors le bénéficiaire n'aura rien touché lors de son départ.

Le pouvoir accordé au Conseil d'Empire est heureusement venu adoucir la sévérité de la loi, moins heureusement pourtant qu'en droit français, car il ne peut être question que de réciprocité législative, forme bien inférieure à la réciprocité diplomatique établie par le paragraphe 16 de notre article 3 (1).

Nous avons vu (2) que les prescriptions légales peuvent être suspendues en faveur :

1° De certains districts frontières ;

2° Des étrangers ou de leurs représentants, dont le pays d'origine garantit les mêmes droits aux Allemands ou à leurs ayants cause en cas d'accidents du travail.

Examinons successivement ces deux cas, en remarquant que chaque décision du Conseil fédéral porte deux dates : celle de la résolution prise et celle de l'or-

sistance aux détenus en cas d'accidents : « Ces étrangers ainsi que leurs ayants droit n'ont pas droit à la rente. » *Annuaire de législation étrangère*, etc., *id.*, p. 289.

1. V. ci-dessus : chapitre I, section 3, § 3.

2. V. ci-dessus n° 1 (bénéficiaires directs) et n° 2 (ayants droit).

donnance du chancelier la promulguant. Nous ne citerons pas ces décisions et ferons simplement l'énumération des territoires ainsi soustraits au droit commun.

I. — 1^o Les ouvriers victimes d'accidents bénéficient de l'ordonnance du Conseil fédéral des 13 et 16 octobre 1900, modifié par celle des 13 janvier-1^{er} février 1904, en ce qui concerne les districts suivants :

1) De Belgique (Liège, Verviers, Marche, Bastogne) (1) ;

2) De Danemark (localité de Vandrup) (2) ;

3) Le territoire de Moresnet (3) ;

4) Le grand-duché de Luxembourg (4) ;

5) Les Pays-Bas (provinces de Groningue, Drenkel, Oberyssel, Gueldre et Limbourg).

6) De Suisse (cantons de Bâle-ville et Bâle-campagne, canton d'Argovie ; districts de Laufenbourg, Bade, Zurzach ; canton de Zurich ; districts de Bulach et d'Andelfingen ; cantons de Schaffhouse et de Thurgovie) (5) ;

7) D'Autriche-Hongrie (districts de Brengenz, Reutte, Schwaz, Kufstein, Salzbourg (avec la ville) ; Ried, Schærding, Rohrbach, Künau, Prachalitz, Schuttenhofen, Strakowitz, Klattau, Tans, Bichofteinitz, Tachau,

1. V. *Revue du Travail* publiée par l'Office du travail de Belgique, 1906, p. 432.

2, 3 et 4. V. Feigenwinter : « Le traitement des étrangers au point de vue de la responsabilité civile et de l'assurance » 2^e article. *Revue de droit international privé* (Darras), 1908, p. 29 (ici 31).

5. V. observation (2, 3, 4).

Plan, Eger, Arch, Branau (Bohême), Neustadt, Reichnau, Schoenberg, Senfeenberg, Freiwaldau) (1).

Enfin la Russie clôture cette liste pour certaines zones limitrophes (2) (Vieux-Sosnowice, Sielce, Bojunga, Dembowo-Géra, Ostro, Gortea, Milowice et Niwka) entre Sosnowice et la frontière allemande, dans l'ordonnance de 1900 (3).

2° Les représentants d'ouvriers étrangers font l'objet à l'égard des mêmes districts frontières de Danemark, Suisse, Autriche-Hongrie et Pays-Bas, de l'ordonnance du 23 mai-1^{er} juin 1901, qui s'applique aussi au territoire de Moresnet. Pour le Luxembourg, c'est l'ordonnance des 4-9 mai 1905 et, quant à la Russie, nous avons celle du 13 janvier-1^{er} février 1904 comme pour les bénéficiaires directs (4).

Ces décisions abrogent les textes d'exception des quatre lois allemandes, dont nous avons étudié les dispositions : ceci est à noter, car nous allons voir qu'il n'en est pas de même dans notre second cas.

II. — Ici, il n'est plus besoin de distinguer entre la victime et ses ayants cause ; le Conseil fédéral les a réunis dans ses dispositions concernant les Etats dont la législation des accidents du travail accorde de pareils avantages aux ouvriers allemands et à leurs

1. V. Feigenwinter, *loc. cit.*, *ibid.*

2. V. *Economiste français* du 18 juin 1904 (art. de M. Bellom).

3. V. *Bulletin de l'Office du Travail*, 1907, p. 246.

4. V. *Ibid.*

ayants-droit. La levée des textes restrictifs des droits de l'étranger s'opère, comme nous l'avons dit, en vertu de la réciprocité législative, mais non pas dans les quatre lois d'assurance-accident de même que précédemment. Il ne s'agit ici que de celles contre les accidents dans les entreprises industrielles et dans les industries de la construction (§ 2 de l'article 94 et art. 21 de la première appliqués dans la seconde en vertu de ses articles 37, §§ 1 et 9) (1).

Voyons maintenant les ordonnances du Conseil fédéral rendues en faveur des pays possédant l'équivalence de législation ; ce sont :

1^o Celle du 29 juin 1901 visant :

a) Les Etats de la couronne austro-hongroise représentés au Reichsrath (c'est-à-dire la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie, l'Esclavonie et Fiume mis à part) ;

b) L'Italie (2) ;

2^o Celle des 25 juin-1^{er} juillet 1903 pour les Pays-Bas (3) ;

3^o Celle des 4-15 mai 1905 pour le Luxembourg (rétroagissant au 14 avril 1905) (4) ;

1. L'inégalité subsiste pour les accidents des gens de mer et des exploitations agricoles et forestières. V. Feigenwinter, *loc. cit.*, et le *Bulletin de l'Office du travail*, *id.*

2. V. *Bulletin de l'Office du travail*, 1907, p. 246, et texte dans l'*Annuaire de la législation du travail*, 1903, p. 42.

3. V. *Bulletin de l'Office du travail*, *ibid.*

4. V. *Annuaire de la législation du travail*, 1906, p. 561.

4° Celle des 22-24 février 1906 pour la Belgique (rétroagissant au 1^{er} juillet 1905) (1).

N'est-il pas étonnant de voir le territoire du Luxembourg assimilé à l'Allemagne pour les lois d'assurance-accident dans les entreprises industrielles et les industries de la construction deux fois de suite ? La raison en est qu'ici nous parlons de survivants de Luxembourgeois n'habitant même pas habituellement le Luxembourg tandis qu'au premier cas c'étaient ceux habitant habituellement le Luxembourg (2).

Toutefois, les sujets des pays désignés plus haut devront, tant qu'ils n'habitent ni l'Allemagne, ni les districts frontières, se conformer à la réglementation édictée par l'Office impérial des assurances au sujet des Allemands résidant à l'étranger. La loi sur l'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles s'exprime en effet en ces termes au paragraphe 3 de l'article 94 : « L'Office impérial des assurances arrête des prescriptions détaillées relativement, etc (3) ».

Cet Office a décidé dans sa circulaire du 5 juillet 1901 que l'intéressé doit, dans un délai de trois à neuf mois suivant les pays, informer de son adresse la corporation intéressée et se présenter personnellement de temps à autre devant le Conseil allemand ou toute autre autorité allemande qui lui sera désignée. Si le bénéficiaire de

1. V. *Revue de l'Office du travail*, 1906, p. 432.

2. V. *Bulletin de l'Office du travail*, *ibid.*

3. V. *Annuaire de la législation du travail*, etc., 1900, p. 82.

la rente justifie que le défaut de présentation ne lui est pas imputable, son droit à la pension est rétabli (1).

La législation allemande contient en ce qui concerne l'assurance-accident la disposition suivante, que nous trouvons à l'article 4 de la loi sur l'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles :

« Le chancelier de l'Empire est autorisé sous l'approbation du Conseil fédéral à conclure, en cas de réciprocité, avec les États qui ont introduit pour les ouvriers et employés d'exploitation une assistance correspondante à l'assurance allemande contre les accidents, des conventions par lesquelles l'application de la présente loi : 1° est exclue en ce qui concerne les exploitations sises dans le pays, mais qui font partie intégrante d'une exploitation étrangère ; 2° est étendue aux exploitations étrangères qui font partie intégrante d'une exploitation assujettie à l'assurance et sise dans le pays » (2).

Cette faculté est reproduite en termes presque identiques par les articles 3 des lois d'assurance contre les accidents dans les exploitations agricoles et forestières et dans les industries de la construction (3) : elle n'existe pas pour les gens de mer.

De pareils accords sont des plus nécessaires : ils

1. V. *Bulletin de l'Office du travail*, 1907, p. 246.

2. V. *Annuaire de la législation du travail*, *id.* p. 42.

3. V. *ibid.* p. 111, et p. 182.

évitent de lourdes charges aux patrons en leur permettant d'échapper à de doubles contrats d'assurance et rendent parfois possible la protection de travailleurs qui, sans eux, en seraient totalement privés. Dans ces cas de « rayonnements », où une industrie de deux pays exercent réciproquement leur activité sur le territoire de la nation étrangère, il vaut mieux à tous égards déterminer le régime d'assurance applicable : l'Allemagne l'a compris et nous verrons dans notre troisième partie comment elle l'a mis en pratique (1).

Auparavant, il faut néanmoins que la législation étrangère sur la matière ait été reconnue équivalente à l'assurance-accident allemande par décision du Chancelier de l'Empire ; c'est ce qui a eu lieu pour la législation luxembourgeoise le 23 septembre 1905.

Notons avant de terminer sur ce sujet que le Conseil fédéral peut officiellement autoriser un étranger à résider un certain temps en Allemagne sans être soumis à l'obligation d'assurance. Le patron doit alors payer à l'institution d'assurance la somme qu'il devrait payer de ses deniers si ses ouvriers étaient en fait réellement assurés.

Tel est le résumé de la législation allemande des accidents du travail des ouvriers étrangers. D'où vient sa sévérité ? Dans l'exposé des motifs du projet de mai 1882, nous trouvons pourtant la volonté de ne

1. V. *Bulletin de l'Office du travail*, 1906, p. 716.

point exclure les étrangers de la réparation des accidents du travail, volonté inspirée de considérations humanitaires, mais aussi de la crainte de favoriser la main-d'œuvre étrangère.

Le législateur allemand s'est laissé hypnotiser par les mêmes considérations que celles dont s'est inspirée plus tard et sur son exemple la loi française. Ce sont d'une part la répugnance à laisser dépenser par des étrangers résidant hors d'Allemagne l'argent de ses nationaux débiteurs de rentes et aussi celui de l'Empire, puisque (d'après l'organisation de l'assurance) ce dernier leur vient en aide. Les fonds du pays doivent être dépensés, dans cette conception simpliste, sur le territoire.

D'autre part, l'on a trouvé que servir des rentes à l'étranger serait fort malaisé et d'un contrôle des plus difficiles. Somme toute il a paru préférable de ne donner droit à la pension qu'au cas de résidence au moment de l'accident et, comme les étrangers ne pouvaient être contraints à rester en Allemagne leur vie durant, la loi a prévu, après accord amiable, le versement d'un capital servant de substitut à la rente : ceci n'était possible que pour les seuls étrangers, qui, ce capital une fois mangé, ne pouvaient légalement tomber à la charge de l'assistance allemande (1).

Nous avons fait justice de pareils arguments lors de

1. V. Feigenwinter, *loc. cit.*, 2^e art., *ibid.*

notre étude du droit français ; nous n'y reviendrons donc pas ici. D'ailleurs cette conception n'a pas tardé à mécontenter et, selon le commentaire laconique de F. H. Oefle, « la législation a été trouvée trop dure dans sa première rédaction générale ». De là les pouvoirs donnés en 1900 au Conseil fédéral.

Est-ce suffisant ? Non pas, car avec ce système il est des cas fréquents d'inégalité. Quand il s'agit de législations équivalentes, les bénéfices accordés diffèrent selon les catégories d'accidents et les pays assimilés : ainsi un Danois n'habitant pas la localité de Vandrup se trouvera plus mal traité qu'un Hollandais ne résidant pas dans les districts frontières ; en outre l'Allemagne a refusé de considérer la concession d'un droit purement civil, comme le prévoit la loi suisse, comme équivalent à la protection accordée par les lois de 1900 en matière d'accidents du travail (1). C'est ainsi que les représentants d'un ouvrier mouleur suisse, tué dans le grand-duché de Bade, qui avait pourtant versé sa quote-part de la prime d'assurance, furent déboutés de leur demande parce qu'au moment de l'accident ils habitaient Winterthur (2).

Ces pouvoirs du Conseil fédéral sont une forme de réciprocité inférieure, puisqu'elle est législative et non

1. Il s'agissait d'assimiler toute la Suisse aux districts frontières énumérés dans l'ordonnance du Conseil fédéral des 13-16 oct. 1900 (négo-
ciat, 1899-1902).

2. V. Feigenwinter, *loc. cit.*, *ibid.*

diplomatique, et il est à prévoir que de longtemps les lois allemandes n'égaleront pas pleinement l'étranger et le national. L'évolution nécessaire commence à peine. L'Allemagne a été la première à créer le mouvement, bien des Etats l'ont imitée sans réfléchir à l'injustice, à l'inadmissible, à l'illogisme de semblables solutions ; elle sera sans doute la dernière à rentrer dans la véritable voie à suivre et dont elle porte la lourde responsabilité d'avoir fait dévier le droit de nombre de nations, le nôtre entre autres.

SECTION II

LÉGISLATION DANOISE

Cette législation assimile pleinement les ouvriers étrangers et leurs ayants cause aux nationaux (loi du janvier 1898 (1) sur « l'assurance contre les suites des accidents dans certaines exploitations » (2) s'il s'agit des travaux industriels ; mais le 1^{er} avril 1905, la loi sur « l'assurance des gens de mer contre les conséquences dommageables des accidents dans la naviga-

1. V. *Annuaire de législation étrangère*, XXVIII, p. 560. L'article 2 attache une déchéance au séjour des ayants droit à l'étranger, mais il n'y a dans ce texte rien de spécial aux étrangers ; les représentants de l'ouvrier danois y sont tout aussi bien soumis.

2. Cette loi a été étendue aux ouvriers agricoles le 27 mai 1908.

tion maritime » fit en quelque sorte entrer la loi danoise dans le groupe de celles que nous étudions. Il nous semble donc plus logique de nous en occuper ici et sans plus tarder.

La loi du 1^{er} avril 1905 décide dans son article 8 que :

« Si une personne assurée en vertu de l'article 4 meurt à la suite d'un accident, ses représentants ont droit sous les conditions spécifiées à l'article 20 à une indemnité, pourvu qu'à l'époque de la catastrophe ils soient sujets danois ou résidant dans le royaume, aux îles Féroë, en Islande, au Groënland ou dans les colonies des Indes occidentales. Quand les représentants résident ailleurs, ils peuvent prétendre à l'assurance si la victime était citoyen d'un Etat qui confère aux représentants d'un marin danois, en cas d'accident, un droit à l'indemnisation dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux citoyens de cet Etat. Si pareille réciprocité n'existe que dans une partie de l'Etat étranger, la réciprocité est admise pour cette partie seulement » (1).

Notons que pour être membre d'un « établissement d'assurance contre les accidents des pêcheurs danois », il suffit à toute personne, domiciliée en Danemark au sens général du mot, de payer une cotisation annuelle de 5 couronnes.

La loi de 1905 est donc venue déroger au sujet des

1. *Annuaire de législation du travail, etc.*, 1905, p. 146.

accidents de mer aux traditions libérales du droit danois. Les indemnitaires directs, dont il n'est pas parlé, sont traités comme les nationaux ; au contraire les représentants d'étrangers, résidant hors de Danemark, voient leur droit à indemnisation subordonné à la réciprocité législative, solution regrettable qui témoigne de l'influence du droit allemand.

SECTION III

LÉGISLATION HOLLANDAISE

C'est aussi à la réciprocité que s'attache en fin de compte la loi hollandaise du 2 janvier 1901 sur l'assurance légale des ouvriers contre les conséquences pécuniaires des accidents dans certaines industries. La question de domicile est seule envisagée et c'est cette condition qui, mise en corrélation avec celle du siège de l'entreprise, décide de l'application de la loi.

Voici le texte assez peu clair de l'article 9 :

« Les dispositions de la présente loi s'appliquent également : *a*) au patron dont l'entreprise a son siège en Hollande en tant qu'il exerce son industrie à l'étranger, relativement à l'ouvrier qu'il a employé pour cela et qui a son domicile dans le royaume ; *b*) à l'ouvrier visé sous la lettre *a*, qui est victime d'un accident à l'étranger.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas :

1° au patron qui exerce son industrie en Hollande, mais dont l'entreprise a son siège à l'étranger, relativement à l'ouvrier qu'il a employé pour cela en Hollande et qui n'a pas son domicile en Hollande, lorsque, dans le pays où l'entreprise a son siège, il existe une assurance obligatoire contre les accidents qui ne s'applique pas relativement à l'ouvrier qui a son domicile en Hollande, et qui pour une entreprise ayant son siège en Hollande exerce l'industrie dans le pays où l'entreprise considérée a son siège ; 2° à l'ouvrier qui, au service du patron visé dans le numéro 1 exerce l'industrie de ce dernier en Hollande sans y avoir son domicile, lorsque, dans le pays où l'entreprise du patron a son siège, il existe une assurance obligatoire contre les accidents qui ne s'applique pas relativement à l'ouvrier, qui a son domicile en Hollande et qui, pour une entreprise ayant son siège en Hollande, exerce l'industrie dans le pays où l'entreprise considérée a son siège » (1).

Essayons de pénétrer l'obscurité de cette rédaction. Si l'ouvrier est domicilié en Hollande, la loi s'applique toujours, que l'entreprise dans laquelle l'accident est arrivé ait ou n'ait pas son siège en Hollande (art. 9, lettre *a* et 1° et 2° *a contrario*) et sans distinguer si l'accident survient ou non à l'étranger (lettre *b*, art. 9).

Quant à la réciprocité (2), on la trouve stipulée dans

1. *Annuaire de législation du travail*, etc., 1901, p. 442.

2. V. Serre. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*. Clunet, 1902, p. 977.

les numéros 1 et 2 de l'article que nous étudions ; elle devient possible au cas où l'ouvrier n'est pas domicilié en Hollande, que l'entreprise y ait ou n'y ait pas son siège, et s'entend des mêmes dispositions concernant le domicile que celles de la loi hollandaise. Le législateur l'a présentée sous une forme négative, d'où la réelle difficulté qu'on éprouve à la saisir au premier abord.

L'article 9 ne mentionne pas spécialement les ouvriers étrangers, mais il les vise comme les nationaux ; d'ailleurs ce sont eux qui le plus souvent seront domiciliés hors du royaume et pour lesquels la réciprocité législative sera mise en œuvre.

La loi hollandaise ne s'occupe pas des ayants droit des travailleurs étrangers ; il faut donc les assimiler à ceux des ouvriers nationaux et nous renvoyons pour les dispositions qui leur sont applicables au texte de la loi du 2 janvier 1901.

SECTION IV

LÉGISLATION SUÉDOISE

Le droit suédois, tout au contraire de la législation précédente, se base sur la résidence, mais admet comme elle la réciprocité législative. Les dispositions concernant les ouvriers étrangers se trouvent contenues dans l'article 6 de la loi, qui, votée le 24 avril 1901,

n'est entrée en vigueur que lors de la création de l'Office royal des assurances le 5 juillet 1901 ; cet article 6 répète l'article 5 du projet primitif en date du 19 janvier 1900 (1).

En voici le texte :

« La veuve ou les enfants d'un ouvrier étranger n'ont pas droit à la rente viagère prévue par la présente loi s'ils ne résident pas dans le royaume à l'époque de l'accident. Aussi longtemps que le bénéficiaire d'une rente due en vertu de la présente loi réside hors du royaume, il ne peut percevoir ladite rente.

Le roi peut en cas de réciprocité organiser des exceptions au présent article en ce qui concerne les citoyens étrangers et les bénéficiaires de rentes domiciliés dans cet Etat » (2).

Il faut donc la résidence en Suède pour que les représentants de l'ouvrier étranger soient indemnisés, disposition identique à celle de la loi française et qu'en son temps nous avons critiquée. Quant à la victime elle-même et à ses ayants cause quittant par la suite le territoire suédois, leur rente dort, comme en droit allemand, aussi longtemps qu'ils demeurent à l'étranger, quitte à renaître à leur retour (3).

1. *Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux des assurances sociales*, 1900, p. 504 et 1902, p. 303.

2. V. *Annuaire de législation du travail*, etc., 1901, p. 533.

3. V. Cabouat : « De l'indemnisation des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail d'après la loi du 30 mars 1905. » *Nouvelle Revue pratique de droit international privé*, 1907, note, pp. 59 et 60.

Toutefois, ces prescriptions peuvent être levées par ordonnance royale, jugeant une législation étrangère équivalente à celle de la Suède en ce qui concerne les nationaux de cet Etat et les bénéficiaires de rentes qui y ont leur domicile. C'est un pouvoir analogue à celui dont jouit le Conseil fédéral allemand et nous retrouvons là cette réciprocité, qui fait dépendre des lois étrangères l'assimilation des salariés d'une autre nationalité à ceux indigènes.

SECTION V

LÉGISLATION LUXEMBOURGEOISE

Au Luxembourg, la loi sur les accidents du travail est du 5 avril 1902 et nous y trouvons tout d'abord le principe d'assimilation entre travailleurs luxembourgeois et étrangers posé de la façon la plus explicite ; cependant le législateur organise ensuite tout un ensemble de dérogations au droit commun.

Ce système est à proprement parler un régime de représailles ; citons d'ailleurs à cet égard l'arrêt rendu le 4 juillet 1902 par la Cour de justice du Luxembourg (1) : « L'article 12 de la loi du 15 avril 1902 sur l'assurance obligatoire des ouvriers contre les acci-

1. V. Arrêt de la Cour du Luxembourg, 4 juillet 1902. *Clunet*, 1905, p. 449.

dents dispose bien que la nouvelle législation est applicable à l'étranger, mais il ajoute que cet avantage peut être retiré par voie de rétorsion. » Ceci n'est au fond qu'un renversement du principe de réciprocité et nous allons en juger par l'étude du dispositif de la loi (1).

L'article 12 est ainsi conçu :

« Le bénéfice de la présente loi s'étend aux étrangers comme aux Luxembourgeois : son application pourra cependant être suspendue par rapport aux nationaux des Etats, dont la législation refuse aux Luxembourgeois le bénéfice de la protection similaire qu'elle accorde à leurs propres citoyens » (2).

Ainsi, au cas où l'ouvrier blessé quitte le territoire, l'article 49, § 4, dispose que « les étrangers qui quittent le grand-duché sans esprit de retour peuvent être désintéressés par le paiement unique et intégral d'un capital égal au triple de la rente annuelle. Le gouvernement peut suspendre l'application de cette disposition » (3). Notons qu'il faut pour rendre ce texte applicable des circonstances de fait probantes : il n'y a rien d'obligatoire et ce n'est qu'un moyen de défense contre les législations sévères envers les nationaux. Le gouvernement est d'ailleurs libre de suspendre cette

1. V. « La législation luxembourgeoise au point de vue international ». *Bulletin de l'Office du travail*, 1906, p. 714.

2. V. *Revue de droit international privé* (Darras), 1905, p. 926.

3. V. même *Revue. Ibidem*.

disposition en cas de réciprocité entre la législation étrangère et la loi luxembourgeoise.

Pour les ayants droit des victimes d'accidents, l'article 48, § 2, s'exprime en ces termes :

« Le droit de toucher la pension est suspendue... 2^o Pendant tout le temps que l'ayant droit étranger ne réside pas dans le grand-duché. L'effet de cette disposition peut être suspendue par le gouvernement ».

La rente dort tant que les ayants cause dont nous nous occupons habitent l'étranger, mais peut reprendre vie s'ils reviennent se fixer au Luxembourg : c'est une déchéance que l'intervention gouvernementale pourra lever.

Les pouvoirs accordés au gouvernement luxembourgeois par les articles 48, § 2 et 49 de la loi du 5 avril 1902 ont trouvé leur expression dans l'arrêté ministériel du 12 mai 1905 sur la suspension à l'égard des allemands de certaines dispositions de la loi d'assurance contre les accidents (2). Cet arrêté qui est entré en vigueur le 15 mai 1905 (3), comporte effet rétroactif au 15 avril 1903 et ses dispositions sont subordonnées à certaines prescriptions que le gouvernement grand-ducal pourra être appelé à édicter en ce qui concerne les étrangers demeurant hors du Luxembourg. Du

1. V. *Revue de droit international privé* (Darras), *loc. cit.*

2. V. *Annuaire de législation du travail*, etc., 1905, p. 467.

3. Publié le 17 au *Mémorial du grand-duché*.

reste, il n'est pas obligatoire et permet aux ouvriers allemands qui le désirent de rester soumis à l'article 49 ; on n'a pas voulu les contraindre à subir un traitement de faveur.

L'article 3 de la loi du 5 avril 1902 prévoit « le rayonnement », c'est-à-dire le cas d'une industrie exerçant son activité hors de son territoire national ; voici cet article :

« Les entreprises étrangères sont soumises à l'application de la présente loi du chef du personnel qu'elle occupe passagèrement dans le grand-duché (1) ; elles pourront en être dispensées par le gouvernement si ce personnel est garanti qu'en cas d'accident il jouira d'une protection indentique et similaire à celle de la présente loi.

Il pourra également étendre avec l'approbation du gouvernement étranger afférent, l'application de la présente loi au personnel occupé passagèrement à des travaux exécutés à l'étranger par une entreprise indigène soumise elle-même aux dispositions de la présente loi » (2).

Cette proposition est complète, mais il n'en est pas de même de la première qui ne nous indique point par quelle législation serait assurée la « protection identi-

1. L'article 40 décide à ce propos que « les chefs d'industrie dont le siège est à l'étranger, mais qui exercent passagèrement dans le grand duché une industrie soumise à l'assurance, peuvent être tenus par le Comité directeur l'association au paiement de la cotisation ordinaire augmentée de 50 o/o et à la constitution d'un cautionnement. » V. Belon : *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, IV, p. 3373.

2. V. *Revue de droit international privé...* etc... (Darras), 1905, p. 296.

que » dont parle le texte : la loi de 1905 est heureusement venue combler cette lacune.

D'après la loi de 1902, le gouvernement luxembourgeois ne pouvait agir que par voie de réciprocité législative inverse ou directe, et c'est ainsi que toute une catégorie très intéressante de travailleurs voyait son sort subordonner aux progrès fort lents des législations étrangères. La loi du 12 mai 1905 sur « l'exécution des lois d'assurances contre les accidents par rapport aux relations internationales » est venue remédier à cet état de chose et fournir par l'emploi du traité international un moyen bien plus efficace d'assimilation entre ouvriers étrangers et luxembourgeois. L'article 1^{er} autorise en effet :

« Le gouvernement à consacrer, dans les arrangements internationaux qu'il est amené à conclure en vue de régler, à titre de réciprocité, l'exécution des lois concernant les réparations des accidents du travail dans les pays contractants des dérogations aux lois luxembourgeoises sur avis conforme du Conseil d'Etat » (1).

La réciprocité diplomatique ainsi consacrée a été largement mise en œuvre par le gouvernement du grand-duché : telles sont les conventions conclues le 15 avril 1905 avec la Belgique, le 2 septembre 1905 avec l'Alle-

1. V. *ibid.*, 1905, p. 528. (Extrait du *Mémorial du grand-duché*), 1905, n° 25, p. 322.

magne, le 21 février 1906 avec la France et dont l'examen rentre dans notre troisième partie.

Signalons en terminant que l'article 2 de cette loi a remédié au défaut signalé plus haut dans l'article 3 de la loi du 5 avril 1903 en décidant que :

« L'indemnisation des personnes occupées passagèrement dans le grand-duché par des entreprises indigènes étrangères, dispensées par l'article 3 de la loi du 5 avril 1902 de l'application de cette loi, est réglée d'après les lois spéciales d'assurance ouvrière en vigueur dans le pays d'où ressort l'entreprise qui les occupe » (1).

Semblable législation est bien préférable à toutes celles que nous avons vues jusqu'ici ; notre droit lui-même est moins libéral, tout en étant le seul à prévoir comme ici pareille réciprocité diplomatique.

SECTION VI

LÉGISLATION RUSSE

C'est encore la réciprocité diplomatique que nous trouvons en Russie, mais avec des conséquences tout autres qu'au Luxembourg, toutefois, sa réalité ne fait aucun doute et caractérise suffisamment la législation

1. V. *Revue internationale de droit privé*, etc. (Darras), *loc. cit.*

russe pour lui faire trouver place parmi celles reposant sur le principe de réciprocité.

La Russie n'a pas voulu rester à l'écart du mouvement qui a partout développé les lois d'assurance-accident et dès 1899 elle élabore un projet dont l'article 14 n'accordait de droits aux travailleurs qu'en cas de résidence permanente en Russie.

Ce projet est devenu la loi du 2-15 juin 1903 (1) qui est entrée en vigueur le 1^{er}-14 janvier 1904, mais dont la nouvelle rédaction ne mentionne pas les étrangers (2). Serait-ce l'assimilation aux nationaux ? Non pas, car l'avis du Conseil d'empire porté, à sa section XVIII :

« Dans les traités de commerce avec les pays accordant à la Russie le traitement de la nation la plus favorisée, le ministre des Finances pourra étendre le bénéfice de la présente loi aux nationaux de ces pays travaillant en Russie comme aux ouvriers ou employés dans les entreprises industrielles énumérées au présent avis. (section I) et aux membres de leur famille avec les modifications suivantes :

§ 1. — En cas de mort d'un ouvrier ou employé étranger, seuls les membres établis en Russie, au moment de l'accident, auront droit à être indemnisés.

§ 2. — Au cas où l'ouvrier étranger ou les membres de

1. V. Bellom. *La loi russe sur les accidents du travail*. « *Economiste français* » du 18 juin 1904.

2. V. Demeur. *Réparation et assurance des accidents du travail*, p. 255.

sa famille, spécifiés au paragraphe précédent, quittent la Russie, le paiement des annuités qui leur reviennent, est remplacé par un paiement unique égal au triple de la pension annuelle à laquelle ils ont droit, si la période pendant laquelle la pension devait encore être payée est égale ou supérieure à trois ans ; si elle est inférieure à trois ans, le solde des annuités à courir est acquitté en une fois » (1).

D'après ce texte, les ouvriers étrangers travaillant en Russie (2) n'ont donc aucun droit à bénéficier de la législation d'assurance contre les accidents. La réciprocité peut les faire participer au privilège de la loi du 2-15 juin 1903, mais uniquement pendant leur séjour sur le territoire russe ; s'ils le quittent, la rente se transforme obligatoirement en un capital tout au plus égal au triple de la pension annuelle. Ce sont là des solutions admises comme des faveurs alors que jusqu'à présent nous les avons vues supprimer comme des déchéances ; l'on peut ainsi se rendre compte du caractère rudimentaire des concessions faites aux étrangers par le législateur russe.

Il est vrai qu'à côté de cette loi en existe une autre qui met à la charge des chefs d'industrie la responsabilité des accidents dans les entreprises de transports

1. V. *Bulletin du Comité permanent*, etc., 1903, p. 533.

2. Notons que la loi de 1903 ne visait à l'origine que les mines et fabriques d'Etat ; par la suite, le Conseil d'empire l'étendit à l'industrie privée pour les mines, établissements métallurgiques, manufactures et usines visés dans les deux premiers articles du Code minier et industriel.

(bateaux à vapeur et chemins de fer) et dont le silence sur les droits de l'étranger n'est point interprété comme contraire à l'assimilation aux nationaux.

Néanmoins la véritable législation s'exprime par le texte de 1903, qui, à l'égard des étrangers, repose sur le principe de la réciprocité diplomatique et doit en tirer son caractère distinctif.

SECTION VII

LÉGISLATION HONGROISE

La loi du 6 avril 1907 sur l'assurance des personnes employées dans l'industrie et le commerce contre « les maladies et les accidents (1) ne distingue pas entre les ouvriers soumis à l'assurance obligatoire.

Quels sont les textes traitant de la situation des étrangers en matière d'accidents ?

L'article 95, § 3, nous dit d'abord des non hongrois victimes de leur travail :

« Le droit aux bénéfices des rentes est suspendu... 3° Si le bénéficiaire est étranger et retourne à titre permanent dans son pays, sa rente doit continuer à lui être payée, si l'Etat auquel il appartient pratique le même traitement à l'égard des nationaux hongrois (2). Par conséquent, une résidence

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1908, p. 702 et *Bulletin du Comité permanent*, etc., 1908, p. 152.

2. V. même bulletin. *Ibid.*

temporaire hors de Hongrie ne fait pas cesser la rente et, par analogie, avec le paragraphe 2 du même article, les arrérages retenus seront remis à l'ouvrier étranger si son absence n'a pas excédé trois mois ; de toute manière, il n'est frappé d'aucune déchéance lorsque son pays d'origine traite d'une manière réciproque les travailleurs hongrois. »

Quant aux ayants cause des ouvriers étrangers, c'est l'article 77 qui détermine leur situation :

« Les ayants-droit des étrangers décédés à la suite d'un accident et assurés conformément aux dispositions de la présente loi qui, au moment de l'accident, ont leur domicile à l'étranger, n'ont droit à réparation que si l'Etat auquel ils appartiennent fait bénéficier du même traitement les ayants droit, domiciliés dans les pays de la couronne hongroise, des nationaux hongrois assurés et décédés dans cet Etat.

Si les ayants droit d'étrangers qui jouissent d'une rente se rendent à l'étranger à titre permanent, ils ont droit à une somme égale au triple de leur rente annuelle ; en cas de retour, ils n'ont plus droit à une autre rente. Pour le surplus, la condition de réciprocité est applicable en ce qui concerne le droit aux rentes de ces étrangers » (1).

Cet article édicte les mêmes dispositions que le droit français dans les paragraphes 14 et 15 de l'article 3 de la loi de 1898-1905, dispositions que notre loi subor-

1. V. *Ibid.*

donne à la réciprocité diplomatique tandis qu'il n'est ici question que de réciprocité législative : les représentants ne sont indemnisés qu'en cas d'identité de traitement de la part de la législation étrangère dont il s'agit.

La loi hongroise, réglementant à la fois l'assurance-maladie et l'assurance-accident, il est assez malaisé de démêler les textes spéciaux à chacune d'elles quant aux ouvriers étrangers ; nous l'avons fait pour les indemnités à toucher, mais il faut aussi s'en occuper au point de vue du « rayonnement ». Si les ouvriers hongrois, d'entreprises hongroises, sont assurés par la loi du pays où ils travaillent (1) et échappent alors (article 4) à l'application de la présente législation, il n'en est ainsi en Hongrie pour les étrangers qu'à cette condition même de réciprocité, comme nous allons le voir. Voici en effet l'article 5 :

« Les ouvriers étrangers employés dans les établissements hongrois sont assimilés aux ouvriers hongrois... en ce qui concerne l'assurance contre les accidents seulement dans le cas où l'Etat intéressé assure aux nationaux hongrois occupés sur son territoire le même traitement. Le ministre du Commerce peut, en ce qui concerne les sujets des Etats où l'assurance contre les accidents du travail n'est pas réglée par la loi, imposer l'obligation d'assurance visée au paragraphe 3, même sans tenir compte de la réciprocité (2).

1. Que ce soit d'une manière permanente ou temporaire et quel qu'ait été le lieu de l'accident.

2. V. *Bulletin du Comité permanent*, *ibid.*

Citons encore l'article 6 :

« Les entreprises dont les établissements s'étendent au delà des frontières du pays ne sont soumises à l'obligation d'assurance que dans un seul Etat ; le siège de l'entreprise décidera à ce sujet. Toutefois, si l'entreprise a une représentation permanente dans le pays, les ouvriers occupés dans le rayon d'activité de cette dernière sont soumis à la présente loi. »

Moins en progrès que le Luxembourg, et la France, la Hongrie, si on la compare à l'Autriche, possède une législation de beaucoup supérieure et il serait à souhaiter que le groupe d'Etats que nous allons maintenant étudier fut parvenu au même point qu'elle. Toutefois, avant de passer à cette seconde catégorie de lois restrictives des droits de l'étranger, disons quelques mots du très important projet de la confédération suisse.

SECTION VIII

PROJET DE LÉGISLATION SUISSE

Les 2 et 5 octobre 1899 le parlement suisse avait adopté une loi sur « l'assurance contre la maladie et les accidents en Suisse », mais elle fut repoussée au referendum populaire du 20 mai 1900 (1). Sans entrer dans les raisons de ce rejet (obligation et complexité

1. V. *Economiste français* du 29 juin 1907, p. 965.

de l'assurance) il est à noter que ce projet de loi, tout en étant très libéral comme application (1), restait néanmoins fidèle au principe de l'école allemande à l'encontre de l'étranger.

La rente dort en effet tant que son titulaire réside à l'étranger, sauf pour y faire une cure (art. 257) ; c'était ainsi condamner l'ouvrier blessé à l'exil perpétuel. Quant aux représentants, ils ne pouvaient prétendre à aucune indemnité si, n'appartenant pas à la nationalité suisse, ils résidaient hors du territoire au moment de l'accident (article 267, al. 1) (2).

L'Office fédéral des assurances pouvait racheter toute rente d'invalidité et de survivant lors de la résidence du bénéficiaire à l'étranger : c'était le seul cas où l'accord des parties n'était pas nécessaire et dans cette hypothèse l'établissement d'assurance pouvait, en faveur de la victime dont l'état avait notablement empiré, constituer une rente spéciale, ou majorer le prix du rachat (art. 269, al. 1) (3).

Enfin l'article 399 trouvait que dans la réciprocité législative le même palliatif que nous avons déjà vu dans plusieurs législations :

« Le Conseil fédéral peut abroger les articles 257, alinéas 1 et 2 et 267, alinéas 1 et 2 à l'égard des Etats étrangers dont

1. *Bulletin du Comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales*, 1899, p. 451.

2. *Ibid.*, p. 514.

3. *Ibid.*

la législation garantit aux Suisses et aux personnes résidant en Suisse des prescriptions analogues » (1).

Tout au contraire de ce projet, celui du 10 décembre 1906 reconnaît comme règle « l'égalité de traitement des ressortissants ou habitants de l'étranger et des Suisses ou habitants de la Suisse », mais devant les multiples différenciations faites par les législateurs de nombre d'Etats, l'exposé des motifs nous dit que le Conseil fédéral fut d'avis qu'une dérogation au principe d'égalité fut réservée pour le cas où telle législation étrangère n'userait pas de réciprocité à l'égard de la Suisse :

« Nous ne demandons pas, dit-il, que l'étranger garantisse aux Suisses ou habitants de la Suisse des prestations au moins égales à celles dont la loi suisse fera bénéficier les ressortissants ou habitants de l'Etat... Ce qui du reste importe le plus à chaque Etat, c'est que ses habitants ou ses ressortissants soient dans un autre Etat traités exactement comme les habitants ou ressortissants de celui-ci... »

Et ce but sera d'autant plus facilement atteint que, basant comme règle intérieure l'égalité de traitement, la Suisse aura fait les premiers pas (2).

Sous l'empire de ces idées, les textes concernant les travailleurs étrangers sont ainsi conçus (3) :

1. *Ibid.*

2. V. *Bulletin du Comité permanent*, etc. « Exposé des motifs du projet de la loi suisse du 10 décembre 1906 », 1907, pp. 28 et 59 (citations).

3. V. même *Bulletin*, 1906, p. 606, etc.

« Nous renonçons, dit aussi le projet, en principe, quant au subside,

« L'établissement peut racheter en tout temps sur la base du tableau de couverture des rentes et même malgré la volonté du titulaire, toute rente... d'accidents... dont le titulaire est depuis un an au moins domicilié à l'étranger » (art. 70).

« Le Conseil fédéral peut supprimer les subsides fédéraux en ce qui touche les ressortissants d'un Etat étranger, dont la législation en matière de prévoyance contre les accidents... traiterait les citoyens suisses ou les représentants habitant la Suisse moins favorablement que les ressortissants de cet Etat. La même faculté appartient au Conseil fédéral en ce qui touche les assurés domiciliés en Suisse. Si, en vue des matières énumérées à l'alinéa 1, la législation d'un Etat étranger attache un désavantage au fait une personne est citoyen suisse ou habite la Suisse au lieu d'être ressortissant ou habitant de cet Etat, le Conseil fédéral peut, quant aux prestations de l'établissement suisse d'assurance contre les accidents, statuer le même désavantage pour les ressortissants ou habitants de cet Etat » (art. 91) (1).

Ce régime de défense est fondé, comme celui du Luxembourg, sur une idée de réciprocité inverse et a toutes chances d'être approuvé étant beaucoup plus simple que celui de 1899.

à toute distinction suivant la nationalité des assurés », p. 59, même Bulletin, 1907.

1. Notons qu'en vertu de l'article 38, l'assurance n'est ni obligatoire pour un étranger travaillant passagèrement en Suisse, ni interrompue pour un Suisse travaillant passagèrement à l'étranger.

TITRE II

B. — Législations restrictives du droit de l'étranger et n'admettant pas la réciprocité

SECTION I

LÉGISLATION AUTRICHIENNE

La loi autrichienne du 28 décembre 1887 comporte à l'article 42 les stipulations suivantes :

« Si l'intéressé est un étranger et qu'il demeure d'une façon définitive en pays étranger alors l'établissement d'assurance est autorisé à transformer la rente en un capital à déterminer suivant les circonstances et payable de suite. Cette disposition ne s'applique pas aux provinces de la monarchie hongroise lorsque dans ces provinces une législation analogue reconnaît au sujet autrichien des privilèges équivalents. » (1).

Pour le reste l'assimilation au national est complète

1. V. *Annales de législation étrangère*, XVII, p. 463.

d'après la généralité des termes de l'article 1^{er} et quant aux ayants-droit, aucun texte ne vient établir une situation exceptionnelle à leur égard, même lorsqu'ils ne résident pas sur le territoire.

La conversion de l'article 42 n'est point obligatoire comme en droit français et le capital substitué à la rente n'emporte aucun chiffre déterminé ; les faits seuls influent sur son évaluation et en tout ceci le consentement de l'intéressé n'est jamais requis (1).

Au sujet des entreprises maritimes, la loi du 20 juillet 1894 a édicté une disposition, en vigueur à l'heure actuelle dans plusieurs pays et permettant aux employés assurés d'après les lois étrangères d'échapper à la législation autrichienne si l'accident survient à l'étranger. Voici ce texte :

« L'obligation de l'assurance ne s'applique pas, si elles sont déjà assurées contre les accidents du travail, en vertu de la législation d'un autre Etat, aux personnes occupées sur les bâtiments qui naviguent entre l'Autriche et la Hongrie où l'étranger, lorsqu'un accident est survenu en dehors du domaine d'application de la présente loi. »

Pour le reste le législateur de 1894 n'a fait que confirmer l'article 42 de 1887, en élargissant un peu son domaine d'application.

1. Au contraire, si l'ouvrier était Autrichien, il devrait être d'accord ainsi que la commune tenue au secours ; en outre, le montant du rachat doit être égal à la valeur exacte de la rente du capital.

L'Autriche ne prévoit donc nulle part la réciprocité, ce qui ne veut pas dire qu'on n'y ait pas songé comme le prouve un projet d'assurance ouvrière présenté par le gouvernement le 19 novembre 1907 et approuvé par la commission de politique sociale de la Chambre des représentants (1). Ce projet, basé sur la réciprocité diplomatique, décide qu'en cas de réciprocité :

« 1^o Les ouvriers et employés des exploitations autrichiennes, qui se trouvent être des sections d'une entreprise étrangère, ne seraient pas assujettis à l'assurance en Autriche ; inversement seraient assujettis les ouvriers et employés des exploitations étrangères, qui ne sont que des sections d'une entreprise autrichienne ;

2^o La procédure à observer pour déterminer quelles sont ces exploitations pourrait déroger aux règles adoptées par la loi autrichienne ;

3^o Les règles de l'article 42, alinéa I, de la loi du 28 décembre 1887 pourraient être suspendues en ce qui concerne les nationaux d'un pays dont la législation traite aussi favorablement les sujets autrichiens (l'article 42 est celui qui prescrit le rachat en capital de la rente accordée à des ayants-droit étrangers résidant à l'étranger) » (2).

1. V. *Bulletin du Comité permanent*, etc., 1905, p. 490 ; 1907, p. 685 ; 1908, p. 85.

2. Le travailleur étranger résidant hors d'Autriche, serait comme l'ouvrier allemand en pareil cas, soumis à l'observation de certaines prescriptions ministérielles, faute desquelles sa rente pourrait être suspendue.

Ceci serait un grand progrès, car légalement rien n'autorise à égaliser la situation des étrangers à celle des nationaux par suite d'accords conventionnels, toutefois les établissements d'assurance autrichiens ont déjà renoncé à toutes mesures d'exception envers les sujets allemands, car celles du droit allemand ne sont plus appliquées aux Autrichiens (1).

Il est aussi question d'user du principe de réciprocité (législative naturellement) pour aggraver la situation des ouvriers étrangers dont les pays d'origine se montreraient rigoureux pour les Autrichiens y travaillant, cela même pour la Hongrie.

Quoi qu'il en soit, la législation actuelle n'admet pas la réciprocité et nous ne pouvons que la donner comme telle.

SECTION II

LÉGISLATION NORVÉGIENNE

La loi norvégienne du 23 juillet 1894, modifiée par celle du 23 décembre 1899, assimile en principe l'ouvrier étranger et l'ouvrier national, mais comme en Allemagne il est certaines restrictions qu'il nous faut examiner (2) et qui ont persisté dans la loi récente du 12 juin 1906.

1, V. *Bulletin du Comité permanent*, etc., 1908, p. 85.

2. *Annuaire de législation étrangère*, 1894, p. 738.

C'est tout d'abord la déchéance possible de l'étranger bénéficiaire de rente et allant résider hors de Norvège, telle qu'elle résulte de l'article 25 dans sa nouvelle rédaction suivant la loi du 12 juin 1906 :

« Lorsqu'une personne, ayant droit à une indemnité, établit son domicile hors du royaume, l'établissement d'assurance a le droit de liquider sa demande à l'aide d'une somme, à fixer suivant les circonstances et payée en une fois, et qui, sauf motifs particuliers, ne peut être fixée à un taux moindre que l'indemnité annuelle.

Si cette personne rétablit son domicile dans le royaume, elle rentre, si elle jouit encore de la qualité de citoyen norvégien, dans ses droits à une indemnité annuelle. Celle-ci court du moment où la demande de la personne qui rentre dans le royaume est présentée à l'établissement d'assurance, mais pas avant que la somme allouée d'abord ne soit regagnée. Si après cela l'ayant droit retourne s'établir à l'étranger, son droit à indemnité prend fin ; toutefois, lorsque des raisons d'équité plaident en sa faveur, l'établissement peut lui allouer une nouvelle somme globale ou lui continuer l'indemnité ».

Cette conversion de la rente en un capital triple de ses arrérages annuels ne demande pas le consentement de l'étranger intéressé ; l'établissement d'assurance est seul juge de l'opportunité de cette transformation. Celle-ci une fois effectuée, tout est dit puisque, d'après l'alinéa 2, la rente n'a été censée dormir que pour les

seuls nationaux, mesure rigoureuse et pourtant évidente.

S'agit-il des représentants de l'ouvrier étranger, nous trouvons, comme dans toutes les législations de la catégorie que nous étudions, la disposition suivante qui fait l'objet de l'article 5, avant dernier alinéa de la loi de 1906. « L'ayant droit d'un ouvrier étranger qui à l'époque de l'accident n'habitait pas le territoire norvégien n'a pas droit à la pension » (1). Ce texte de la loi de 1894 n'a point disparu en 1906 comme on aurait pu s'y attendre.

Ces solutions déjà sévères en elles-mêmes, le sont d'autant plus qu'aucune réciprocité ne vient en tempérer la rigueur : l'article 5 principalement nous ramène au premier état du droit allemand qui en est la source directe comme le fait remarquer M. Feigenwinter (2).

Notons qu'en ce qui concerne l'obligation à s'assurer l'emploi dans un établissement norvégien est seul à considérer, à l'exclusion de la nationalité ou de la résidence.

SECTION III

LÉGISLATION FINLANDAISE

La loi finlandaise concernant l'assurance contre les accidents ne fut votée que le 5 décembre 1895, mais

1. V. même bulletin, *loc. cit.*, p. 690.

2. V. Feigenwinter, *loc. cit.*, p. 24.

les premiers travaux préparatoires remontent à 1884 (projet de dédommager l'ouvrier en vertu du contrat de travail des suites économiques de tout accident). La loi à laquelle l'on a abouti consacre l'obligation d'assurance et a été complétée en 1897 par deux ordonnances réglementant le fonctionnement des établissements d'assurance (1).

Voici tout d'abord l'article 13 de la loi de 1895 sur « la responsabilité des patrons pour les dommages corporels de leurs ouvriers » :

« Tout droit à l'indemnité annuelle cesse pour l'avenir moyennant le paiement d'une double annuité pour tous les ouvriers étrangers cessant de résider en Finlande ou tous les Finlandais changeant de nationalité » (2).

Cette disposition est encore plus sévère que celle de notre article 3, § 13, puisque le capital attribué à titre définitif ne représente même pas une somme égale à trois fois la rente ; l'étranger qu'aucun principe de réciprocité ne viendra jamais relever de cette déchéance se trouve donc condamné à la misère s'il retourne dans sa patrie. Il n'y a pas à dire, comme on l'a fait, que nous sommes en présence de l'assimilation avec le national ; le texte ne vise ce dernier qu'au moment où il a

1. V. Feigenwinter, *loc. cit.*, p. 24.

2. V. *Annuaire de la législation étrangère*, XXV, p. 734.

changé de nationalité, c'est-à-dire au moment où il n'est plus Finlandais. Pour qu'il y ait identité de situation, il faudrait que le seul fait de se rendre à l'étranger entraîne application de la loi (1).

Les représentants de l'ouvrier étranger, qui lors de l'accident résidaient hors du territoire finlandais ou qui viennent à le quitter par la suite, ne sont l'objet d'aucune mention spéciale. Il faut donc en conclure qu'ils sont traités comme ceux du travailleur finlandais ; l'extranéité de leur auteur n'influe pas sur leur situation et c'est là une analogie avec la loi autrichienne, tandis qu'il en est tout différemment en Norvège (2).

SECTION IV

LÉGISLATION GRECQUE

Le droit grec des accidents du travail est encore très incomplet car il ne parle que des mines et carrières : voici en effet le titre de la loi du 21 février 1901 : « Loi concernant les indemnités aux victimes d'accidents dans les mines et carrières et à leurs ayants droit. »

Les ouvriers étrangers ont leur sort réglé par l'article 13, qui dispose comme il suit :

1. V. Feigenwinter, *ibid.* p. 31, et Raynaud. *Le droit international ouvrier*, p. 120. — Contra Auvillain. *Les ouvriers étrangers en France et les accidents du travail*, p. 138.

2. V. Feigenwinter, *ibid.*

« Les étrangers ont droit à la rente, accordée en vertu de la présente loi, s'ils résident en Grèce et s'ils s'y trouvent au moment de l'accident. Les ouvriers étrangers accidentés et leurs parents, qui cessent de résider en Grèce, ont droit à la rente mais seulement pour une seule période de trois ans et sont privés de tous droits pour le surplus, pour eux-mêmes et pour leurs parents, même s'ils reviennent en Grèce ensuite » (1),

Le législateur a pris soin de déterminer le caractère définitif des restrictions apportées à la situation des ouvriers étrangers et de leurs représentants, situation très dure et semblable à notre législation avant 1905. Toutefois en France, nous avons vu que tout porte à croire, maintenant comme jadis, que le retour de son titulaire fait renaître la rente ; or, c'est ce que l'article 13 ci-dessus prohibe expressément.

En résumé, la Grèce n'a encore qu'une ébauche de législation d'assurance contre les accidents au point de vue qui nous occupe.

1. *V. Revue du travail* publiée par l'Office du travail de Belgique, 1901, p. 928.

TITRE III

Législations d'assimilation expresse ou tacite

Nous allons maintenant examiner les législations qui n'établissent aucune différence entre les nationaux et les étrangers ; jusqu'à présent, celles que nous avons citées les distinguaient les uns des autres, commettant ainsi une erreur considérable quant au droit et à la justice, et les traitant de manière plus ou moins sévère. Il est vrai que bon nombre d'entre elles se sont tardivement demandé si elles étaient bien dans la vérité et ont essayé d'atténuer leur rigueur en ayant recours au principe de réciprocité ; toutefois ce n'est pas là rompre résolument avec des dispositions mauvaises, comme il eût fallu avoir le courage de le faire. Tous les pays que nous avons passés en revue en sont encore à des textes d'exception et les améliorations faites n'ont abouti qu'à des demi-mesures.

Certaines nations se sont pourtant ralliées à une vue plus saine de la question et ont réalisé l'idéal de législation méconnu par tant d'autres : comment ?

C'est ce que nous allons voir.

SECTION I

LÉGISLATION ANGLAISE

En Angleterre, tout travailleur (*workman*) peut être indemnisé de quatre manières du préjudice corporel dont il a été victime (1) :

1° Il peut recourir à la *Common law* (droit commun), mais pour qu'il triomphe il faut que le patron ne puisse démontrer qu'il n'est pas lui-même personnellement en faute ;

2° L'ouvrier peut encore invoquer l'*Employer's liability Act* de 1880 qui pour certains salariés n'admet pas que le patron argue de la faute d'un compagnon de la victime ;

3° Le *Workmen's Compensation Act* de 1897 fournit une troisième sorte de recours en mettant à la charge du patron l'obligation de réparer le dommage subi, quelles qu'en fussent les circonstances et qu'il y eût ou non de sa faute ou de celles de personnes le représentant. Cet Act, qui supprimait ainsi les moyens de défense de la *Common law*, révolutionnait la législation des accidents du travail : aussi ne s'appliquait-il qu'au commerce et aux professions les plus dangereuses.

1. V. Knowles : « La loi anglaise de 1906 sur les accidents du travail et les étrangers », *Revue de droit international privé*, etc.. (Darras), 1908, p. 473.

4. Enfin à l'heure actuelle la loi du 21 décembre 1906, entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1907, étend l'Act de 1897 de la manière la plus large, n'exceptant de son application par l'article 1 que les employés gagnant plus de 250 livres sterling, employés occasionnels, agents de police, travailleurs à domicile et membres de la famille de l'employeur (1).

Sans nous occuper des droits de la victime et de ses ayants cause (*dependents*), notons que le workman crédentier, qui cesse de résider dans le royaume, doit prouver la permanence de son incapacité et son identité (art. 28, annexe I) suivant certains règlements de Cour (règlement du 1^{er} juin 1907 amendé le 14 mars 1908) dont l'étude ne rentre pas dans notre sujet (2).

Quelle est la situation de l'ouvrier étranger par rapport à cette législation de 1906 ? Aucune incapacité ne le frappe sur le territoire anglais (comme tel l'on doit aussi entendre le navire anglais) et par suite son assimilation est incomplète même s'il quitte plus tard la Grande-Bretagne (3).

Que décider pour les représentants ne résidant pas sur le territoire lors de l'accident ? Pouvons-nous dire, comme il est naturel de l'interpréter au cas contraire, que ces ayants cause vont bénéficier de la législation

1. Cet Act semble viser toutes personnes travaillant pour autrui, même celles non citées, entre autres les domestiques.

2. V. Knowles, *loc. cit.*, *ibid.*

3. V. Knowles, *ibid.*, *loc. cit.*

interne anglaise, qui n'étend même pas de façon explicite ses dispositions aux étrangers ? Recourons aux précédents judiciaires, qui malheureusement ne portent aucun sur ce problème ; la plupart concernent des faits de mer, mais il est hors de doute que les lois de 1897 et de 1906 s'étendent bien aux marins et les termes généraux de cette dernière (art. 1) en sont une nouvelle preuve (1).

Voyons rapidement l'historique de cette interprétation judiciaire. C'est en 1858 que fut posé le principe ; le docteur Lushington déclara dans l'affaire du *Zollverein* que « l'on ne doit pas présumer qu'il (le législateur anglais) a dépassé les bornes du pouvoir législatif reconnu comme lui appartenant en propre : légiférer pour les sujets anglais... et les étrangers qui se trouvent être dans sa juridiction, mais non pour ceux qui sont ailleurs ». Cette décision, rendue à propos du *Fatal accidents Act* de lord Campbell (attribution de l'exercice de l'action de dommages-intérêts du défunt, quand la mort seule l'a empêché de l'intenter), excluait de toute indemnité les étrangers n'habitant pas l'Angleterre (2).

Pareille exclusion fut maintenue dans les affaires *Colquhoun contre Hell* et *Jeffreys contre Boosey* (3).

1. V. *Law Times*, 20 février 1908, p. 379.

2. V. Knowles, *loc. cit.*, *ibid.*

3. L'identité avec la loi étrangère ne fut pas jugée suffisante pour faire jouir l'étranger de la réciprocité du *Merchant shipping Act* de 1854 (affaires *Cope contre Doterly* de 1858 et du *Wild Ranger*, 1862 : il eût fallu un texte formel dans le *Merchant shipping Act* V. Knowles, *loc. cit.*

Dans la première, lord Esher estimait que, sauf le cas où le Parlement se serait exprimé en termes formels, les tribunaux doivent toujours interpréter les textes généraux comme s'appliquant aux personnes et aux choses soumises à sa juridiction ; dans la seconde, le Lord chief justice Jervis arguait de l'impossibilité de s'intéresser à des individus dont on ne peut exiger aucun devoir. Enfin, le 22 juillet 1898, lors de la venue devant la Haute-Cour de justice, division du banc de la reine, de l'affaire Adam contre la « British and foreign steamship Company », ces décisions furent expressément approuvées par le juge Justice Darling, qui affirma qu'un acte du Parlement n'est pas une allocution *urbi et orbi*.

D'après cette jurisprudence, le droit à la réparation des suites d'un accident du travail était donc en Angleterre un privilège des nationaux et des étrangers fixés sur le sol national, privilège d'ailleurs discuté et ne valant somme toute que comme interprétation judiciaire.

Mais après le Workmen's compensation Act de 1897, cette interprétation se modifia un peu. En 1901, le juge Justice Phillimore⁽¹⁾ prononça (contrairement à la sentence du D^r Lushington)⁽²⁾ que le Fatal accident Act devait s'appliquer aux représentants d'un mate-

1. V. Haute-Cour de justice. Division du banc de la reine, 22 juillet 1898. Clunet, 1903, p. 166.

2. 1858.

lot tué par négligence, représentants auxquels la loi anglaise elle-même aurait donné action, en vertu de la common law, pour perte de soutien de famille (*bread winner*) (1). Cette solution libérale du principe ancien constituait un revirement d'opinion en faveur de l'application de l'act de 1897 aux étrangers ne résidant pas en Grande-Bretagne.

Telle est la jurisprudence. Quant à la loi, elle ne contient pas de disposition à l'égard des étrangers et de leurs « dependents » : c'est donc que les uns et les autres peuvent en bénéficier. Le fait que ces derniers n'habitent pas en Angleterre ne semble point être, devant la généralité des termes de l'act de 1897, une condition suffisante pour leur refuser de l'invoquer.

Depuis 1906, d'ailleurs, certaines prescriptions légales paraissent bien le sous-entendre ; en effet, il nous est dit dans la loi que les délais accordés pour intenter l'action peuvent fléchir si l'intéressé est absent du royaume. N'est-ce pas admettre à l'exercice de cette action les ayants droit d'étrangers qui la plupart du temps ne se trouvent pas en Angleterre ? D'autre part, nous avons vu que ces « dependents » ont, d'après la plus récente interprétation judiciaire, le droit de recourir à l'act de lord Campbell : or, la loi de 1906 permet de choisir entre elle et cet act, ce qui démontre clairement que ce sont les mêmes individus qui, pouvant intenter

1. V. Knowles, *loc. cit.*

l'action de 1846, le peuvent aussi de celle de 1906 (1).

Comment penser en outre que le législateur anglais ait envisagé en ce qui regarde les marins la possibilité de mettre hors la loi ceux qui ne sont pas de nationalité britannique ? La proportion des matelots étrangers employés dans la marine britannique est en effet très forte ; en 1906 on en comptait plus de 38.000, c'est-à-dire environ 70 0/0. Il y aurait eu une trop grande anomalie à voir traiter si différemment les veuves de deux matelots emportés par le même paquet de mer, l'une étant indemnisée et l'autre ne recevant rien. L'act de 1906 ne l'a certainement pas voulu et la solution, admise pour les travailleurs des entreprises maritimes, doit forcément s'étendre à ceux des autres industries ; en un mot, c'est l'assimilation entre ouvriers indigènes et étrangers qui se dégage du droit anglais actuel (2).

Concluons donc en disant que la législation anglaise, en s'affranchissant définitivement de tous sentiments d'exclusivisme national envers les victimes d'accidents du travail ou envers leurs représentants, est ainsi parvenue à l'idéal de logique et de justice, auquel devrait aspirer toute législation du travail.

1. V. Knowles, *loc. cit.*

2. V. *ibid.*

SECTION II

LÉGISLATION BELGE

La loi française de 1898 avait causé en Belgique un émoi considérable ; le *Journal des Tribunaux* de Bruxelles, parlant du droit d'aubaine, disait « la République française vient de le rétablir pour une catégorie d'étrangers des plus dignes de pitié » (1) et l'auteur de l'article poursuivait en démontrant que c'étaient les ouvriers belges qui en supportaient pour la plus grande partie toute la rigueur. Dans nos départements du Nord (Ardennes, Nord, Pas-de-Calais), plus de 340.000 travailleurs de nationalité belge avaient en effet un emploi déterminé dans nos mines et nos manufactures et à ce chiffre devait s'ajouter celui des ouvriers venant chaque année, pendant deux ou trois mois, faire la moisson en France et dont la plupart se trouvaient exposés aux dangers des machines agricoles, car la loi française venait d'être étendue à l'agriculture (30 juin 1899).

Le *Journal des Tribunaux de Bruxelles* cherchait donc à soulever l'opinion publique en Belgique en réclamant que « des représailles fussent exercées par une disposition légale n'accordant des indemnités aux

1. V. article du *Journal des Tribunaux de Bruxelles* dans son numéro, du 27 décembre 1900. *Clunet*, 1903, p. 115.

ouvriers français que dans la mesure où les Belges pourraient en obtenir en France » (1) ; l'on devait, estimait-il, puiser dans l'article 2 du Code civil le moyen de riposter à cette négation d'un principe considéré jusque là comme un droit naturel.

La loi française n'avait pas été d'ailleurs sans attirer déjà l'attention du gouvernement belge et dans sa circulaire du 13 juin 1899 aux gouverneurs de provinces, le ministre, M. Cooremann, ordonnait de signaler aux travailleurs se rendant en France les conséquences que la loi française de 1898 peut, en cas d'accident, entraîner pour eux et leur famille.

« Les administrations communales, ajoutait la circulaire, devront être mises au courant des observations suivantes pour les publier si elles le jugent nécessaire (2).

Devant ces protestations contre une législation voisine, l'on comprend que les travaux préparatoires d'une loi sur les accidents du travail ne devaient pas être favorables aux ouvriers étrangers, quand le plus grand nombre d'entre eux était ou des Français ou des Allemands, dont la législation est également sévère pour les nationaux belges travaillant en Allemagne.

1. V. *ibid.*, p. 117.

2. V. *Revue du Travail* publiée par l'Office du travail de Belgique 1899, p. 667.

Un sentiment instinctif de représailles ne devait donc pas étonner.

Le gouvernement d'accord avec la majorité de la section centrale déposa à la Chambre, par l'organe du baron Surmont de Volsberghe, ministre de l'Intérieur, un projet de loi sur les accidents du travail le 12 mars 1901. Ce projet contenait un article 4 ainsi conçu :

« Toutefois, les successeurs d'un étranger qui, au moment de l'accident, n'avaient pas leur résidence habituelle sur le territoire belge ne sont pas admis à réclamer les indemnités établies par le présent article, si la législation du pays d'origine de l'étranger exclut dans les mêmes conditions les ayants cause des Belges du droit à la réparation des suites dommageables des accidents du travail » (1).

Légèrement amendé par la section centrale, le 5 novembre 1901 (« survivants » au lieu de successeurs) (2), ce texte était une réponse aux dispositions, violemment critiquées cependant, des lois étrangères et surtout de la nôtre ; il découlait d'ailleurs du système allemand que certains préféraient au système français (3).

La minorité de la section centrale soutenait au contraire l'assimilation entre ouvriers belges et étrangers

1. V. même revue, 1901, p. 460.

2. V. même revue, 1902, p. 207.

3. « Pour que les capitaux belges ne servent pas à secourir une famille d'étrangers n'ayant eu aucun rapport avec la Belgique. » (Rapport Dejace au Conseil supérieur du travail de 1895). — Demeur. *Réparation et assurance des accidents du travail*, p. 253.

en ajoutant que la Belgique devait rappeler aux nations, qui les oublient, les principes de l'égalité et de la solidarité internationale. Pour elle, « le droit à indemnité dérivait de l'accident et des rapports des survivants et de la victime ; ces rapports une fois connus il était injuste et illogique de les méconnaître ». Outre ces raisons d'humanité, l'intérêt même de la Belgique était en jeu, disait-on, car il fallait assurer « aux milliers de Belges soumis à l'étranger à des lois d'exception un régime de droit commun qui est le droit humain » (1).

C'était enfin cette assimilation qu'avait souhaitée un vœu du IV congrès de la Commission syndicale du parti ouvrier, réuni à la Maison du Peuple de Bruxelles, les 14 et 15 décembre 1901 (2).

Pour appuyer ce principe, M. Mansart invoquait le 30 Janvier 1903 à la Chambre belge le péril de l'augmentation de la main-d'œuvre étrangère que favorisait, selon lui, la différence de traitement entre ouvriers nationaux et étrangers. Ces derniers formaient à son avis un élément instable de population allant à l'encontre de l'intérêt national, élément qu'aurait accru le projet du gouvernement car, disait-il, « il est certain que les patrons, exerçant leur industrie à proximité de la frontière, occuperont de préférence des ouvriers étran-

1. V. Gillet : *Réparations des dommages résultant des accidents du travail en Belgique*. Thèse de Paris, 1903, p. 204.

2. V. *Revue du travail*, etc., 1902. p. 207.

gers afin d'échapper à la responsabilité qu'ils encourent en cas d'accident » (1).

Finalement, le gouvernement abandonna son projet de l'avis unanime de la Chambre qui ne jugea même pas nécessaire de stipuler le principe d'assimilation dans un texte formel : elle estima avec le ministre, M. Francotte, toute discussion impossible et jugea la presse et la diplomatie suffisantes pour faire connaître d'une façon certaine la portée de la loi.

Celle-ci fut votée le 24 décembre 1903 et la généralité de ses dispositions est aussi complète que possible ; elle s'applique sans aucune distinction à tous les ouvriers auxquels il faut ajouter les employés et les apprentis (il en est de même des marins inscrits, sauf les matelots de l'État et les pêcheurs).

Nous ne pouvons qu'approuver pleinement une législation aussi libérale, tout à l'honneur de ses auteurs qui ont su écarter de leur esprit l'influence de l'idée de représailles.

SECTION III

LÉGISLATIONS ITALIENNE ET ESPAGNOLE

Ces deux législations ne font aucune distinction entre les ouvriers indigènes et étrangers ; elles n'y ont

1. V. Gillet, *loc. cit.*

même pas songé et leurs travaux préparatoires ne révélaient nulle part des préoccupations à cet égard.

I. — En Italie, l'article 2 de la loi du 17 mars 1898 est conçu en termes très généraux : « Est ouvrier : 1° toute personne qui d'une manière permanente ou temporaire et moyennant un salaire fixe ou proportionnel est occupée à un travail hors de son habitation personnelle ; 2° toute personne qui, dans les mêmes conditions et sans participer directement au travail, surveille le travail d'autrui, pourvu que son salaire fixe ne dépasse pas 7 livres par jour et lui soit payé au bout de périodes n'excédant pas un mois ; 3° l'apprenti avec ou sans salaire qui participe à l'exécution du travail (1). »

Cette législation de risque professionnel, avec assurance obligatoire, ne s'est imposée à l'Italie qu'après vingt ans d'efforts, car la persistance du droit romain rendait beaucoup plus difficile à conquérir aux nouvelles idées un pays roman comme ici qu'une nation d'origine germanique (2).

Notons que la loi italienne indemnise toujours l'ouvrier victime d'un accident du travail au moyen d'un capital et non d'une rente (art. 3 *in fine*). En voici l'explication : l'on a voulu mettre en harmonie les statuts de la Caisse nationale d'assurance de 1888 et le texte de la loi ; d'ailleurs l'article 13 de cette dernière ajoute

1. V. *Annuaire de la législation étrangère*. XXVIII, p. 393.

2. Comparez Feigenwinter, *loc. cit.*, pp. 32 et 34.

que généralement l'indemnité liquidée en capital est « convertie en rente viagère auprès de la Caisse nationale de prévoyance pour la vieillesse et l'invalidité et, en attendant la création de cette institution, auprès des sociétés d'assurance sur la vie opérant légalement... » (1).

Ce genre de liquidation supprime toutes les questions de transformation de la rente et ne peut être remplacé par un autre que tout à fait exceptionnellement.

II. — Quant à l'Espagne, sa législation en date du 30 janvier 1900 et le silence de la loi nous fournissent la preuve d'une assimilation entière entre ouvriers nationaux ou non. L'article 1, très général, dit en effet :

« Est ouvrier quiconque exécute habituellement un travail manuel (hors de son domicile) pour le compte d'autrui » (2).

SECTION IV

ETATS EXTRA-EUROPÉENS

Nous n'en retiendrons que deux exemples dont nous parlerons très brièvement : celui des Etats-Unis et celui de l'Australie occidentale.

I. — L'Union américaine ne possédant pas de loi

1. V. Dugarçon, *La convention franco-italienne du travail*. Thèse de Bordeaux, 1906, pp. 101-102.

2. V. *Annuaire de législation étrangère*, XXX, p. 284.

fédérale protégeant les ouvriers contre les accidents du travail, le président Roosevelt avait sanctionné une « National Employers Liability Law » (1) qui ne reposait même pas sur l'indemnisation forfaitaire et contenait seulement la disposition suivante :

« Tout entrepreneur de transports en commun, engagé dans le commerce entre divers Etats, sera responsable envers chacun de ses employés ou, en cas de mort, envers les représentants de la victime, à raison de tout dommage résultant de la négligence de ses agents ou de ses employés, (2).

Les étrangers, si nombreux aux Etats-Unis, n'en étaient point exclus : la généralité même de ce texte le prouve surabondamment.

Cette loi n'a du reste pas été jugée constitutionnelle d'après les décisions judiciaires intervenues et dont la plus récente émane de la Cour suprême des Etats-Unis. Cette juridiction, estimant que ce texte ne pouvait être applicable qu'au commerce entre Etats, puisque le Congrès ne peut légiférer sur le droit interne des Etats, le limita aux seuls engagés dans pareil commerce, ce que la loi ne spécifie nullement. (Cour suprême des Etats-Unis, 6 janvier 1908.)

Les différents Etats de l'Union représentent un ensemble des plus touffus de lois particulières, que nous ne

1. V. Clunet, 1907, p. 873.

2. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1908, p. 313. (*Haward law Review*, février 1908, t. 21, p. 290.)

pouvons examiner ici ; qu'il nous suffise de dire qu'aucune d'entre elles ne prévoit de traitement spécial aux ouvriers étrangers.

II. — Les colonies anglaises, à gouvernements autonomes, ont presque toutes adopté des législations de réparation des dommages résultant des accidents du travail et leurs dispositions, très générales, admettent certainement les ouvriers étrangers à en bénéficier. Voici par exemple, dans sa large acception, l'article 1 de la loi du 19 février 1902 de l'Etat d'Australie occidentale :

« Ouvrier comprend toute personne, quel que soit son âge ou son sexe, engagée par contrat avec un employeur, soit par contrat de travail ou autrement, soit sur terre soit sur navire ou bateau appartenant à n'importe quelle catégorie et par n'importe quel système, sur toutes les eaux navigables ou autres, en Australie occidentale ou dans les limites de souveraineté de cet Etat » (1).

La largeur de ce texte, que rien ne vient restreindre dans les articles suivants, pourrait à bon droit servir de modèle à beaucoup de pays d'Europe.

1. V. *Bulletin du Comité permanent*, etc., 1906, p. 137.

CHAPITRE III

LES CONFLITS DE LOIS

Arrivés à ce point de notre étude, il nous faut examiner comment est résolue la question de l'application possible de deux législations différentes, tant en France qu'à l'étranger. Voyons donc ce problème des conflits de lois, au double point de vue théorique et pratique (1).

§ I. — Solutions pratiques

En matière d'assurance contre les accidents du travail, les conflits de lois peuvent s'envisager de deux manières différentes selon que l'on considère l'assurance comme la réparation d'un quasi-délit, ou comme la conséquence du contrat de travail au cours duquel l'ouvrier a été blessé. Au premier cas, c'est la loi du lieu du délit qui est applicable, notamment la loi étrangère si l'accident s'est produit à l'étranger ; au second, c'est la loi du lieu du contrat qui, le plus souvent, sera celle du pays de l'ouvrier étranger (2).

1. V. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, p. 116.

2. V. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, p. 126.

Deux solutions se trouvent donc en présence (*lex loci delicti commissi* et *lex loci contractus*) et c'est entre elles que la jurisprudence s'est, comme nous allons le voir, trouvée amenée à choisir. Nous suivrons pour cet examen un système analogue à celui des législations elles-mêmes, c'est à-dire que d'une part nous nous occuperons des tribunaux français et de l'autre des tribunaux étrangers.

A. — JURISPRUDENCE FRANÇAISE

Avant 1898 il était très important de savoir si la responsabilité patronale était contractuelle ou délictuelle car de la théorie admise découlait l'application de la loi. L'article 1382 prévalait d'ailleurs auprès de nos tribunaux tandis que l'idée d'un contrat de sûreté inhérente à tout contrat de travail, idée créée en 1884 par M. Sauzet, ne remportait point en France le succès qu'obtenait en Belgique la conception semblable de M. Saintelette (1).

Après 1898, la controverse ne s'éteignit point et les décisions judiciaires continuèrent à différer, tout en se faisant pourtant de plus en plus nombreuses en faveur de la *lex loci contractus*.

I. — Voici d'abord les applications faites de la loi du lieu de l'accident.

1. V. Dugarçon. *La convention franco-italienne du travail*, pp. 107 et suivantes.

Le tribunal civil de Lille écarta, le 4 décembre 1904, la loi de 1898 au sujet d'un accident survenu en Belgique à l'ouvrier belge Vandenneude, embauché cependant en France par un patron y possédant sa résidence. Le tribunal rangeait la loi française parmi les lois territoriales par essence, c'est-à-dire parmi les lois de police et de sûreté, sur lesquelles repose l'ordre social et économique. La loi de 1898 intéresse à son avis l'ordre public au premier chef, puisque toute convention contraire est nulle d'après l'article 30, et après avoir indiqué les conséquences qu'en tire le législateur au point de vue procédure et moyen de contrôle, le jugement conclut que :

« ... En conformité des principes, la loi ne peut recevoir son application lorsque l'un de ces deux éléments : l'existence en France de l'industrie assujettie à la loi et la surveillance de l'accident, vient à manquer. » (1)

Cette sentence fut confirmée par la Cour de Douai (1^{re} chambre) le 4 avril 1905 dans un arrêt où il était fait état du nouveau paragraphe 6 de l'article 15 de la loi de 1898, modifiée par la loi du 31 mars 1905 ; ce paragraphe indiquant la procédure à suivre quand l'accident survient à l'étranger témoignait ainsi, pensait la

1. V. jugement du tribunal de Lille, 4 décembre 1904. *Clunet*, 1905, pp. 667 et suivantes.

Cour, qu'auparavant la loi de 1898 était réservée aux accidents ayant lieu en France (1).

Le 25 mai 1905, le tribunal de Lille refusait encore le bénéfice de la loi de 1898 dans les mêmes conditions (affaire Demest contre Durant); quant au nouvel alinéa 6 de l'article 15, sa date postérieure à l'accident objet de l'instance l'empêchait de compter aux yeux des magistrats siégeant dans l'affaire (2). La Cour de Douai confirma cette décision conformément à sa jurisprudence d'avril 1905 et à l'arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1905 sur la rétroactivité de la loi du 31 mars 1905 (9 août 1905) (3).

Actuellement l'article 15 § 6 de la loi du 31 mars 1905 est ainsi conçu :

« Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent dans les termes de l'article 12 et du présent article est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime » (4).

La loi ne nous dit pas quand et à quelles conditions

1. V. arrêt de la Cour de Douai, 4 avril 1905. Bert. *Revue judiciaire des accidents du travail*, 1905, pp. 286 et suivantes.

2. V. tribunal de Lille, 25 mai 1905. *Revue de droit international privé* (Darras), 1906, pp. 156 et suivantes.

3. V. arrêt de la Cour de Douai, 9 août 1905. même revue, 1906, p. 156.

4. « Ce sont, disait M. Mirman, des dispositions nouvelles extrêmement utiles à tous les ouvriers étrangers blessés soit à l'étranger soit en France... etc », ce qui vient infirmer la thèse de Lille. *J. off. Chambre, in extenso*, 1904, p. 3323.

elle pourra s'appliquer à un accident survenu à l'étranger; elle n'envisage l'hypothèse qu'au point de vue procédure. Les dispositions générales ne s'occupent en effet que de la situation la plus probable, qui est la survenance en France de l'accident, cela tout naturellement et sans qu'on puisse en faire état pour solutionner le cas exceptionnel de l'accident survenu à l'étranger.

Les travaux préparatoires ne fortifient pas plus l'argumentation de la jurisprudence que l'appréciation contenue dans la circulaire du ministre du Commerce du 3 mai 1905 (1).

Quant aux raisons d'ordre public qu'invoquait en faveur de la *lex loci delicti* le tribunal de Lille, leur application à la loi de 1898 n'est point péremptoire. Comme le dit M. Raynaud: « Toutes les matières où la loi défend la convention contraire ne sont pas d'ordre public, car elle peut édicter cette défense (ce qui est le cas ici) dans un intérêt privé (2). » Les prohibitions légales protègent les particuliers pris séparément comme elles le font de l'ensemble de la masse sociale.

Depuis 1905 il semble donc inadmissible de subordonner la réparation de l'accident à sa territorialité, aussi peut-on s'étonner de certains considérants judiciaires. Le 2 novembre 1905, le tribunal de Briey (3)

1. V. cette circulaire. Clunet, 1905, p. 750.

2. V. Raynaud, *loc. cit.*, p. 127.

3. V. E. Bert, *loc. cit.*, 1906, p. 382. Tribunal civil de Briey, 2 novembre 1905.

justifie de l'application de la loi d'après la survenance en France de l'accident ; bien plus l'arrêt confirmatif, rendu le 10 février 1906 par la Cour de Nancy (1), affirme que «... cette loi (la loi de 1898-1905) régit comme les lois de police et de sûreté tous les habitants du territoire... ».

II. — Voyons maintenant la solution qui tend de plus en plus à prévaloir et qui s'attache à la *lex loci contractus* ; c'est là en effet la meilleure interprétation de la volonté des parties, car il est des plus naturel que leur désir mutuel se soit trouvé celui de prendre comme loi les régissant celle sous l'empire de laquelle ils contractent.

Les décisions de jurisprudence à cet égard sont nombreuses et nous allons en examiner quelques-unes.

Le tribunal de Nantes, statuant le 12 décembre 1901 sur un accident mortel survenu aux colonies à l'ouvrier Le Ray, décida que la loi française, c'est-à-dire celle du lieu où avait été passé le contrat, était seule à considérer : « il serait excessif, disait le jugement, de subordonner l'existence de cette action à l'inapplication de la loi », inapplication suffisamment démontrée en ce qui concerne les colonies (2). L'arrêt confirmatif de la Cour d'appel de Rennes visait plus particulièrement le point de droit lorsqu'il disait le 22 décembre 1902 :

1. V. cour de Nancy, 1^{re} Chambre, 10 février 1906. Clunet, 1906, p. 1056. E. Bert, *ibid.*

2. V. tribunal civil de Nantes, 12 décembre 1901. *Gaz. Pal.*, 1903, I, p. 81.

« La loi de 1898 s'applique non seulement aux accidents survenus dans l'établissement du siège de l'industrie, mais aussi à ceux qui arrivent dans les diverses succursales ou chantiers où le patron peut employer l'ouvrier, que ce soit un français ou un étranger ».

Et plus loin :

« Les relations entre le patron et l'ouvrier ne se modifient pas suivant le lieu où s'exécute le contrat ».

Cela sans considérer comme d'ordre public les formalités édictées par la loi de 1898 (1). C'est donc toujours la même loi qui doit s'appliquer et cette loi est celle que les parties ont eu particulièrement en vue au moment du contrat, autrement dit celle du lieu même de ce contrat.

Des décisions analogues ont été rendues par le juge de paix de Lille et par le tribunal civil d'Alais.

1. — La première (affaire Blamart contre Société anonyme des brevets et moteurs Letourbe) s'exprime en ces termes :

« L'interprétation qui admet l'ouvrier, blessé à l'étranger pour le compte d'un patron français, au bénéfice de la loi de 1898, nous paraît devoir être adoptée, parce qu'il serait souverainement injuste s'il en était autrement » (2).

1. V. Cour de Rennes, 22 décembre 1902, *Gaz. Pal.*, 1903, I, p. 81.

2. V. justice de paix de Lille, 10 juillet 1903. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 135.

Ce jugement, rendu le 10 juillet 1903, invoquait d'ailleurs assez longuement l'arrêt de la Cour de Rennes que nous venons de voir.

2. — En ce qui concerne le tribunal civil d'Alais, voici comment il juge le 27 janvier 1903 :

« Attendu qu'il n'est pas douteux que lorsque, l'accident survient à l'étranger à un ouvrier d'une industrie assujettie à la loi, c'est le tribunal du domicile de l'assujetti qui devient compétent pour connaître de la contestation à laquelle l'accident donne naissance et pour la fixation de la rente après que la procédure tracée par la loi de 1898 a été suivie ».

En l'espèce il s'agissait d'un ouvrier français tué au service d'une société française à Darkwety (Russie) (1).

L'extranéité de l'une des parties ne vient en aucune manière infirmer le principe de la loi du contrat ; cette hypothèse ne s'est pas encore présentée devant les tribunaux et c'est le seul motif qui l'a empêché d'être affirmée de façon expresse. Nous en trouvons d'ailleurs la preuve dans l'arrêt suivant, émané de la Cour suprême.

C'est de l'affaire Vandenheude contre Walker et C^{ie} qu'il est question, affaire déjà jugée par le tribunal de Lille le 4 décembre 1904, avec confirmation de la Cour de Douai en date du 4 avril 1905. Sur pourvoi formé

1. V. tribunal civil d'Alais, 27 janvier 1903, E. Bert, *loc. cit.*, 1903, p. 198.

par l'ouvrier blessé à l'étranger, la Cour de cassation cassa les décisions appliquant la *lex loci delicti* par son arrêt du 8 mai 1907 (1). Sur le point de droit, elle déclara que, partout où s'exécute le contrat de louages de services intervenu entre les parties :

« ... la loi de 1898 doit recevoir son application ; que le législateur n'a fait à la règle qu'il établissait aucune exception pour le cas où un ouvrier embauché en France par un chef d'industrie assujéti serait d'ordre et pour le compte de ce dernier occupé à l'étranger, et y serait victime d'un accident du travail ; que dans cette hypothèse, il est vrai, certaines dispositions de procédure édictées par la loi de 1898 ne pourront être observées, etc, mais que cette impossibilité d'un ordre international ne saurait priver les parties d'un droit inhérent à la convention qui les lie ».

Agir autrement aurait donc été violer la loi.

La jurisprudence française, dans sa doctrine la plus récente (2), s'oriente donc nettement vers la *lex loci contractus* ; la loi de 1898 appartient à cette catégorie de lois, dites lois industrielles, qui visent tous les ouvriers, quelle que soit leur nationalité et pourvu que

1. V. Cour de cassation, 8 mai 1907, *Bulletin de l'office du travail*, 1908, p. 145.

2. Un jugement récent, rendu par le tribunal civil de Lyon le 26 décembre 1907, vient de rompre cette unanimité en disant qu'il faut « rechercher avant tout avec qui l'ouvrier a contracté et au service de qui il travaillait ». *Revue de droit international privé* (Darras), 1907, p. 608, (ici 610).

le contrat ait été conclu en France. Rappelons ici en peu de mots les raisons que l'on donna de cette solution, raisons éparses dans les différents textes judiciaires que nous avons vus (1).

1° C'est tout d'abord la volonté présumée des parties : il est en effet fort probable qu'au moment de contracter elles aient entendu se soumettre implicitement à la loi sous l'empire de laquelle elles se mettaient d'accord. Aucune considération de nationalité ou de territorialité n'entraîna évidemment à cette époque dans leurs préoccupations.

2° Un motif d'humanité plaide d'autre part en faveur de la *lex loci contractus*. Il est des plus fâcheux de voir une circonstance aussi contingente que le lieu où s'est accompli le travail venir priver de toute réparation la victime de l'accident. L'on se trouve en face d'un principe de justice devant lequel doivent s'effacer toutes autres considérations, notamment celles d'ordre pécuniaire : comme le dit la Cour de Rennes, « l'élévation des frais généraux qui grèvent de pareils contrats... n'est pas de nature à faire écarter l'application de la loi (2). »

3° Enfin, au point de vue pratique, l'action de l'ouvrier ne peut être subordonnée aux variations possibles des modes d'exécution du travail ; il lui faut une base

1. V. Raynaud, *loc. cit.*, pp. 128 et 129.

2. V. Raynaud, *loc. cit.*, pp. 128 et 129.

plus solide que le fonctionnement normal et régulier de la procédure instituée (1).

Les accidents ayant eu lieu en pays étrangers sont donc régis dans cette opinion par la loi française et cette solution de la pratique judiciaire n'avait pas laissé d'être préconisée dans certains documents officiels. C'est ainsi qu'un avis du Comité consultatif des assurances disait, le 7 mars 1900, dans son paragraphe 1 :

« Les entreprises assujetties, ayant leurs sièges en France et détachant des ouvriers en pays étrangers, sont responsables des accidents qui leur surviennent d'après la loi du 9 avril 1898 ».

Citons également une lettre du ministre du Commerce du 31 août 1900, tendant à faire appliquer cet avis à la victime d'un accident arrivé en Angleterre (2).

Examinons maintenant les solutions des principales jurisprudences étrangères : décident-elles comme la nôtre, ou se rallient-elles à la *lex loci delicti* ?

B. — JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE

Nous allons séparer en deux groupes les décisions judiciaires rendues dans les divers pays, selon qu'elles suivent ou non dans leur orientation générale (3) l'opinion de notre Cour de cassation

1. V. Tribunal de Nantes, ci-dessus.

2. V. Dugarçon, *La convention franco-italienne du travail*, p. 121.

3. V. Raynaud, *loc. cit.*, pp. 129 et suivantes.

I. — Prenons tout d'abord les nations dont la jurisprudence se décide en faveur de la loi du lieu du délit ; ce sont : l'Italie, le Luxembourg, la Belgique, les Etats-Unis.

1° L'Italie nous met en présence d'un arrêt de la Cour d'appel de Gênes, en date du 30 septembre 1898 (1) ; il s'agissait d'un ouvrier italien blessé en déchargeant un navire appartenant à une compagnie allemande. Cette dernière se réclamait de sa loi nationale, peut-être à tort il est vrai, mais la Cour de Gênes se prononça nettement pour la législation territoriale en disant que :

« L'obligation, dont le demandeur demande l'exécution, qu'elle dérive du contrat de louage d'ouvrage ou d'un délit ou d'un quasi-délit, a dans tous les cas son fondement dans un fait qui s'est passé à Gênes, et par conséquent doit être réglé par la loi italienne. »

L'espèce ayant motivé cette décision était, remarquons-le, antérieure à la loi italienne du 17 mars 1898 sur les accidents du travail : c'est pourquoi la Cour de Gênes nous dit : « L'inapplicabilité de la loi allemande résulte de l'article 9 du Code civil italien, etc. » L'entrée en vigueur de la loi nouvelle n'a rien changé à la portée de l'arrêt fondant uniquement la réparation de l'accident sur le fait de s'être produit en territoire italien.

1. V. Sirey, 1901. V. p. 1.

2° La même tendance se manifeste en Luxembourg : l'action en responsabilité est régie par la loi du lieu de l'accident, loi que peut appliquer un tribunal étranger pourvu qu'elle ne soit pas contraire à une disposition d'ordre public en vigueur dans le pays (1).

C'est ainsi que le 15 mai 1901, le tribunal de Luxembourg (affaire Bermtgen contre Aciéries de Micheville) fut d'avis que :

« Il est de jurisprudence que la seule responsabilité dérivant d'un fait délictueux est régie par la loi du pays où ce fait a été commis et que cette loi doit être appliquée par les tribunaux d'autres pays devant lesquels l'action doit être portée ».

Toutefois le tribunal exceptait de cette application pour une juridiction étrangère les dispositions que cette dernière jugerait contraires à la morale ou à l'ordre public national, ce qui était d'ailleurs le cas pour des magistrats luxembourgeois placés en face de la loi française du 9 avril 1898 (2).

Néanmoins le principe de la loi du lieu de l'accident était posé et ne cédait ici qu'en face d'un principe supérieur, celui de l'ordre public.

La Cour de Luxembourg fut appelée à se prononcer sur la même affaire le 4 juillet 1902 (3), mais dans l'in-

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 381 et Clunet, 1905, p. 449.

2. V. Dalloz, 1904. II, p. 78.

3. V. Dalloz, *ibid.*

tervalle la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902 était venue réglementer l'assurance contre les accidents du travail. Cette loi édictait, ainsi que nous l'avons vu, certains textes d'exception envers les ouvriers étrangers et l'on ne pouvait plus, comme du temps où les articles du code luxembourgeois régissaient seuls la matière, « méconnaître les dispositions exceptionnelles que les législations étrangères ont consacrées de leur côté ». L'ordre public international n'est plus à considérer puisque la législation nationale elle-même restreint les droits de l'étranger. Aussi la Cour de Luxembourg, se basant sur ce que l'accident a eu lieu en France, jugea-t-elle que « les actions en responsabilité qui peuvent s'y rattacher se trouvent régies par la loi française de 1898 », qui refusait cependant toute indemnisation aux représentants d'un ouvrier étranger, absent du territoire au moment de l'accident.

Les tribunaux luxembourgeois n'acceptent donc pas la loi du contrat, même au cas où elle est la plus favorable.

3° Il en est de même en Belgique d'après les jugements suivants, rendus par le tribunal d'Arlon les 13 et 20 juillet 1904. Ce tribunal estime que les lois d'assurance contre les accidents rentrent dans la catégorie des lois de police et de sûreté ; quant aux parties, elles sont présumées avoir voulu se rapporter à la loi du lieu de l'accident, qui est celle du lieu où s'exécute le contrat (1).

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 539.

La réparation du dommage éprouvé étant considérée comme celle d'un délit ou quasi-délit, la première des décisions citées (affaire Reiss contre Société des chemins de fer du Prince-Henri) ajoute à cet argument en faveur de la loi territoriale des considérations que voici :

« ... Celui qui s'engage comme travailleur à l'étranger chez un étranger entend par le fait même se soumettre à la loi du pays dans lequel le contrat de travail doit recevoir son exécution...;... la loi qui doit régir les rapports des parties doit être une loi unique, qui dans l'espèce, à raison de la différence de nationalité des intéressés, est celle du lieu de l'accident...;... c'est à celle-là qu'il y a lieu de présumer qu'ils ont voulu se rapporter » (1).

La prétention des demandeurs qui se réclamaient de la loi belge sous l'empire de laquelle avait été lié le contrat judiciaire se trouvait ainsi repoussée et les magistrats s'en rapportaient à la législation luxembourgeoise.

Pareil raisonnement fut tenu dans l'affaire Schrobiltjen contre Thiry, etc., jugée par le même tribunal le 20 juillet 1904.

La Cour de Liège confirma ces deux décisions le 21 juin 1905 (2). Pour la première, l'arrêt parle bien du contrat de travail mais se fonde uniquement sur la

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, 539.

2. V. Dalloz, 1907, II, p. 286. Clunet, 1906, p. 216, et *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 539.

volonté présumée des parties qu'il interprète d'autant mieux qu'elle coïncide avec l'application de la loi du lieu de l'accident.

Voici en effet ce passage :

« Il est de principe en droit international que les parties, quelle que soit leur nationalité, quels que soient leur domicile et le lieu où se forme le contrat, ont la liberté en l'absence de dispositions impératives et prohibitives de fixer la loi à laquelle elles se soumettent et qu'à défaut, comme dans l'espèce, de convention expresse sur ce point, il y a lieu de rechercher quelle a été à cet égard leur commune intention » (1).

La société partie au contrat ayant ses ateliers à l'étranger, en Luxembourg, la Cour supposa sans grandes preuves que c'était la législation de ce pays que l'on avait eue en vue.

La seconde affaire, soumise le même jour à la Cour, reçut une solution identique d'après les mêmes principes de réparation territoriale des accidents et d'interprétation de la volonté des intéressés.

Remarquons que dans ces deux espèces il s'agissait d'accidents survenus en Luxembourg et en France, pays où sont restreints les droits de l'ouvrier étranger victime de son travail alors qu'aucune inégalité n'existait en Belgique : c'est donc la loi la plus sévère que la

1. V. Dalloz, 1907, II, p. 286.

Cour n'a pas hésité à appliquer, n'y voyant rien de contraire à l'ordre public belge et persuadée de la compétence exclusive de la loi du lieu de l'accident.

4° Enfin terminons notre énumération par la jurisprudence américaine, qui adopta la même théorie dans l'affaire Turner contre Saint-Clair tunnel and Co. (*American law Review*, t. XXXI, p. 625.) La Cour suprême du Michigan renvoya l'ouvrier, blessé dans une entreprise américaine s'exerçant au Canada (construction d'un tunnel entre les deux Etats), à se pourvoir devant les tribunaux de ce pays (1).

Telles sont les nations rejetant la *lex loci contractus* ; voyons maintenant celles qui l'acceptent.

1° La plus ancienne décision émane du tribunal fédéral suisse, le 4 mars 1892 (2) : à son avis les lois sur la responsabilité civile des fabricants (législation du 25 juin 1881) pouvaient concerner les accidents survenus en dehors du territoire national à un ouvrier, qu'une exploitation suisse avait embauché en Suisse. En fait il s'agissait d'un travailleur français blessé au service de l'entreprise Schider, de Neuveville, en montant une machine à Pfrungenried (Wurtemberg). La protection patronale faisait, d'après le tribunal fédéral, partie du contrat de louage et « devait répondre d'une manière générale de tous les accidents qui se produi-

1. V. Clunet, 1901, p. 613.

2. V. l'article de M. Wahl sous l'arrêt de la Cour de Gênes, S. 1901.

4. 1 (ici p. 2).

sent dans l'exploitation... » L'intéressé échappait ainsi à la loi allemande pour bénéficier du droit commun helvétique, où il n'existait, pas plus qu'actuellement, aucune législation spéciale des accidents du travail.

Plus récemment, le 5 novembre 1904 la Cour d'appel de Zurich (1^{re} chambre) (1), d'accord avec la théorie exprimée onze ans auparavant par le tribunal fédéral, décida que l'ouvrier français Didier, engagé à Lyon par une fabrique de Zurich et blessé en montant une machine au Palais de Glace de cette ville, devait être soumise à la loi française (2). Après avoir approuvé le jugement de 1^{re} instance du tribunal de Zurich, l'arrêt insiste sur le caractère contractuel de la responsabilité en matière d'accidents, disant que le but du législateur « a été de faire de ces dispositions protectrices une partie intégrante du contrat de louage de services intervenu entre l'employeur et l'ouvrier ». Et il continue en estimant que la question de savoir quelle sera la loi applicable se confond avec celle des textes régissant le contrat. Enfin, ajoute-t-il :

« ... Si on admet, avec le tribunal fédéral, ce principe que les rapports de droit sont soumis à la loi que les parties ont considérée comme devant être applicable ou dont elles ont pu raisonnablement envisager l'application

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 384, et *Clunet*, 1892, p. 1064.

2. Il s'agissait d'une révision d'indemnité selon l'article 19 de notre loi de 1898 et les tribunaux français s'étaient déclarés incompétents.

possible, il semble bien dans le présent cas qu'il y ait lieu de laisser le droit suisse de côté, car le contrat de louage de service qui a donné naissance au litige a été conclu à Lyon... »

Et plus loin :

« C'était donc en France que d'après la nature des choses devaient se produire tous les effets découlant du contrat et qu'il devait naître, recevoir son exécution et s'éteindre. Dans ces conditions il est inadmissible que les parties aient entendu soumettre les effets de droit aux règles de la loi suisse ou qu'il soit entré dans leur pensée que cette loi pourrait s'appliquer. »

Ces arguments rappellent ceux de la loi française et l'option de la Cour de Zurich, en faveur de la *lex loci contractus*, vient confirmer l'influence du contrat de travail, en matière de conflits de lois, à l'étranger comme en France.

2° L'Allemagne s'est aussi inspirée de cette idée dans une décision de l'Office impérial des assurances en date du 19 novembre 1904 (1). C'est le même principe légèrement modifié ; comme le remarque M. Raynaud :

« Le critérium est en quelque sorte matérialisé : au lieu de prendre le contrat, l'Allemagne semble s'attacher à l'industrie elle-même » (2).

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 757. *Deutsch juristen Zeitung* du 15 juin 1905. Clunet, 1907, p. 44.

2. V. Raynaud, *Le droit international ouvrier*, p. 131.

Dans l'espèce, il s'agissait d'un accident survenu à un constructeur de machines occupé à installer la lumière électrique à Hindar-Pacha pour la succursale viennoise de la société allemande S. H. Ces travaux, d'après les circonstances de la cause, se présentaient comme tout à fait indépendants de l'entreprise allemande ; toutefois l'Office impérial des assurances s'exprimait à ce propos dans les termes que voici :

« Sans doute l'assurance d'une industrie n'est pas limitée dans ses effets au territoire sur lequel elle s'exerce principalement ; l'assurance garantit aussi les annexes qui déploient leur activité sur un territoire étranger... autant que les travaux à faire à l'étranger n'ont pas une importance et une longueur telles qu'ils apparaissent non comme une extension de l'industrie nationale, mais comme une industrie indépendante » (1).

Généralement c'est dans le pays où l'industrie a son siège que se conclut le contrat de travail : il y a donc là, pouvons-nous dire, une solution analogue à celle que nous a fournie le droit suisse et dont l'idée première s'oppose à la loi du lieu de l'accident.

Voici terminé l'examen de la pratique judiciaire des conflits de lois ; deux façons de solutionner la question s'en dégagent : laquelle faut-il choisir ? c'est ce qui

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 747 (ici p. 749).

fera l'objet du paragraphe second de ce chapitre, à supposer que nous soyons conduits à le faire.

§ 2. — Solutions doctrinales

Leurs divergences continuent celles de la jurisprudence et il nous faut en prendre un rapide aperçu avant d'arrêter notre choix ; notons toutefois la prédominance de la loi du lieu de l'accident, ce qui dénote la même tendance que dans la pratique et cela dans des proportions semblables.

Ceux que rallie cette opinion se trouvent naturellement être les adversaires des théories de contrat de travail. C'est ainsi que M. Wahl, pour lequel l'accident du travail ne rentre pas parmi les obligations contractuelles, étant donné la prohibition exprimée dans l'article 30 de la loi française, s'exprime en ces termes (1) :

« L'on devrait si l'on suivait les principes du droit international appliquer ici les règles admises pour toutes les obligations non contractuelles, c'est-à-dire donner la même solution que si la responsabilité était délictuelle (2).

1. V. Sirey. Arrêt de la Cour de Gênes du 30 septembre 1898. 1901, IV, p. 1, note.

2. Avant 1898, M. Planiol estimait qu'on se trouvait en face d'une obligation préexistante à tout contrat et dérivant de la loi elle-même, attendu qu'il est d'un devoir général de ne pas compromettre par négligence la vie d'autrui. Dugarçon, *loc. cit.*, p. 107, etc.

Cette disposition se fonde sur certains textes de procédure de la loi de 1898, textes qui ne sont guère probants. Inspirés par l'hypothèse la plus fréquente, qui est celle de la survenance de l'accident en France, ils ne concernent certainement pas la situation inverse, tout à fait exceptionnelle. En outre, semble-t-il, la loi de 1905 est venue limiter cette compétence exclusive de la loi française qui, rédigée à un point de vue économique et dans un esprit essentiellement pratique, ne possède peut-être pas la portée qui lui est ici attribuée.

M. Wahl prévoyait d'ailleurs l'orientation nouvelle de notre jurisprudence, mais, ajoutait-il, « il est douteux qu'elle parvienne à justifier la solution qu'elle adoptera à cet égard. » (1)

C'est à un résultat semblable à celui de M. Wahl que parvient M. Sachet, malgré la très juste analyse qu'il nous a donnée quant à l'origine des lois d'assurance-accident ; il n'est pas allé jusqu'au bout de sa théorie, qui prise au sens le plus général est celle du risque professionnel international, comme nous l'avons déjà dit. M. Sachet applique la loi de 1898 aux accidents arrivés sur notre sol et à ceux survenus à l'étranger, si l'exploitation a son siège en France et si les ouvriers y sont embauchés (2) ; bornons-nous à citer

1. Wahl, *ibid.*, p. 2, col. 3.

2. V. Sachet, *Traité théorique et pratique de législation sur les accidents du travail*, I, p. 137.

l'appréciation de M. Raynaud (1) : « Pareille construction doctrinale manque assurément de rigueur juridique... » et arrivons aux arguments de la thèse adverse.

Celle-ci toute en faveur de la *lex loci contractus* se rencontre chez M. Pic (2), qui soutient que l'assurance, accident appartient non au droit public mais au droit privé. Cette assurance diffère selon lui d'une manière absolue de celles concernant la vieillesse, le chômage etc., etc. : c'est un effet du contrat de travail tandis que les autres proviennent de diverses sources et se rapportent plutôt à la prévoyance et à la sagacité du législateur qu'à l'intention présumée de l'ouvrier et de son patron.

C'est aussi la théorie de M. Dreyfus lorsqu'il s'exprime ainsi :

« Le louage de travail sera régi par la loi du pays où le travail est fourni, où l'ouvrier, l'employé déploie normalement et en principe son activité. C'est à ce critérium qu'en devra notamment faire appel pour fixer la compétence des lois relatives... aux accidents du travail » (3).

Citons de même M. Perroud, qui tout en reconnaissant les caractères d'ordre public et de lois de police des textes de la loi française, nous la présente comme

1. V. Raynaud, *loc. cit.*, p. 136.

2. V. Pic, « Le IV^e congrès de l'Association internationale des travailleurs. Les travaux des commissions ». *Questions pratiques de législation ouvrière*, 1905, p. 40. Dugarçon, *loc. cit.*, p. 40.

3. V. Dreyfus, *L'acte juridique en droit privé international*. Thèse de Paris, 1904, p. 324.

un modèle de convention auquel il est loisible d'adhérer. A son avis la loi de 1898 se rapproche d'une loi sur les contrats et cela d'autant plus qu'avant cette date beaucoup d'auteurs cherchaient dans le contrat de travail un fondement à la responsabilité patronale.

Il est évident que les parties ne pourraient convenir de se soustraire aux dispositions légales pour un accident survenant en France ; mais, au cas contraire, l'autonomie de leur volonté peut en élargir le domaine d'application et donner naissance à une jurisprudence des plus utiles en faveur de la loi du contrat (1).

Enfin est-il nécessaire de dire que c'est à cette conséquence pratique qu'aboutissent les idées de MM. Feigenwinter et Millerand, idées soutenues au congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs en septembre 1904, à Bâle ? Nous les avons examinées plus haut et nous n'y reviendrons pas ici (2).

Telles sont les deux opinions qui se partagent la doctrine : si la première paraît plus juridique, la seconde se rapproche davantage de la réalité. C'est ainsi que la jurisprudence s'est en partie attachée à la loi du contrat et que certaines législations ont formellement prévu pareille application. Ces textes ont été étudiés lorsque nous avons parlé des lois internes et nous ne ferons que les rappeler ici. Ce sont les articles 4 de la

1. V. J. Perroud, *De l'extension territoriale des lois de police.*, etc. — Clunet, 1906, p. 633.

2. V. plus haut.

loi allemande du 30 juin 1900 sur l'assurance contre les accidents dans les entreprises industrielles et 3 des même lois dans les exploitations agricoles et forestières et dans les industries de la construction ; il en est de même de l'article 3 de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902, complétée par l'article 2 de la loi du 12 mai 1905, de l'article 6 de la loi hongroise du 6 avril 1907... etc., etc. (1).

Que déciderons-nous donc ? adopterons-nous la solution actuelle des tribunaux français dont nous avons accueilli avec faveur l'orientation nouvelle ? nous rallierons-nous à la *lex loci contractus* ? Notre réponse se trouve subordonnée à la façon dont nous avons basé les lois concernant l'assurance-accident, car il est essentiel en matière de conflits de lois de savoir, comme le dit M. Wahl, quel est le fondement de la responsabilité patronale.

Cette responsabilité nous l'avons tirée des rapports juridiques unissant l'accident à l'exploitation industrielle, cela sans se préoccuper aucunement du point de vue nationalité ; c'est en somme l'idée de risque professionnel étendu aux relations internationales ou pour mieux dire à ce risque rendu international, ce qui conduit fatalement selon nous à la suppression de toutes distinctions entre ouvriers indigènes et étrangers (2).

Qu'en résulte-t-il au point de vue spécial des con-

1. V. ces lois et comparez Raynaud, *loc. cit.*, p. 139.

2. Voir ci-dessus le chapitre II de notre première partie.

flits de lois ? En dehors de conventions spéciales les Etats sont réciproquement responsables des accidents survenant à l'ouvrier, quel qu'il soit, que leur industrie occupe. Comme le dit M. Raynaud :

« En somme on arriverait à cette formule : en dehors de la réciprocité stipulée par traités, c'est la loi du pays où travaille cet ouvrier qui est compétente. Telle serait la conséquence dernière de l'idée du risque professionnel envisagé au point de vue international » (1 et 2).

Cette solution, qui coïncidera le plus souvent avec l'application de la *lex loci contractus*, présente comme elle de grands avantages et semble bien convenir à la réalité future des faits, qui sera l'égalisation de tous les travailleurs devant les périls de leur tâche.

D'ailleurs nous pouvons adopter la conclusion suivante :

« L'essentiel est encore que l'ouvrier, d'une façon ou de l'autre, trouve toujours la réparation du préjudice causé et ne puisse voir invoquer contre lui les subtilités d'un droit variable suivant les frontières, alors que celles-ci disparaissent au moment où il s'agissait de l'embaucher et de le faire travailler à l'étranger » (3).

1. V. Raynaud, *loc. cit.*, p. 140.

2. C'est vers ce principe que semble s'orienter dans un certain sens le jugement du tribunal civil de Lyon déjà mentionné, du 26 décembre 1907. *Revue de droit international privé* (Darras), 1908, p. 608.

3. V. Raynaud, *idem*, p. 141.

TROISIEME PARTIE

DIVISION

Si dans notre seconde partie nous avons envisagé ce qu'en droit international ouvrier l'on peut appeler le côté « national » de la question des accidents du travail des ouvriers étrangers, il nous faut maintenant en étudier le point de vue « international ».

Non contents d'avoir plus ou moins bien réglé le sort des travailleurs appartenant à d'autres nationalités, les Etats se sont efforcés de protéger leurs nationaux expatriés par l'octroi de concessions réciproques : de là toute une série d'efforts, qui ont abouti à la conclusion de nombreux accords internationaux. Nous devons donc nous occuper séparément : 1° de l'élaboration de ces conventions dans les divers congrès et conférences ; 2° de la réalisation pratique des idées ainsi mises en œuvre.

CHAPITRE PREMIER

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL DES OUVRIERS ÉTRANGERS DANS LES CONGRÈS INTERNATIONAUX DE PROTECTION OUVRIÈRE

Ce sont les travaux de ces réunions dépourvues de tout caractère officiel, qui ont rendu possibles les ententes internationales. Composées d'hommes éminents, chacune d'elle est venue faire progresser la cause de la justice sociale : c'est à la suite des discussions soutenues, des vues échangées, des enquêtes effectuées que l'on est arrivé à émouvoir les pouvoirs publics et à leur faire consacrer l'œuvre considérable de l'initiative privée.

* La question de la protection internationale des ouvriers victimes d'accidents du travail ne tarda pas à occuper l'opinion à la suite du vote de la loi allemande de 1884. Six ans après l'adoption des mesures restric-

tives du droit de l'étranger qu'elle renferme, le docteur Adler, professeur agrégé de l'université de Fribourg, cite parmi les maux qui frappent la classe ouvrière l'incapacité de travail provenant d'accidents dont en certains cas le patron ne peut être rendu responsable (1).

Toutefois ce n'est que lors de la création de l'« Association internationale pour la protection légale des travailleurs » que l'on commença sérieusement à débattre le sort des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail. L'Association mit en 1901 à son ordre du jour « la responsabilité civile à l'égard des ouvriers travaillant dans un pays autre que celui de leur domicile », malgré l'opposition du Dr Marx Hirsh qui estimait que les assurances sociales n'entraient pas dans ses attributions. Repoussé par M. Jay comme tendant à restreindre la législation protectrice du travail, cette interprétation n'était d'ailleurs pas celle de MM. Fontaine, Brentano, de Berlepsch dans leur désir d'ajourner l'examen du problème. Leur vœu fut réalisé et, bien qu'admise en principe, l'étude de la question fut différée pour quelque temps (2).

A la troisième assemblée de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs (Bâle, 26-28 septembre 1904), la cinquième commission eut à s'occuper des assurances sociales (3). Une discussion

1. V. Mahaim. *Revue d'économie politique*, 1888, p. 594 (ici 596).

2. V. Saint-Albin. *Etat actuel de la réglementation internationale du travail*, p. 88-890.

3. V. Châtelain. *La protection internationale ouvrière*. Thèse de Paris, 1908, p. 103.

théorique s'éleva, comme nous l'avons vu, entre les délégués français, MM. Jay et Millerand, et M. Feigenwinter, délégué suisse, quant au point de savoir quelle était la source des lois d'assurance-accident ; les uns et les autres les fondaient sur le contrat de travail, mais de manières différentes (1). En assemblée plénière, le projet de résolution rédigé par la commission fut vivement critiqué par le D^r Caspar, délégué allemand, qui demanda que l'on supprimât de la phrase votée : « Les droits garantis à l'ouvrier et à ses ayants cause leur sont reconnus comme découlant du contrat de travail. » M. Millerand répondit qu'on pouvait passer sous silence les raisons de l'égalisation des droits des ouvriers étrangers et nationaux et l'amendement suivant réunit dans un but pratique sa signature et celle du D^r Caspar. Voici le texte de cet amendement :

« Pour les droits garantis à l'ouvrier et à ses ayants cause par les législations d'assurance et de responsabilité professionnelle, il n'y a lieu d'établir aucune différence entre les bénéficiaires à raison de leur nationalité, de leur domicile ou de leur résidence. La loi applicable doit être celle du lieu de l'entreprise pour laquelle travaille l'ouvrier. Les sections nationales devront avant la prochaine assemblée générale fournir au bureau de l'Association un rapport sur les voies

1. V. Alfassa. « L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. L'assurance-accident au congrès de Bâle ». *Revue politique et parlementaire*, 1904 (ici, p. 356).

et moyens d'application de ce principe dans l'intérieur de chaque pays et dans les relations internationales au double point de vue de la responsabilité civile et de l'organisation de l'assurance » (1).

Ce vote était un résultat considérable. Il n'exprimait pas le vœu platonique d'une assemblée privée mais s'inspirait d'un vif désir d'entente internationale en matière de questions ouvrières et devait fortement influencer les pouvoirs publics de nombreux Etats. L'assemblée contenait en effet des hommes de tous rangs et de tous les partis ; les gouvernements y étaient d'ailleurs représentés officiellement puisque leurs subsides viennent en aide au budget de l'association, d'où une adhésion implicite aux résolutions émises. Enfin la résolution votée prenait une importance considérable du fait qu'elle venait d'un fonctionnaire impérial allemand, délégué officiel de l'Empire.

L'examen de la réglementation internationale des indemnités dues aux ouvriers étrangers était donc décidé : toutefois, pour une raison financière invoquée par M. Schurmann, l'étude projetée, tout en étant maintenue parmi celles à entreprendre à bref délai, fut ajournée jusqu'au relèvement de la situation pécuniaire de l'Association. Néanmoins l'accord franco-italien (15 avril 1904) venait d'être conclu, témoignant des

1. V. *Bulletin de l'Office international du travail*, 1904, p. 403.

progrès accomplis par les idées formulées en 1900, ce qui était un grand encouragement à l'étude de notre question (1).

Le 17 septembre 1905 s'ouvrait, à Vienne, le VII^e congrès international des accidents du travail et le D^r Koerler, ancien président du Conseil, y félicita vivement les délégués français et italiens de l'esprit international manifesté dans la convention de 1904, esprit dont on voudrait voir tous les peuples s'inspirer dans la résolution des problèmes sociaux. C'est dire combien de tels congrès sont intimement liés à la conclusion des conventions internationales et servent à les réaliser comme le faisait remarquer M. Millerand à la même séance.

A la quatrième assemblée générale de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, qui se tint à Genève du 27 au 29 septembre 1906, la cinquième commission eut à étudier les assurances ouvrières (2). Il y fut constaté qu'il était impossible de réaliser par voie d'entente internationale le principe de l'égalisation des ouvriers nationaux et étrangers ; en conséquence les vœux suivants furent adoptés et les sections invitées :

« 1^o A présenter à la prochaine assemblée un projet de convention internationale, d'abord sur l'assurance-accident,

1. V. Saint-Albin, *loc. cit.*, p. 101.

2. V. *ibid.*, pp. 113-114.

réalisant ce principe tant au point de vue de l'indemnité qu'à celui des conditions nécessaires pour bénéficier de l'assurance ;

2° A continuer à travailler par les législations nationales et les traités internationaux à la réalisation de ce principe jusqu'à sa reconnaissance par une convention internationale ;

3° A présenter à la prochaine assemblée un rapport sur la manière de modifier les lois de leurs pays respectifs ou d'en élaborer de nouvelles, afin de les rendre conformes aux principes ci-dessus » (1).

Des vœux analogues, mais plus explicites, furent votés de même à la réunion que l'Association tint à Lucerne en septembre dernier (2).

Le principe d'égalisation est en effet le seul résultat méritant d'être poursuivi ; quelle que soit la manière dont on y arrive, il doit être absolu et ne comporter aucune condition de réciprocité. L'on peut s'entendre pour son adoption, mais sans en restreindre l'effet aux signataires de l'accord : sa portée doit être sans limites, comme son expression même.

« L'assemblée demeurait dans le domaine théorique des vœux et des désirs exprimés pour de prochaines réalisations. » Mais n'était-ce pas là une impulsion de plus en plus

1. V. *Bulletin de l'Office international du travail*, 1907, p. 345.

2. V. *Bulletin des congrès internationaux des assurances sociales*, 1908, p. 514.

forte donnée par l'activité privée aux réalisations officielles ? (1)

Ces quelques exemples prouvent suffisamment l'importance des congrès internationaux au point de vue de l'élaboration de la législation internationale des accidents du travail. La plupart des représentants des divers groupements nationaux sont d'ailleurs des personnalités politiques, qui se trouvent en contact et échangent au cours de leurs conversations leurs différentes manières de voir. L'on se pressent donc mutuellement et la période, toujours délicate, des ouvertures officielles en est singulièrement simplifiée. C'est ainsi qu'à Cologne (26-27 sept. 1902) les délégués français et italiens jetèrent en quelque sorte les bases de la convention future, qui aboutit deux ans après.

A cet égard, notons en terminant que l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs fut des plus utile et contribua par la périodicité de ses réunions à la conclusion des nombreux traités de travail touchant notre question.

Passons maintenant à l'analyse de ces diverses conventions dans leurs dispositions relatives aux accidents du travail des ouvriers étrangers.

1. Châtelain. *La protection internationale ouvrière*, p. 136.

CHAPITRE II

LES CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIVES AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL DES OUVRIERS ÉTRANGERS

Auparavant il nous faut dire quelques mots de la nature de ces conventions.

Destinées à préciser l'objet de certaines ententes économiques, elles appartiennent à la catégorie dite des « traités de travail » et visent au premier chef, selon M. Pic, la prévoyance sociale. Ce fut en 1904, avec le traité franco-italien, que ce genre d'accord apparut pour la première fois, grâce aux efforts combinés des individus et des collectivités, qui ont à jouer un rôle direct dans l'élaboration de la législation ouvrière ; jusqu'à cette époque en effet les ententes douanières ou commerciales n'intéressaient aucunement les salariés et différaient totalement de la nouvelle conception que nous avons en vue (1).

1. V. Pic, *La condition juridique des ouvriers étrangers en France*. Clunet, 1906, p. 301, ; et Dugarçon, *La convention franco-italienne du travail*.

D'après M. Cabouat, l'esprit général des traités de travail « est d'affranchir les ressortissants des Etats contractants des dispositions restrictives concernant les étrangers » (1) et c'est au point de vue des accidents du travail qu'ils ont abouti aux meilleurs résultats. Le sujet intéresse, il est vrai, aussi bien les particuliers que les pouvoirs publics ; ceux-ci, cherchant à faciliter l'application des lois de risque professionnel entre patrons nationaux et ouvriers étrangers ou réciproquement, en arrivent promptement à éprouver le besoin de neutraliser de part et d'autre les mesures restrictives du droit de l'étranger. De là les arrangements internationaux sur la matière.

Leur possibilité fut d'ailleurs mise en doute au triple point de vue physique, constitutionnel et matériel, ou financier, objections dont la source commune se trouve être « les différences fondamentales qui rendent chez les différentes nations les conditions de la production très dissemblables » (2). A cela nous pouvons répondre que toutes ces inégalités finissent par aboutir à un équilibre général, dont les traités de travail ne font que confirmer la réalité. Ces accords, notamment ceux qui nous occupent, viennent heureusement tempérer la rigueur de certains textes d'exception à l'égard des travailleurs étrangers, en attendant la suppression de

1. V. Cabouat, *De l'indemnisation des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail*, etc., « Nouvelle revue de droit international privé », etc., p. 99.

2. V. Châtelain. *La protection internationale ouvrière*, p. 147.

pareilles mesures, soit par un accord général entre Etats, soit par l'initiative spontanée des législateurs nationaux (1). Cette dernière solution, de beaucoup la plus efficace, et la plus promptement réalisable, est comme nous l'avons dit celle que nous préconisons au nom de la justice et du véritable intérêt de la masse ouvrière.

Voici maintenant les traités concernant notre sujet et dans l'examen desquels nous allons entrer.

SECTION I

LA CONVENTION FRANCO-ITALIENNE DU TRAVAIL (15 avril 1904) (2)

La première idée en vint à M. Luzatti alors qu'il n'était pas encore membre du gouvernement italien et à cet effet il eut un entretien avec M. Barrère, ambassadeur de France, en février 1902 (3). Se rencontrant en septembre à Cologne avec M. Arthur Fontaine, directeur du travail en France lors de la deuxième réunion de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, M. Luzatti revint sur la question et les préliminaires officieux s'en trouvèrent fort avancés.

1. V. en ce sens les résolutions prises par la réunion des délégués de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, réunion qui se tint à Lucerne en septembre 1908. *Bulletin du comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales*, 1908, p. 514.

2. V. l'ensemble de la section la thèse déjà citée de M. Dugarçon, dont nous avons largement mis à contribution la très complète étude.

3. V. *ibid.*, p. 58

L'on savait le gouvernement français favorable, car M. Millerand, répondant à la tribune du Sénat, le 26 mai 1900, à une demande de M. Waddington, s'était déclaré partisan de ce nouveau genre de convention internationale. D'autre part le gouvernement italien s'était ému de la situation défavorable faite à ses ressortissants, victimes en France d'accidents du travail, par la loi du 9 avril 1898 et M. Luzatti s'était fait à la Chambre l'écho de ces craintes (1).

Néanmoins ce ne fut qu'au mois de novembre 1903 que M. Luzatti étant ministre du Trésor dans le cabinet Giolitti, l'on estima pouvoir aboutir ; M. Delcassé avait alors en France le portefeuille des Affaires étrangères et M. Trouillot celui du commerce. M. Fontaine fut dépêché auprès de M. Barrère ; les négociations officielles commencèrent en janvier 1904 et c'est ainsi que le 22 mars M. Trouillot pouvait répondre à M. Waddington, qui appelait l'attention du gouvernement sur la protection des travailleurs, par l'annonce d'un traité de ce genre presque conclu avec l'Italie. En effet moins d'un mois après, l'accord était signé (15 avril 1904), entre M. Luzatti, ministre du Trésor, M. Rava, ministre de l'Agriculture, et le comte Enrico Stelluti Scala, pour l'Italie, et MM. Barrère, ambassadeur, et A. Fontaine, directeur du Travail, pour la France.

1. V. Dugarçon, *loc. cit.*, p. 59 et Raynaud, *Le droit international ouvrier*, pp. 74 et 75.

D'après l'article 8 de la loi française du 15 juillet 1875, l'on se trouvait dans l'hypothèse où il suffit comme ratification d'un décret du président de la République : ce décret fut promulgué le 8 octobre 1904. En Italie, un projet de loi donnant effet à la convention fut déposé à la Chambre, qui le discuta les 29 et 30 juin 1904 : adopté, il fut l'objet d'un vote favorable du Sénat le 6 juillet 1904. Finalement les ratifications furent échangées à Rome le 24 septembre 1904 (1).

§ 1. — Esprit de la convention du 15 avril 1904

Le traité franco-italien mérite une étude toute spéciale, et par la nouveauté de son objet, et par l'ampleur que lui donnent les arrangements postérieurs, qui se sont greffés sur lui. Voyons brièvement les motifs qui l'ont inspiré avant de nous cantonner dans les dispositions qu'il porte au paragraphe *d* de son article 1.

L'Italie se préoccupait tout d'abord de protéger ses 230.000 nationaux travaillant en France tant au point de vue des accidents du travail qu'à celui des retraites ouvrières (2). D'autre part la France, dont les ouvriers n'atteignaient pas au delà des Alpes le chiffre de 2.000 (3), ne pouvait conclure d'accord réciproque sur

1. V. Dugarçon, *idem*, pp. 62-63. — Raynaud, *ibid*.

2. V. Dugarçon, *loc. cit.*, p. 150.

3. En Italie on compte 61.000 étrangers avec 8.760 Français tandis

une semblable base ; il fallait rétablir l'équilibre à son profit et c'est pourquoi notre gouvernement avait en 1901 refusé un avant projet de M. Luzatti ne portant que sur les accidents du travail. Fallait-il nous accorder en retour des avantages commerciaux ? C'était, comme le disait en 1904 à Bâle M. Millerand, augmenter la complexité d'une question déjà malaisée à résoudre et faire reposer la concurrence sur des conditions inhumanes de travail. En outre, l'effet moral de la convention se trouvait ainsi détruit aux yeux de la classe ouvrière : elle n'y aurait plus vu qu'une garantie d'intérêts commerciaux et non la preuve de la sollicitude des deux gouvernements à son égard.

Cette solution repoussée, restait pourtant un terrain d'entente : celui de la protection ouvrière, dont l'absence en Italie constituait un avantage marqué pour l'industrie de ce pays. Rien d'étonnant d'ailleurs dans cette situation, car nous nous trouvons en présence d'un pays en grande partie agricole, où les capitaux sont chers, l'escompte élevé, les impôts lourds. De ce fait l'industriel italien, employant des femmes et des enfants, prolongeant les heures de travail, n'accordant pas le repos hebdomadaire, voyait d'autant ses frais généraux réduits et pouvait vendre à meilleur marché que nos compatriotes. L'établissement de la protection

qu'en France il y a 230.000 Italiens sur 270.000 étrangers recensés ; près de 6.000 Français résidant en Italie ne s'y livrent à aucun métier, (différence de population ouvrière de près de 270 0/0). *Ibid.*

ouvrière se trouvait donc tout indiqué comme contrepartie des avantages accordés par la France en matière d'assurance sociale. Une réciprocité de concessions s'établissait entre les deux pays, réciprocité permettant d'adapter à la situation économique générale les dispositions à l'égard des ouvriers étrangers. Comme le dit M. Fontaine, c'est :

« Une liaison d'intérêts, qu'essaie de réaliser la convention sans pour cela faire bon marché de la protection ouvrière nationale : elle stipule une série de choses justes en elles-mêmes, que chaque peuple avait inscrites à son programme, à plus ou moins lointaine échéance, et dont la réalisation est facilitée par l'accord » (1).

La convention se compose donc de deux parties (cela se trouve formellement indiqué dans un préambule solennel) : l'une concernant l'épargne et les assurances sociales, l'autre la protection ouvrière et la législation du travail ; elles ne font d'ailleurs qu'énoncer des principes destinés à servir de base à de futures négociations et n'établissent aucune réglementation positive.

Laissons de côté les dispositions relatives aux transferts gratuits des fonds réciproquement déposés dans certaines caisses par les nationaux des deux pays et aux facilités données de même pour certains versements

1. V. Dugarçon, *loc. cit.*, p. 62, et Raynaud, *ibid.*

et ne retenons dans l'article 1 de la convention que le paragraphe *d*. Ce paragraphe touche seul en effet aux accidents du travail, tandis que celui qui le précède s'occupe des retraites ouvrières et le paragraphe *e* du chômage ; ils ne peuvent donc nous intéresser (1).

Notons, avant d'étudier les arrangements stipulés à l'article 1 § *d*, que leur durée est de cinq années au bout desquelles la dénonciation est soumise aux formes suivantes :

« Les deux parties devront se prévenir mutuellement une année à l'avance si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an par tacite reconduction (art. 1 § *f*). »

Quant à la faculté de dénonciation concernant toute la convention, elle se trouve inscrite à l'article 5 (2).

§ 2. — L'article 1 § *d* de l'accord franco-italien

La situation juridique des ouvriers français et italiens s'en trouvait notablement modifiée, car, tout en étant fondées sur le risque professionnel, les législations des

1. V. le texte de la convention dans notre Appendice n° 1.

2. *Ibid.*

deux pays diffèrent sensiblement en matière de réparation d'accidents du travail.

a) En France, comme nous l'avons vu (1), les ouvriers étrangers sont tenus dans une condition bien inférieure à celle des nationaux : il est inutile de revenir ici sur la situation que leur fait l'article 3 §§ 13, 14, 15 et 16 de la loi du 9 avril 1898, modifiée le 31 mars 1905, puisque la question a fait l'objet d'un chapitre détaillé de notre deuxième partie.

b) En Italie (2), depuis la loi du 17 avril 1898, complétée par celle du 23 juin 1903 et codifiée par décret du 31 juin 1904, l'ouvrier indigène est complètement assimilé à l'étranger ; nous savons d'ailleurs que l'indemnité qui leur est allouée revêt toujours la forme d'un capital, ce qui supprime nombre de difficultés au cas de modifications postérieures.

Dès lors le travailleur français n'était en butte à aucune mesure d'exception, s'il était victime d'un accident en Italie, tandis qu'en France les Italiens se voyaient, en semblables circonstances, frappés par la rigueur des textes législatifs, C'était une inégalité choquante contre laquelle la convention de 1904 a voulu réagir.

Voici le texte de l'article 1 § d :

« Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes en France d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail,

1. V. ci-dessus notre seconde partie, chap. I.

2. V. ci-dessus notre seconde partie, chap. II, titre III, sect. III.

ainsi que leurs représentants résidant en France, auront droit aux mêmes indemnités que les Français et réciproquement.

Les Italiens bénéficiaires de rentes cessant de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résideraient pas en France au moment de l'accident, auront droit à des indemnités à déterminer. Les capitaux constitutifs de ces indemnités évalués d'après un tarif annexé à l'arrangement pourront être versés à la Caisse nationale italienne de prévoyance, à charge par elle d'assurer le service des rentes. La Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents du travail acceptera également, suivant tarif conventionnel, pour le risque d'indemnité aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, les réassurances des assureurs français désireux de se décharger éventuellement de toutes recherches et démarches à cet égard. Des avantages équivalents seront réservés, par réciprocité, pour les Français victimes d'accidents du travail en Italie » (1).

C'était la mise à exécution du projet de loi français devenu la loi du 31 mars 1905 et s'inspirant du principe de réciprocité. L'alinéa 1.^{er} n'a guère d'utilité : il ne fait que constater l'idée inspiratrice de l'accord ; quant au second, il détermine la somme des progrès accomplis en décidant que toutes les dispositions restrictives du droit d'indemnisation des ouvriers italiens

1. Voir ci-dessous notre Appendice n° 1.

se trouvent supprimées par l'effet de la convention. Les réparations à leur accorder ne sont pas spécifiées et c'est d'une façon explicite que l'on prévoit les arrangements futurs qui devront intervenir pour rendre le traité efficace. Remarquons qu'il n'est pas parlé des Français victimes d'accidents du travail en Italie, ceci par la raison toute simple que la loi de ce pays les met absolument sur le même pied que les nationaux.

L'avant-dernier alinéa du paragraphe *d* offre aux patrons français la plus grande facilité pour constituer le capital des rentes éventuelles à servir aux représentants résidant dans l'autre pays ; il en est de même (al. 3) pour les indemnités dues aux ouvriers blessés ; les établissements ainsi désignés sont respectivement : la Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents et la Caisse nationale italienne de prévoyance. Enfin l'alinéa final stipule la réciprocité pour les Français victimes d'accidents en Italie.

§ 3. — Arrangements de 1906 et 1907 venant compléter la Convention de 1904

I. — Conformément aux deux premiers alinéas du paragraphe *d*, les deux gouvernements ont engagé des pourparlers au sujet des indemnités à accorder et l'arrangement qui en est résulté a été signé à Paris, le 9 juin 1906 (1).

1. V. texte ci-dessous à l'appendice n° II. — V. Châtelain, *loc. cit.*, pp. 219-225.

L'article 1 est ainsi conçu :

« Les ouvriers ou employés de nationalité italienne, victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française, ou à leurs représentants, et réciproquement ».

Quant à l'article 2, il décide que :

« Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayants droit qui ne résident pas sur le territoire du pays au moment où s'est produit l'accident ou qui ont postérieurement cessé d'y résider ».

C'est en résumé l'assimilation pleine et entière des nationaux et des étrangers dans les deux pays, ce qui ne modifiait en rien le droit italien mais faisait disparaître les textes d'exception de l'article 3 de notre loi de 1898. La réciprocité aurait pu être plus clairement indiquée, et, comme le fait remarquer M. Fron⁽¹⁾, la structure des conventions franco-belge et franco-luxembourgeoise, alors signées, était bien mieux comprise.

1. V. Fron. « Des conventions diplomatiques relatives à l'application des lois sur les accidents du travail intervenues entre la France, la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et l'Italie. » *Nouvelle Revue pratique de droit international privé*, 1907, p. 145.

L'accord continue en disant que si l'accident donne lieu à enquête, l'autorité consulaire compétente doit être immédiatement avisée de la clôture de cette enquête afin de pouvoir prendre toutes les mesures nécessaires dans l'intérêt de la victime et de ses ayants droit. (Art. 3.) Si l'ouvrier ou ses ayants droit regagnent leur patrie, les chefs d'assurance ou les assureurs de chaque pays pourront se libérer des arrérages de rentes ou des indemnités dues en les versant chez le consul compétent, qui les fera parvenir à leurs destinataires dont ils devront justifier de l'existence. (Art. 4.)

Les assureurs français, désireux de se décharger de tout ennui relatif aux réparations d'accidents envers des travailleurs italiens, n'auront qu'à s'assurer à la Caisse nationale italienne contre les accidents ; le tarif de ces assurances est provisoirement établi en attendant que les administrations aient pu recueillir les données techniques nécessaires pour lui donner une base scientifique. (Art. 5.) Les rentes des ouvriers italiens ou de leurs représentants constituées à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse pourront leur être, sur leur demande, versées par la Caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse, qui devra alors être couverte par l'envoi trimestriel des arrérages échus, fait par la Caisse nationale française des retraites pour la vieillesse. (Art. 6.) Cette dernière pourra d'ailleurs se libérer des rentes dont la quotité est devenue définitive par le versement en capital de leur va-

leur à la Caisse nationale italienne de prévoyance..., etc.

Pour les rentes dues à des Français par des patrons italiens et versées à la Caisse nationale italienne... etc., ces sommes seront envoyées aux ayants droit par mandats postaux ; le versement en capital des rentes dont la quotité est devenue définitive se fait dans les formes de l'article 6 ou à peu de choses près. (Art. 7.)

Les mandats postaux précédemment cités et les envois de fonds effectués entre les deux caisses sont soumis aux prescriptions indiquées dans un arrangement, signé entre la France et l'Italie le 20 janvier 1906 ; ils ont lieu sous forme de mandats d'office, ce qui est une dérogation à l'accord international de Washington, dont l'étude ne peut prendre place ici (art. 8) (1).

Quant à l'article 9, il stipule la modification toujours possible des tarifs établis par les deux caisses nationales, tarifs cités plus haut.

Les deux pays s'accordent réciproquement, ce qui est une clause de style, les exemptions et les avantages fiscaux en usage dans chacun d'eux en matière d'accidents du travail ; ils conviennent en outre de suspendre, en cas de force majeure, les effets de l'arrangement relativement aux services confiés aux caisses nationales des deux pays en prévenant l'autre Etat par voie diplomatique (art. 10 et 12).

1. Châtelain, *loc. cit.*, p. 221.

L'article 11 prévoyait l'hypothèse spéciale où l'ouvrier italien ne possédant pas de résidence en France ferait appel au fonds de garantie institué par la loi française pour obtenir le service de la rente qui lui est due ; l'indemnitaire en question devra s'adresser par exception à l'autorité consulaire italienne dont les pouvoirs devront s'exercer dans des conditions à fixer ultérieurement par les administrations compétentes des deux pays.

Ces dernières administrations détermineront de même les justifications à produire dans les cas prévus aux articles 4, 5, 6 et 7 du présent arrangement ; ainsi que les conditions d'application desdits articles aux bénéficiaires de rentes résidant ailleurs qu'en France ou en Italie ; enfin elles arrêteront toutes les mesures de détails nécessaires à l'exécution de la convention dont nous nous occupons.

Sauf le cas prévu à l'article 5 du traité franco-italien du 15 avril 1904, au sujet de la mise en vigueur de la protection ouvrière en Italie, l'accord du 9 janvier 1906 aura plein effet pour une durée de cinq années une fois que les lois constitutionnelles de chaque pays l'auront approuvé et promulgué. A la fin de cette période il se prolongera par tacite reconduction d'année en année, l'Etat qui voudrait le dénoncer devant prévenir son co-contractant un an d'avance. Si l'on en vient à cette éventualité :

« L'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs pour tous les accidents survenus jusqu'à son expiration ; il cessera au contraire d'avoir effet dès cette expiration en ce qui concerne les attributions dévolues aux autorités consulaires et les obligations ou facultés prévues par les caisses nationales des deux pays, sauf le règlement de compte alors en cours entre elles et le service de tous les arrérages des rentes dont elles auraient antérieurement reçu les capitaux constitutifs (art. 14 et 15) » (1).

La note suivante fut annexée à la convention :

« Par application de l'article 14, il est convenu que les articles 1, 2 et 3 entreront en vigueur trois mois après la promulgation de l'arrangement dans les deux pays. En ce qui concerne l'article 10, il doit être entendu que l'un des deux Etats contractants ne pourra jamais être obligé de faire l'avance de frais quelconques à l'occasion de procédure ou d'instances suivies dans l'autre pays (2). »

En France, l'intervention d'une loi portant ratification de l'entente était la conséquence des mesures de tutelle administrative et des questions d'ordre financier mises en œuvre ; l'article 8 la rendait d'ailleurs nécessaire par la dérogation qu'il apportait à l'arrangement international de Washington ainsi que nous l'avons dit.

1. V. texte, *loc. cit.*

2. V. *Bulletin du Comité permanent des congrès, etc.*, 1907, p. 244.

Le 12 novembre 1906 fut donc déposé à la Chambre un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier et à faire exécuter l'accord du 9 juin 1906. Renvoyé à la commission de prévoyance et d'assurance sociale, il fut l'objet d'un rapport de M. Puech, déposé le 9 février 1907, qui, finalement adopté par les deux Chambres, devint la loi du 3 juin 1907 (*Journal officiel* du 4). Le décret d'exécution portant la date du 13 juillet 1907 parut au *Journal officiel* le 26 (1). Pour l'Italie, la promulgation est du 1^{er} août 1907. L'entrée en vigueur des trois premiers articles du traité fut fixée au 1^{er} novembre (2).

L'arrangement du 9 juin 1906 dénommé « Arrangement conclu entre la France et l'Italie concernant la réparation des accidents du travail survenus à leurs nationaux dans les deux pays » est signé pour la France de MM. Bourgeois et Doumergue et pour l'Italie de MM. G. Tornielli et V. Magaldi.

Remarquons que ni en 1904 ni en 1906 l'on n'a prévu l'hypothèse de la coexistence d'ayants droit résidant les uns en France les autres en Italie lors de la survenance de l'accident. L'on pourrait se demander si les droits de ces derniers, en tant qu'accordés par la convention, sont égaux à ceux des premiers qui proviennent de la loi : la réponse est de toute évidence affirma-

1. V. Châtelain, *loc. cit.*, p. 225.

2. V. circulaire du garde des Sceaux aux procureurs généraux du 31 octobre 1907. *Bulletin du ministère de la Justice*, 1907, p. 197.

tive, car l'entente a pour but d'assimiler les ayants droit des ouvriers italiens à ceux de nos nationaux.

II. — Il nous faut maintenant brièvement examiner l'accord pris tout récemment en exécution de l'article 13 de celui de 1906, d'après lequel les administrations compétentes des deux pays arrêteraient en commun certaines dispositions. Le 19 décembre 1907, fut signé « un règlement pour l'exécution de l'arrangement signé le 9 juin 1906 » (1).

L'article 1 énumère les mentions que doit porter l'avis de clôture d'enquête adressé à l'autorité consulaire, celle-ci devant alors se mettre en rapport avec les intéressés pour sauvegarder leurs droits. Quant à l'article 2, il traite des formalités à remplir par les débiteurs de rentes désirant user de la faculté comprise dans l'article 4 de l'arrangement de 1906, c'est-à-dire se libérer entre les mains de l'autorité consulaire des arrérages des rentes et des indemnités dues par eux : de même, l'article 3 indique aux indemnitaires la marche à suivre pour profiter de l'entente de 1906 ; il se continue par les conditions et les formes de ce bénéfice. (Voir le texte, trop long pour être rapporté ici.)

Puis viennent successivement 1° la réglementation de la demande et des formes nécessaires aux versements à faire par la caisse nationale française pour les rentes à quotité devenue définitive d'après l'article 6 alinéa 2,

1. V. le texte ci-dessous : Appendice n° III.

de l'accord de 1906 (art. 4) ; 2^o l'indication des formalités à remplir par les ouvriers français pour recevoir leurs arrérages selon que le capital a été constitué à la Caisse nationale italienne, qu'elle s'est libérée en le versant (dans le cas de rentes dont la quotité est devenue définitive) à la Caisse nationale française, ou qu'elle a fait un versement global à la Caisse des dépôts et consignations (art. 5, 6 et 7).

L'article 8 soumet aux règlements respectifs des paiements à effectuer à leurs nationaux ceux à acquitter par les deux caisses nationales envers les victimes d'accidents ou leurs représentants résidant ailleurs qu'en France et en Italie. Les articles 6 et 7 de l'arrangement de 1906 trouvent le décompte de leurs opérations prévu par l'article 9 du présent règlement ; quant à l'article 10, il détermine la forme des déclarations prévues à l'article 11 de l'arrangement. Notons enfin que la langue courante est le français (art. 11) et que :

« L'article 4 et les articles 6 et suivants de l'arrangement du 9 juin 1906 seront mis en exécution le 1^{er} janvier 1908 ainsi que le présent règlement, lequel aura la même durée que l'arrangement sous réserve des modifications qui pourraient à toute époque y être apportées d'un commun accord par les administrations des deux pays. L'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 ne deviendra applicable qu'à l'époque ultérieurement déterminée par les administrations

compétentes des deux pays dès qu'elles auront pu concerter les conditions d'exécution dudit article (1). »

Avant de terminer sur les ententes conclues entre l'Italie et la France, il nous faut noter certaines difficultés auxquelles ont donné lieu plusieurs passages de l'arrangement du 9 juin 1906 (2).

Que décider tout d'abord pour les ouvriers italiens qui, blessés avant la mise en vigueur de cet arrangement, cessèrent dès ce moment de résider en France ? Devait-on les traiter comme assimilés désormais aux ouvriers français ou restaient-ils soumis à la loi de 1898 ? Les employeurs et les établissements d'assurance se prononcèrent en ce sens, soutenant que la convention franco-italienne n'avait pas d'effet rétroactif et que rien dans sa rédaction n'autorisait à lui en donner.

M. Sicoré est d'avis qu'il s'agit dans l'article 3 de la loi de 1898 d'une simple faculté abstraite, qu'aucun fait acquisitif déterminé n'a transformé : dès lors, estime-t-il, rien n'empêche la rétroactivité de la convention, puisqu'il n'y a pas encore de droit légitimement acquis en vertu des lois existantes. A quel moment cette faculté abstraite de l'article 3 se transforme-t-elle donc en droit acquis ? Quand se constitue-

1. V. le texte, *loc. cit.*

2. V. M. Sicoré, *De l'application de l'arrangement franco-italien relatif aux accidents du travail*. Clumet, 1909, pp. 68 et suiv.

t-il un rapport juridique entre le sujet du droit (le patron) et son objet (le rachat) ? Ceci établi, nous saurons si les ouvriers dont nous parlons peuvent se prévaloir des dispositions édictées en 1906.

D'après les assureurs, ce fait acquisitif se placerait à l'époque de l'accident : « L'erreur de ce raisonnement est évidente » nous dit l'auteur dont nous suivons le raisonnement et c'est aussi notre opinion. L'accident crée une relation juridique incontestable qui est l'obligation du patron à indemniser le blessé et cela sans distinction de nationalité. Le rachat de la rente reste tout à fait abstrait et n'importe réellement qu'au moment où l'ouvrier italien quitte le territoire français, acte qui donne à l'article 3 son caractère de droit acquis et va nous fournir la solution que nous poursuivons.

« Ce fait acquisitif n'en est plus un, aux termes de la loi nouvelle (puisqu'il se produit après la mise en vigueur (1) de la convention) car celle-ci a rendu l'acquisition du droit impossible en supprimant la faculté abstraite qui était le moyen d'acquérir ce droit. Donc, point de déchéance, puisque le patron n'a jamais eu et ne peut plus avoir le droit de lui racheter sa rente (2). »

La solution est tout autre quand l'ouvrier a quitté la France avant la mise en vigueur de la convention : le patron a légalement acquis le droit au rachat et le prin-

1. Le 1^{er} novembre 1907.

2. V. Sioré, *loc. cit.*, p. 72.

cipe de la non-rétroactivité s'oppose à toute réclamation nouvelle de l'ouvrier. Il en est de même des ayants droit de l'ouvrier victime d'accident, celui-ci constitue alors le fait acquisitif du droit, et s'il a eu lieu avant le 1^{er} novembre 1907, les représentants vont se heurter au principe de la non-rétroactivité au cas où ils résidaient à cette époque en Italie.

§ 4. — **Appréciation de la convention franco-italienne**

Les accords étudiés dans le paragraphe précédent n'ont fait que préciser le traité franco-italien sans rien ajouter à ses prévisions. Ceci posé, voyons les objections soulevées par la convention de 1904.

Violamment attaquée tout d'abord, elle donna lieu à de nombreuses critiques (1) formulées par exemple au cours d'une étude du baron de Béthune aux *Débats* et d'un article de M. Y. Guyot dans la *Revue de droit international et de législation comparée* (2).

L'Italie, disait-on, avait tout avantage, au point de vue économique, à voir ses nationaux assimilés chez nous aux ouvriers français ; plus de 250.000 Italiens travaillent en effet en France, tandis qu'il se trouve à peine en Italie 10.000 salariés français. Les accidents

1. V. Dugarçon, *loc. cit.*, pp. 148 et suiv.

2. V. *Journal des Débats* du 20 mars 1905 et *Revue de droit international et de législation comparée*, 1904, pp. 359 et suiv.

du travail et la participation aux indemnités qui en sont la conséquence devaient donc exciter au plus haut point l'intérêt de l'Italie. Il en était d'ailleurs de même pour la gratuité des transferts de fonds et la possibilité de verser les capitaux dus à la caisse d'épargne française. La France accordait donc bien plus qu'elle ne recevait.

D'autre part, n'y avait-il pas un danger politique dans le fait que l'Italie s'était engagée vis-à-vis de la France à améliorer sa législation ouvrière ; cette dernière n'allait-elle pas s'ingérer dans la politique intérieure de la première ? N'était-ce pas créer des rapports policiers entre les deux pays ?

Ne citons que pour mémoire le regret exprimé par M. Y. Guyot, de constater l'élan ainsi donné à la protection ouvrière officielle. Sans tomber dans le socialisme gouvernemental, nous estimons qu'il est de toute justice que la loi vienne secourir l'ouvrier quand sa santé ou sa vie sont menacées par la concurrence industrielle et l'exploitation outrancière de la main-d'œuvre. Quant au reproche d'inutilité adressé aux ententes concernant les accidents du travail, les faits se sont largement chargés de le démentir. Le principe posé en 1904 a pris vie et la réparation des dommages éprouvés est maintenant réglementée jusque dans ses moindres détails.

Reprenons les deux premières critiques :

I. — Il est faux de dire que toutes les concessions

viennent de la France et que seule l'Italie profite de la convention ; notre pays trouve son avantage dans la diminution de la concurrence qu'entraîne la protection ouvrière que le gouvernement s'engage à établir.

Quant au droit de contrôle réciproque que suppose le traité, il est tout à fait volontaire et n'entraîne nullement de restrictions au principe de la souveraineté des Etats (1). En limitant ainsi leur liberté, ils ne font qu'obéir à leur véritable intérêt, que reconnaître « l'interdépendance sociale » dans les pays civilisés, suivant le mot de M. Pic (2).

La convention n'est d'ailleurs pas dépourvue de sanction ; elle renferme en effet la clause de dénonciation qui, très énergique, suffira dans la plupart des cas.

II. — L'entente de 1904 marque, au point de vue politique, le terme d'un rapprochement commencé le 25 novembre 1898 par un traité de commerce et continué le 15 décembre 1903 par un traité d'arbitrage. C'est donc un heureux résultat et nous n'y voyons aucun indice de la pression d'une des parties sur l'autre (3).

La convention est-elle donc sans défauts ? non sans doute : elle contient de très importantes lacunes.

Laissons de côté les questions d'assistance médi-

1. V. pour plus de détails Dugarçon, *loc. cit.*, p. 156.

2. Pic. « La convention franco-italienne du travail ». *Revue générale de droit international public*, 1904, p. 515 (ici p. 530).

3. V. Dugarçon, *loc. cit.*, p. 157.

cale (1) et de groupements professionnels des étrangers, questions qu'auraient pu prévoir les diplomates et sur lesquelles ils n'ont pas statué, et occupons-nous exclusivement des conflits de lois en matière d'assurance-accident. Il eût été facile de décider qu'au cas où ceux-ci surviennent à l'étranger ce serait toujours la même loi qui serait applicable, que ce soit celle du lieu de l'accident, celle du contrat ou plutôt celle du pays dans lequel s'effectuait le travail normal de la victime. Par suite de la mobilité de l'œuvre industrielle, l'ouvrier se trouve exposé, tantôt sur un territoire et tantôt sur un autre, et il est bon de le soumettre à la continuité d'un même risque professionnel qui le suit dans ses déplacements successifs. L'unité de législation est le seul moyen d'éviter de nombreuses contestations et d'assurer d'une façon certaine l'indemnisation des dommages subis. Comment n'y a-t-on pas songé ici, alors que l'on s'efforçait de solutionner selon l'équité les divergences entre ouvriers français et italiens ?

Toutefois, malgré ses imperfections, la convention franco-italienne n'en a pas moins ouvert une voie féconde à la réglementation internationale des accidents du travail et à une foule d'autres questions. Elle a posé les règles générales de la réciprocité diplomatique et a stipulé l'étude et la conclusion ultérieure d'arrange-

1. Nous avons des traités en ce sens avec Brême et la Suisse. Raynaud, *loc. cit.*, p. 77.

ments spéciaux. Nous avons vu celui du 9 juin 1906 complété lui-même par le règlement de 1907, mais, en dehors de notre sujet, un arrangement relatif à l'échange des livrets entre les caisses d'épargne des deux pays se trouve annexé au traité même de 1904. Plus récemment, un accord concernant les transferts de fonds entre les caisses ordinaires des deux pays, qui voudraient organiser pareil service dans les grands centres ou les villes frontières, a été signé à Paris le 20 janvier 1906 ; enfin, il en est un autre en préparation dans lequel l'on traite de l'identité des jeunes ouvriers italiens quant à leur âge d'admission au travail dans les usines françaises (1).

En résumé, la convention du 15 avril 1904 a eu la plus heureuse influence sur les rapports des deux pays ; bien plus, sa portée s'est étendue à toute l'Europe ; partout, on l'a saluée comme ouvrant une ère nouvelle dans la réglementation internationale du travail et son exemple n'a pas tardé à être suivi, comme nous allons le voir par la suite.

SECTION II

CLAUSE DU TRAITÉ DE COMMERCE ITALO-SUISSE DU 13 JUILLET 1904

Quelques mois après l'accord précédent, l'assimilation concernant la protection ouvrière des indigènes et

1. *Archives diplomatiques*, 1906, t. XCVII, p. 147.

des étrangers fut de nouveau rappelée dans un document international. C'était encore par rapport à l'Italie, dont nous connaissons tout l'intérêt à réclamer le bénéfice de la législation sociale des nations voisines en faveur de ses nombreux émigrants. Le 15 avril 1904, elle avait équilibré les avantages reçus en s'engageant à réaliser une protection effective des travailleurs ; ici, le 13 juillet, elle profita d'un traité commercial pour faire reconnaître le principe d'une réciprocité prochaine en matière d'assurance ouvrière.

C'est dans l'article 17 que se trouve la disposition qui nous intéresse et dont voici le texte :

« Les parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers italiens en Suisse et des ouvriers suisses en Italie à l'égard des assurances ouvrières dans le but d'assurer par des arrangements opportuns aux ouvriers des nations respectives dans l'autre pays, un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents.

« Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par acte séparé (1). »

Ratifiée le 15 décembre 1904, la convention le fut le 22 par la Suisse ; tout en ne prévoyant que la possibilité d'ententes futures, le principe en était posé, ce qui témoignait du réel travail qui s'opérait dans les esprits

depuis le traité franco-italien. Toutefois, les accords prévus n'ont pas encore eu lieu et l'article 17 est resté lettre morte.

SECTION III

CLAUSE DU TRAITÉ DE COMMERCE ITALO-ALLEMAND DU 3 DÉCEMBRE 1904

L'année 1904 a enfin vu se former un arrangement pareil, stipulé encore par l'Italie (les travailleurs de ce pays étant en effet très nombreux en Allemagne, surtout en Bavière, au Wurtemberg, dans le grand duché de Bade), le traité du 3 décembre 1904, qui devient l'article 2 *a* de celui de 1891 et dont le texte copie celui de la convention italo-suisse (1).

C'est le même principe relatif à la conclusion d'ententes à venir et la même absence de réalisation pratique pour l'instant; nous ne nous y arrêterons donc pas et nous allons passer à la troisième et dernière clause de ce genre.

SECTION IV

CLAUSE DU TRAITÉ AUSTRO-ALLEMAND DU 19 JANVIER 1905

De fréquents rapports ont lieu entre les deux pays et bien que d'après la législation allemande certains

1. V. le texte dans notre Appendice, n° V.

districts autrichiens fussent assimilés au territoire de l'Empire, la plupart des ouvriers de cette nationalité se trouvaient soumis à des mesures d'exception ; il en était à peu près de même des salariés allemands en Autriche et c'est pourquoi, prenant occasion d'un traité de commerce, les deux puissances ont posé entre elles le principe de la protection ouvrière internationale.

Le texte auquel nous faisons allusion se trouve dans l'article 6 du traité de commerce du 19 janvier 1905, traité additionnel à celui du 6 décembre 1891 (1). Il est identique à ceux que nous avons déjà vus, et comme eux ne comporte aucune application effective. Ce n'est pas qu'on ne le souhaite vivement et à cet égard voici un extrait des délibérations de la 21^e assemblée de la « Corporation professionnelle de la navigation intérieure de l'Allemagne occidentale », en date du 27 juin 1907 (2).

Le comité de la corporation y est prié d'agir auprès du gouvernement pour que ce dernier fasse promptement aboutir un projet de convention avec l'Autriche-Hongrie, convention se rapportant à l'assurance réciproque des accidents survenant aux nationaux de l'un des deux pays dans l'autre. Le vœu réclamait que les établissements de chaque nation ne soient soumis qu'à l'assurance-accident de l'Etat où ils ont leur siège (obli-

1. V. le texte dans notre Appendice, n° VI.

2. V. ce vœu émis à Mannheim, dans le *Bulletin de l'Office international du travail*, 1907, p. 394.

gés qu'ils sont à la double assurance) et qu'ils s'aident mutuellement pour tout ce qui concerne les victimes d'accidents.

Rien n'a pourtant été fait et ce n'est qu'en théorie qu'existe la réciprocité des réparations.

SECTION V

CONVENTION ENTRE LE LUXEMBOURG ET LA BELGIQUE DU 15 AVRIL 1905

C'est à propos de l'accord franco-italien que des députés de divers partis soulevèrent à la Chambre belge le problème de la législation internationale du travail. Répondant aux questions posées, le baron de Béthune déclara dans son rapport sur le budget des Affaires étrangères que, si les projets ébauchés à Berlin en 1890 furent en grande partie purement platoniques, la convention de 1904 était au contraire un premier pas dans une voie large et généreuse que le gouvernement belge ne négligerait point ; il s'en occupait d'ailleurs et cherchait à régler conventionnellement avec les pays limitrophes la question des accidents du travail, à tel point qu'une entente facilitée par la nouvelle loi si libérale du 24 décembre 1903 était imminente avec le Luxembourg.

Cette entente fut conclue le 15 avril 1905 (1). Elle

1. V. le texte dans notre Appendice, n° VII.

débute en forme solennelle et se base sur le désir d'assurer aux ressortissants de chacun des Etats dans l'autre le bénéfice de la législation en vigueur sur les accidents survenus pendant le travail (1). Nous savons qu'en Belgique c'est l'assimilation pleine et entière entre étrangers et nationaux, tandis qu'au Luxembourg existe un système de réciprocité inverse en quelque sorte : inutile par conséquent d'y revenir.

L'article 1 et l'article 4 établissent l'égalité de traitement entre les ouvriers des deux pays ou leurs assimilés, victimes d'accidents sur le territoire de celui à la nationalité duquel ils n'appartiennent pas ; le même bénéfice est aussi stipulé pour les ayants droit.

Quant à l'article 2, il décide que :

« Il sera cependant fait exception à la règle précédente lorsqu'il s'agira d'ouvriers sans distinction de nationalité, qui sont occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant six mois au plus sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais qui sont attachés à une entreprise située sur le territoire de l'autre Etat, auquel cas la législation de ce dernier Etat sera seule applicable (2). »

Ceci concerne principalement les ouvriers des compagnies de transports que leur service appelle plus ou moins longtemps de l'autre côté de la frontière ; il en est aussi de même de certaines catégories d'ouvriers de l'industrie, auxquels l'on pensait plutôt.

1. V. Saint-Albin, *loc. cit.*, p. 131.

2. V. texte, *ibid.*

La Belgique et le Luxembourg s'accordent réciproquement à l'égard des accidents du travail les exemptions prononcées par leurs lois respectives en matière d'enregistrement, de timbre et de greffe ainsi que la délivrance gratuite des actes, certificats et documents. (Art. 5.) Les contractants promettent comme d'ordinaire de se prêter mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois sur notre matière ; ils spécifient en outre que leur accord entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par leur législation et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'un d'entre eux l'aura dénoncé. (Art. 6 et 7.)

Cette entente, qui ne changeait en rien les dispositions de la loi belge, modifia au Luxembourg celle du 5 avril 1902 (1) dans ses articles 48-2° et 49 alinéa 4. Signée, pour le grand-duché, du comte Marchant d'Ausembourg et, pour la Belgique, du baron de Favereau ; elle a été ratifiée à Bruxelles le 25 octobre 1905. L'arrêté grand-ducal la publiant et l'approuvant est du 14 novembre.

Bien que ne profitant qu'aux ouvriers luxembourgeois et à leurs ayants droit, ce traité est pourtant remarquable par le fait qu'il inaugure toute une série de conventions spéciales sur un sujet donné de protection ouvrière.

1. V. ci-dessus notre seconde partie, chap. II, tit. I, sect. V.

Notons en terminant qu'une entente additionnelle à celle du 15 avril 1905 a été passée le 22 mai 1906 entre la Belgique et le Luxembourg. Elle ajoute un deuxième alinéa à l'article 2 en disant formellement que c'est à cet article que se trouvent soumis les employés des entreprises de transports. Cet accord, qui comporte les mêmes conditions de valeur, de durée et d'entrée en vigueur que la convention principale, a été approuvé en Belgique par un projet de loi du 20 décembre 1906, voté le 30 (1). Les ratifications furent échangées le 14 janvier 1907.

SECTION VI

CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE LUXEMBOURG DU 2 SEPTEMBRE 1905

Le gouvernement du grand-duché s'était aussi préoccupé du sort fait aux travailleurs allemands sur son territoire, cela dès avril 1903. La genèse du traité se trouve d'ailleurs contenue dans l'exposé des motifs d'un projet de loi luxembourgeoise en date du 24 mars 1905, projet déféré au Conseil d'Etat qui est devenu la loi grand-ducale du 2 septembre 1905 sur les accidents du travail dans les relations internationales.

1. V. *Revue du Travail* publiée par l'Office du Travail de Belgique, 1906, p. 1169.

D'après cet exposé (1) l'arrangement avec l'Allemagne peut s'envisager à deux points de vue différents, patronal et ouvrier.

I. — En premier lieu, il tend à éviter les doubles cotisations frappant 30 à 40 maisons allemandes travaillant passagèrement au Luxembourg et 3 ou 4 maisons luxembourgeoises faisant de même en Allemagne, ce qui est un bienfait pour les organes d'assurance luxembourgeois, qui, tant qu'un accident ne leur est pas signalé, ne touchent pas bon nombre de cotisations.

II. — D'autre part, les ouvriers sont soumis à des dispositions différentes dans les deux pays. L'Allemagne n'assimile pas formellement l'étranger et le national comme le fait l'article 12 § 1 de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902. Les deux gouvernements n'avaient qu'à supprimer réciproquement les articles 48 § 2 de la loi luxembourgeoise, article suspendant le paiement de la pension due à l'ouvrier ou à ses ayants droit, tant que ceux-ci ne résident pas dans le grand-duché, et 21 et 94 § 2 de la loi allemande (2) (le premier de ces textes privant de toute indemnité les représentants d'étrangers qui lors de l'accident ne résidaient pas en Allemagne et le second suspendant pour les mêmes bénéficiaires le paiement de leurs rentes aussi

1. V. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), p. 920, 1905.

2. Nous ne parlons ici que de la loi relative aux accidents industriels et des dispositions que lui emprunte celle des entreprises de construction.

longtemps qu'ils résident hors du territoire). Quant à l'article 49 de la loi luxembourgeoise, il dispose que l'étranger, quittant définitivement le grand-duché, peut être contraint d'accepter comme liquidation de ses droits un capital triple de la rente alors qu'en Allemagne il faut le consentement de l'intéressé (art. 95 § 2) (1).

Dans ce dernier texte, la loi luxembourgeoise se trouve donc plus sévère que la loi allemande, mais, par réciproque, l'ayant cause qui ne résidait pas en Allemagne au moment de l'accident n'a aucun droit à être indemnisé, ce qui n'existe pas au Luxembourg.

En fait, les dispositions d'exception de la loi grand-ducale étaient suspendues à l'égard des travailleurs allemands depuis le 20 mai 1904, qu'ils appartenissent ou non à des entreprises s'étendant passagèrement en Allemagne. D'ailleurs, il en était de même en faveur des ouvriers luxembourgeois et de leurs représentants, d'après les décisions déjà étudiées du Conseil fédéral de l'Empire allemand en date des 13-16 octobre 1900, 4-9 mai 1905 et 4-15 mai 1905 (2).

De tout cela résultait une situation complexe et pour en finir des commissaires furent désignés pour trouver un terrain d'entente, c'était la seule manière de consacrer officiellement l'adoucissement ébauché en faveur

1. V. *ibid.* *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1905, p. 920.

2. V. chap. II de notre seconde partie, tit. I, section I, § 2.

des ouvriers de l'un des deux pays travaillant dans l'autre et réciproquement. Aussi, le 7 avril 1905, le Conseil d'Etat du Luxembourg, statuant sur le projet d'arrangement, en témoignait une vive satisfaction et y trouvait des mesures affirmant le large courant d'opinions qui « efface et atténue dans les rapports sociaux indépendants du monde politique les infériorités juridiques attachées à l'extranéité » (1).

Les pourparlers eurent lieu à Berlin au commencement de janvier 1905, mais la convention ne fut signée que le 2 septembre (2).

D'après l'article 1, et à défaut d'autres accords :

« Les exploitations assurées obligatoirement d'après les lois d'assurance-accident des deux Etats (exception faite pour les exploitations agricoles et forestières) sont soumises, en ce qui concerne les personnes employées, dans la partie de l'exploitation qui étend passagèrement son activité sur le territoire de l'autre Etat et pour toute la durée de cet emploi, à l'assurance-accident de l'Etat dans lequel se trouve le siège de la principale entreprise ou de l'entreprise totale. »

Le Luxembourg obtenait ainsi satisfaction, ayant toujours soutenu ce principe.

Remarquons que par « partie d'exploitation étendant

1. V. avis du Conseil d'Etat du Luxembourg (7 avril 1905). *Revue du droit international privé* (Darras) 1905, p. 925.

2. Chatelain, *loc. cit.*, pp. 203-208.

passagèrement son activité » l'on n'entend que celle dont la durée probable ne dépasse pas six mois, pour chaque partie de l'exploitation ; ce laps de temps est d'ailleurs compté séparément. Doit encore être considéré comme passagèrement occupé le personnel des chemins de fer qui franchit la frontière avec les trains ou qui, sans changer le siège de ses fonctions, est envoyé en cas d'urgence moins de six mois dans le domaine de l'autre Etat ; pareille solution était tout naturellement imposée par la nature de l'entreprise.

L'article 2 réglemeute les conflits pouvant s'élever entre les lois des deux pays et décide, suivant le désir de l'Allemagne (1) que la juridiction compétente appelée à trancher la difficulté en dernier ressort sera celle de l'Etat dans lequel auront été accomplis les travaux de l'exploitation cause du différend. Cette juridiction unique est pour l'Allemagne l'Office impérial des assurances et pour le Luxembourg le gouvernement. La décision rendue, conformément au paragraphe 4, est obligatoire pour les assureurs de l'autre Etat et sert de règle « sans effet rétroactif pour la procédure à suivre et notamment aux questions de contribution, d'indemnité et pour savoir si les organisations dans l'un ou l'autre pays sont compétentes pour le traitement ultérieur de l'affaire ». Tous les intéressés peuvent être entendus avant le prononcé de la sentence et cette der-

1. V. Exposé des motifs luxembourgeois du 24 mars 1905, *loc. cit.*

nière doit leur être signifiée (Art. 2.) S'il s'agit d'accident entraînant indemnisation, c'est le premier assureur saisi valablement qui prend momentanément soin de l'indemnitaire. La charge définitive incombe ensuite à celui désigné comme tel ; il doit l'être à bref délai, car il importe avant tout que la victime de l'accident ne souffre pas de difficultés qui n'atteignent en rien ses droits.

L'article 4 stipule que le passage d'une exploitation de l'assurance-accident d'un des pays à celle de l'autre n'a lieu qu'à la fin de l'exercice courant ; cette mutation peut, après entente, être reportée au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention et les obligations, qui lui sont antérieures, restent à la charge des assureurs primitivement en cause.

Les contractants se promettent mutuellement leurs bons offices et ajoutent que :

« Les mesures précédentes sont applicables à ceux des employés de l'Empire d'Allemagne, de l'un des Etats de l'Union allemande ou d'une circonscription administrative allemande, employés dans les exploitations assurées obligatoirement et de l'espèce désignée à l'article 1, pour lesquels existent toutefois (à la place de l'assurance-accident allemande) des mesures de secours en cas d'accidents, au sens du paragraphe 7 de la loi allemande d'assurance contre les accidents industriels. »

Dans ces cas, à la place de l'administration impé-

riale d'assurance appelée à décider aux termes de l'article 2, prennent la décision, pour les employés impériaux, le chancelier impérial, pour les employés d'Etat et les employés des circonscriptions administratives, l'autorité centrale des Etats particuliers.

Les lois allemandes d'assurance-accident dans leur mise en valeur de tous autres droits, nés d'accidents et fondés d'après elles, sont aussi bien valables pour les recours provoqués par un accident arrivé en territoire luxembourgeois et fondés d'après les lois de ce pays. Quant à l'entrée en vigueur de l'arrangement (art. 7), elle datera du mois suivant sa décision ; en sens inverse, chacune des parties contractantes peut le dénoncer le 1^{er} janvier de chaque année pour le faire cesser le 1^{er} janvier prochain.

Signée de MM. Eyschen (Luxembourg) et Puckler (Allemagne) la convention fut approuvée le 23 septembre 1905 par le Conseil Fédéral de l'empire allemand et le 10 de ce mois par un arrêté grand-ducal (Mémorial du 26). Elle est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1905 (1).

Notons que cette entente vise exclusivement les travailleurs d'un des deux pays en cause employés dans un établissement étendant temporairement son exploitation sur le territoire de l'autre. Ce n'est aucunement l'assimilation pleine et entière entre les ouvriers des deux pays ; il faut qu'ils fassent partie d'industrie s'exerçant suivant un mode déterminé.

1. V. Châtelain, *loc. cit.*, 208.

Le traité est donc très incomplet et les autres ouvriers luxembourgeois sont régis en Allemagne par les ordonnances déjà examinées du Conseil fédéral ; en résumé, les deux états n'ont résolu en 1905 qu'un problème de conflits de lois. La différence est grande avec les accords franco-italien ou belgico-luxembourgeois.

SECTION VII

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE DU 21 FÉVRIER 1906

La France et la Belgique s'étaient déjà entendues pour faire bénéficier leurs nationaux respectifs, travaillant sur le territoire l'une de l'autre, de la faculté d'opérer des versements à leurs caisses d'épargne réciproques ; pareille entente avait eu lieu en matière d'assistance judiciaire. Aussi, M. Rouvier, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, engagea-t-il avec M. Leghait, ministre plénipotentiaire belge à Paris, des négociations relatives à l'indemnisation des ouvriers de chacun des deux pays, victimes dans l'autre d'accidents du travail, négociations qui aboutirent au traité du 21 février 1906 (1).

Toutes les concessions y sont faites par la France, car il ne traite que la question des accidents et nous savons que la Belgique ne distingue pas entre natio-

1. V. le texte dans notre Appendice, n° IX.

naux et étrangers. Mieux vaut du reste un manque de réciprocité que l'intervention des compensations d'un autre ordre d'idées qui ne feraient que compliquer les choses; toutefois, aux avantages accordés ici en matière d'accident, la Belgique eût pu répondre en limitant la journée de travail (1).

Inutile de rappeler les solutions données par les lois belge et française, disons seulement (2) que la Belgique avait le plus grand intérêt à la conclusion d'une convention, étant donné le nombre considérable des travailleurs de ce pays qui trouvent à s'employer sur notre territoire (près de 200.000 environ).

L'article 1 du traité prononce l'admission des ouvriers belges et de leurs ayants droit au traitement de nos nationaux, raison capitale de l'entente; par réciprocité la Belgique accorde le même bénéfice aux Français et à leurs représentants. Font exception à cette règle (d'après l'article 2) : 1° les victimes d'accidents et leurs ayants cause, qui, de nationalité étrangère, sont provisoirement détachés depuis moins de six mois dans le pays où a lieu l'accident, pour le compte d'une entreprise ayant son siège principal dans l'autre Etat; 2° les mêmes personnes qui, attachées à des entreprises de transports, sont occupées de façon intermittente, même

1. V. Dugarçon, *loc. cit.*, p. 165.

2. V. Fron. « Observations sur la convention franco-belge du 21 février 1906. » *Nouvelle Revue pratique de droit international privé*, 1906, p. 295.

habituelle, dans l'Etat qui n'est pas celui de leur entreprise. Cette exception évite les doubles assurances et permet de parer à toute éventualité de conflits de lois, ce qui est indispensable ; c'est en réalité le complément nécessaire de l'article 1.

Quant aux articles 3 et 4, leurs clauses sont de style et spécifient entre les deux pays la délivrance gratuite des actes de procédure et toutes mesures utiles pour faciliter l'exécution de la loi française en Belgique et réciproquement.

Enfin, d'après l'article 5, la convention entrera en vigueur une fois sa publication faite dans les deux pays suivant leurs lois constitutionnelles et sera encore obligatoire une année à partir du jour où l'une des deux parties l'aura dénoncée. Ratifiée à Paris le 17 juin 1906, elle avait reçu force exécutoire en Belgique le 31 mars 1906 (*Moniteur belge* du 14 juin) et en France le 12 juin 1906 (1).

Cet accord procède du traité franco-italien dont il est la conséquence directe : en effet, la Chambre belge avait demandé au gouvernement de s'employer à conclure de semblables ententes et celui-ci ne demeura pas inactif, comme nous le prouvent les conventions signées en vue de donner une base nouvelle à la législation internationale des accidents du travail.

1. V. Fron, *ibid.*

SECTION VIII

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LE LUXEMBOURG DU 27 JUIN 1906

Cette convention ressemble beaucoup à la précédente ; elles sont faites sur le même modèle et leurs articles correspondent. Connaissant l'une, il nous est donc facile de nous rendre compte de l'autre. (1)

La législation luxembourgeoise est plus douce que la législation française, mais, mise en face de la nôtre, elle édicte les mêmes textes restrictifs des droits de l'ouvrier étranger victime d'accident du travail, les deux pays devaient donc également désirer une entente et c'est ainsi que l'accord du 27 juin 1906 fut réalisé (2).

De même que dans la convention franco-belge, l'article 1 stipule que dans chaque Etat les ouvriers de l'autre seront assimilés aux nationaux en ce qui concerne les accidents du travail, de même aussi l'article 2 établit que :

« Il sera fait exception à cette règle quand il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis

1. V. Fron. « Des conventions diplomatiques relatives à l'application des lois sur les accidents du travail intervenues entre la France et la Belgique, le Grand-duché de Luxembourg et l'Italie. » *Nouvelle Revue pratique de droit international privé*, 1907, p. 145.

2. V. le texte dans notre Appendice, n° X.

moins de six mois sur le territoire de celui des deux États contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. En ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier état. Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transports et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.»

Remarquons à ce propos que la théorie consacrée ici est, comme dans les traités franco-belge et belgico-luxembourgeois, celle du risque professionnel international à laquelle nous nous sommes ralliés plus haut.

Les articles 3 et 4 consacrent les clauses coutumières de délivrance gratuite des actes et d'aide mutuelle en matière d'accidents du travail. La convention, dont l'entrée en vigueur devait avoir lieu un mois après les publications ordinaires dans chaque État, restait valable un an et un jour après dénonciation faite et portait les signatures de MM. L. Bourgeois et Vannerus.

Ratifiée à Paris le 19 octobre 1906, elle fut promulguée en France le 10 novembre de cette année (*Journal officiel* du 15), l'ayant été au Luxembourg le 28 juillet 1907 (*Mémorial du grand-duché de Luxembourg* du 15 novembre).

SECTION IX

CONVENTION ENTRE L'ALLEMAGNE
ET LES PAYS-BAS DU 27 AOUT 1907

Cet accord a pour but de supprimer l'obligation d'une double assurance. La législation allemande n'atteint en effet que les établissements situés en Allemagne ou ceux qui, à l'étranger, restent sous la dépendance directe des maisons allemandes qui les ont créés. C'est ce qu'on appelle des « rayonnements ». Il en est de même en Hollande. Toutefois, la loi de ce pays prévoit que ses dispositions seront aussi applicables aux travaux exécutés à l'étranger, en ce qui concerne les travailleurs domiciliés en Hollande, travaux tombant également sous le coup de la loi allemande s'ils ne sont pas de purs « rayonnements ». Donc double assurance des ouvriers domiciliés aux Pays-Bas.

D'autre part, les salariés non domiciliés en Hollande n'y sont pas soumis aux lois d'assurance-accidents et s'ils exécutent des travaux rentrant dans la notion du « rayonnement » la loi allemande s'en désintéresse également, c'est donc une autre anomalie, l'absence totale d'assurance, dont il fallait trouver la solution (1).

1. V. l'interprétation de la *Berufsgenossenschaft* du 10 février 1908. — *Revue de droit international privé* (Darras), 1908, p. 699 et *Bulletin du comité permanent*, etc. 1907, p. 677-678.

La convention du 27 août 1907 (1) s'est employée à résoudre les deux problèmes et voici ce qu'elle décide :

Tout d'abord l'article 1 dit que les opérations des entreprises ayant leur siège dans un pays autre que celui où elles exercent leur activité sont soumises à la législation de ce dernier pays (les parties d'entreprises étant considérées comme distinctes de celles principales). Les gouvernements des deux pays règlent l'application des présentes dispositions. Pour les chemins de fer c'est le lieu du trafic qui a occasionné l'accident qui détermine la législation compétente. (Art. 2.)

Toutes les catégories d'entreprises, sans préjudice de l'application de l'article 2, sont soumises à la loi de leur siège social, pendant les six premiers mois de leur exploitation dans l'autre pays et pour toutes personnes occupées jusque-là dans la partie de l'entreprise assujettie dans leur pays à l'assurance-accident ; ce n'est qu'un chômage de plus d'un mois qui interrompt et fait recommencer le délai.

La législation compétente, en matière d'accidents, régit les conditions de tous les droits ouverts par lesdits accidents (art. 4) ; les autorités des deux pays se prêtent un concours réciproque, notamment lorsqu'il s'agit de commissions rogatoires au sujet d'audition de témoins ou d'experts. (Art. 5.) Enfin, les parties contractantes s'accordent les bénéfices ordinaires d'exemption de timbre, etc., et le taux des primes et

1. V. le texte dans notre Appendice, n° XI.

cotisations n'est point accru du fait d'un siège social situé à l'étranger. (Art. 6 et 7.)

La convention s'applique (art. 9) également aux employés de l'Empire, d'un Etat confédéré ou d'une circonscription administrative appartenant à des entreprises assujetties aux lois d'assurance-accident, mais bénéficiant, non de l'assurance de droit commun, mais d'avantages équivalents.

Les gouvernements se communiqueront tous documents nécessaires pour le calcul du salaire exprimé en monnaie de l'autre pays. (Art. 10). « Les articles 4 et 7 s'appliquent aux entreprises soumises à la législation des deux pays, même en l'absence des conditions prévues à l'article 1 », nous dit l'article 8. Enfin, les ratifications échangées et les originaux aussitôt remis, l'accord entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant ; quant aux obligations résultant d'accidents antérieurs, elles resteront à la charge de l'établissement d'assurance qui avait à les remplir jusqu'ici à l'inverse de celles assumées sous le régime de la présente convention.

Celle-ci a donc mis fin aux inconvénients signalés et dont souffraient nombre d'ouvriers, notamment en cas de double assurance par exemple pour les entreprises de navigation sur le Rhin. Elle est du type du traité conclu entre l'Allemagne et le Luxembourg (1) c'est-à-

1. V. cette convention, section VI.

dire qu'elle solutionne certains conflits de lois, mais n'assimile pas les ouvriers des deux pays réciproquement victimes sur territoire étranger de dommages survenus au cours de leur travail. Ce sont les deux seules ententes de ce genre, toutes les autres étant basées sur le principe d'assimilation, ce qui leur donne un caractère beaucoup plus réel et beaucoup plus marqué de protection ouvrière ; nous aurions même pu nous servir de ce critérium pour classer les conventions sur notre matière.

SECTION X

DIFFERENTS ARRANGEMENTS RELATIFS AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL

1° ENTENTE ITALO-SUISSE DU SIMPLON (1)

Ce fut un accord spécial passé entre la Suisse et l'Italie à propos des accidents survenus dans le tunnel du Simplon. La compétence devait se départager d'après les deux galeries d'accès Nord (suisse) et Sud (italienne) ; toutefois, sur l'express désir de l'Italie, le juge instructeur de Brigue fut chargé de recevoir les avis d'accidents survenus sur le versant italien et d'instruire les enquêtes, conformément à la loi italienne

1. V. B. Raynaud. *Le droit international ouvrier*, p. 138.

de 1898. Les pièces, nous apprend le rapport du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale sur sa gestion de 1903 (département politique), étaient envoyées ensuite à Domodossola, au procureur du roi. La raison de cet arrangement, uniquement pratique, ne se rapportait qu'à la procédure ; il en est de même du suivant.

2° ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE SUR LES COMMISSIONS
ROGATOIRES EN MATIÈRE D'ACCIDENTS (15 OCTO-
BRE 1906) (1).

A cette date, le *Bulletin de l'Office impérial des assurances* publia un avis réglant le fonctionnement des commissions rogatoires entre la France et l'Allemagne. Le secrétaire d'Etat allemand avait en effet favorablement accueilli une commission rogatoire d'un juge de paix français transmise par notre ambassadeur et demandant pour une affaire d'accident l'audition de témoins en Allemagne. Notre ambassadeur fit alors connaître au gouvernement allemand que le sien était tout disposé à accepter par réciprocité et dans les mêmes conditions les mandats analogues émanés d'office ou d'autorité de l'Empire et donnés en vertu de la législation allemande sur les accidents du travail. Ils seront soumis aux mêmes conditions que ceux émanés

1. V. *Bulletin de l'office du travail*, 1907, p. 350 et *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1908, p. 700.

de tribunaux français avec cette différence qu'en France ce seront les autorités judiciaires qui en auront la charge. Outre sa très grande utilité en matière de protection des travailleurs, ce précédent permet d'entrevoir la possibilité d'accords plus généraux sur l'indemnisation en cas d'accidents ; ce premier pas en appelle d'autres et nous pouvons espérer que c'est la solution qui viendra un jour améliorer la situation internationale de la classe ouvrière des deux pays.

3^e CONVENTIONS EN COURS

Des pourparlers ont été engagés notamment entre la France et l'Angleterre pour la conclusion d'un accord analogue à la convention franco-italienne ; ils n'ont pas encore abouti, mais il y a des raisons particulières de penser qu'ils le feront bientôt (1).

Une remarque générale (2) pour terminer ce chapitre. Il est regrettable que toutes les ententes internationales concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail ne soient pas conclues sur un modèle unique. L'on saurait par exemple d'une manière précise quelles sont, en cas de traités, les modifications apportées à la loi française, tandis

1. V. *Revue de droit international* (Darras), 1908, p. 720 et *Bulletin du Comité permanent*, 1907, p. 569.

2. V. Fron. « Des conventions diplomatiques relatives à l'application des lois sur les accidents du travail intervenues entre la France, etc... » *Nouvelle Revue pratique de droit international privé*, 1907, p. 145.

qu'avec le système actuel, il faut connaître chacun d'eux en détail et prendre bien garde de ne pas confondre des solutions présentant souvent la plus grande analogie, ce qui est un sujet de recherches ardues et difficiles.

CONCLUSION

Nous voici au terme de cette étude, durant laquelle nous avons vu évoluer les principes d'indemnisation des ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail. Tout d'abord d'une certaine rigueur, ces principes se sont progressivement adoucis au cours des deux phases successives où, comme tous problèmes de droit international ouvrier, ils ont dû se développer.

Le but est-il atteint ? L'assimilation consacrée par le traité de travail nous donne-t-elle la solution parfaite ? Ce n'est pas notre avis : il faut en revenir, selon nous, à l'état de choses existant avant l'apparition des théories de risque professionnel, c'est-à-dire à la suppression pure et simple des dispositions d'exception contenues dans les législations nationales. La parité de traitement entre étrangers et nationaux est trop essentielle pour ne reposer que sur la base toujours instable du droit conventionnel ; tout au plus peut-il être un moyen de parvenir à l'assimilation pleine et entière, en permettant aux différentes nations de réformer leur droit interne simultanément et d'éviter ainsi de trop grands

préjudices économiques. Hormis cette réserve, l'unique solution se trouve être celle adoptée par les récentes lois belge, espagnole et italienne, qui ne font aucune distinction pour réparer les dommages éprouvés dans leur travail par des travailleurs indigènes ou étrangers.

Les lois d'assurance-accident reposant d'après nous sur le risque professionnel international, c'est-à-dire sur le rapport de causalité unissant l'accident et l'exercice du travail, le droit d'indemnisation n'est aucunement lié à la nationalité.

Les textes d'exception heurtent donc, comme le dit M. Cabouat, « ce principe universellement admis aujourd'hui que l'étranger est l'égal du national dans la vie économique » (1). Si l'on écarte toute idée de bienfaisance ou d'assistance, il est manifeste qu'une unité de condition s'impose à l'égard des travailleurs comme « nécessité tout à fait indépendante d'ailleurs de l'organisation contingente de la responsabilité elle-même ».

Il en est de même au point de vue humain. Le salarié devenu un type social partout reconnu doit trouver dans la réparation pécuniaire de l'accident dont il a été victime un adoucissement à son sort. La machine qui tue ou qui mutilé ne regarde point à ceux qu'elle frappe. Pourquoi distinguer dès lors entre les infortunes à soulager ? C'est là « une anomalie d'autant plus intolé-

1. V. Cabouat, *loc. cit.* p. 104.

nable qu'elle n'a même pas l'excuse d'être une survivance mais résulte au contraire d'une législation toute moderne, où l'on s'étonne de rencontrer des conceptions si arriérées » (1). La stricte justice s'élève contre de semblables mesures car le « respect de la personne humaine ne doit pas connaître de frontières » (2).

La disparition des textes d'exception concernant les ouvriers étrangers victimes d'accidents du travail est donc légitime à tous les points de vue. Elle n'ira pas sans de nombreuses difficultés, mais comme le dit M. Bourgouin : « A celui qu'opprime la pensée de la misère, les limitations, les mesures de contrôle, les contraintes fiscales paraissent légères si elles ont pour objet de procurer à tous un minimum d'existence et de sécurité. »

Concluons donc en appelant de tous nos vœux la réalisation de la solution que nous avons adoptée, car il s'agit ici comme à la conférence de Berne de 1905 de ce que M. Waddington pensait à juste titre pouvoir intituler « œuvre de pacification sociale et de solidarité humaine » (3).

1. V. *Ibidem*.

2. V. Raynaud. *Les accidents du travail des ouvriers étrangers*, p. 151.

3. V. Discours de M. Waddington le 17 mai 1905 à la séance de clôture. *Archives diplomatiques*, 3e série, t. 95, p. 341.

APPENDICE

I

Traité de travail franco-italien du 15 avril 1904 (1)

CONVENTION

Le Président de la République française et S. M. le roi d'Italie désirant, par des accords internationaux, assurer à la personne des travailleurs des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail et particulièrement : 1° faciliter à leurs nationaux travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales ; 2° garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur et concourir au progrès de la législation ouvrière, ont résolu de

1. V. Raynaud. *Le droit international ouvrier* (annexes), p. 145.

conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française ;

S. E. M. Camille Barrère, ambassadeur de France près S. M. le roi d'Italie ;

M. Arthur Fontaine, directeur du travail au ministère du Commerce de France ;

S. M. le roi d'Italie :

S. E. M. Tommaso Tittoni, son ministre des Affaires étrangères ;

S. E. M. Luigi Luzzatti, son ministre du Trésor ;

S. E. M. Luigi Rava, son ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce ;

S. E. M. le comte Enrico Stelluti Scala, son ministre des Postes et Télégraphes ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Des négociations seront engagées à Paris après la ratification de la présente convention, pour la conclusion d'arrangements fondés sur les principes énoncés ci-après et destinés à régler le détail de leur application, exception faite pour l'arrangement relatif à la Caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie, prévu sous le paragraphe *a* ci-dessous, qui sera annexé à la convention.

a) Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la Caisse nationale d'épargne de France, soit à la Caisse d'épargne pos-

tale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des caisses à l'autre, chacune de ces caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles générales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elle par les nationaux.

Un régime de transfert, sur des bases analogues, pourra être institué entre diverses caisses d'épargne privées de France et d'Italie, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes frontières. Sans comporter la gratuité absolue des transferts, ce régime stipulera le concours des administrations postales, soit gratuit, soit à tarif réduit.

b) Les deux gouvernements faciliteront, par l'entremise tant des administrations postales que des Caisses nationales, le versement des cotisations des Italiens résidant en France à la Caisse nationale de prévoyance d'Italie et des Français résidant en Italie à la Caisse nationale des retraites de France. Ils faciliteront de même le payement en France des pensions acquises, soit par des Italiens, soit par des Français, à la Caisse nationale italienne et réciproquement.

c) L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution de retraites de vieillesse et peut-être d'invalidité, dans le régime général des retraites ouvrières actuellement élaboré par le Parlement français, ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie, seront réglées aussitôt après le vote de dispositions législatives dans les pays contractants.

La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou employé ou aux retenues faites sur son salaire lui sera acquise intégralement.

En ce qui concerne la part de pension correspondant aux contributions patronales, il sera statué par l'arrangement, dans des conditions de réciprocité.

La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque Etat et payée sur les ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays.

Les deux Etats contractants faciliteront par l'entremise tant des administrations postales que de leurs caisses de retraite le paiement en Italie des pensions acquises en France et réciproquement.

Les deux gouvernements étudieront, pour les ouvriers et employés ayant travaillé successivement dans les deux pays pendant des périodes minima à déterminer, sans remplir dans aucun des deux les conditions requises pour les retraites ouvrières, un régime spécial d'acquisition de retraite.

d) Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes en France d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail, ainsi que leurs représentants résidant en France, auront droit aux mêmes indemnités que les Français et réciproquement.

Les Italiens bénéficiaires de rentes cessant de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résideraient pas en France au moment de l'accident, auront droit à des indemnités à déterminer. Les capitaux constitu-

tifs de ces indemnités, évalués d'après un tarif annexé à l'arrangement, pourront être versés à la Caisse nationale italienne de prévoyance, à charge par elle d'assurer le service des rentes. La Caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents du travail acceptera également, suivant tarif conventionnel, pour le risque d'indemnité aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, les réassurances des assureurs français désireux de se décharger éventuellement de toutes recherches et démarches à cet égard. Des avantages équivalents seront réservés, par réciprocité, pour les Français victimes d'accidents du travail en Italie.

e) L'admission des ouvriers et employés italiens, en France, à des institutions d'assurances ou de secours contre le chômage subventionnées par les pouvoirs publics, l'admission des ouvriers et employés français, en Italie, aux institutions de même nature, seront réglées, le cas échéant, après le vote dans les deux pays de dispositions légales relatives à ces institutions.

f) Les arrangements prévus au présent article seront conclus pour une durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année, pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

ART. 2. — a) Les deux gouvernements détermineront, pour éviter les erreurs ou les fausses déclarations, la nature

des pièces à présenter aux consulats italiens, par les jeunes Italiens embauchés en France, ainsi que la forme des certificats à fournir aux mairies par lesdits consulats, avant délivrance aux enfants des livrets prescrits par la législation sur le travail des enfants. Les inspecteurs du travail se feront représenter les certificats à chaque visite : ils retireront les livrets indûment détenus.

b) Le gouvernement français organisera des comités de patronage comprenant, autant que possible, des Italiens parmi leurs membres, pour les régions industrielles où seront employés en grand nombre de jeunes Italiens logés en dehors de leurs familles par des intermédiaires.

c) Les mêmes mesures seront prises pour la protection des jeunes ouvriers français en Italie.

ART. 3 — Au cas où l'initiative serait prise par l'un des deux Etats contractants ou par un des Etats avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de convoquer divers gouvernements à une Conférence Internationale dans le but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protectrices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux gouvernements au projet de conférence entraînerait, de la part de l'autre gouvernement, une réponse favorable en principe.

ART. 4. — Au moment de signer cet accord, le gouvernement italien prend l'engagement de compléter l'organisation dans tout le royaume, et particulièrement dans les régions où le travail industriel est développé, d'un service d'inspection fonctionnant sous l'autorité de l'Etat et offrant, pour

l'application des lois, des garanties analogues à celles que présenté le service de l'inspection du travail en France.

Les inspecteurs feront observer les lois en vigueur sur le travail des femmes et des enfants, et notamment les prescriptions qui concernent : 1° l'interdiction du travail de nuit ; 2° l'âge d'admission au travail dans les ateliers industriels ; 3° la durée du travail journalier ; 4° l'obligation du repos hebdomadaire.

Le gouvernement italien s'engage à publier un rapport annuel détaillé sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants.

Le gouvernement français prend le même engagement.

Le gouvernement italien déclare en outre qu'il a l'intention de mettre à l'étude et de réaliser graduellement la réduction progressive de la durée du travail journalier des femmes dans l'industrie.

ART. 5. — Chacune des deux parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention et les arrangements prévus à l'article 1, en faisant connaître son intention un an d'avance, s'il y a lieu de reconnaître que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'a pas été respectée par l'autre partie sur les points énoncés spécialement à l'article 4, alinéa 2, faute d'une inspection suffisante, ou par suite de tolérances contraires à l'esprit de la loi, ou que le législateur aura diminué sur les mêmes points la protection édictée en faveur des travailleurs.

ART. 6. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le 15 avril 1904.

(L. S.) Camille Barrère. (L. S.) Tittoni.

(L. S.) Arthur Fontaine. (L. S.) L. Luzzatti.

(L. S.) L. Rava.

(L. S.) E. Stelluti Scala.

PROTOCOLE

Enfin le protocole concernant la convention franco-italienne est ainsi conçu :

Au moment de procéder à la signature de la convention en date de ce jour les plénipotentiaires soussignés se référant à l'article 5 de cette convention ont, d'un commun accord, déclaré ce qui suit :

La loi française sur le travail des enfants et des femmes, visée par l'article 5 de la convention, est celle du 2 novembre 1892, modifiée par l'article 1 de la loi du 30 mars 1900. Toutefois il est entendu que, éventuellement, les modifications à ladite loi déjà votée par le Sénat français à la date du 24 mars 1904, dans la mesure où elles prendraient force légale par le vote des deux Chambres, se substitueraient aux dispositions actuellement en vigueur pour l'appréciation prévue à l'article 5 de ladite convention.

La loi italienne sur le travail des enfants et des femmes, visée par l'article 5 de la convention, est celle du 29 juin 1902. Il sera tenu compte, pour les appréciations prévues audit article 5 : en France, des avis de la Commission supérieure du travail dans l'industrie, établie par la loi du 2 novembre 1902, et du Conseil supérieur du travail ; en Italie, du Conseil supérieur du travail, organisé par la loi du 29 juin 1902.

II

Arrangement franco-italien du 9 juin 1906 concernant la répartition des dommages résultant des accidents du travail (1)

ARRANGEMENT

Le gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie et le gouvernement de la République française, également animés du désir d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conformément aux principes énoncés dans l'article 1, § d, de la convention signée à Rome, le 15 avril 1904, entre l'Italie et la France, ont convenu ce qui suit :

1. *Revue de droit international privé et de droit pénal international*, 1908, p. 709.

ARTICLE PREMIER. — Les ouvriers ou employés de nationalité italienne, victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants, et réciproquement.

ART. 2. — Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayants droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lorsqu'il est survenu, ou qui ont postérieurement cessé d'y résider.

ART. 3. — En cas d'accidents donnant lieu à une enquête, avis de clôture de l'enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire du ressort dans l'étendue duquel se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin qu'elle puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

ART. 4. — Les chefs d'entreprise et les assureurs de chaque pays auront la faculté de se libérer des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux entre les mains de l'autorité consulaire de l'autre pays visée à l'article précédent, à laquelle il appartiendra de produire les pièces d'identité et certificats de vie, ainsi que de pourvoir à l'envoi des arrérages ou des indemnités à ceux de ses nationaux qui résidaient dans son ressort au moment de l'accident.

ART. 5. — La Caisse nationale italienne d'assurances contre les accidents assurera, suivant le tarif conventionnel annexé au présent arrangement, le risque d'indemnités aux

représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, au profit des assureurs français désireux de se décharger de toutes recherches et démarches éventuelles à cet égard.

Ce tarif, établi à titre provisoire, sera aussitôt que possible révisé par les administrations compétentes des deux pays d'après les données techniques à recueillir.

ART. 6. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura constitué à la Caisse nationale française des retraites pour la vieillesse les rentes dues à des ouvriers italiens ou à leurs représentants, les arrérages, à la demande de ces derniers, leur en seront servis par les soins de la Caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers. Dans ce cas, la Caisse nationale française se libérera vis-à-vis de la Caisse nationale italienne par l'envoi trimestriel du montant des arrérages échus qu'elle eût payés en France.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, la Caisse nationale française pourra se libérer vis-à-vis de la Caisse nationale italienne par le versement en capital de leur valeur actuelle d'après le tarif auquel la rente aura été acquise ; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse nationale italienne au moment du versement.

ART. 7. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura versé à la Caisse nationale italienne de prévoyance les indemnités dues à des ouvriers français, cette dernière, sur leur

demande, leur enverra par mandats postaux le montant des sommes qu'elle leur eût payées en Italie.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, elle pourra se libérer par le versement à la Caisse nationale française des retraites de leur valeur actuelle en capital, d'après le tarif auquel la rente aura été acquise ; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse nationale française au moment du versement.

Les indemnités allouées à la suite d'accidents mortels survenus à des ouvriers français en Italie pourront être versées globalement à la Caisse des dépôts et consignations de France, qui en tiendra le montant à la disposition des intéressés, sous justification de leurs droits.

ART. 8. — Les mandats postaux prévus au premier alinéa de l'article 7, ainsi que les envois de fonds par la Caisse nationale française des retraites à la Caisse nationale italienne de prévoyance, ou réciproquement, en exécution des deux articles précédents, feront l'objet de mandats d'office dans les conditions spécifiées à l'article 5 de l'arrangement relatif aux transferts de fonds entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays.

ART. 9. — Les deux caisses nationales garderont toujours le droit de modifier pour l'avenir leurs tarifs respectifs.

ART. 10. — L'exemption des taxes et les avantages fiscaux actuellement accordés par la loi française pour les documents à présenter afin d'obtenir le paiement des indemnités seront

appliqués aussi dans le cas où ces documents seraient réclamés pour le paiement d'une indemnité conformément à la loi italienne, et réciproquement.

ART. 11. — Dans le cas où un ouvrier italien ne résidant point en France ne recevrait pas à échéance les arrérages auxquels il aurait droit et ferait appel au fonds de garantie institué par la loi française, les attributions dévolues en cette matière à l'autorité municipale seraient remplies, à son égard, par l'autorité consulaire italienne à Paris, dans des conditions concertées entre les administrations compétentes des deux pays.

ART. 12. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrangement, en ce qui concerne les services respectivement confiés aux caisses nationales des deux pays. Avis en devra être donné aux administrations compétentes de l'autre Etat par la voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions relatives auxdits services cesseront d'avoir effet.

ART. 13. — Les administrations compétentes des deux pays détermineront de concert les justifications à produire dans les cas prévus par les articles 4, 5, 6 et 7 ainsi que les conditions d'application desdits articles aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideraient ailleurs qu'en France et en Italie.

Elles arrêteront en même temps toutes les mesures de

détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

ART. 14. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les deux Etats conviendront dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun d'eux.

Sauf le cas prévu par la convention du 15 avril 1904, le présent arrangement restera en vigueur pendant la durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

ART. 15. — Lorsque l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs, pour tous les accidents survenus jusqu'à l'expiration de l'arrangement. Il cessera au contraire d'avoir effet, dès cette expiration, en ce qui concerne les attributions dévolues aux autorités consulaires et les obligations ou facultés prévues pour les caisses nationales des deux pays, sauf le règlement des comptes alors en cours entre elles et le service de tous les arrérages des rentes dont elles auraient antérieurement reçu les capitaux constitutifs.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet

ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double expédition à Paris, le 9 juin 1906.
Signé : Léon Bourgeois (L. S.), Gaston Doumergue (L. S.),
G. Tornielli (L. S.), V. Magaldi (L. S.)

ANNEXE

Désignation

Prime annuelle
de réassurance
pour 1.000 fr.
de salaires

Exploitations industrielles en général	4 fr.	98
Mines	12	36
Carrières.	10	02
Verrerie, poterie, briqueterie	3	24
Verrerie	1	38
Poterie.	1	32
Briqueterie	4	62
Fer et acier.	3	60
Métaux (hormis le fer et l'acier, mécanique de précision, instruments de musique)	1	14
Métaux (hormis fer, acier)	0	96
Mécanique de précision	1	38
Instruments de musique	0	78
Industrie chimique	4	26
Gaz et eau	3	30
Industrie textile.	0	78

Lin, chanvre, jute et autres fibres d'écorces. . .	1	08
Soie	0	30
Industrie textile (non compris l'industrie du lin, du chanvre, etc.) de la soie	0	78
Industrie textile, (non compris l'industrie de la soie)	0	78
Papier et imprimerie.	1	62
Fabrication, travail du papier.	2	46
Fabrication du papier.	4	98
Travail du papier.	0	54
Imprimerie	0	36
Cuir et vêtement.	0	96
Cuir	2	46
Vêtement.	0	42
Bois	3	06
Alimentation, boucherie, tabac	0	66
Alimentation	1	44
Boucherie	0	96
Tabac	0	12
Meunerie, sucrerie, distillerie, brasserie et mal- terie	6	»
Meunerie	7	32
Sucrerie	5	34
Distillerie	4	62
Brasserie et malterie.	6	06
Travaux de construction.	6	96
En particulier le ramonage.	5	82
Chemins de fer (c'est une classification économi-		

que et juridique propre de l'Allemagne
qui correspond à peu près à la classification
ordinaire en grande, moyenne
et petite industrie) :

D'Etat	7	92
Privés.	6	54
Routiers	4	20
Expédition, magasinage, voiturage	9	84
Expédition, magasinage, encavement	7	26
Voiturage.	14	46
Navigation intérieure.	18	30
Navigation maritime.	14	22
Administration de la marine	2	94
Administration de la guerre.	1	20
Administration des postes et télégraphes.	4	62

III

Règlement du 19 décembre 1907 pour l'exécution de l'arrangement signé le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail (1).

En application de l'article 13 de l'arrangement signé, le 9 juin 1906, entre la France et l'Italie, relativement à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, les administrations compétentes française

1. Même revue, 1908, p. 713.

et italienne ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

Article premier. — L'avis de clôture d'enquête d'accident adressé « immédiatement » à l'autorité consulaire en vertu de l'article 3 de l'arrangement du 9 juin 1906, mentionnera les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la victime de l'accident, le lieu où elle se trouve, et, lorsque l'accident a entraîné ou paraît devoir entraîner la mort, les noms, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance des ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité.

Il rappellera, en outre, la date à laquelle le dossier de l'enquête cessera d'être déposé au greffe de la justice de paix ou à la chancellerie de la préture pour être transmis à l'autorité judiciaire compétente.

Au reçu de cette communication, l'autorité consulaire se mettra immédiatement en rapport, s'il y a lieu, avec la victime ou ses ayants droit, en vue de la sauvegarde de leurs droits.

Art. 2. — Les débiteurs qui voudront user de la faculté que leur accorde l'article 4 de l'arrangement de se libérer entre les mains de l'autorité consulaire des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux devront adresser, à cet effet, par lettre recommandée, à l'autorité consulaire visée audit article, ou lui remettre contre récépissé immédiat une déclaration contenant;

1° Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la victime ou des ayants droit ;

2° La date de l'accident ;

3° Si les bénéficiaires sont incapables, les noms, prénoms, professions et domiciles de leurs représentants légaux ;

4° L'indication de la décision judiciaire ou du titre fixant la rente ou l'indemnité ;

5° Le montant des arrérages ou de l'indemnité dus ;

6° La date d'exigibilité.

L'autorité consulaire, dans un délai maximum de trois jours, réclamera à la victime de l'accident ou à ses ayants droit les pièces d'identité et certificats de vie et, dès réception, les produira au débiteur. Elle lui donnera quittance des sommes reçues qu'elle transmettra immédiatement aux créanciers.

La déclaration prévue au premier alinéa ci-dessus n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les débiteurs qui auront déclaré vouloir périodiquement s'acquitter des arrérages des rentes à leur charge entre les mains de l'autorité consulaire. Celle-ci leur produira les certificats de vie du rentier aux échéances.

Si les victimes d'accidents ou leurs représentants résident ailleurs qu'en France et en Italie, le consul leur réclamera par la voie consulaire les pièces à produire.

Toutes les diligences, démarches, correspondances ou productions d'actes incombant à l'autorité consulaire en exécution du présent article et de l'article précédent seront gratuites au regard des victimes d'accidents ou de leurs

ayants droit, qui ne devront à aucun titre en supporter la charge.

ART. 3. — Les titulaires de rentes, qui voudront bénéficier de la disposition du premier alinéa de l'article 6 de l'arrangement à l'effet d'obtenir le service des arrérages par les soins de la Caisse nationale italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers, devront adresser leurs demandes à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Ces demandes indiqueront les nom, prénoms, profession, domicile du titulaire et, s'il est incapable, ceux de son représentant légal, le numéro d'inscription du titre de rente, le montant des trimestres échus, la date de leur échéance, le lieu où le paiement devra en être effectué.

L'autorisation de payer sera donnée à la Caisse nationale italienne de prévoyance par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui lui transmettra, à cet effet, une copie de la demande. La Caisse nationale italienne effectuera le paiement, contre quittance, entre les mains du porteur de l'extrait d'inscription et du certificat de vie du rentier. Ledit certificat devra, s'il s'agit d'un mineur, mentionner qu'il a été délivré à la requête du tuteur, ou, s'il s'agit d'un conjoint survivant, constater que l'intéressé n'est point remarié. En outre, lors du dernier paiement effectué sur un extrait d'inscription émis au nom d'un orphelin parvenu à sa seizième année, cette extrait devra être envoyé à la Caisse nationale des retraites, qui émettra, s'il y a lieu à réversibilité, de nouveaux extraits d'inscription.

L'autorisation visée à l'alinéa précédent n'aura pas besoin d'être renouvelée trimestriellement en ce qui concerne les rentiers qui auront déclaré se fixer à titre définitif en Italie et vouloir y toucher les arrérages de leur pension. Les paiements subséquents pourront alors être effectués directement par la Caisse nationale italienne de prévoyance, sous sa responsabilité.

Toutefois, en cas de décès du rentier, le paiement du pro-rata d'arrérages acquis au jour du décès n'aura lieu qu'après examen par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des documents justificatifs produits par les représentants de la victime à l'appui de leur réclamation.

ART. 4. — Les demandes des versements visées au deuxième alinéa de l'article 6 de l'arrangement pourront être produites à la Caisse nationale italienne de prévoyance par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer :

Les noms, prénoms, profession et domiciles des bénéficiaires ;

Les lieux et dates de leur naissance ;

Les dates des accidents ;

Celles des décisions judiciaires allouant les rentes ;

La quotité définitive de ces rentes ;

Les salaires d'après lesquels les rentes auront été liquidées ;

Le cas échéant, la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité de travail ;

Et tous les éléments de calcul ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant.

Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rente devront être représentées à l'appui de la demande de versement visée à l'alinéa précédent.

Après vérification des calculs par la Caisse nationale italienne de prévoyance et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par elle, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse effectuera à ladite Caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera dès lors libérée à l'égard des bénéficiaires.

La Caisse nationale italienne de prévoyance en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif, de rentes de même nature et de même durée qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation française.

La Caisse nationale italienne de prévoyance notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquelles ils auront désormais droit et leur communiquera, sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

Art. 5. — Les ouvriers français qui voudront se prévaloir de la disposition du premier alinéa de l'article 7 de l'arrangement produiront à cet effet, à la Caisse italienne de prévoyance, une demande signée par eux, ou dûment établie en leur nom mentionnant :

Leurs nom, prénoms, profession et domicile ;

La décision ou le titre ayant liquidé l'indemnité ;

Le numéro du certificat de rente viagère délivré au titulaire ;

Le montant des sommes réclamées et la date de leur exigibilité ;

La résidence où le paiement devra être effectué.

A cette demande sera joint un certificat de vie constatant l'existence du bénéficiaire au jour de l'échéance.

Ladite demande n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les bénéficiaires qui auront déclaré à la Caisse nationale italienne de prévoyance vouloir recevoir périodiquement le montant de leur indemnité à la résidence indiquée. Il leur suffira de produire en pareil cas, à chaque échéance, leur certificat de vie.

ART. 6. — Les demandes de versements visées au deuxième alinéa de l'article 7 de l'arrangement devront être produites à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse par la Caisse nationale italienne de prévoyance au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer :

Les nom, prénoms, profession et domicile des bénéficiaires ;

Les lieux et dates de naissance ;

Les dates des accidents ;

Celles des décisions judiciaires ou des titres allouant les rentes ;

La quotité définitive de ces rentes ;

Les salaires d'après lesquels les rentes auront été liquidées.

Le cas échéant, la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité du travail ;

Et tous les éléments de calcul ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant.

Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rente devront être représentées à l'appui de la demande de versement visée à l'alinéa précédent.

Après vérification des calculs par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par elle, la Caisse nationale italienne de prévoyance effectuera à ladite Caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera dès lors libérée à l'égard des bénéficiaires.

La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif, de rentes de même nature qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation italienne.

La Caisse nationale des retraites notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquelles ils auront désormais droit et leur communiquera, sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

ART. 7.—Dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article 7 de l'arrangement, le chef d'entreprise ou l'assureur qui voudra user de la faculté établie par ledit article adressera au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations

Dans le montant global de l'indemnité due aux ayants droit, en incluant le taux du salaire qui a servi de base à la liquidation et le montant des indemnités journalières ou provisionnelles que pourrait avoir reçues la victime avant sa mort et qui devraient être déduites de l'indemnité définitive.

Il produira, à l'appui de cet envoi, une copie de l'acte de décès de la victime et un bordereau contenant les noms, prénoms, professions et domiciles de ses ayants droit ou de ses héritiers avec, en regard, le montant des sommes revenant à chacun d'eux dans la répartition de l'indemnité.

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations adressera quittance à l'envoyeur de la somme reçue, avisera les intéressés de ce dépôt et effectuera le paiement à chaque ayant droit, sur justification de son existence et de son identité, de la somme indiquée par le chef d'entreprise ou l'assureur.

Art. 8. — Les paiements à faire aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideront ailleurs qu'en France et en Italie seront effectués soit par la Caisse italienne, soit par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions déterminées par leurs règlements respectifs pour les paiements à faire à leurs nationaux.

Art. 9. — En ce qui concerne les opérations prévues aux articles 6 et 7 de l'arrangement, il sera établi à la fin de chaque mois, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et par la Caisse nationale italienne de prévoyance, un décompte, appuyé des pièces justificatives de toutes les

sommes respectivement dues par l'une de ces Caisses à l'autre. Après vérification contradictoire de ces décomptes, la Caisse finalement débitrice se libérera immédiatement envers l'autre au moyen des mandats postaux prévus à l'article 8 de l'arrangement.

Art. 10. — Pour l'exécution de l'article 11 de l'arrangement, les déclarations prévues par la réglementation française seront effectuées dans les mêmes formes devant les maires italiens, et transmises par eux au consul général d'Italie à Paris, qui en opérera la traduction certifiée et les adressera directement au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations avec une demande de paiement par le fonds de garantie. Il joindra à ladite demande la certification de l'existence des rentiers, ainsi que de la capacité et des pouvoirs des réclamants et attestera, s'il s'agit de la réclamation d'un conjoint, que le bénéficiaire n'est pas remarié.

Les sommes dues au réclamant pourront être remises ou expédiées pour son compte au consul général d'Italie à Paris, qui en donnera quittance libératoire et les lui transmettra

Art. 11. — Les correspondances, les formules imprimées, et en général les communications de toute nature entre les administrations et les caisses françaises et italiennes seront rédigées en langue française.

Art. 12. — L'article 4 et les articles 6 et suivants de l'arrangement du 9 juin 1906 seront mis à exécution le 1^{er} janvier 1908, ainsi que le présent règlement, lequel aura la même durée que l'arrangement, sous réserve des modifica-

tions qui pourraient à toute époque y être apportées d'un commun accord par les administrations des deux pays.

L'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 ne deviendra applicable qu'à l'époque ultérieurement déterminée par les administrations compétentes des deux pays, dès qu'elles auront pu concerter les conditions d'exécution dudit article.

IV

Traité de commerce entre la Suisse et l'Italie du 13 juillet 1904 (1)

ART. 17. — Les parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers italiens en Suisse et des ouvriers suisses en Italie à l'égard des assurances ouvrières, dans le but d'assurer, par des arrangements opportuns, aux ouvriers des nations respectives dans l'autre pays un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents.

Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé.

V

Traité de commerce entre l'Empire d'Allemagne et l'Italie du 3 décembre 1904 (2)

Le traité contient dans son article 4 la disposition suivante, qui devient l'article 2 *a* du traité de 1891 :

1. *Bulletin de l'Office du travail*, 1905, p. 128.

2. *Bulletin de l'Office du travail*, 1905, p. 128.

ART. 2 a. — Les parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers italiens en Allemagne et des ouvriers allemands en Italie à l'égard des assurances ouvrières dans le but d'assurer par des arrangements opportuns, aux ouvriers des nations respectives dans l'autre pays un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents.

Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé.

VI

Traité de commerce entre l'Empire d'Allemagne et l'Autriche-Hongrie du 19 janvier 1905 (1)

ART. 6. — Les parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord amical le traitement des ouvriers de l'une des parties travaillant dans le territoire de l'autre à l'égard de la protection des travailleurs et des assurances ouvrières dans le but d'assurer réciproquement à ces ouvriers, par des arrangements opportuns, un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents.

Ces arrangements seront consacrés, indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé.

1. *Bulletin de l'Office du travail*, 1905, p. 129.

VII

**Traité entre le grand-duché de Luxembourg
et la Belgique, du 15 avril 1905 (1).**

Convention signée le 15 avril 1905 entre le Grand-Duché et la Belgique, au sujet de la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg et S. M. le Roi des Belges, également animés du désir d'assurer aux ressortants de leurs Etats respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi des Belges :

M. le baron de Favereau, membre du Sénat, etc... son ministre des Affaires étrangères ;

S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg :

M. le comte de Marchant d'Ansembourg, chambellan de S. A. R. le Grand-Duc de Luxembourg, etc..., son chargé d'affaires près S. M. le Roi des Belges ; lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

1. Office du travail belge, *Revue du travail*, p. 1080, 1905.

ARTICLE PREMIER. — Les ouvriers luxembourgeois victimes d'accidents du travail en Belgique, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets belges. Par réciprocité, les ouvriers belges victimes d'accidents du travail dans le Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des mêmes indemnités et des mêmes garanties que les sujets luxembourgeois.

ART. 2. — Il sera cependant fait exception à la règle précédente lorsqu'il s'agira d'ouvriers sans distinction de nationalité, qui sont occupés passagèrement, c'est-à-dire pendant six mois au plus, sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais qui sont attachés à une entreprise située sur le territoire de l'autre Etat, auquel cas la législation de ce dernier Etat sera seule applicable.

ART. 3. — Les dispositions de l'article 48-2^o et de l'article 49, alinéa 4, de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1902, sont suspendues expressément au profit des ayants droits de nationalité belge.

ART. 4. — Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la présente convention seront semblablement applicables aux personnes que les lois de chacun des Etats contractants assimilent aux ouvriers en ce qui concerne la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 5. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation luxembourgeoise sur les

accidents du travail, sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés aux fins d'exécution de la loi luxembourgeoise.

ART. 6. — Les autorités luxembourgeoises et belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 7. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays, et demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 15 avril 1905.

Signé : Le Comte d'ANSEMBOURG (L. S.)

FAVEREAU (L. S.)

VIII

Traité entre l'Empire d'Allemagne et le Grand-Duché de Luxembourg du 2 septembre 1905 (1)

Arrangement signé le 2 septembre 1905 entre le Grand-Duché et l'Empire allemand au sujet de l'assurance-accident.

1. V. Raynaud. *Le droit international ouvrier* (annexes) p. 159.

ARTICLE PREMIER. — A défaut d'autres accords intervenus entre les assureurs compétents des deux Etats et ratifiés par le gouvernement du Grand-Duché du Luxembourg et le chancelier de l'Empire allemand, les exploitations assurées obligatoirement d'après les lois d'assurance-accidents des deux Etats (exception faite pour les exploitations agricoles et forestières) sont soumises, en ce qui concerne les personnes employées dans la partie de l'exploitation qui étend passagèrement son activité sur le territoire de l'autre Etat et pour la durée de leur emploi, à l'assurance-accident de l'Etat dans lequel se trouve le siège de la principale entreprise ou de l'entreprise totale.

N'est considérée au sens de l'arrangement comme « partie d'exploitation étendant passagèrement son activité » que celle dont la durée probable ne dépasse pas six mois. Pour chaque partie de l'exploitation, ce laps de temps est compté séparément.

Doivent être aussi considérés comme passagèrement occupés : le personnel des chemins de fer qui franchit la frontière avec les trains qui la traversent et les personnes qui, sans changer le siège de leurs fonctions, sont, en cas d'urgence, envoyées moins de six mois dans le domaine de l'autre Etat, pour les besoins du service des chemins de fer.

ART. 2. — S'il s'élève des doutes sur le point de savoir si d'après les dispositions de l'article 1 les lois d'assurance contre les accidents de l'un ou de l'autre Etat doivent être appliquées, à défaut d'entente entre les assureurs des deux pays entre eux et avec l'entrepreneur de l'exploitation et

aussi au cas de procédure d'indemnité avec l'ayant droit, les autorités de l'Etat dans lequel auront été accomplis les travaux de l'exploitation cause du différend — en l'occurrence pour le Luxembourg le gouvernement, pour l'empire allemand l'administration impériale des assurances — tranchent la difficulté avec compétence exclusive et en dernier ressort.

La décision rendue conformément au paragraphe 1 s'applique aux assureurs dans l'autre Etat, et sert de règle sans effet rétroactif pour la procédure à suivre et notamment aux questions de contribution, d'indemnité et pour savoir si les organisations dans l'un ou dans l'autre pays sont compétentes pour le traitement ultérieur de l'affaire.

Avant la décision dont il est question au paragraphe 1, l'assureur intéressé, l'entrepreneur et en cas de procédure d'indemnité l'ayant droit peuvent être entendus ; la décision intervenue doit être signifiée à l'intéressé.

ART. 3. — S'il s'agit d'un accident donnant sans aucun doute lieu à indemnité, mais que des difficultés subsistent sur le point de savoir s'il incombe aux assureurs de l'un ou l'autre Etat, le premier assureur, saisi de l'affaire, conformément aux prescriptions légales valables pour lui, doit en attendant prendre soin de l'ayant droit.

La charge définitive en incombe à l'assureur désigné à bref délai comme tenu d'indemniser.

ART. 4. — Si, d'après les principes de cet arrangement des exploitations isolées ou des parties d'exploitation ont à passer de l'assurance-accident d'un pays à celle d'un autre,

cette mutation n'a lieu qu'à la fin de l'exercice courant. S'il y a entente entre les assureurs des deux Etats, la mutation avec effets de droit pour tous les intéressés peut être reportée au moment de l'entrée en vigueur du présent arrangement. (Art. 7.)

Les obligations résultant d'accidents, qui se sont produits avant l'époque de la mutation, doivent être remplies par celui des assureurs chez lequel l'exploitation cause de l'accident était assurée avant la mutation.

ART. 5. — Dans l'application des règles de l'assurance-accident, en particulier dans les constatations d'accidents qui incombent à l'assurance-accident d'un pays, mais qui se produisent sur le territoire de l'autre Etat, les organisations et juridictions compétentes se prêteront une aide mutuelle, sans préjudice de leur obligation de constater d'office ces accidents.

ART. 6. — Les mesures précédentes sont applicables à ceux des employés de l'Empire d'Allemagne, de l'un des Etats de l'Union allemande, ou d'une circonscription administrative allemande, employés dans les exploitations assurées obligatoirement et de l'espèce désignée à l'article 1, pour lesquels existent toutefois (à la place de l'assurance-accident allemande) des mesures de secours au cas d'accidents au sens du paragraphe 7 de la loi allemande d'assurance contre les accidents industriels.

Dans ces cas, à la place de l'administration impériale d'assurance appelée à décider aux termes de l'article 2, prennent la décision, pour les employés impériaux, le chan-

celier impérial, pour les employés d'Etat et les employés de circonscriptions administratives l'autorité centrale des Etats particuliers.

Dans l'application des lois allemandes de protection contre les accidents, les prescriptions de ces lois concernant la mise en valeur de tous autres droits nés d'accidents et fondés d'après les lois allemandes sont aussi valables pour les recours provoqués par un accident arrivé en territoire luxembourgeois et fondés d'après les lois du Luxembourg.

ART. 7. — Cet arrangement entrera en vigueur au commencement du mois qui suivra sa conclusion. Il peut, de part et d'autre, être dénoncé le 1^{er} janvier de chaque année, pour ladite dénonciation produire son effet à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante.

En foi de quoi, les représentants des deux Etats ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Expédié en double original à Luxembourg, le 2 septembre 1905.

Signé : EYSCHEN (L. S.)

C. PUCKLER (L. S.).

IX

Convention franco-belge du 21 février 1906 (1)

ARTICLE PREMIER. — Les sujets belges, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront

1. V. Clunet, 1907, p. 236.

admis aux bénéfices des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les citoyens français victimes d'accidents du travail en Belgique ainsi que leurs ayants droits seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets belges par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

ART. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire, de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour des personnes attachées à des entreprises de transports, et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement, et la délivrance gratuite stipulée par la législation belge sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés et délivrés à fin d'exécution de la loi française.

Réciproquement les exemptions prononcées et la délivrance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législa-

tion qui seront passés ou délivrés à fin d'exécution de la loi belge.

ART. 4. — Les autorités françaises et belges se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en France et en Belgique un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Paris, le 27 février 1906.

Signé : (L. S.) ROUVIER
(L. S.) LEGHAÏT.

X

Traité conclu entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg le 27 juin 1906 (1)

ARTICLE PREMIER. — Les sujets luxembourgeois victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants

1. *Revue de droit international privé...*, etc. (Darras), 1908, p. 719.

droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets français par la législation en vigueur sur les responsabilités des accidents du travail.

Par réciprocité, les sujets français victimes d'accidents du travail dans le grand-duché de Luxembourg ainsi que leurs ayants droit seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux sujets luxembourgeois par la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

ART. 2. — Il sera toutefois fait exception à cette règle lorsqu'il s'agira de personnes détachées à titre temporaire et occupées depuis moins de six mois sur le territoire de celui des deux Etats contractants où l'accident est survenu, mais faisant partie d'une entreprise établie sur le territoire de l'autre Etat. Dans ce cas, les intéressés n'auront droit qu'aux indemnités et garanties prévues par la législation de ce dernier Etat.

Il en sera de même pour les personnes attachées à des entreprises de transport et occupées de façon intermittente, même habituelle, dans le pays autre que celui où les entreprises ont leur siège.

ART. 3. — Les exemptions prononcées en matière de timbre, de greffe et d'enregistrement et la délivrance gratuite stipulée par la législation grand-ducale sur les accidents du travail sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés à fin d'exécution de la loi française.

Réciproquement, les exemptions prononcées et la déli-

vance gratuite stipulée par la législation française sont étendues aux actes, certificats et documents visés par cette législation qui seront passés ou délivrés à fin d'exécution de la loi luxembourgeoise.

ART. 4. — Les autorités françaises et luxembourgeoises se prêteront mutuellement leurs bons offices en vue de faciliter de part et d'autre l'exécution des lois relatives aux accidents du travail.

ART. 5. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur en France et dans le Grand-Duché de Luxembourg un mois après qu'elle aura été publiée dans les deux pays suivant les formes prescrites par leur législation respective.

Elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé, etc.

Signés : VANNERUS (L. S.)
BOURGEOIS (L. S.)

XI

Convention conclue entre l'Allemagne et les Pays-Bas le 27 août 1907 (1)

ARTICLE PREMIER. — Les entreprises soumises à l'assurance contre les accidents du travail dans les deux pays contrac-

1. *Revue de droit international privé*, etc. (Darras), 1908, p. 607.

tants qui ont leur siège sur le territoire de l'un d'eux et se livrent à des opérations sur le territoire de l'autre sont assujetties, quant à ces opérations, à la législation du pays où elles sont effectuées, sous réserve des cas prévus aux articles 2 et 3 ci-après.

Les parties d'entreprise situées dans un des deux pays mais dont le siège est dans l'autre sont considérées, au point de vue des accidents, comme entreprises distinctes de celle du siège principal.

Les mesures d'application des présentes dispositions entrent dans les attributions du gouvernement de celui des deux pays contractants qu'elles intéressent : en Allemagne, le chancelier ou son délégué ; aux Pays-Bas, les fonctionnaires compétents. Les contractants se communiqueront réciproquement les mesures prises à cet effet.

Art. 2. — Les entreprises de transport s'étendant sur les territoires allemand et hollandais à la fois sont soumises à la législation du pays où s'est effectué le trafic qui a occasionné l'accident ; peu importe l'étendue du trafic respectif dans l'un et l'autre pays.

Le personnel de ces entreprises affecté à des travaux autres que ceux du trafic proprement dit est également soumis à la première partie du présent article.

Art. 3. — Toutes les catégories d'entreprises, sans préjudice de l'application de l'article 2, sont soumises à la législation du pays de leur siège social, pendant les six premiers mois de leur exploitation dans l'autre pays et pour toutes les personnes occupées jusque là dans la partie de l'entre-

prise assujettie dans leur pays à l'assurance contre les accidents du travail. Quand le travail est arrêté pendant moins de trente jours, cette période est comprise dans le délai de six mois ; un chômage supérieur à une durée de trente jours interrompt le délai ; à partir du jour où il cesse, commence à courir un nouveau délai de six mois. Le temps écoulé avant la mise en vigueur du présent traité ne compte pas pour les calculs ci-dessus.

ART. 4. — Lorsque la législation d'un des deux pays s'applique à un accident survenu dans l'autre pays, et ayant, suivant les lois de ce dernier pays, donné ouverture à d'autres droits, elle régit aussi les conditions de ces droits.

ART. 5. — Dans les cas d'accident du travail, les autorités administratives compétentes des deux pays se prêteront un concours réciproque pour la détermination des faits de la cause.

Les autorités de l'un des deux pays, qui jugeront nécessaire la déposition sous la foi du serment de témoins ou d'experts résidant dans l'autre pays, auront recours à une commission rogatoire à laquelle il devra être fait droit. L'autorité de l'autre pays, chargée par son gouvernement d'exécuter la commission rogatoire ci-dessus ou compétente de plein droit en cette matière, citera d'office les témoins ou les experts et emploiera au besoin les moyens de coercition prévus par la législation nationale.

ART. 6. — Lorsque la législation sur les accidents du travail d'un des deux pays s'applique dans l'autre, elle bénéficie également de l'exemption du timbre et des droits prévue

par la législation sur les accidents du travail de ce dernier pays.

ART. 7. — Le taux des primes ou des cotisations ne subit point d'accroissement par le fait que le siège social de cette entreprise se trouverait dans l'autre pays.

ART. 8. — Les dispositions des articles 4 à 7 s'appliquent aux entreprises soumises à la législation d'un des deux pays, même en l'absence des conditions prévues à l'article 1.

ART. 9. — Les dispositions de la présente convention régissent également les employés de l'Empire, d'un Etat confédéré ou d'une circonscription administrative allemande appartenant à des entreprises assujetties à la loi sur les accidents du travail, mais bénéficiant au lieu de l'assurance du droit commun contre les accidents d'un avantage équivalent au sens de la législation allemande.

ART. 10. — Chacun des deux gouvernements contractants établira et se communiquera réciproquement un barème nécessaire dans le cas d'application de sa législation nationale pour le calcul du salaire exprimé en monnaie de l'autre pays.

ART. 11. — La présente convention devra être ratifiée et les originaux en seront échangés aussitôt après que cette formalité aura été remplie.

La présente convention entrera en vigueur le premier du mois postérieur à celui qui suivra la date de l'échange des originaux ci-dessus.

Les deux parties pourront de tout temps dénoncer le présent traité qui perdra force obligatoire à partir de l'expira-

ration de l'année civile où cette formalité aura été remplie.

Les obligations résultant d'accidents antérieurs au jour de la mise en vigueur de la présente loi resteront à la charge de l'établissement d'assurance qui avait à les remplir jusqu'ici. A l'inverse les établissements d'assurance qui auront assumé des obligations résultant d'accidents du travail sous le régime de la présente convention en demeureront chargés par la suite.

Vu : le Président de la thèse,
A. WEISS

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

1° OUVRAGES ET ARTICLES PRINCIPAUX

Raynaud (B.). — Le droit international ouvrier.

— Les accidents du travail des ouvriers étrangers.
Jeancourt-Galignani. — L'immigration en droit international.

Saint-Albin (L. de). — Etat actuel de la réglementation internationale du travail.

Châtelain (L.). — La protection internationale ouvrière.

Alfassa (M.). — L'association internationale pour la protection légale des travailleurs : l'assurance-accident au Congrès de Bâle. (Revue politique et parlementaire, 1904, t. XLII.)

Millerand. — Les traités de travail. (Revue politique et parlementaire, 1903, t. XXXVIII.)

Pic (P.). — La conférence franco-italienne du travail. (Revue de droit international public, 1904.)

Barrault (H.). — La législation internationale du travail. (Annales des sciences politiques, 1905.)

— Rapport sur l'assurance ouvrière des ouvriers étrangers (Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, 1906.)

Armand Hahn (J.). — L'association internationale pour la protection légale des travailleurs. (Annales des sciences politiques, 1905.)

Brants (V.). — La conférence internationale de Berne.
(Réforme sociale, 1905, t. II).

Feigenwinter (E.). — Le traitement des étrangers au point
de vue de la responsabilité civile et de l'assu-
rance. (Revue de droit international privé et de
droit pénal international, 1906 et 1908.)

Sachet. — Traité théorique et pratique des accidents du
travail.

Mas. — La main-d'œuvre étrangère en France. (Revue
politique et parlementaire, 1904, t. XXXIX.)

Auvillain (L.). — Les ouvriers étrangers en France et les
accidents du travail.

Surville (F.). — Jurisprudence française en matière de
droit international privé ; les ouvriers étran-
gers en France et les accidents du travail.
(Revue critique de législation et de jurisprudence,
1902.)

Samie (P.). — Les ouvriers étrangers en France et le
risque professionnel.

Cabouât (J.). — L'indemnisation des ouvriers étrangers
d'après la loi du 30 mars 1905. (Nouvelle revue
pratique de droit international privé, 1907).

Serre (E.). — Les ouvriers étrangers en France et les acci-
dents du travail. (Clunet, 1902.)

Bellom (M.). — Les lois d'assurances ouvrières à l'étran-
ger.

Dugarçon. — La conférence franco-italienne du travail.

Fron (E.). — Observations sur la conférence franco-belge

du 21 février 1906. (Nouvelle revue pratique de droit international privé, 1906).

- Des conventions diplomatiques relatives à l'application des lois sur les accidents du travail intervenues entre la France, la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et l'Italie. (Nouvelle revue pratique de droit international privé, 1907.)

2^e PÉRIODIQUES DÉPOUILLÉS

Congrès internationaux des accidents du travail et des assurances sociales, rapports et comptes rendus.

Archives diplomatiques, années 1898 à 1908.

Journal de droit international privé (Clunet), 1898 à 1908.

Revue de droit international privé et de droit pénal international (Darras), années 1905-1909.

Annuaire de la législation du travail publié par l'Office du travail de Belgique, 1898 à 1909.

Revue judiciaire des accidents du travail (E. Bert), 1898 à 1909.

Bulletin de l'Office du travail, 1898 à 1909.

Bulletin de l'office international du travail, 1902 à 1909.

Revue du travail publiée par l'office du travail de Belgique, 1898 à 1909.

Annales des sciences politiques, 1898 à 1909.

Réforme sociale, 1898 à 1909.

Bulletin du comité permanent des congrès internationaux des assurances sociales, 1898 à 1909.

Recueil de Dalloz, *passim*.

Recueil de Sirey, *passim*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — Le droit international ouvrier. . . .	11
§ 1. — Son fondement, la main-d'œuvre étran- gère.	11
§ 2. — Le droit international ouvrier en théorie et en pratique.	23
1 ^o Etude théorique.	23
2 ^o Historique et résultats obtenus.	35
CHAPITRE II. — L'assurance contre les accidents du travail et son extension légitime à l'ouvrier étranger.	47

SECONDE PARTIE

Classification.	57
CHAPITRE I. — Législation française.	62

<i>Section I.</i> — Régime antérieur à la loi de 1898.	64
<i>Section II.</i> — Historique de la loi du 9 avril 1898 modifiée le 31 mars 1905.	67
<i>Section III.</i> — Examen critique de la législation française des lois de 1898-1905.	79
§ 1. — Situation de l'ouvrier étranger blessé.	79
A. — Hypothèses prévues par la loi.	80
B. — Hypothèses non prévues par la loi.	89
§ 2. — Situation des représentants de l'ouvrier étranger.	102
A. — Hypothèses prévues par la loi.	103
B. — Hypothèses non prévues par la loi.	108
§ 3. — Réciprocité diplomatique établie par la loi.	121
§ 4. — Critiques auxquelles prête la loi fran- çaise.	124
<i>Section IV.</i> — Régime exceptionnel de cer- tains ouvriers non visés par les lois de 1898- 1900.	133
CHAPITRE II. — Législations étrangères.	141
TITRE I. — Législations restrictives du droit de l'é- tranger mais admettant la réciprocité.	142
<i>Section I.</i> — Législation allemande.	142
§ 1. — Nécessité et histoire.	143
§ 2. — Législation actuelle.	146
<i>Section II.</i> — Législation danoise.	162
— III. — Législation hollandaise.	164
— IV. — Législation suédoise.	166

<i>Section V.</i> — Législation luxembourgeoise...	168
— <i>VI.</i> — Législation russe.....	173
— <i>VII.</i> — Législation hongroise.....	176
— <i>VIII.</i> — Projet de législation suisse..	179
TITRE II. — Législations restrictives des droits de l'étranger et n'admettant pas la réciprocité.	183
<i>Section I.</i> — Législation autrichienne.	183
<i>Section II.</i> — Législation norvégienne.	186
<i>Section III.</i> — Législation finlandaise.	187
<i>Section IV.</i> — Législation grecque.	190
TITRE III. — Législation d'assimilation expresse ou tacite	192
<i>Section I.</i> — Législation anglaise.	193
<i>Section II.</i> — Législation belge.	199
<i>Section III.</i> — Législations italienne et espa- gnole	203
<i>Section IV.</i> — Etats extra-européens.	205
CHAPITRE III. — Les conflits de lois.	208
§ 1. — Solutions pratiques (jurisprudence fran- çaise et étrangère)	208
§ 2. — Solutions doctrinales.	228

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I. — Les accidents du travail des ouvriers dans les congrès internationaux de protec- tion ouvrière	236
---	-----

CHAPITRE II. — Les conventions internationales
relatives aux accidents du travail des ou-
vriers étrangers 243

Section I. — La convention franco-italienne
du travail (15 avril 1904) 245

§ 1. — Esprit de la convention du 15 avril 1904. 247

§ 2. — L'article 1 § d de l'accord franco-italien. 250

§ 3. — Arrangements de 1906 et de 1907 venant
compléter la convention de 1904 253

§ 4. — Appréciation de la convention franco-
italienne 264

Section II. — Clause du traité de commerce
italo-suisse du 13 juillet 1904 268

Section III. — Clause du traité de commerce
italo-allemand du 3 décembre 1904 270

Section IV. — Clause du traité de commerce
austro-allemand du 19 janvier 1905. 270

Section V. — Convention entre le Luxem-
bourg et la Belgique du 15 avril 1905. 272

Section VI. — Convention entre l'Allemagne
et le Luxembourg du 2 septembre 1905. 275

Section VII. — Convention entre la France et
la Belgique du 21 février 1906. 282

Section VIII. — Convention entre la France
et le Luxembourg du 27 juin 1906 285

Section IX. — Convention entre l'Allemagne
et les Pays-Bas du 27 août 1907. 287

<i>Section X. — Différents arrangements relatifs aux accidents du travail</i>	290
CONCLUSION.	295
APPENDICE. — Accords internationaux des 15 avril 1904, 9 juin 1906, 19 décembre 1907, 13 juillet 1904, 3 décembre 1904, 19 janvier 1905, 15 avril 1905, 2 septembre 1905, 21 février 1906, 27 juin 1906, 27 août 1907	298

